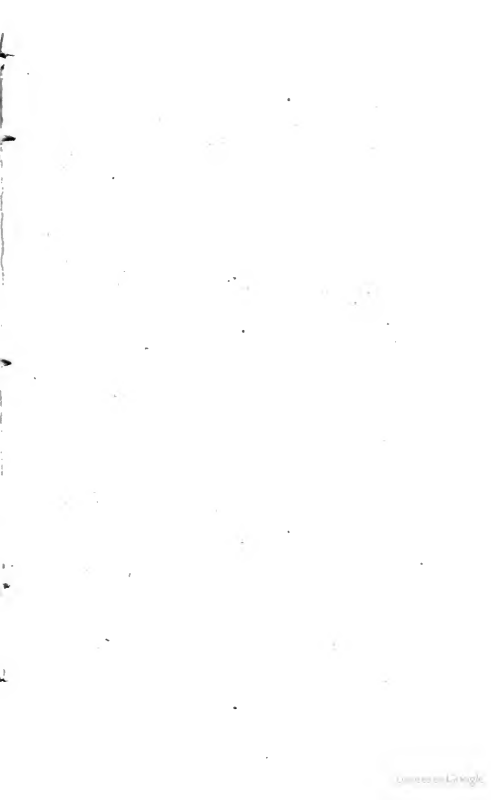










COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

Bruxelles. — Typ. de A. LACROIX, VAN MEESEN et C^{ie}, rue de la Pâtisserie, 33

ŒUVRES DE GEORGE BANCROFT

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

DÉPUIS

LA DÉCOUVERTE DU CONTINENT AMÉRICAIN

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR M^{lle} ISABELLE GATTI DE GAMOND



PREMIERE SÉRIE : HISTOIRE DE LA COLONISATION

TOME I

PARIS

FRANÇOIS DIDOT FRÈRES, FILS ET C^{ie}

RUE JACOB, 56

BRUXELLES

A. LACROIX, VAN BEKEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

RUE DE LA PUTERIE, 85

1861

Tous droits réservés

INTRODUCTION.

Les États-Unis d'Amérique constituent une partie essentielle d'un grand système politique qui embrasse toutes les nations civilisées. A une époque où la puissance de l'opinion s'accroît rapidement, les États-Unis ont la préséance dans la pratique et dans la défense du droit d'égalité parmi les hommes. La souveraineté du peuple est posée en axiome et les lois établies sur cette base sont aimées et observées fidèlement, avec patriotisme. Pendant que les nations de l'Europe aspirent à un changement, notre constitution excite la plus profonde admiration du peuple par lequel elle a été établie. La prospérité découle de l'observation de la justice; l'industrie est vivifiée par la liberté du commerce et le travail est récompensé par un gain certain et très élevé. La paix intérieure est maintenue sans le secours d'institutions militaires, et l'opinion n'autorise que l'entretien d'un

petit nombre de troupes permanentes pour la garde des frontières. Une vaillante marine protège notre commerce qui déploie ses bannières sur toutes les mers et étend ses entreprises sous toutes les latitudes. Par notre diplomatie nous entretenons des relations amicales sur le pied d'égalité avec les premières puissances du globe, tout en évitant de nous mêler à leurs intrigues, à leurs passions et à leurs guerres. Nos ressources nationales sont développées par une culture incessante des arts de la paix. Tout homme peut jouir des fruits de son industrie; chacun est libre de publier ses convictions. Notre gouvernement par son organisation est nécessairement identifié avec les intérêts du peuple et sa durée dépend, exclusivement, de l'attachement de la nation. Les ennemis même de l'État, s'il y en a, ont la liberté d'exprimer leurs opinions sans être inquiétés; leur présence n'est pas un danger là où la raison est libre de combattre toutes les erreurs. La constitution n'est pas une lettre morte, irrévocablement fixée; on peut la perfectionner en adoptant tous les changements que le temps et l'opinion exigeront; il n'y a pas de crainte qu'elle périsse aussi longtemps qu'elle conservera la force de ses institutions. De nouveaux États se forment dans les déserts. Des canaux traversent les plaines et, sur les montagnes, s'ouvrent des voies nombreuses au commerce. Les manufactures prospèrent le long de nos cours d'eau. L'emploi de la vapeur sur nos rivières et l'établissement de voies ferrées rapprochent les distances. Notre richesse et notre population

qui nous placent déjà au premier rang des nations, s'augmentent si rapidement, que la première a été quadruplée et la seconde doublée dans chaque période de 22 ou 23 ans. Nous n'avons pas de dette nationale, la république est opulente ; le gouvernement peu coûteux et le trésor rempli. La religion, qui n'est ni persécutée ni payée par l'État, est soutenue par le respect de la morale publique et les convictions d'une foi éclairée. L'instruction est donnée avec une libéralité sans exemple ; une presse libre répand les meilleures productions de toutes les nations et de tous les âges. Il y a plus de journaux dans les États-Unis que dans le monde entier. Un document public d'un intérêt général est, en un mois, reproduit un million de fois et mis à la portée de tous les citoyens du pays. Un immense concours d'émigrants des origines les plus variées couvre continuellement nos côtes ; et les principes de liberté unissant tous les intérêts par des lois égales, changent les éléments discordants en une union harmonieuse. D'autres gouvernements sont bouleversés par les innovations et les réformes des États voisins ; notre Constitution fixée dans les affections du peuple qui l'a choisie, neutralise l'influence des principes étrangers et ouvre sans crainte un asile aux hommes vertueux, malheureux ou opprimés des autres nations.

Et, cependant, il y a à peine deux siècles que le plus ancien de nos États fut colonisé. Ses habitants se composaient de quelques faibles tribus éparses de barbares étrangers au commerce et à la vie politique. La hache et la

charrue étaient inconnues. Le sol, dont la fertilité avait augmenté pendant un repos de plusieurs siècles, prodiguait une végétation magnifique mais inutile. Au point de vue de la civilisation, cet immense domaine était une solitude.

Le but de cet ouvrage est d'exposer comment se sont accomplies les diverses transformations de notre continent et de démontrer que le sort d'une nation ne dépend pas de l'aveugle destin. Notre patrie ne doit sa gloire et sa prospérité actuelles qu'aux institutions dont l'a dotée son heureux génie.

CHAPITRE PREMIER.

PREMIERS VOYAGES. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS.

L'entreprise maritime de Colomb (1492), l'une des plus remarquables dans les annales de l'histoire du globe, ouvrit entre l'Europe et l'Amérique une voie de communications qui ne discontinuera jamais.

Un historien islandais, guidé par un sentiment d'orgueil national, à la vérité, a revendiqué pour ses ancêtres la gloire d'avoir découvert l'hémisphère occidental. Ceux-ci, dit-il, furent poussés par des vents contraires jusqu'aux côtes du Labrador, en voulant passer de leur île dans le Groënland (1000 ou 1003); ils accomplirent le même voyage à plusieurs reprises, explorèrent les côtes de l'Amérique sur une vaste étendue et fondèrent des colonies dans les parages de la Nouvelle-Écosse ou de l'île de Terre-Neuve. Le même historien fait entendre que ces aventuriers primitifs abordèrent non loin de Boston, ou dans les baies de New-Jersey, et des antiquaires danois croient que des Normands pénétrèrent dans les eaux de Rhode-Island, inscrivirent leurs aventures sur les rochers du fleuve Taunton, donnèrent le

nom de Vinland aux côtes sud-est de la Nouvelle-Angleterre et s'avancèrent à travers notre pays jusqu'aux confins de la Caroline. Mais l'histoire de la colonisation de l'Amérique par des tribus du Nord présente toute l'obscurité d'un récit mythologique, et repose exclusivement sur une interpolation dans les antiquités américaines de Sturleson. Il n'est guère vraisemblable, cependant, qu'un historien doué d'un esprit aussi investigateur ait omis de mentionner un fait d'une telle importance (1). Le défaut de précision dans les détails géographiques ne permet pas, du reste, de donner crédit à semblable conjecture; les notions sur la douceur de l'hiver et la fertilité du sol sont, d'après plusieurs hypothèses modernes, des fictions ou des exagérations; la description des naturels ne s'applique qu'aux Esquimaux, habitants des régions hyperboréennes; et l'indication de la durée des jours les plus courts de l'hiver s'adapte indifféremment à chaque latitude comprise entre New-York et le cap Farewell. Aussi la Vinland a-t-elle été cherchée dans toutes les directions depuis le Groënland et le Saint-Laurent jusqu'en Afrique (2). Certes l'intrépidité de cette nation de hardis marins, dont les excursions s'étendirent au delà de l'Islande et de la Sicile, aurait pu les conduire à se rendre du Groënland dans le Labrador, mais aucun témoignage historique n'établit avec certitude qu'ils aient effectué ce passage.

L'imagination avait conçu l'existence, vers l'ouest, de vastes régions inhabitées et des poètes avaient prédit que des marins entreprenants découvriraient un empire au delà de

(1) Hafnia, *Antiquitates Americanae*, 1837, l'ouvrage le plus important. Sturleson, édition de Schœning, I, 304-325; Thorfaus, *Vinlandia antiqua*; A. de Humboldt, *Examen critique*, II, 124, etc. Parmi les écrivains américains, Wheaton, *les Normands*, 22-28; Belknap, *Biographie américaine*, I, 47-58; Moulton, *New-York*, I, 110-125; W. Irving, *Colomb*, III, 292-300; E. Everett, *Nouvelle revue américaine*, XLVI, 161-203.

(2) *Antiq. Americanae*, 289, 291, 296.

l'Océan (1). Colomb peut revendiquer sans partage la gloire d'avoir réalisé cette prédiction (1492). Pendant sa vie, il ne reçut aucune récompense digne de ses services. L'amour-propre du monarque espagnol était offensé de recevoir d'un étranger des bienfaits inappréciables et les contemporains du grand navigateur persécutèrent le mérite qu'ils ne pouvaient noblement récompenser. La postérité avait même négligé de rassembler les souvenirs de sa carrière. Washington Irving, le premier, a retracé, après de nombreuses recherches, les événements de sa vie aventureuse et dépeint dans un style coloré sa persévérance inébranlable, son enthousiasme religieux et son désintéressement à toute épreuve.

Colomb naquit à Gênes. Au moyen âge, le commerce concentré principalement sur le littoral de la Méditerranée avait enrichi les Républiques italiennes, et pris de l'extension. La découverte de l'Amérique lui ouvrait une voie nouvelle au delà de l'Océan.

Les États baignés par l'Atlantique, l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre se disputèrent la possession du Nouveau-Monde et la propriété du commerce que cette découverte devait créer; mais la nation qui, par une longue expérience couronnée de succès, avait acquis une célébrité méritée pour son habileté dans l'art de la navigation, continua pendant un certain temps à fournir les meilleurs marins. Les Italiens eurent la gloire de faire des découvertes dont leur patrie ne retira aucun accroissement de richesse ou de puissance.

A partir de ce moment, toutes les expéditions prirent la direction de l'ouest et le continent américain fut d'abord découvert sous les auspices de l'Angleterre, et la côte des

(1) Prescott, *Histoire de Ferdinand et d'Isabelle*, II, 117; Pulci, c. XXV, 229-232.

États-Unis par un Anglais (1497) (1). Dans l'histoire des entreprises maritimes vers le Nouveau-Monde, les exploits de Jean et de Sébastien Cabot ne le cèdent qu'à ceux de Colomb. La querelle des maisons d'York et de Lancastre était terminée; la prudehte sévérité de Henri VII avait ramené la tranquillité et contribué à restaurer l'industrie; l'esprit d'activité commerciale se développa rapidement et les foires de l'Angleterre furent fréquentées par des aventuriers lombards (1496). Depuis longtemps, les marchands de Bristol faisaient le commerce de la pêche avec l'Islande (2), et avaient acquis, dans leurs relations avec le Nord, la science nautique nécessaire pour combattre les vents de l'Atlantique. Il n'est pas impossible que les traditions incertaines sur les anciennes découvertes des Islandais dans le Groënland vers le N.-O., « où les terres (3) se rapprochent le plus, » aient fait naître la « conviction raisonnable » de l'existence d'un monde inconnu. Le brillant exploit de Colomb, en révélant une réalité que tout marin observateur supposait vaguement, excita l'admiration due à une entreprise qui semblait surhumaine et alluma dans le cœur de ses émules le vif désir d'acquérir une aussi grande renommée en suivant la route hardie qu'il avait ouverte (4). Le roi d'Angleterre, de son côté, ne dissimulait pas son intention de recueillir une part des grands résultats que promettaient les entreprises maritimes. Aussi Jean Cabot, marchand vénitien résidant à

(1) R. Eden et R. Willes, *Histoire des voyages dans les Indes Orientales et Occidentales*, 1577, fol. 267, « Sébastien Cabot m'affirma qu'il était né à Bristol, » etc.

(2) Selden, *Mare Clausum*, l. II, c. 32.

(3) Bacon, *Histoire de Henri VII*.

(4) Entretien sur Sébastien Cabot, rapporté par Ramusio, *Discorso sopra li Viaggi delle Spetierie*, I, fol. 402, éd. 1554; Hakluyt, III, 28. Il est étrange que Hakluyt s'en réfère sur ce point à Ramusio. Eden rapporte aussi la version de Ramusio dans ses *Voyages*, éd. 1577, fol. 267; De Thou, *Hist.*, I, XLIV.

Bristol, amena sans peine Henri VII à seconder ses plans de découverte. Il obtint de ce monarque une patente (1) qui lui permettait, ainsi qu'à ses trois fils, à leurs héritiers ou ayants cause, de parcourir les mers de l'ouest, de l'est et du nord avec une flotte de cinq vaisseaux, équipés à leurs frais, à la recherche d'îles, de contrées, provinces et régions, jusqu'alors inconnues aux peuples de la chrétienté; d'arborer les bannières de l'Angleterre dans les villes, îles ou continents qu'ils découvraient; et, d'en prendre possession, comme vassaux de la couronne d'Angleterre. Il était en outre expressément stipulé dans ce « premier acte de l'Angleterre concernant l'Amérique (2), » que les concessionnaires devaient débarquer à Bristol au retour de chaque voyage, et payer au roi le cinquième des profits qu'il leur donnerait. De plus le droit exclusif de visiter tous les pays découverts était réservé, sans conditions ni limites de temps, à la famille des Cabot ou à leurs représentants. Investis par cette patente du monopole du commerce des colonies, Jean Cabot (3) et son illustre fils Sébastien, s'embarquèrent pour l'ouest. L'histoire n'a conservé aucun souvenir des tempêtes qu'ils essuyèrent ni des révoltes qu'ils eurent à apaiser. Le résultat du voyage fut la découverte du continent américain (4), probablement à la hauteur du 56° degré de latitude, c'est à dire au nord du détroit de Belle-Ile.

On a voulu, malgré les documents les plus irrécusables,

(1) Voyez la patente dans Hakluyt, III, 25, 26; Chalmers, *Annales politiques*, 7, 8; Hazard, *Collect. hist.*, I, 9.

(2) Chalmers, 7.

(3) Seconde patente, accordée à Jean Cabot le 3 février 1498, d'abord imprimée dans le Mémoire de Sébastien Cabot par M. Biddle, 75. L'extrait de la carte de Sébastien Cabot est également explicite. Hakluyt, III, 27.

(4) Extrait de la carte de Sébastien Cabot dans Hakluyt, I, 27. Ramusio, *Sopra li Viaggi*, I, fol. 402. La carte d'Ortelius, dans son *Theatrum orbis terrarum*, donne l'île Saint-John à la latitude de 56° degré. L'ouvrage d'Ortelius, éditions de 1584 et de 1592, est à Cambridge.

ravir au père la gloire d'avoir dirigé l'expédition. Lui et son fils Sébastien découvrirent le continent qu'aucun Européen n'avait osé visiter jusqu'alors et dont on ne connaissait pas l'existence. Les navigateurs hâtèrent leur retour pour annoncer leurs succès. Ainsi la découverte de l'Amérique fut l'œuvre d'une entreprise mercantile privée, et la possession de la « nouvelle terre et de ses îles, » fut concédée exclusivement à la famille d'un marchand de Bristol par une patente du monarque anglais. Cependant les Cabot retirèrent peu de bénéfices de cette expédition que leur génie leur avait suggérée et dont ils soutinrent seuls tous les frais. La postérité se souvint à peine qu'ils abordèrent aux côtes de l'Amérique environ quatorze mois avant que Colomb, dans son troisième voyage (1498), aperçut la terre ferme, et environ deux ans avant qu'Améric Vespuce fit voile à l'ouest des Canaries (1499). Toutefois l'Angleterre acquit sur l'Amérique du Nord, grâce à leur courage, tous les droits que la priorité de leur découverte pouvait lui conférer. Henri VII et ses successeurs reconnurent les prétentions de l'Espagne et du Portugal, sur les territoires que ces puissances possédaient à cette époque; et, à une date postérieure, le parlement et les tribunaux anglais n'écouèrent aucune réclamation fondée, non sur l'occupation, mais sur une donation du pontife de Rome (1).

La confiance et le zèle s'éveillèrent bientôt (1498); Henri devint plus circonspect dans la concession de privilèges dont l'importance n'était plus douteuse. Une nouvelle patente (2) accordée à Jean Cabot lui conférait moins de droits que la première. Son fils Sébastien, natif de Bristol, continua la série des découvertes commencées avec le concours de son

(1) Débats de la chambre des communes, 1620 et 1621, I, 250, 251.

(2) Chronique de Stowe, 1498, dans Hakluyt, III, 30, 31; Mémoire de Cabot, 75 et 80-86.

père. C'était un jeune aventurier aux manières bienveillantes et courtoises, plein de résolution dans ses projets, de prudence au moment de l'exécution; pendant un demi-siècle il employa l'activité de son intelligence à diriger les entreprises commerciales avec les nations de l'Occident. Il fit un nouveau voyage dans un but de trafic et cette fois le monarque parcimonieux contribua pour une part aux frais de l'armement (1). L'objet de cette nouvelle expédition était, d'abord, d'explorer « quelles terres habitaient les Indiens (2). » Peut-être aussi caressait-on l'espoir d'atteindre le riche empire du Catay. Sébastien Cabot s'embarqua au mois de mai avec une compagnie de 300 hommes, fit voile pour le Labrador, par la route d'Islande et aborda le continent au 58° degré de latitude. La rigueur du froid, l'étrangeté de cette terre inconnue et son projet arrêté de visiter le pays, l'induisirent à descendre vers le Sud; mais, s'étant avancé le long des côtes des États-Unis jusqu'aux frontières du Maryland (3), voire même jusqu'à la latitude du détroit d'Albemarle (4), le manque de provisions l'obligea de retourner en Angleterre.

On serait curieux de connaître la fin de la carrière du grand marin qui, secondé par son père, dota l'Angleterre d'un continent. Les cartes qu'il traça de ses découvertes, et la relation de ses aventures écrite par lui-même ne nous

(1) Mémoire de Sébastien Cabot, 85.

(2) Pet. Martyr d'Aghiera, d. III, l. VI. Voir Eden, fol. 124, 125 et Hakluyt, V, 283, et III, 29, 30; Gomara, *Hist. de las Indias*, c. XXXIX. Le passage est indiqué dans Eden et Willes, fol. 228, et moins parfaitement dans Hakluyt, III, 30; Herrera, d. I, l. VI, c. XVI, est confus. Comparez la conversation dans Ramusio; nous devons supposer que le narrateur confond ce voyage avec un précédent. Ramusio, I, 403, Eden et Willes, 267. Je dois l'ouvrage de Ramusio et beaucoup d'autres écrits importants à E. Everett de Charlestown.

(3) Gomara, *Treinta i ocho Grados*.

(4) Peter Martyr, *Ul. Herculei freti latitudinis fere gradus equavit*, etc.

ont pas été conservées et l'histoire des dernières années de sa vie est enveloppée d'obscurité. Cependant, on n'a aucune raison de douter que, vers 1517 (1), après avoir servi Ferdinand d'Espagne et reçu de Charles-Quint le grade de pilote major, il se soit embarqué de nouveau en Angleterre à la recherche d'un passage au N.-O. Les documents qui se rattachent à cette expédition sont peu précis; les incidents en sont diversement racontés et rapportés à des voyages précédents. On ne peut donner un récit vraisemblable et suivi qu'en comparant tous les témoignages que nous possédons et en omettant les contradictions qui s'y rencontrent. Toutefois, le fait principal est incontestable. Sébastien Cabot traversa le détroit et entra dans la baie (2) qui, un siècle plus tard, prirent le nom d'Hudson. Il écrivit un traité de navigation; la carte qui y est jointe, et qu'il dessina de sa propre main, indique, avec une grande précision, l'entrée du détroit (3). Il poursuivit résolument son dessein, traversa des régions que longtemps après lui on croyait à peu près impénétrables même aux plus hardis marins; enfin le 11 juin, comme nous l'apprend une lettre du navigateur lui-même, il avait atteint la hauteur de soixante-sept degrés et demi (4) conservant toujours l'espoir de trouver un pas-

(1) Voyez Eden dans le *Mém. de Cabot*, 102; lettre de Thorne, ib., 103. Consultez ch. XIII, XIV, XV, du *Mémoire*. Le récit d'Hakluyt, III, 591, 592, peut donner exactement la date du voyage; il doit y avoir une grande erreur pour la destination. Peter Martyr, d. III, c. V, mérite de l'attention. *Expectat indies, ut navigia sibi parentur, quibus arcenum hoc naturæ latens jam tandem detegatur. Martis mense anni futuri MDXVI puto ad explorandum discessurum*. Cabot n'ayant pu aller en Espagne, aborda en Angleterre.

(2) Anderson fut le premier des écrivains postérieurs à mentionner ce fait. *Hist. du commerce*, an. 1496.

(3) Ortelius, carte d'Amérique, dans le *Teatrum orbis terrarum*. Eden et Wiles, 223; Sir H. Gilbert dans Hakluyt, III, 49, 50.

(4) *Discorso del Ramusio sopra la navigazione*, t. III

sage dans l'Océan indien. La mer était encore libre, mais la lâcheté d'un de ses officiers et la mutinerie des matelots le contraignirent à abandonner son projet, quoique il eût la certitude de pouvoir le mener à bonne exécution.

Le terme de la carrière de Sébastien Cabot fut aussi honorable que les commencements en avaient été glorieux. Il se concilia l'estime universelle par la douce placidité de son caractère. On ne remarquait point en lui l'austère enthousiasme de Colomb; ses traits respiraient au contraire la sérénité. Pendant près de soixante ans, à une époque où les expéditions maritimes éveillaient la curiosité publique, on admira ses exploits et son habileté. Il assista au congrès qui se réunit à Badajoz (1) pour procéder au partage des Moluques entre l'Espagne et le Portugal (1526); ensuite, il mit à la voile pour l'Amérique méridionale sous les auspices de Charles-Quint. Son voyage ne fut pas heureux (2). De retour dans sa patrie, il s'appliqua à faire prospérer le commerce de l'Angleterre, en s'opposant au monopole commercial, et reçut en récompense de ses services une pension et le titre de Grand Marin (3). Il présida (1549) à l'expédition qui découvrit le passage à Archangel (4) et vécut jusqu'à un âge avancé. Vers la fin de sa vie il s'était tant attaché à sa profession, qu'à l'heure de la mort ses dernières pensées erraient sur l'Océan (1553) (5). L'homme qui révéla notre pays fut un des plus extraordinaires de son époque : nous devons profondément regretter que le temps

(1) Eden *Histoire*, etc., 449.

(2) Eden, *Histoire*, etc., 226; Herrera, d. III, l. IX, c. III. Comparez Herrera, d. III, l. X, c. I, à la fin du chapitre. Les Espagnols louent peu le grand navigateur qui a rendu plus de services à l'Angleterre qu'à l'Espagne.

(3) Hazard, I, 23; Mém. de Cabot, 185.

(4) Hakluyt, I, 231-235; Purchas, *Pilgrims*, I, 915.

(5) Mém. de Cabot, 219.

ait effacé presque tous les souvenirs de sa carrière. Quoique il fût inaccessible à la jalousie, il n'échappa point à l'envie (1). Il donna un continent à l'Angleterre et personne ne connaît l'emplacement de sa sépulture.

Après de longues sollicitations, une occasion favorable s'offrit enfin à Colomb pour la réalisation de ses plans de découvertes. Une troupe d'aventuriers attirés par l'espoir du succès s'engagèrent à sa suite pour aller explorer le Nouveau-Monde ou piller ses habitants. Le roi de Portugal, regrettant d'avoir refusé les services de Colomb, les accepta avec faveur et seconda l'expédition projetée vers le Nord. Gaspard Cortereal (2) fut chargé de la diriger (1500-1501). Il atteignit l'Amérique du Nord, longea la côte dans une étendue de six ou sept cents milles et observa soigneusement le pays et ses habitants. Le point le plus septentrional auquel il parvint fut probablement (3) le cinquantième degré. Il fut frappé d'admiration à la vue de la brillante fraîcheur de la verdure et de l'épaisseur des superbes forêts du pays le long duquel il naviguait. Les pins, propres à la construction des mâts et des vergues, promettaient de devenir une branche de commerce lucratif. Mais les Portugais considéraient déjà les hommes comme un objet de trafic; les habitants de la côte américaine lui paraissant propres au travail, Cortereal chargea son vaisseau de plus de cinquante Indiens qu'il vendit à son retour comme esclaves. Un nouveau voyage fut entrepris, mais l'aventurier n'en revint

(1) Peter Martyr, d. III, l. VI; Eden, 125.

(2) Voyez le principal document sur le voyage de Cortereal dans une lettre de Petro Pasqualigo, ambassadeur vénitien en Portugal, écrit à son frère le 19 octobre 1501, in *pæsi novamente ritrovati et novo mondo da Alberto Vesputio Florentino intitulado*, l. VI, c. CXXV. L'original et la traduction française sont dans la bibliothèque du collège Harvard.

(3) Herrera d. I. l. VI, c. XVI; Gomara, c. XXXVII; Eden, p. 227; Hakluyt, apud Galvano, IV, 419, Purchas, I, 915, 916; Mém. de Cabot, l. II, c. III et IV.

jamais. On supposa qu'il avait péri dans un combat contre les naturels dont il voulait s'emparer. Le nom de Labrador donné à la côte nord est probablement un souvenir de ce crime (1); c'est peut-être aussi la seule trace qui existe des explorations des Portugais dans l'Amérique septentrionale.

La France ne tarda pas d'entrer en lice et de réclamer la propriété du commerce et du sol de l'Amérique. Depuis que le continent américain était connu, les hardis marins de Bretagne et de Normandie se livraient au commerce de la pêche sur le banc de Terre-Neuve (2). L'île du cap Breton fut ainsi nommée par eux en souvenir de leur patrie et en France on croyait généralement qu'ils avaient pénétré les premiers dans ces parages (3). Denys (4), citoyen de Honfleur avait tracé une carte du golfe Saint-Laurent et les pêcheurs du nord-ouest de la France tiraient leurs richesses des régions où les Cabot, on le confessait à regret, les avaient devancés.

Pendant plusieurs années, les pêcheurs exercèrent leur industrie avec avantage (1508-1518). Des sauvages de la côte N.-E. avaient été amenés en France (5); De Léry et Saint-Just avaient suggéré des plans de colonisation (6), et François I^{er}, qui avait déjà invité Léonard de Vinci et Benvenuto Cellini à importer les beaux-arts dans son royaume, employa un autre florentin, Jean Verrazzani, à explorer les régions dont la découverte avait éveillé sa curiosité et sa

(1) Mém. de Cabot, 242; Navarette, *Viages Menores*, III, 43, 44.

(2) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 3, éd. de 1744, in-4^o; Champlain, *Voyages*, I, 9; Navarette, etc., III, 176-180, contredit ce texte. Comparez le Mémoire de Cabot, 316.

(3) Verrazzani, apud Hakluyt, III, 363.

(4) Charlevoix, I, 3 et 4; *Mémoire sur les limites de l'Acadie*, 104, excellent opuscule historique.

(5) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 4.

(6) L'Escarbot, 21; *Mémoire*, etc., 104.

convoitise. L'Italien se sépara, près de l'île de Madère, de la flotte qui venait de croiser avec succès le long des côtes de l'Espagne et fit voile pour l'Amérique (1) avec un seul vaisseau (1524). Il caressait l'espoir de rencontrer des pays inconnus. La *Dauphine* « bien que son nom fût d'un heureux augure » fut assaillie par la plus terrible tempête que jamais marins aient essuyée et fut obligée de tenir la mer pendant cinquante jours. Dans la latitude de Wilmington (2), Verrazzani aperçut enfin une terre où nul Européen ne s'était hasardé avant lui. Ne trouvant aucun port propre au débarquement, quoiqu'il eût poussé ses recherches à cinquante lieues vers le Sud, il se décida à remonter vers le Nord et à jeter l'ancre sur la côte. Le rivage couvert d'un sable fin était peu élevé et n'offrait aucune aspérité : le pays était plat. Il se trouvait sur les côtes de la Caroline du Nord. L'étonnement fut égal chez les étrangers et les naturels, hommes doux et faibles. La couleur rougeâtre des Indiens rappelait le teint des Sarrasins : leurs vêtements étaient de peau ; ils portaient des plumes pour ornements. Ils accueillirent avec une bienveillante hospitalité les étrangers dont la présence ne leur inspirait encore nulle crainte.

A mesure que la *Dauphine* s'avancait vers le Nord, le pays devenait plus attrayant : l'imagination ne pourrait rien concevoir de plus enchanteur que ses champs et ses forêts. Les bosquets embaumés répandaient leurs parfums au delà du rivage et promettaient les épices de l'Orient. L'opinion du temps régnait parmi les hommes de l'équipage : dans leur

(1) Voir la lettre de Verrazzani, adressée de Dieppe à François I^{er}, 8 juillet 1524, apud Hakluyt, III, 357-364, ou dans la *Collection historique de New-York*, I, 45-60. Elle se trouve aussi dans Ramusio. Comparez Charlevoix, *Hist. géo. de la Nouvelle France*, I, 5-8.

(2) S. Miller, *Nouvelle collection historique de New-York*, I, 23. Il existe à la bibliothèque Stroziana à Florence un volumineux manuscrit sur les voyages et découvertes de Verrazzani. Tiraboschi, VII, 261, 262.

imagination la couleur de la terre était un indice qu'elle renfermait de l'or en abondance. Les sauvages se montrèrent plus humains que leurs hôtes. Un matelot qui était tombé à la mer, fut rappelé à la vie par les soins des naturels, tandis que les voyageurs emmenèrent une mère et son enfant et tentèrent d'enlever une jeune femme. De tels crimes ne pouvaient être inspirés que par un simple sentiment de curiosité ou par le désir de satisfaire une passion vulgaire.

Le port de New-York attira particulièrement l'attention des visiteurs à cause de sa commodité et de sa situation agréable. Leurs yeux avides croyaient apercevoir les richesses minérales enfouies dans les collines de New-Jersey (1).

Verrazzani séjourna pendant quinze jours dans le port spacieux de Newport. Les naturels étaient « le peuple le plus doux » qu'il eût rencontré pendant tout le voyage. Ils étaient généreux et bienveillants, mais si ignorants, qu'ils ne purent comprendre l'usage des instruments de fer et d'acier et n'en convoitèrent jamais la possession (2).

Le persévérant navigateur abandonna les eaux de Rhode-Island et longea toute la côte qui s'étend de la Nouvelle-Angleterre à la Nouvelle-Écosse jusqu'au cinquantième degré de latitude. Les naturels de la région la plus septentrionale se montrèrent hostiles et jaloux et Verrazzani ne réussit point à se concilier leur confiance ; ils étaient cependant disposés à trafiquer, car ils connaissaient déjà l'usage du fer, mais ils demandaient en échange de leurs produits des couteaux et des épées d'acier. Il est à supposer que des Indiens avaient été enlevés de cette côte comme esclaves et que ses habi-

(1) Hakluyt, III, 360, 361 ; Collet. *Hist. de New-York*, I, 52, 53 ; Moulton, *New-York*, I, 138, 139.

(2) Hakluyt, III, 361 ; Moulton, *New-York*, I, 147-148 ; Miller, *Collect. Hist. de New-York*, I, 25 ; Belknap, *Biographie américaine*, I, 33.



tant étaient devenus assez prévoyants pour se défier des Européens.

Verrazzani revint en France au mois de juillet. Le récit de son voyage, écrit par lui-même, est la plus ancienne description que nous possédions des côtes des États-Unis. Il contribua à faire mieux connaître cette contrée et donna à la France, sous prétexte de découverte, des prétentions sur un immense territoire (1).

Les historiens des voyages maritimes s'accordent à dire que Verrazzani s'embarqua de nouveau pour une expédition dont, ajoutent-ils généralement, il ne revint jamais (1525). S'embarqua-t-il encore sous les auspices de la France (2)? Après que le monarque eût tout perdu « fors l'honneur » à la désastreuse bataille de Pavie, est-il probable que le gouvernement appauvri ait pu pourvoir aux frais d'un armement? Verrazzani passa-t-il du service de la France au service de l'Angleterre? Il est difficile de croire qu'il fut tué dans une rencontre avec les sauvages dans le cours d'un voyage de découverte (1527) secondé par Henri VIII (3). Hakluyt affirme que Verrazzani aborda trois fois sur la côte d'Amérique et qu'il en offrit la carte au roi d'Angleterre (4). La tradition généralement répandue est qu'il mourut sur mer, dans une expédition dont on n'a jamais connu l'issue. Il est à supposer que cette rumeur s'est répandue après la disparition du grand navigateur de la scène du monde, et qu'elle a été accréditée par un historien peu circonspect. On peut admettre avec plus de fondement que Verrazzani renonça aux fatigues de la vie de marin; et que, tandis qu'on

(1) Chalmer, *Annales*, 512; *Voyages de Harris*, II, 348, 349.

(2) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 7, 8.

(3) Mémoire de S. Cabot, 271-276.

(4) Hakluyt, *Divers voyages*, 1582, indiqué dans le Mém. de S. Cabot. p. 272.

le croyait enseveli dans l'Océan, il jouit à Rome (1537) de la société des hommes de lettres au milieu des délices d'une vie tranquille (1). Toutefois, l'obscurité qui enveloppe l'histoire de sa vie ne nous permet pas d'émettre sur ce point une affirmation certaine (2).

L'industrie des pêcheurs de Normandie et de Bretagne n'éprouva aucune atteinte des infortunes de la monarchie française. En dépit des malheurs de la France, les voyages à l'île de Terre-Neuve continuèrent sans interruption. Il résulte d'une lettre (3) adressée à Henri VIII du port de Saint-Jean, près de Terre-Neuve, par un capitaine anglais que ce seul port renfermait douze vaisseaux normands et un vaisseau breton, engagés à la pêche. Le roi de France, absorbé par sa rivalité avec Charles-Quint, n'avait guère le loisir de s'occuper d'intérêts aussi secondaires. Mais Chabot, amiral de France (4), intéressa François au projet d'explorer et de coloniser le Nouveau-Monde : c'était un homme courageux et influent qui, par sa charge, avait des rapports avec les pêcheurs, sur les vaisseaux desquels il commettait quelques petites exactions à son profit personnel (1534). Jacques Cartier, marin de Saint-Malo, fut choisi pour conduire l'expédition projetée (5). Ses nombreux voyages sont d'une grande importance, car ils dirigèrent toujours l'attention de la France vers la région du Saint-Laurent. Au mois d'avril le marin quitta Saint-Malo avec deux vaisseaux ; un vent favorable l'amena en vingt jours

(1) Voyez Annibale Caro, *Lettere familiari*, tom. I, let. 12.

(2) Tiraboschi, VII, 263, éd. 1809. Comparez *Ensayo Cronologico à la historia de la Florida*, anno MDXXIV.

(3) Rut, dans Purchas, III, 809.

(4) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 8.

(5) Voyez les détails sur Cartier dans Hakluyt, III, 250-262. Comparez Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 8, 9; Purchas, I, 391; *ibid.*, IV, 1605; Belknap, *Biographie américaine*, I, 161-163.

sur les côtes de Terre-Neuve. Après avoir fait le tour de l'île, il tourna vers le sud et traversant le golfe de Saint-Laurent, il entra dans la baie qu'il appela Des Chaleurs, à cause des fortes chaleurs de l'été. Ne trouvant pas de passage à l'ouest, il longea la côte jusqu'à la petite baie de Gaspé. Là, sur une pointe de terre, à l'entrée du port, on éleva une croix portant un bouclier au lis de France et une inscription appropriée à la circonstance : depuis ce moment, cette terre fut considérée comme une possession française.

En quittant la baie de Gaspé, Cartier découvrit la grande rivière Canadienne, en suivit le cours jusqu'au point où la largeur du fleuve déroba la terre à ses regards, puis, n'étant pas préparé à passer l'hiver dans ces régions, il se décida à retourner en France. La flotte leva l'ancre et moins de trente jours après (1) Cartier débarquait à Saint-Malo, sa ville natale, où l'avait précédé le bruit de ses découvertes. Le voyage avait été facile et heureux. Aujourd'hui même, cette traversée se fait rarement avec autant de rapidité, ou moins de dangers.

La France qui n'hésitait pas à lutter pour assurer sa prépondérance contre les forces combinées de l'Autriche et de l'Espagne, pouvait-elle renoncer à poursuivre une entreprise aussi heureusement commencée? La cour écouta les sollicitations des amis de Cartier (2). Celui-ci obtint une nouvelle commission; le roi équipa à ses frais trois vaisseaux et de jeunes nobles s'engagèrent comme volontaires. On fit des préparatifs solennels pour le départ, une fête religieuse im-

(1) Holmes. *Annales*, I, 65. « Il revint en avril. » Il n'en fut point ainsi. Comparez Hakluyt, III, 261; ou bien Belknap, I, 163. L'excellent annaliste est rarement en erreur, même dans les petites particularités. Il mérite la reconnaissance de tous ceux qui étudient l'histoire d'Amérique. Purchas, I, 931, éd. de 1617, dit « François I^{er} » y envoya Jacques le Breton. » Ce ne peut être que Jacques Cartier, Breton.

(2) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 9.

sante précéda l'embarquement, et tout l'équipage réuni dans la cathédrale reçut (1535) l'absolution et la bénédiction de l'évêque. Les aventuriers étaient impatients de traverser l'Atlantique; ils mirent à la voile pour le Nouveau-Monde (1) emportant l'espoir de faire des découvertes et d'établir des colonies dans le territoire qui commençait à être connu sous le nom de Nouvelle France (2).

Les navigateurs arrivèrent en vue de Terre-Neuve après une traversée orageuse. Ils passèrent à l'ouest de cette île le jour de la fête de saint Laurent et donnèrent le nom de ce martyr à une portion du beau golfe qui s'étendait devant eux; par la suite, le golfe entier et le fleuve reçurent le même nom. Passant ensuite au nord d'Anticosti, ils remontèrent au mois de septembre jusqu'à un beau port de l'île encore appelé aujourd'hui Orléans. Les Algonquins les reçurent avec une franche hospitalité. Cartier, après avoir amarré ses vaisseaux, suivit dans un canot le fleuve magnifique jusqu'à l'établissement du chef indien dans l'île d'Hochelaga. La langue de ces insulaires prouvait qu'ils descendaient de la famille des tribus huronnes (3). La ville est située au pied d'une colline: Cartier la gravit, et, arrivé à son sommet, il fut frappé d'admiration à la vue des bois, des montagnes et des eaux qui s'offrirent à ses regards. Son imagination entrevit dans cette petite ville la future métropole du commerce intérieur et la capitale d'une riche province; animé de ces douces prévisions, il appela la colline Mont-Real (4); et le temps, en transférant ce nom à l'île, a

(1) Voyez le récit original dans Hakluyt, III, 262-285. Comparez Charlevoix, *Hist. de la Nouvelle France*, I, 8-15; Belknap, *Biographie Américaine*, I, 164-173; Purchas est moins détaillé.

(2) Hakluyt, III, 285.

(3) Charlevoix, I, 12; Cass, dans la *Nouvelle revue américaine* XXIV, 421.

(4) Hakluyt, III, 272.

réalisé ses rêves. Cartier réunit tous les renseignements qu'il put obtenir des Indiens sur les pays compris actuellement dans la partie septentrionale de Vermont et dans l'État de New-York. L'hiver, rendu plus terrible par les ravages du scorbut, était passé lorsqu'il rejoignit ses vaisseaux. A l'approche du printemps ou planta solennellement une croix sur cette terre : un bouclier aux armes de France y fut suspendu et l'on y grava une inscription (1536) qui déclarait François I^{er} maître légitime de ces régions nouvellement découvertes. Après avoir établi les droits de la France à la possession de ce territoire, le marin breton regagna Saint-Malo.

Cartier donna (1536-1540) une description si peu favorable du pays arrosé par le Saint-Laurent qu'il ne parut pas convenir à l'établissement d'une colonie (1). La rigueur du climat épouvanta même les habitants du Nord de la France ; et d'ailleurs, Cartier, historien véridique avant tout, n'avait point mentionné l'existence de mines d'argent ou d'or ni de veines abondantes de diamants ou de pierres précieuses. Trois ou quatre ans s'écoulèrent donc sans que l'on renouvelât les tentatives de colonisation. Certes, l'on prévoyait qu'un grand État ne tarderait pas à se former sur les bords d'un fleuve, dont l'étendue surpassait celle de toutes les rivières de l'Europe et qui arrosait un pays situé à peu près sous la même latitude que la France. A peine une courte paix eut-elle mis fin à la troisième guerre entre François I^{er} et Charles-Quint, que l'attention se dirigea de nouveau vers l'Amérique. Il ne manquait pas d'hommes à la cour qui considérassent comme une action indigne de la France, de ne point réaliser cette entreprise. Un gentilhomme de Picardie, François de la Roque, seigneur de

(1) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, I, 20.

Roberval, sollicita et obtint un brevet (1). C'était chose facile que de conférer des provinces et de former des plans de colonie; Roberval dut éprouver une grande satisfaction d'avoir été reconnu souverain de Norimbega, et vice-roi, muni de pleins pouvoirs, des îles et de l'immense territoire qui s'étendent le long du golfe de Saint-Laurent et du fleuve du même nom. Mais le noble ambitieux ne put faire oublier les services du grand navigateur qui l'avait précédé et qui possédait la confiance du roi. Cartier reçut aussi une commission dont les clauses méritent que nous nous y arrêtions. Il était nommé capitaine général et pilote en chef de l'expédition : on lui ordonnait d'emmener avec lui des hommes consommés dans la connaissance d'un art ou d'une branche de commerce; il devait se fixer sur le territoire nouvellement découvert et vivre au milieu des naturels. Mais où trouver d'honnêtes marchands et d'industriels artisans qui voulussent se fixer dans le Nouveau-Monde? Le brevet permettait à Cartier de visiter les prisons, de délivrer les malheureux ou les coupables, et de recruter des colons parmi ces hommes : on en exceptait toutefois les prisonniers accusés de trahison et les faux monnayeurs. Ainsi, le peuple qui devait former la nouvelle colonie était composé d'homicides et de voleurs, de banqueroutiers frauduleux ou de faillis, de criminels prévenus ou déportés, enfin, de prisonniers détenus justement ou injustement (2).

Le partage de l'autorité entre Roberval et Cartier (1542) fit échouer l'expédition (3). Le premier ambitionnait le pouvoir exclusif; le second désirait se réserver toute la

(1) Charlevoix, *Hist. gén. de la Nouvelle France*, 20, 21. Le récit de Charlevoix doit être corrigé par les documents et les pièces originales de l'Escarbot et d'Hakluyt.

(2) Hazard, I, 17-21.

(3) Hakluyt, III, 286-297.

gloire de la découverte. Ils s'embarquèrent à des époques différentes et n'agirent jamais de concert. Cartier quitta Saint-Malo (1) au printemps qui suivit la date de sa commission; arrivé sur le théâtre de ses premiers exploits, il remonta le Saint-Laurent et bâtit un fort dans les environs de Québec, pour protéger ses compagnons (2); mais il ne paraît pas que ce voyage ait fait faire beaucoup de progrès à la géographie. L'hiver se passa tristement; et, au mois de juin de l'année suivante (1542), Cartier revint en France avec ses vaisseaux au moment où Roberval lui amenait du renfort. Ce dernier privé du secours de Cartier dut se borner à reconnaître les découvertes précédentes et, après avoir passé un an en Amérique, il abandonna sa vice-royauté : des terres en Picardie valaient mieux que de vains titres dans la Norimbega. Ses sujets du reste se montraient intraitables. Pendant l'hiver, un d'eux fut pendu pour vol, quelques-uns furent mis aux fers, et « plusieurs personnes de l'un et de l'autre sexe » furent fouettées. Ce fut à l'aide de tels moyens qu'il put assurer la tranquillité. Peut-être, à son retour, l'escadre entra-t-elle dans la baie de Massachusetts; les diplomates français se souvinrent toujours que Boston fût bâtie en deçà des premières frontières de la Nouvelle France.

L'expédition de Roberval n'eût aucun résultat (1549). On prétend qu'il s'embarqua une seconde fois pour conquérir sa

(1) Holmes, *Annales*, I, 70-71, place le départ de Cartier au 23 mai 1540. Il suit sans doute la date de Hakluyt, III, 286, qui est cependant une faute d'impression ou une erreur, car la patente de Cartier fut donnée au mois d'octobre 1540. L'annaliste ne trouve aucune occupation pour Cartier au Canada pendant toute une année; il est incontestable que Roberval ne mit pas à la voile avant avril 1542. Dans le voyage de Roberval, Hakluyt, III, 295, il est dit expressément que « Jacques Cartier et ses compagnons » furent « envoyés avec cinq vaisseaux l'année précédente. » Belknap commet une erreur semblable, I, 178.

(2) Chalmers, 82, place l'événement en 1545, sans raison.

vice-royauté, suivi de nombreux aventuriers; et, comme il ne reparut jamais, on suppose que la mer lui servit de tombeau.

Doit-on s'étonner que pendant les cinquante années qui suivirent (1550-1600), on ne retrouve pas de trace de nouvelles découvertes? Le gouvernement à cette époque était engagé dans la dernière lutte de la féodalité contre le pouvoir centralisateur du monarque, et du calvinisme contre l'ancienne religion de la France (1562). La colonie des huguenots du Sud (1567) dut son existence à une entreprise privée; un gouvernement qui avait tramé le massacre de la Saint-Barthélemy (1572), n'était ni digne ni capable de fonder de nouveaux États.

Enfin, sous le règne doux et tolérant d'Henri IV, l'étoile de la France se dégagea des nuages de sang qui en avaient si longtemps obscurci l'éclat, et la guerre civile cessa de désoler le pays. L'importance du commerce de la pêche s'était accrue; en 1578, cent cinquante vaisseaux firent voile vers Terre-Neuve, et l'on organisa des voyages réguliers dans le but de trafiquer avec les indigènes: un marin français, avant l'année 1609, avait déjà fait plus de quarante excursions à la côte américaine. On forma de nouveau le projet de fonder un empire français en Amérique et une commission dont les clauses étaient très avantageuses fut accordée dans ce but au marquis de la Roche, gentilhomme de Bretagne (1598). Mais l'entreprise échoua complètement. On dépeupla les prisons de France et on en transporta les habitants dans l'île de Sable, dont l'aspect désert leur fit bientôt regretter leurs cachots. Au bout de quelques années, ceux qui avaient survécu à leurs compagnons d'infortune recouvrèrent la liberté. On considéra qu'un séjour temporaire en Amérique équivalait à un long emprisonnement.

La perspective du gain détermina l'expédition suivante.

Chauvin obtint une patente qui lui assurait le monopole du commerce des pelleteries; Pontgravé, marchand de Saint-Malo (1600) s'associa à lui pour ce trafic et les bénéfices qu'il produisit les engagèrent à renouveler souvent le voyage (1601). La mort empêcha Chauvin d'établir une colonie (1602).

L'espoir de recueillir de plus grands avantages amena la formation d'une compagnie de marchands de Rouen (1603), sous les auspices du gouverneur de Dieppe. On choisit Samuel Champlain, de Brouage, pour diriger l'expédition : c'était un officier de marine très instruit et d'une grande capacité. Champlain qui se plaisait naturellement à ces sortes d'entreprises fut le fondateur des établissements français au Canada. Il était doué d'un esprit clair et pénétrant qui cherchait à approfondir toute chose; d'une persévérance infatigable; et alliait à une grande activité un courage qui ne cédait devant aucun obstacle. La relation de sa première expédition révèle un jugement profond; on y rencontre des réflexions empreintes d'une grande justesse; l'auteur respecte constamment la vérité et entre dans une foule de détails sur les coutumes des tribus sauvages et sur la géographie du pays. Québec y est déjà indiqué comme le point le plus favorable à la construction d'un fort.

Champlain revint en France au moment où une patente venait d'être accordée au calviniste De Monts, homme honnête, capable et patriotique. Cette charte lui conférait la souveraineté de l'Acadie et du territoire limitrophe, du 40^e au 46^e degré de latitude, c'est à dire depuis Philadelphie jusqu'au delà de Mont-Real; le monopole illimité du commerce des pelleteries; la direction exclusive de l'agriculture, du gouvernement et du commerce; enfin elle assurait la liberté de religion aux huguenots émigrants. Les vagabonds, les gens sans aveu et les bannis furent condamnés à le suivre.

On hâta les préparatifs d'une expédition ; celle-ci s'éloigna bientôt (1604) des côtes de la France pour n'y revenir que lorsqu'une colonie française aurait été établie en Amérique. Toute la Nouvelle France était renfermée dans les deux vaisseaux qui suivaient le chemin bien connu de la Nouvelle Écosse. L'été s'écoula pendant que les émigrants trafiquaient avec les indigènes et exploraient les côtes. Poutrincourt un des chefs de l'expédition éprouva une si grande admiration à la vue du port appelé Annapolis après la conquête de l'Acadie, sous le règne de la reine Anne, qu'il pria De Monts de lui en faire don et se détermina à s'y fixer avec sa famille, après lui avoir donné le nom de Port-Royal. Ce port quoique d'un accès difficile était excellent : il possédait une petite rivière navigable, abondante en poissons et bordée de prairies magnifiques. Les compagnons de De Monts tentèrent leur premier essai de colonisation dans l'île de Sainte-Croix à l'embouchure de la rivière du même nom. On y voyait encore les ruines de leurs fortifications à l'époque de la délimitation de nos frontières orientales (1798). Mais l'île était si défavorable à l'exécution de leur projet, qu'au printemps suivant, ils se retirèrent à Port-Royal (1606).

Pour une colonie agricole, un climat plus doux eût été désirable : De Monts, décidé à fonder un établissement plus au Sud, visita les fleuves et les côtes de la Nouvelle-Angleterre, s'avança jusqu'au cap Cod et réclama la possession de ces contrées au nom de la France. Les sauvages se montraient si hostiles aux colons, que De Monts fut forcé de différer l'exécution de son projet ; d'ailleurs, les Européens étaient en trop petit nombre pour résister aux indigènes. Dupont, son lieutenant, essaya (1606) trois fois pendant le printemps suivant de compléter sa découverte ; deux fois, il fut repoussé par des vents contraires, et à la troisième

tentative, le vaisseau qu'il montait fut submergé. Sur ces entrefaites, Poutrincourt, qui était retourné en France, revint avec du renfort; il voulut renouveler l'entreprise; mais ayant couru de grands dangers au milieu des écueils du cap Cod, il se retira à son tour à Port-Royal, le premier établissement français sur le continent américain. Deux ans auparavant (1603), la rivière James avait été reconnue et trois ans plus tôt, une cabane avait été construite au Canada.

Les possessions de Poutrincourt furent confirmées par Henri IV (1607); on sollicita la bénédiction du pontife de Rome en faveur des familles qui s'exilaient pour travailler à la conversion des infidèles (1608). Marie de Médicis contribua aux frais des missions protégées par la marquise de Guercheville; enfin, à la faveur d'un contrat conclu avec de Biencourt, l'ordre des jésuites s'enrichit d'une imposition établie sur la pêche et le commerce des fourrures.

L'arrivée des jésuites (1611) fut signalée par la conversion d'un grand nombre de naturels. L'année suivante (1612) de Biencourt et le père Biart explorèrent la côte jusqu'à la rivière de Kennebec dont ils remontèrent le cours. Les Canibas, Algonquins des tribus Abenaki, touchés de la bonté des Français, accueillirent les missionnaires avec respect, et les tribus qui habitaient le Penobscot et le Kennebec devinrent les alliés de la France. Les Anglais au contraire leur avaient inspiré de la défiance lorsqu'ils visitèrent leurs côtes. Les Français employèrent tous leurs efforts à entretenir une alliance qu'ils pouvaient opposer aux empiétements de l'Angleterre.

Une nouvelle colonie (1613) fut formée aux États-Unis sous les auspices de De Guercheville et de Marie de Médicis, en vue de la conversion des infidèles. Les retranchements de Saint-Sauveur furent élevés par De Saussaye sur la côte orientale de l'île du Mont-Désert. Les indigènes véné-

raient Biart comme un envoyé du ciel, et, pendant l'été, on chantait régulièrement les matines et les vêpres en plein air, autour d'une croix située au centre du hameau. La France et la religion romaine avaient conquis le Maine.

Les marchands français ayant réussi à obtenir, par leurs remontrances, la révocation du monopole octroyé à De Monts (1608), une compagnie de marchands de Dieppe et de Saint-Malo fonda Québec. Les plans furent exécutés par Champlain, dont l'ambition ne tendait pas à s'enrichir des profits du commerce, mais à s'illustrer en fondant un État. On se mit à l'œuvre : on éleva quelques cabanes grossières, quelques champs furent défrichés et l'on planta deux jardins. L'année suivante (1609), Champlain suivit avec une intrépidité étonnante, une troupe de Hurons de Montréal et d'Algonquins de Québec, dans une expédition contre les Iroquois, ou les Cinq Nations, qui habitaient au nord de New-York. Accompagné seulement de deux Européens, il remonta la rivière Sorel, et explora le lac qui porte son nom et perpétue sa mémoire. Les Huguenots avaient réalisé avec activité leurs plans de colonisation. La mort de Henri IV (1610), les priva de leur puissant protecteur : mais le zèle de De Monts lui survécut, et anima le courage de Champlain. Après le court règne de Charles de Bourbon (1611), le prince de Condé (1612), protecteur avoué des Calvinistes, devint vice-roi de la Nouvelle-France; les marchands de Saint-Malo, de Rouen et de La Rochelle obtinrent, par son intercession, une charte du roi; et Champlain, assuré du succès, s'embarqua de nouveau pour le Nouveau-Monde, en compagnie de moines de l'ordre de saint François. Il envahit le territoire des Iroquois qui habitaient près de New-York. Blessé et repoussé, privé de guides, il passa l'hiver qui suivit son retour en Amérique

(1616), dans le pays des Hurons, et porta à travers les forêts, comme un chevalier errant, sa langue et sa religion jusque dans les hameaux des Algonquins, situés près du lac Nipissing.

Les discordes religieuses (1617) et la rivalité des marchands entravèrent le développement de la colonie; cependant lorsque les voyageurs abandonnèrent pendant l'été Leyden pour se conformer au désir du malheureux Montmorency (1620), Champlain, le nouveau vice-roi, jeta les fondements d'une forteresse. Les marchands se plaignirent de la dépense : « Il ne faut pas céder aux passions des hommes, » répondit-il; « elles ne durent qu'un temps; notre devoir est de penser à l'avenir. » En quelques années (1624) s'éleva « sur un rocher escarpé, » le château de Saint-Louis, qui fut si longtemps le lieu des réunions hostiles aux Iroquois et à la Nouvelle-Angleterre.

La même année (1625), la vice-royauté fut accordée à Henri de Lévi, catholique enthousiaste. Les Jésuites qui, un an auparavant s'étaient avancés jusqu'aux sources du Gange, et avaient pénétré dans le Thibet, furent appelés, grâce à son influence, sur les bords du Saint-Laurent pour porter la Croix au lac Supérieur et dans les régions de l'Ouest.

Les Jésuites et les Calvinistes ne purent longtemps maintenir la concorde entre eux. Les sauvages suscitèrent des troubles (1627) : mais le persévérant fondateur de Québec en appela au Conseil royal et à Richelieu. Malgré les malheurs qui survinrent, Champlain réussit à établir l'autorité de la France sur les bords du Saint-Laurent, dans le pays qui devint sa patrie. Les restes « du fondateur de la Nouvelle-France » reposent dans la terre qu'il colonisa. Ainsi, grâce à l'humble industrie des pêcheurs de la Normandie et de la Bretagne, la France put espérer d'acquérir un nouvel empire (1635).

CHAPITRE II.

LES ESPAGNOLS AUX ÉTATS-UNIS.

Je viens de tracer les événements qui assurèrent momentanément à la France la possession précaire de l'Acadie et du Canada. L'expédition envoyée par François I^{er} avait découvert le continent qui s'étend au sud de la côte visitée par Cabot ; mais Verrazzani avait été devancé. La priorité de la découverte donnait à l'Espagne des droits à la Floride et elle les défendit avec avantage.

Un succès aussi merveilleux avait allumé dans le cœur des Espagnols un enthousiasme extraordinaire. A peine le Nouveau-Monde se fut-il révélé aux hommes entreprenants qui, sous Ferdinand, s'étaient couverts de lauriers dans les montagnes de l'Andalousie, qu'ils cherchèrent à conquérir une nouvelle gloire dans des aventures plus lointaines. Les épées qui s'étaient exercées contre les Maures et l'habileté militaire acquise pendant la conquête de Grenade, furent dès lors tournées contre les faibles habitants de l'Amérique. Le caractère espagnol offrait un singulier mélange d'avarice et de fanatisme religieux ; les héros de l'Espagne en se portant

vers l'Ouest, s'imaginaient marcher à une nouvelle croisade où la fortune serait le prix de leur piété. Dans les derniers temps, les Espagnols s'étaient passionnés pour les nouveautés; la « chevalerie de l'Océan » regardait l'Europe comme trop étroite pour elle et dans son extravagante ambition, trouvait médiocre tout ce qu'elle eût pu lui offrir. L'Amérique était la patrie des fictions, où des imaginations exaltées entrevoyaient l'accomplissement des rêves les plus téméraires; là, les naturels portaient, dans leur simplicité, les ornements les plus précieux, et, sur les bords des rivières on voyait briller à travers la limpidité de leurs eaux l'or que renfermait le sable. Les Espagnols, dit un historien, sont toujours disposés à abandonner les avantages certains pour poursuivre la réalisation de brillantes chimères; un geste, quelques mots murmurés à voix basse, un objet quelconque flottant à la surface de l'eau suffit pour les attirer. Dans leurs rêves, ils se figuraient qu'ils conquéraient des provinces à la pointe de l'épée, partageaient entre eux la fortune des empires subjugués ou pillaient les trésors accumulés des anciennes dynasties de l'Inde; ils se voyaient, au retour d'une expédition, suivis d'un grand nombre d'esclaves captifs et chargés de dépouilles; le repos, la fortune, la vie, on sacrifiait tout à la réalisation de séduisantes prévisions. La réussite fut parfois si grande qu'elle dépassât tout ce que les imaginations les plus exaltées avaient osé concevoir. Est-il étonnant après cela que ces aventuriers fussent parfois superstitieux? Le Nouveau-Monde et ses richesses étaient si merveilleux; pourquoi eût-on refusé de croire aux fictions les plus étranges? Pourquoi se refuser à espérer que les lois de la nature céderaient elles-mêmes aux désirs de ces hommes courageux favorisés de la fortune?

Juan Ponce de Léon découvrit la Floride (1512). Sa jeunesse se passa au service militaire de l'Espagne, et, pendant

le siège de Grenade, il se distingua par sa férocité et se fit redouter par sa valeur. Dès que le premier voyage transatlantique eut révélé l'existence d'un Nouveau-Monde, il s'associa aux dangers et aux avantages qu'une expédition en Amérique offrait en perspective. Il accompagna Colomb dans son second voyage (1493), se fit remarquer par sa bravoure dans les guerres d'Hispaniola et Ovando le récompensa en lui donnant le gouvernement de la province orientale de l'île. Du sommet des collines dépendant de sa juridiction, il apercevait au delà des eaux limpides d'une mer pacifique, la splendide végétation de Porto-Rico qui, vue ainsi à une grande distance et à travers l'atmosphère transparente des tropiques, paraissait plus admirable encore (1508). Une descente dans cette île éveilla sa cupidité; il en sollicita et en obtint le gouvernement (1509). Habitué au carnage de la guerre, Ponce se montra dans son administration d'une dureté inexorable et opprima les naturels. Pendant la durée de sa charge il amassa de grandes richesses; mais l'autorité dont il était revêtu lésant les droits de la famille de Colomb, l'intérêt du monarque espagnol, d'accord avec l'équité, exigeait son déplacement: en conséquence, Ponce fut révoqué.

Un brave soldat se trouvant au centre d'un archipel, dans le voisinage d'un continent, pouvait-il regretter la perte d'un pouvoir qu'il exerçait sur une île fertile, il est vrai, mais sauvage? L'âge n'avait point refroidi son caractère entreprenant; il résolut de perpétuer son nom par la conquête d'un royaume et de refaire ainsi sa réputation compromise (1). Ajoutons que ce vétéran, dont l'âge et les fatigues avaient ridé le visage, avait entendu parler d'une fontaine merveilleuse à l'existence de laquelle il avait pleine foi. Ses eaux

(1) Peter Martyr, d. III, l. X.

intarissables immortalisaient ceux qui s'y baignaient et conservaient une jeunesse éternelle à ceux qui en buvaient. C'était là une tradition généralement accréditée en Espagne, non seulement parmi le peuple et la noblesse, mais même parmi des hommes recommandables par leur mérite et leur savoir (1). La nature avait dévoilé les secrets que l'alchimie n'avait point réussi à découvrir et une fontaine intarissable du Nouveau-Monde, dans un pays où l'or et les pierres précieuses brillaient de toutes parts, procurait l'élixir de la vie. Ponce quitta Porto-Rico avec trois vaisseaux armés à ses frais, à la recherche de cette terre féérique (1512); il aborda à Guanahani et navigua dans l'archipel de Bahama; mais les lois de la nature restèrent inexorables. Le dimanche de Pâques, appelé par les Espagnols « Pascua Florida, » le navigateur apercevant une terre qu'il prit pour une île, lui donna le nom de Floride en souvenir du jour où elle avait été découverte et à cause de l'aspect de ses magnifiques forêts éblouissantes de fleurs et d'une fraîche verdure printanière. Le mauvais temps ne permit pas d'abord à l'escadre de prendre terre; enfin, le vieux marin atterrit la côte, à la latitude de 30 degrés 8 minutes, à quelques milles au nord de Saint-Augustin. Le territoire fut déclaré espagnol. Ponce passa plusieurs semaines à visiter les côtes qu'il venait de reconnaître, sans se laisser arrêter par la crainte de faire naufrage au milieu d'un archipel et d'un golfe inconnus. Il doubla le cap Floride, parcourut le groupe d'îles qu'il nomma Tortugas, et perdant confiance dans le succès complet de son entreprise, il s'en revint à Porto-Rico, laissant à un fidèle compagnon le soin de compléter sa reconnaissance. Partout les Indiens s'étaient montrés hostiles aux Européens. Ponce de Léon ne réussit point à

(1) Peter Martyr, D. VII, L. VII, et D. II, c. X.

recouvrer la jeunesse, mais en revanche le commerce espagnol possédait un nouveau passage pour pénétrer dans le golfe de Floride, et l'Espagne, une nouvelle province, que l'imagination pouvait se représenter d'autant plus riche qu'elle était encore inexplorée.

Ponce de Léon reçut du roi d'Espagne, en récompense de ses services, le gouvernement de la Floride (1513), mais sous la condition onéreuse qu'il coloniserait la contrée soumise à son pouvoir. Ses préparatifs en Espagne et une expédition contre les Indiens Caraïbes retardèrent son départ pour la Floride (1514-1520). Lorsqu'en 1521 il partit avec deux vaisseaux pour aller prendre possession de sa province et choisir un emplacement favorable à une colonie, il se vit attaqué par les Indiens avec acharnement; nombre d'Espagnols furent tués; les autres se réfugièrent en toute hâte sur leurs vaisseaux. Ponce de Léon lui-même, mortellement blessé, revint mourir à Cuba. Telle fut la fin de cet aventurier qui avait rêvé d'immenses richesses et espéré conserver une jeunesse éternelle. Il désirait être immortel; son nom seul l'est devenu par la conquête de la Floride (1).

Dès 1516, le commerce avait pris la direction de la Floride. On rapporte qu'un capitaine de marine, Diego Miruelo, venant de la Havane, approcha de la côte et trafiqua avec les indigènes; mais on ne peut désigner le port dans lequel il aborda. Il rapporta de son excursion des lingots d'or qu'il reçut en échange d'objets de mince valeur, et ses récits

(1) Sur Ponce de Léon, j'ai consulté Herrera, D. I, l. IX, c. X, XI et XII, et D. I, l. X, c. XVI. Peter Martyr, D. IV, l. V, et D. V, l. I, et D. VII, l. IV; Hakluyt, v. 320, 333 et 416; Gomara, *Histoire générale des Indes*, c. XIV; Garcilasso de la Vega, *Histoire de la Floride*, l. I, c. III, et l. VI, c. XXII; Cardenas z Cano, *Ensayo Chronologico para la Hist. Ben. de la Florida*, D. I, p. 1, 2 et 3, éd. 1723, in-folio. Le vrai nom de l'auteur est André Gonzalès de Barcia. Navarette, *Collection*, III, 50-53. Comparez Eden et Willes, fol. 228, 229; Purchas, I, 957.

confirmèrent l'opinion déjà répandue sur la richesse de ce pays. La Floride avait d'abord obtenu un gouverneur : elle faisait maintenant partie d'un évêché (1).

Francisco Fernandez de Cordoue partit du port de la Havane à la tête d'une expédition (1517), et faisant voile vers l'Ouest, il découvrit la province de Yucatan et la baie de Campêche. Il se dirigea ensuite vers le Nord ; mais, quoi qu'en aient dit des historiens peu véridiques, il n'atteignit aucun des ports visités par Ponce de Léon (2). Ayant pris terre pour faire eau, l'équipage fut assailli par les sauvages, et Francisco mortellement blessé dans la lutte.

Le pilote qui avait servi de guide à Fernandez conduisit l'année suivante une nouvelle expédition vers les mêmes rivages ; cette fois la reconnaissance s'effectua sous de plus heureux auspices ; le commandant de la flotte, Grijalva, explora la côte depuis le Yucatan jusqu'à Panuco. La grande quantité d'or qu'il amassa, la renommée du grand empire de Montezuma dont la richesse et l'étendue étaient suffisamment prouvées par les magnifiques présents des naturels, exaltèrent les imaginations les plus froides, et déterminèrent l'entreprise de Cortez. Celui-ci ne parvint point aux côtes de la Floride (3).

Tandis que Grijalva ouvrait la voie au conquérant du Mexique, une expédition, projetée par Francisco Garay, gouverneur de la Jamaïque et probablement aussi dirigée par lui, explora, dit-on, superficiellement la côte américaine depuis l'archipel Tortugas jusqu'à Panuco. A partir

(1) *Florida del Inca*, Vega L. I, c. II ; *Ens. Cron.*, D. I, anno MDXVI.

(2) *L'Ensayo Cron. para la hist. gen. de la Florida* n'est pas assez claire. L'erreur signalée, D. I, anno MDXVI, doit être corrigée d'après Gomara, c. III ; Ant. de Solis, L. I, c. VI ; Peter Martyr, D. IV, L. I et II ; Herrera, D. II, L. II, c. XVII et XVIII.

(3) Peter Martyr, D. IV, L. III et IV ; Herrera, D. II, L. III, c. IX ; Ant. de Solis, L. I, c. VII, VIII et IX ; Gomara, c. XLIX.

de ce moment on connut la configuration du golfe de Mexique (1). Garay eut à affronter les hostilités ouvertes des Indiens, mais c'était là un danger bien moins pressant que la rivalité de ses propres concitoyens. Les aventuriers ne souffrant pas de la Nouvelle-Espagne le voisinage d'un gouvernement indépendant, forcèrent le gouverneur de la Jamaïque de réclamer à Cortez la possession d'une province. La guerre que cette prétention fit naître le conduisit à la perte de sa fortune et à une mort sans gloire. Cette expédition dont les incidents ont été diversement rapportés (2), fit peu de découvertes sur les côtes méridionales des États-Unis.

En 1520, les Espagnols manquant de bras pour la culture des terres et le travail des mines, sept des principaux d'entre eux, parmi lesquels Lucas Vasquez de Ayllon occupait le premier rang, équipèrent deux négriers de Saint-Domingue et les envoyèrent dans le Nord à la recherche d'esclaves. Des îles de Bahama, ils passèrent sur la côte de la Caroline méridionale dans un pays nommé Chicora. Le Combahee reçut le nom de Jourdain (3) : le nom de Sainte-Hélène donné alors à un cap, appartient aujourd'hui au détroit. Les naturels de cette région n'avaient encore aucune raison de craindre les Européens ; jamais leurs forts n'avaient été envahis et s'ils prirent la fuite à l'approche des Espagnols, ce fut par timidité plutôt que par défiance. Des présents furent échangés ; les étrangers reçurent une généreuse hospitalité et la confiance s'établit bientôt entre eux. A la fin, les naturels furent invités à visiter les vaisseaux ;

(1) Peter Martyr, D. V, L. I ; Gomara, c. XLVI.

(2) Peter Martyr, D. V, L. I ; Gomara, c. XLVII ; *Ensayo Cronologico*, 3, 4 ; Herrera, D. II, L. III, c, VII ; T. Southey, *Histoire des Indes Occidentales*, I, 135.

(3) Holmes, *Annales*, I, 47.

pleins d'assurance, ils y coururent en foule. Dès que les ponts furent couverts d'Indiens, les vaisseaux levèrent l'ancre, et se dirigèrent à toutes voiles vers Saint-Domingue. Des époux étaient ravis à leurs femmes, des enfants à leurs parents. Ainsi prit naissance le premier germe de discorde là où la paix avait toujours régné; et des sentiments de haine pénétrèrent dans des cœurs habitués jusqu'alors à honorer l'amitié. Ce crime ne produisit pas toutefois le résultat qu'on en espérait et le hasard le vengea cruellement; l'un des deux vaisseaux fut englouti dans la mer avec les innocents et les coupables qu'il portait. La plupart des captifs qui se trouvaient dans l'autre, tombèrent malades et moururent pendant la traversée.

Les événements qui suivirent nous montrent le caractère de cette époque : Vasquez, revenu en Espagne, se vanta de son expédition, comme si elle méritait une récompense. Charles-Quint fit droit à ses prétentions. Dans ce temps, le monarque espagnol accordait des faveurs dont l'histoire offre maints exemples, quelque étrange que nous en paraisse le caractère. Non seulement il accordait des provinces conquises à gouverner, mais il distribuait des pays à soumettre. Lucas Vasquez de Ayllon sollicita l'autorisation d'entreprendre la conquête de Chicora, et l'obtint après une longue attente (1524). Cette nouvelle entreprise lui fut funeste; les préparatifs de l'expédition absorbèrent toute sa fortune; son plus grand vaisseau s'engloutit dans les eaux du Jourdain (1525), nombre de ses hommes périrent sous les coups des naturels, excités à la résistance par le souvenir des offenses des Européens. Vasquez n'échappa à ce massacre que pour endurer les tourments que lui causait son orgueil blessé de l'échec qu'il avait subi : on dit que le sentiment de son humiliation hâta le terme de sa vie (1).

(1) Peter Martyr, D. VII, c. II; Gomara, c. XLII; Herrera, D. III, L. VIII,

L'esprit d'aventures n'avait pas éteint entièrement le goût des découvertes maritimes. Après la conquête du Mexique (1524), Cortez, pour rentrer en grâce auprès du roi d'Espagne, lui proposa de résoudre le problème du passage N. O. dont la recherche avait épuisé les efforts des navigateurs les plus courageux et les plus persévérants (1525). Pour lui, l'existence de ce passage était incontestable et il espérait en côtoyant la côte américaine baignée par la mer Pacifique et l'Océan atlantique, trouver la route déjà indiquée par Sébastien Cabot (1).

Le projet de Cortez ne fut pas accueilli. Un voyage vers le N.-O. fut à la vérité entrepris (1525) par Étienne Gomez, officier de marine expérimenté et le compagnon de Magellan, lors de son premier passage à travers l'Océan Pacifique. L'expédition avait été décrétée par le conseil des Indes, dans l'espoir de découvrir au nord la route de l'Inde à l'existence de laquelle on croyait toujours, malgré toutes les recherches restées infructueuses. Son vaisseau parcourut les baies de New-York et celles de la Nouvelle-Angleterre. Cette partie de notre territoire est indiquée sur les cartes espagnoles sous le nom de Terre de Gomez. N'ayant point réussi à découvrir le passage et tremblant de reparaitre dans son pays sans ramener au moins une cargaison, Gomez chargea son vaisseau d'Indiens robustes afin de les vendre comme esclaves. Les brillantes espérances qu'on fondait sur cette expédition, en firent trouver les résultats très médiocres. Les Espagnols dédaignèrent de renouveler ces voyages au milieu des glaces et des frimas du Nord; leur attention se porta

c. VIII; Herrera, *Indes Occ.*, dans Purchas IV, 869; Galvano, dans Hakluyt, IV, 429; *Ens. Chronolog.*, 4, 5, 6, 8, 9, 160; Robert, *Floride*, 27, 28; *Rel. port.*, c. XIV.

(1) *Quarta carta o relacion de don Ferdinando Cortès*, S. XIX, dans Barcia *Historiadores primitivos*, I, 151, 152. On peut trouver la même chose dans Ramusio, III, 224, éd. 1665.

uniquement sur « les innombrables richesses » du Sud (1). L'entreprise de Gomez n'eut pas de résultats politiques. Elle avait été inspirée par les ennemis de Cabot, alors au service de l'Espagne, et elle accrut la réputation du marin de Bristol (2).

Mais la conquête de la Floride ne pouvait être ainsi abandonnée : le monarque espagnol se plaisait à étendre ses possessions, la noblesse soupirait après de nouveaux gouvernements, et les aventuriers étaient trop passionnés à la recherche de trésors inconnus. Pamphilo de Narvaez, homme sans mérite et d'une mauvaise réputation, sollicita et obtint l'autorisation d'envahir le territoire de la Floride. C'est lui qui fut chargé par l'envieux gouverneur de Cuba de s'emparer de Cortez, et qui, après l'avoir déclaré hors la loi, fut peu de temps après vaincu par lui. Il perdit un œil dans la mêlée et se vit abandonné par ses troupes. Lorsque Pamphilo parut devant l'homme qu'il avait promis de faire prisonnier, il lui dit : « Regardez ma captivité comme une bonne fortune pour vous. » Cortez lui répondit, et avec vérité : « C'est la moindre des choses que j'ai faites au Mexique » (3).

Le territoire concédé à Narvaez s'étendait jusqu'à la rivière des Palmes : il se trouvait cependant plus à l'Ouest que le territoire réuni plus tard à la Louisiane. L'expédition de Pamphils en Floride était aussi téméraire que son entreprise contre Cortès, mais les désastres qui la signalèrent en ont conservé le souvenir ; c'est à ce seul titre que l'histoire la mentionne. Des 300 hommes qui la composaient, et dont 80 avaient abordé, quatre ou cinq seulement revirent leur patrie (1528).

(1) Peter Martyr, D. VIII, L. X.

(2) Peter Martyr, D. VI, l. X, et D. VIII, l. X ; Gomara, c. XL ; Herrera, D. III, l. VIII, c. VIII.

(3) Cortes, *Carte de relacion*, c. I, s. XXXV-XXXVII ; Barcia, I, 36-44 ; Gomara, *Cronica de la Nueva Espana*, c. XCVI-CI.

La valeur des sauvages, la soif, la faim, les maladies, la désunion entre les hommes restés sur les vaisseaux et ceux qui étaient descendus à terre, le défaut de capacité chez les chefs; toutes ces causes occasionnèrent la perte de ce malheureux équipage. Il n'est pas possible de désigner avec exactitude le lieu où Narvaez aborda en Floride. Ce fut probablement dans une baie un peu à l'Est du méridien qui passe par le cap San-Antonio à Cuba; peut-être donc à une petite distance de la baie nommée aujourd'hui Appalache. Les Espagnols s'avancèrent dans l'intérieur; ignorant où ils se trouvaient et où ils allaient, ils se laissaient guider par les indigènes. Ceux-ci, soigneux de leur sûreté, leur indiquèrent un pays éloigné, abondant en or, et se débarrassèrent de la présence de ces hôtes incommodes en leur offrant la perspective de satisfaire leur avidité. La ville d'Appalache où ils croyaient trouver d'immenses trésors, ne renfermait que des huttes indiennes. Le reste de la troupe, après une course de huit cents milles, se retrouva sur les bords de la mer, probablement près de la baie de Pensacola. Ces aventuriers, réduits à une extrême misère, construisirent eux-mêmes des bateaux tellement grossiers, que des hommes réduits au désespoir pouvaient seuls se décider à s'y embarquer. Narvaez et la plupart de ses compagnons périrent dans une tempête près de l'embouchure du Mississippi (1). L'équipage de l'autre vaisseau fit naufrage sur une île; la plupart de ceux qui se sauvèrent, périrent de faim (1528-1536). Quatre hommes seulement arrivèrent par terre à Mexico après des années de souffrance. Le simple récit de leur courageuse entreprise, de leurs pérégrinations et de leurs malheurs, ne présente rien de merveilleux. Ils errèrent depuis la Louisiane et la partie septentrionale du Mexique, jusqu'aux côtes de l'Océan Pacifique à Sonora; la longueur de leur marche rap-

❧ (1) Prince, 86 est un guide sûr.

pelle l'excursion de Lewis et de Clarke aux sources du Missouri et à l'embouchure de la Colombie. La relation de ce voyage que l'un d'eux publia en affirmant, sous la foi du serment, devant un magistrat, qu'elle ne renfermait que l'expression de la vérité, est défigurée par des exagérations et par les fictions les plus étranges (1). Elle ne fait point connaître les ports et les cours d'eau de la Floride sur le golfe du Mexique : les contes de guérisons miraculeuses, de morts ressuscités et d'autres prodiges sont d'innocents mensonges ; mais ces aventuriers soutinrent une assertion bien plus dangereuse, en affirmant que la Floride était le plus riche pays du monde (2).

Cette assertion fut acceptée par ceux même qui connaissaient les richesses du Mexique et du Pérou. Parmi ceux qui eurent le plus à se repentir de leur crédulité se trouve Ferdinand de Soto, courtisan ambitieux, né à Xérès. Ayant pris du service militaire en Amérique, il y avait conquis de la gloire et de la fortune. Compagnon favori de Pizarre dans la conquête du Pérou, il s'était couvert de gloire au siège de Cusco. Il contribua à l'arrestation de l'infortuné Atahualpa et reçut une partie de l'immense rançon que dut payer le crédule Inca pour obtenir la promesse de sa liberté. Soto, prévoyant que la jalousie ne tar-

(1) Sur Narvaez, l'ouvrage original : *Naufraios de Alvar Nunez Cabeça de Yaca en la Florida* ; Barcia, II, 1-43, traduction italienne dans Ramusio, III, 310-330 ; traduction anglaise dans Purchas, IV, 1499-1528 faite sur l'italien. Comparez Gomara, c. XLVI ; Herrera, D. IV, L. IV, c. IV-VII, et D. IV, L. V, c. V ; Purchas, I, 957, 958-962 ; Barcia, *Examen apologetico*, I, ne donne à la fin aucune autorité à Nunez. Le scepticisme de Benzo, *Calveto Novæ Novi Orbis Historiæ*, I. II, c. XIII, 206, est digne d'éloges. Comparez Robert, *Florida*, 28-32, et une note de Hoïmes, *Annales*, I, 59 ; *Ens. Cronol.* 10. Vega. I. II, p. II, c. VI. Consultez aussi passim Vega, *Histoire de la Floride*, et les *réçits port.* de Hakluyt ; Humboldt, *Nouv. Espagne*, II, 435.

(2) Considérations sur la *Virginia* ; la *relation portugaise* ; dédicace dans Hakluyt, v. 479 ; Herrera, D. III, l. VIII, c. VIII ; Hakluyt, v. 484 ; Vega, I. I, c. V.

derait pas à diviser les Espagnols établis au Pérou, se retira prudemment avec sa part du butin et revint en Espagne jouir de sa réputation, y déployer son opulence et solliciter de l'avancement. Sa réception fut un triomphe : des succès de tout genre l'attendaient. Il épousa la fille d'un noble distingué qu'il avait d'abord suivi en pauvre aventurier (1) et Charles-Quint lui-même l'invita à demander ce qu'il voulait. On avait toujours cru que le Nord du continent renfermait des villes aussi magnifiques et des temples aussi richement ornés que ceux qui avaient été pillés sous les tropiques. Soto voulut rivaliser avec la gloire de Cortez et les richesses de Pizarre. Aveuglé par l'avarice et l'ambition, il se rendit à Valladolid et demanda de pouvoir conquérir la Floride à ses frais ; Charles-Quint accorda à ce guerrier si renommé le gouvernement de Cuba et l'investit d'une autorité absolue sur l'immense territoire auquel on avait vaguement donné le nom de Floride (2).

Dès que le projet de cette nouvelle expédition fut connu en Espagne, il excita les plus folles espérances ; que de brillants succès cette entreprise devait promettre, puisque le conquérant du Pérou y exposait sa fortune et sa gloire ! Des aventuriers se présentèrent comme volontaires ; plusieurs étaient de haute naissance, et favorisés de la fortune. Comme au temps des croisades, on vendit (1538) les maisons et les vignes, des terres labourables, des plantations d'oliviers dans l'Arraife de Séville, afin de s'équiper. Le port de San-Lucar de Barrameda était couvert d'hommes qui sollicitaient la faveur de se joindre à l'expédition. Des soldats portugais demandèrent aussi à être enrôlés. On passa les troupes en revue : les Portugais portaient de brillantes

(1) *Relation portugaise*, c. I, dans Hakluyt, v. 483.

(2) *Relation portugaise*, c. I, 483 ; Vega, l. I, c. I ; Herrera, D. IV, l. I, c. III.

armures; les Castillans, rayonnants d'espérance, étaient « vêtus tout de soie. » Soto dirigea les armements et choisit dans cette foule de volontaires 600 hommes dans la force de l'âge, la fleur de la Péninsule. Plusieurs nobles qui avaient vendu leurs biens afin de pourvoir aux frais de leur équipement, ne furent pas désignés pour le suivre (1).

La flotte mit à la voile aussi joyeusement que si elle fut partie pour une noce. A Cuba, on eut la précaution d'envoyer des vaisseaux sur les côtes de la Floride à la découverte d'un port où l'on pût aborder, et deux Indiens amenés prisonniers à la Havane, inventèrent tous les mensonges imaginables. On conversa par signes; les Espagnols crurent comprendre que l'or était abondant dans la Floride. Cette nouvelle répandit une grande joie. Soto et ses troupes n'eurent plus de repos; ils attendaient avec impatience l'heure du départ pour « la contrée la plus riche qui eût encore été découverte (2). » Cette soif de l'or gagna les habitants de Cuba, et, un riche vieillard, Vasco Porcallo, dépensa une partie de sa fortune à s'équiper richement (3).

Soto fut accueilli à Cuba au milieu de fêtes brillantes et de réjouissances (1539). Tous les préparatifs étant terminés, il confia à sa femme le gouvernement de l'île et s'embarqua pour la Floride avec ses compagnons. Au bout de quinze jours la flotte jeta l'ancre dans la baie du Saint-Esprit (4). Les soldats s'élancèrent sur la côte, on débarqua les chevaux, au nombre de deux à trois cents; ces hommes fou-

(1) *Rel. port.*, c. II et III; Vega, l. I, c. V et VI. Lorsque les opinions varient, je choisis la plus simple et celle qui donne les chiffres les moins élevés. Vega dit qu'il y avait mille hommes; il défend vigoureusement son intégrité et son amour de la vérité. Il écrivit d'après les relations des témoins, qu'il consulta : mais il ne fut pas témoin lui-même.

(2) *Relation portugaise*, c. I.

(3) Vega, l. I, c. XII.

(4) *Rel. port.*, c. VII; Vega, l. I, part. I, c. I-XXIII.

laient enfin le sol qu'ils avaient été si impatients d'atteindre. Soto n'ajouta foi qu'aux augures qui présageaient le succès, et, imitant Cortez, il ne voulut point conserver ses vaisseaux de crainte que leur présence ne disposât à la retraite. Il les renvoya tous à la Havane (1). Le vieux Porcallo, un des chefs de l'entreprise, fut bientôt alarmé et regretta ses possessions de Cuba. Son but principal en s'associant à cette expédition avait été de se procurer des esclaves pour le travail de ses terres et de ses mines; désespérant de réussir, et épouvanté à la vue des marais et des forêts épaisses qu'il fallait traverser, il s'embarqua pour Cuba où il pourrait jouir de sa fortune avec sécurité : Soto fut indigné de la désertion, mais il dissimula sa colère (2).

Dès ce moment commence la vie errante des aventuriers. Leur nombreuse cavalerie, munie d'un armement complet, formait avec l'infanterie un corps d'expédition dont l'importance numérique surpassait même la force de ceux qui entreprirent la conquête des empires du Mexique et du Pérou. Les Espagnols, instruits par l'expérience acquise dans les précédentes invasions et aiguillonnés par leur cupidité, s'étaient pourvus de chaînes (3) qu'ils destinaient aux prisonniers, de tous les outils en usage dans une forge et de toutes les armes dont on se servait à cette époque. Ils emmenèrent aussi des limiers pour intimider les craintifs naturels, et dans leur prévoyance, se fournirent d'une ample quantité de provisions (4) et d'un troupeau de porcs, qui se multiplia rapidement sous ce climat favorable, où les forêts et le maïs indien offraient une nourriture abondante. On eut dit une troupe errante de hardis flibustiers en quête de la fortune, une troupe

(1) *Relation portugaise*, c. X.

(2) *Ibid.*, c. X; Vega, Liv. II, part. I, c. XI et XII.

(3) *Relation portugaise*, c. XI et XII.

(4) *Ibid.*, c. XI, et passim.

d'hommes exaltés que la passion de l'or rendait féroces, parcourant des régions inexplorées, par des chemins inconnus, à la recherche de la résidence d'un chef dont les trésors surpassassent ceux du Pérou et du pays que les naturels, dans leur langage mimique, semblaient leur avoir désigné comme renfermant d'immenses richesses. Les Espagnols étaient avides et à ce défaut ils joignaient la passion des cartes. Aussi les voyait-t-on souvent, pendant leurs heures de repos, se livrer, à l'ombre des bosquets du Sud, aux émotions d'un jeu effréné. Le sentiment religieux était très développé chez cette nation superstitieuse; douze prêtres, indépendamment d'autres ecclésiastiques, accompagnaient l'expédition, et c'est au milieu de scènes de carnage et de désolation que la Floride allait se convertir au catholicisme. Les aventuriers avaient religieusement emporté avec eux tous les objets nécessaires à la célébration de la messe (1); ils observaient toutes les fêtes et toutes les pratiques religieuses et, au moment où l'expédition s'engagea dans les déserts de l'Amérique, on exécuta en grande pompe les processions prescrites par l'église (2).

A la fin de la première saison l'expédition partie de la baie du Saint-Esprit se trouvait sur le territoire des Appalaches, à l'est du fleuve Flint et non loin de l'entrée de la baie des Appalaches (3). On ne peut préciser l'itinéraire suivi jusque-là; tout ce qu'on peut affirmer, c'est que la marche fut pénible et pleine de dangers. Partout les Indiens montraient des dispositions hostiles; les deux Indiens faits prisonniers dans la précédente expédition réussirent à

(1) *Relation portugaise*, c. XIX.

(2) *Ibid.*, c. XX, et passim, parle des moines et des prêtres; Vega, l. I, c. VI, 9; l. IV, c. VI, et passim. Herrera confirme cette assertion.

(3) *Relation portugaise*, c. XII; Vega, l. II, part. II, c. IV; Mac Culloch, *Recherches*, 524.

s'échapper et un Espagnol retenu en captivité depuis l'époque de Narvaez ne put indiquer aucun pays renfermant de l'or ou de l'argent (1). Les guides, de dessein prémédité, égarèrent les Espagnols et les engagèrent dans des marais, quoiqu'ils sussent qu'ils s'exposaient à payer leur perfidie de la vie. La troupe entière s'abandonnant au désespoir supplia le gouverneur de retourner à Cuba, l'aspect du pays s'annonçant sous de sombres présages. « Je ne retournerai point, » répondit Soto, « jusqu'à que j'aie constaté de mes propres yeux la pauvreté de cette contrée (2). » Des prisonniers indiens les uns furent mis à mort, les autres réduits en esclavage. Ces derniers chargés de chaînes et portant au cou un collier de fer, étaient employés à écraser le maïs et à transporter les bagages. Un détachement de l'expédition découvrit Ochus (3), le port de Pensacola et Soto envoya aussitôt un message à Cuba, demandant que l'année suivante on lui expédia du renfort (4).

Au commencement du printemps de l'année 1540, les aventuriers se remirent en marche, sous la conduite d'un guide indien qui leur promit de les mener dans un pays gouverné, disait-il, par une femme et où l'or était si abondant que les habitants possédaient l'art de le fondre et de le travailler. L'Indien expliqua avec tant d'habileté les procédés employés que les Espagnols, convaincus de sa sincérité, s'écrièrent : « Il doit l'avoir vu ou le démon le lui a enseigné ! » L'Indien leur indiquait vraisemblablement la Caroline du Nord (5), région très aurifère. Aussi les aventuriers se dirigèrent-ils en toute hâte vers le Nord-Est, pas-

(1) *Relation portugaise*, c. IX.

(2) *Ibid.*, c. XI.

(3) *Ibid.*, c. XII.

(4) *Ibid.*, c. VII-XII; Vega, I. II, part. I et II.

(5) Silliman, *Journal*, XXIII, 8, 9.

sèrent l'Alatamaha, et admirèrent les fertiles vallées de la Géorgie, pays riche, productif et arrosé par un grand nombre de fleuves. Après avoir traversé une branche septentrionale de l'Alatamaha et un affluent méridional de l'Ogechee, ils arrivèrent sur les bords de ce dernier fleuve, dont le courant est rapide et impétueux en avril. Le plus souvent les Espagnols se trouvaient au milieu de solitudes sauvages où ils souffraient beaucoup du manque de viande et de sel. L'Indien qui les accompagnait simulant la folie, « ils invoquèrent la protection du ciel et tout aussitôt il recouvrit la raison. » Mais il n'en continua pas moins à les mener à travers des pays déserts dont le sol n'avait jamais été foulé et cette fois il aurait infailliblement été mis en pièces par les limiers, s'il n'avait été utile comme interprète. Les Espagnols, espérant apprendre la vérité de quatre Indiens qu'ils avaient faits prisonniers, les interrogèrent, mais leurs réponses ne les satisfirent point. L'un d'eux, leur ayant franchement déclaré ne point connaître de pays se rapprochant de celui dont ils leur faisaient la description, expia cruellement sa sincérité. Le gouverneur donna l'ordre de le brûler vif pour le punir d'une assertion qu'il considérait comme mensongère. La vue de son supplice ayant vivement impressionné l'imagination de ses compagnons, ceux-ci conduisirent les Espagnols au petit établissement indien de Cutifa Chiqui. Là ils trouvèrent une épée et un rosaire dont les Indiens faisaient remonter l'origine à l'expédition de Vasquez de Ayllon. Encore deux jours de marche, et Soto espérait atteindre le port de Sainte-Hélène. Ses soldats soupiraient après leur patrie et demandaient à retourner ou à établir une colonie sur ce sol fertile. Le gouverneur était « un homme sévère et peu communicatif. » Écoutant volontiers les opinions des autres, il se montrait inébranlable dans les résolutions auxquelles il s'arrêtait et ses compagnons,

pleins de condescendance, se décidèrent à poursuivre leurs folles espérances (1).

Les explorateurs se dirigeant dès lors vers le Nord, pénétrèrent dans le pays des Cherokees (2). Cette contrée, où l'on trouve aujourd'hui des mines d'or, est stérile si on la compare à la précédente. Les habitants étaient pauvres mais affables, et ils offrirent généreusement aux étrangers des présents modestes comme leur genre de vie : des peaux de daims et des poules sauvages. Il n'est pas probable que Soto soit entré dans le bassin du Tennessee (3) en traversant les montagnes; on est plus porté à croire qu'il remonta des sources de la Savannah ou du Chattahouchee aux sources de la Coosa. On appelle encore aujourd'hui Canasauga, du nom d'un village où il fit halte, une branche de ce dernier fleuve. Les Espagnols passèrent plusieurs mois dans les vallées qui envoient leurs eaux à la baie de Mobile. Chiaha est une petite île, située à environ cent milles de Canasauga. Quelques hommes de l'expédition, envoyés en reconnaissance dans le Nord, furent saisis d'épouvante à la vue de la chaîne des monts Appalaches et déclarèrent qu'on ne réussirait point à les franchir. Ils avaient espéré découvrir des mines de cuivre et d'or; leur seul butin fut une peau de buffle.

Vers la fin de juillet les Espagnols avaient atteint Coosa. Il leur avait été donné de pouvoir contempler, dans le cours de leur pérégrination, la vigne sauvage, la même peut-être qui plus tard importée en Europe y fut cultivée, et la brillante végétation de maïs qui couvrait les plaines fertiles de l'Alabama. Se portant alors vers le Sud, les voyageurs arrivèrent à Tuscaloosa; et après une courte marche ils rencon-

(1) *Relation portugaise*, c. XIII et XIV; Vega, l. III, c. II-XVII. Comparez Beiknap, I, 188. Je ne puis suivre sur ce point Mac Culloch, 524.

(2) Nuttall, *Arkansas*, 124; Mac Culloch, *Recherches*, 524.

(3) Martin, *la Louisiane*, I, 11.

trèrent une ville considérable s'élevant sur l'Alabama, au confluent du Tombechee et distante de Pensacola de près de cent milles, c'est à dire six jours de marche. Cette ville fut appelée Mavilla ou Mobile et ce nom qu'elle conserve toujours a été donné par la suite non seulement à la baie mais encore au fleuve, grossi des eaux de ses nombreux affluents. Les Espagnols avaient été obligés jusque là de passer la nuit au milieu des champs; désirant s'assurer pour l'avenir un gîte plus commode, ils tentèrent de s'emparer des cabanes des naturels, mais ceux-ci, dont la présence de ces étrangers avait à juste titre éveillé la défiance, opposèrent une résistance énergique. Une lutte s'ensuivit; les Espagnols dont la cavalerie avait jeté l'épouvante parmi les Indiens, remportèrent la victoire. La mêlée avait été sanglante et je ne crois pas que dans aucun combat aux États-Unis il y eut jamais autant de sang indien répandu. Le feu fut mis à la ville et un témoin oculaire rapporte que deux mille cinq cents Indiens périrent dans les flammes ou furent égorgés par l'ennemi. Ce récit exagère vraisemblablement le nombre des victimes. Les indigènes montrèrent l'héroïsme du désespoir; ils combattirent avec courage et eussent réussi à repousser leurs envahisseurs, mais la vue des flammes qui consumaient leurs demeures les jeta dans la consternation. « Dix-huit chrétiens perdirent la vie » et cent cinquante furent atteints par les flèches des sauvages; douze chevaux furent égorgés et soixante-dix blessés. Le feu n'épargnant pas davantage les bagages des Espagnols qui se trouvaient dans la ville, ils furent entièrement consumés (1).

Sur ces entrefaites des vaisseaux envoyés de Cuba avaient

(1) *Relation portugaise*, c. XVII-XIX, 508-512. Le récit de la bataille par Vega est tout à fait exagéré. L. III, c. XXVII-XXXI. Comparez Belknap, I, 189-190, pour les localités où elle se passa. Mac Culloch, 525, et T. Irving, *la Floride*, II, 37.

jeté l'encre à Ochus, aujourd'hui Pensacola. Soto n'écoulant que son orgueil se refusait à reconnaître l'issue funeste de son entreprise. Depuis son départ, il n'avait fait aucune découverte importante; il n'avait pas même amassé une quantité suffisante d'or et d'argent qu'il pût expédier à Cuba, pour y tenter la cupidité de nouveaux aventuriers et pour comble de malheurs l'incendie de Mobile venait de détruire les curieuses collections qu'il avait formées. Ces revers n'étaient pas toutefois de nature à rebuter le gouverneur et sa persévérance dans la réalisation de ses projets indique jusqu'à quel point le chef de l'expédition s'obstinait dans son orgueil et dans sa convoitise. Imitant l'exemple de Cortès, il résolut de ne point donner de ses nouvelles avant d'avoir trouvé quelque riche contrée (1).

Le pays situé à l'embouchure de la Mobile était habité par une nombreuse peuplade dont l'extérieur misérable dénotait un état de pauvreté complet. Les habitants montraient de la défiance à l'égard des étrangers et Soto renonçant à l'espoir d'y trouver un riche butin se dirigea de nouveau vers le Nord. Ses troupes décimées par les maladies et les combats étaient réduites à cinq cents hommes. Un mois s'écoula avant que les aventuriers arrivassent à Chicaça, petite ville de la contrée des Chickasas, située dans la partie septentrionale de l'état du Mississipi, probablement sur la rive occidentale du Yazoo. Ils y établirent leurs quartiers d'hiver.

Le froid était rigoureux et quoique la neige tombât déjà en abondance, le maïs couvrait encore les champs. Les Espagnols se hâtèrent d'en récolter en quantité suffisante pour pourvoir aux besoins de l'expédition jusqu'à la saison suivante. La ville était déserte; les aventuriers y passèrent l'hiver à l'abri de grossières cabanes qu'ils avaient con-

(1) *Relation portugaise*, c. XIX.

struites, mais ils ne réussirent à trouver aucune mine aussi abondante que celles du Pérou. Les naturels du pays formaient une peuplade pauvre, mais indépendante, courageuse et animée d'un vif amour pour la liberté. Les ornements d'or leur étaient inconnus; ils habitaient dans des huttes et s'adonnaient exclusivement à l'agriculture qui constituait la source de leurs richesses. Au commencement du printemps (1), Soto, s'adressant au chef des Chickasas, ainsi qu'il l'avait fait jusqu'alors dans les tribus qu'il avait parcourues, lui demanda deux cents Indiens pour porter les bagages de sa troupe. Ceux-ci montrèrent de l'hésitation. La nature humaine est la même à tous les âges et sous tous les climats. Comme les Athéniens aux jours de Thémistocle ou les Moscovites de nos jours, les Chickasas ne voulant point souffrir que des étrangers s'établissent en ennemis au milieu d'eux, parvinrent à tromper les sentinelles à la faveur de l'obscurité et mirent le feu au village où campaient les Espagnols (2). En quelques instants la moitié des cabanes devint la proie des flammes et si les Indiens avaient agi courageusement et avec calme, une victoire complète leur était assurée. Mais leurs succès les effrayèrent et ils n'osèrent engager un combat contre des étrangers munis d'armes d'acier. Plusieurs chevaux ayant brisé leurs liens et épouvantés par la vue des flammes, s'étaient élancés sans cavaliers dans la forêt dont les ombres, éclairées par l'incendie, représentaient aux yeux des Indiens ignorants, des escadrons prêts à fondre sur eux. Une grande partie des chevaux périt dans les écuries, ainsi que presque tous les pores. Onze chrétiens perdirent la vie dans cet affreux tumulte ou furent consumés par les flammes. Les bagages qui avaient échappé à l'incendie de Mobile furent détruits et les Espagnols dépourvus de tout

(1) Vega dit dans le courant de Janvier, l. III, c. xxxvi.

(2) Vega, l. III, c. xxxvi, xxxvii et xxxviii. *Relation port.*, c. xx, xxi.

vêtement étaient réduits à souffrir du froid sans aucun moyen de s'en préserver. Les armes étaient également ou brûlées ou hors de service, et si les Indiens avaient résolument attaqué les Espagnols, pendant cette nuit ou la suivante, ceux-ci eussent été incapables de résister. Ils n'en firent rien cependant et laissèrent à leurs ennemis le temps de se remettre. En moins d'une semaine, des forges furent construites, des armes, qui pouvaient rivaliser avec celles de la Biscaye, furent fabriquées et, lorsque les Indiens envahirent le camp, ils trouvèrent « les chrétiens » en état de se défendre.

Tous ces désastres, loin d'ébranler le gouverneur, contribuèrent à l'affermir dans son opiniâtreté et dans son orgueil blessé. Pouvait-il se décider, lui qui s'était flatté de recueillir dans son voyage des richesses plus grandes qu'en fournirait même le Pérou ou le Mexique, à revenir, comme un vaincu fugitif, avec des soldats à peine couverts de peaux ou de nattes tressées d'écorces d'arbres ? Il s'avança vers l'Ouest à la recherche de quelque riche contrée et, après une marche de sept jours à travers des forêts désertes et marécageuses, il parvint aux établissements indiens situés sur les bords du Mississippi. Soto est le premier Européen à qui il fut donné de contempler ce fleuve magnifique dont l'immense masse d'eau arrose de vastes champs couverts d'une splendide végétation. Dans le cours d'environ trois siècles l'aspect du fleuve a changé. Alors il avait plus d'un mille de largeur et son courant était tellement rapide que le poids de ses eaux limoneuses creusait un canal d'une grande profondeur (1) et qu'il entraînait vers l'Océan des troncs d'arbres.

Les Espagnols furent guidés vers le Mississippi par des

(1) *Relation portugaise*. c. XXII; Vega, l. IV, c. III. Je ne m'en suis jamais rapporté à Vega sans le contrôler.

naturels jusqu'au Chickasa inférieur (1), non loin du 35° degré de latitude (2). L'arrivée des étrangers éveilla la curiosité et la crainte. Les Espagnols virent une flotte de trois cents canots descendre le fleuve. Elle était montée par une troupe considérable d'habitants de la rive occidentale; ils avaient le corps peint et portaient pour ornements de grandes plumes blanches; les guerriers placés en rangs étaient armés de leurs arcs et de leurs flèches; les chefs étaient assis sous des tentes d'un tissu aussi magnifique que le permettait la main-d'œuvre dépourvue d'art des naturels. Les aventuriers dans leur admiration, comparèrent cette flotte, « à une belle armée de galères. » Les sauvages apportaient en présents des poissons et des pains faits avec le fruit du persimmon. Ils parurent d'abord vouloir résister, mais bientôt, sentant leur infériorité, ils évitèrent d'irriter un ennemi qu'ils ne pouvaient vaincre et ils se résignèrent à leur sort sans essayer ouvertement de se venger. Les bateaux des indiens étaient trop faibles pour transporter des chevaux, il fallut passer presque un mois à construire des barques assez vastes pour contenir chacune trois cavaliers et pouvoir traverser le fleuve. Enfin, les Espagnols s'embarquèrent sur le Mississipi et abordèrent à la rive occidentale.

Les tribus du Dahcota occupaient sans doute alors le pays au sud-ouest du Missouri (3). Soto avait entendu louer cette contrée, il crut qu'il trouverait des métaux précieux

(1) *Relation portugaise*, c. XXXII et XXXIII, rapprochée de la moi-té diffuse des relations de Vega, l. IV, c. V.

(2) Belknap, I, 192 : « Au dessous du 24° degré. » Andrew Ellicott, *Journal*, 125 : « Trente quatre degrés et dix minutes. » Martin, *Louisiana*, I, 12 : « Un peu au dessous du Chickasaw inférieur. » McCulloch *Recherches*, 526 : « Vingt ou trente milles au dessous des bouches de la rivière Arkansas. »

(3) Charlevoix, *Journal historique*, let. XXVIII. Nuttall, *Arkansas*, 82, 250 et 251. McCulloch est d'un avis opposé; 526-528.

dans les environs et se décida à en visiter les villes. En remontant le Mississipi, la caravane se vit souvent obligée de traverser des marais, enfin, ils arrivèrent, à ce qu'il paraît, au district de la Petite-Prairie, sur les terres arides et élevées qui s'étendent jusqu'à la Nouvelle-Madrid. Là, la religion des envahisseurs et celle des sauvages se trouvèrent en présence. Les Espagnols furent adorés comme les fils du soleil; on leur amena des aveugles afin qu'ils fussent guéris par les fils de la lumière : « Bornez-vous à invoquer, pour tout ce dont vous avez besoin, le Dieu qui réside au ciel, » telle fut la réponse de Soto. C'est ainsi que la sublime doctrine qui avait été prêchée quelques milliers d'années auparavant, dans les déserts de l'Arabie, pénétra alors pour la première fois dans les prairies lointaines de l'Ouest. Les fruits sauvages étaient abondants dans cette région; le noyau du pecan, le fruit du mûrier et deux espèces de prunes sauvages, servaient d'aliments aux indigènes. Soto resta quarante jours à Pacaha, le point le plus septentrional qu'il eut atteint le long du Mississipi. On ne peut en déterminer exactement la position; mais le détail des occupations des Espagnols confirme la vérité du récit de leur excursion. Ils pêchèrent des poissons semblables à ceux que l'on trouve encore dans les eaux courantes de cette contrée. Les historiens les plus exacts de l'expédition décrivent fidèlement le *Platirostra Edentula*; ce poisson, l'une des productions les plus extraordinaires et les plus bizarres des eaux bourbeuses de l'Ouest, est si rare que même aujourd'hui on le rencontre à peine dans l'un ou l'autre musée (2).

(1) *Platirostra Edentula*.

(2) *Relation Portugaise*, c. XXIV : « Il y avait un autre poisson, nommé poisson à pelle; il avait un museau long d'une coudée et l'extrémité de la lèvre supérieure était faite en forme de pelle. Il n'avait pas d'écailles. » Comparez Flint *Géographie*, I. 85. *Journal de Phil. Acad. des Sciences Nat.*, I, 227-229. Nuttall, *Arkansas*, 234.

Les hommes, envoyés pour explorer les régions du Nord, rapportèrent qu'elles ne formaient, pour ainsi dire, qu'un désert. Les Indiens leur apprirent que la contrée la plus voisine du Missouri était peu habitée, que les bisons y étaient si nombreux que le maïs n'y pouvait être cultivé, et que ses rares habitants avaient la chasse pour occupation. Soto se dirigea donc vers l'Ouest et le Nord-Ouest et s'enfonça de plus en plus dans l'intérieur du continent. Les montagnes de la rivière Blanche, à plus de deux cents milles du Mississipi, furent probablement le terme de sa course dans cette direction; comme elles ne renfermaient ni or ni pierres précieuses, les aventuriers déçus se dirigèrent vers le Sud (1). Ils passèrent par plusieurs villes dont la position ne peut être déterminée; enfin, on les retrouva chez les Tunicas (2) près des sources chaudes et des eaux salées, tributaires de la Washita (3). Ils passèrent l'hiver à Autiamque, ville située sur la même rivière (4): ils étaient arrivés à cet établissement en traversant les pays des Kappaws.

Les tribus indigènes, qu'ils rencontrèrent sur leur chemin, avaient atteint partout un degré de civilisation bien supérieur à celui des hordes nomades. C'étaient des populations agricoles, ayant des demeures fixes, et vivant plutôt des produits des champs que de la chasse. Les arts leur étaient inconnus et elles ne pouvaient offrir aucune résistance à leurs visiteurs incommodes; les arcs et les flèches étaient leurs meilleures armes. Elles ne paraissent pas avoir été turbulentes, ni querelleuses, mais comme elles étaient peu nombreuses et qu'elles cultivaient une terre fertile, les tribus

(1) *Relation Portugaise*, c. XXV-XXVII.

(2) Charlevoix, *Jour. Hist.* l. XXXI.

(3) *Relation Portugaise*, c. XXVI. Nuttall *Arkansas*, 215, 216, 257.

(4) C'est la même que la rivière d'Autiamque, Cayas, la région saline, appelée plus tard du nom de Nilco, *Relation portugaise*, c. XXVIII.

n'avaient pas l'habitude de se disputer entre elles la possession du territoire. Leurs vêtements consistaient en partie de nattes tressées avec du lierre, des jones ou des écorces et des filaments d'arbres ; quand il faisait froid ils s'enveloppaient d'un manteau tissé avec des plumes. Chaque tribu formait un établissement, et occupait ce que les Espagnols appelèrent une province ; en général, leurs villages étaient rapprochés les uns des autres, mais ils ne se composaient que d'un petit nombre d'habitations. Les Espagnols ne leur témoignèrent d'autres égards que ceux qu'exigeait leur intérêt, et les réduisirent en esclavage, comme des ennemis, les employant pour guides ou porte-faix. Sur le plus léger soupçon ils coupaient les mains à nombre d'indigènes, pour les punir ou les intimider (1), pendant que les jeunes gens, par désir de paraître braves, oubliaient toute pitié et s'abandonnaient à des actes de cruauté et de carnage.

Le guide qui s'était montré inhabile ou qui à dessein les avait éloignés des établissements de sa tribu, devait être saisi et livré aux chiens. Parfois on condamnait un naturel au feu. Le moindre motif de sûreté décidait le gouverneur à incendier un hameau. Il n'avait pas de penchant à la cruauté, mais on ne tenait nul compte du bonheur, de la vie et des droits des Indiens. L'approche des Espagnols faisait trembler les sauvages qui hâtèrent leur départ en leur vantant les richesses de contrées plus éloignées.

Au printemps de l'année suivante (1542), Soto résolut de descendre la Washita jusqu'à son embouchure afin d'atteindre la mer. Il se trouva bientôt engagé dans les flaques d'eau et les marais qui bordent la rivière Rouge et ses

(1) Calveto, d'après Benzo, *Hist. N. Orbis N.*, l. II, c. XIII, dans De Bry, IV, 47.

affluents. Il arriva au pays de Nilco, pays bien peuplé, près du Mississippi. Le fleuve y était plus large que le Guadalquivir à Séville. Enfin, il parvint dans la province où la Washita, déjà réunie à la rivière Rouge, se jette dans le Mississippi (1). Cette province était appelée Guachoya. Soto, plein d'anxiété, demanda à quelle distance de la mer ils se trouvaient, mais le chef de Guachoya ne put le lui dire. Il s'informa alors si les villages indiens s'étendaient jusqu'à l'embouchure du fleuve. On lui répondit que les rives de la partie inférieure n'étaient qu'un désert inhabité. Ne pouvant se résoudre à croire un fait aussi décourageant, Soto chargea un de ses compagnons de descendre les rives du Mississippi avec huit cavaliers et d'explorer le pays. En huit jours ils ne purent guère avancer au delà de trente milles; ils étaient sans cesse arrêtés par des marais, des buissons de roseaux impénétrables et des forêts épaisses (2). Le gouverneur reçut cette nouvelle avec tristesse; il était tourmenté d'inquiétude et de chagrin. Hommes et chevaux tombaient morts autour de lui, et les indigènes étaient devenus de dangereux ennemis. Il tenta d'en imposer à une tribu d'Indiens près de Natchez en s'attribuant une origine surnaturelle, et en exigeant d'eux un tribut et l'obéissance. « Vous dites que vous êtes les fils du soleil, répondit le chef avec intrépidité; eh bien! desséchez la rivière et je vous croirai. Vous désirez me voir? venez dans la ville où je demeure. Si vous venez avec des intentions pacifiques, je vous recevrai de bon cœur; mais, si vous prétendez nous faire la guerre, je ne reculerai pas d'un pouce. » Soto n'était

(1) Mac Culloch place Guachoya près de l'Arkansas. Il ne tient pas assez compte de l'exagération des distances ni des retards éprouvés sur le Mississippi durant la nuit; 529-531. Nuttall, Martin et d'autres s'accordent avec la version du texte.

(2) *Relation portugaise*, c. XXIX.

plus en état d'abattre la confiance, ni de punir l'audace des indigènes. Son orgueil obstiné, si souvent mis à l'épreuve par les contretemps, avait dégénéré en une fatale mélancolie; sa santé déclina totalement et rapidement sous tant d'émotions diverses. Il fut attaqué d'une fièvre maligne, pendant laquelle il ne reçut aucun des soins si nécessaires dans les derniers moments de la vie. Se sentant près de mourir, il eut une dernière et solennelle entrevue avec ses fidèles compagnons, qui lui avaient obéi jusqu'à la fin et, pour leur complaire, il nomma son successeur. Le lendemain, il expira. Ainsi se termina la vie de Ferdinand de Soto, le gouverneur de Cuba et l'heureux compagnon de Pizarre. Sa triste mort frappa d'autant plus vivement les esprits qu'on se souvenait de son ancienne grandeur et de sa prospérité passée. Les soldats firent son éloge en pleurant sa perte; les prêtres chantèrent sur son corps le premier *Requiem* qui fût entendu sur les flots du Mississipi. Pour cacher sa mort, on enveloppa son cadavre d'un manteau, et au milieu du calme de la nuit on le jeta en silence dans le fleuve. C'est ainsi qu'il jouit du dernier sommeil au sein des eaux de ce Mississipi qu'il avait découvert. Il avait traversé une grande partie du continent à la recherche des mines d'or, et il n'y avait rien trouvé de plus remarquable que l'emplacement de son tombeau (1).

N'étant plus soutenus par l'orgueil et l'énergie de Soto, ses anciens compagnons se décidèrent à partir sans délai pour la Nouvelle-Espagne. Mais, s'embarqueraient-ils sur les grossiers bateaux qu'ils pourraient construire, pour descendre le fleuve? Ou bien chercheraient-ils le chemin du Mexique à travers les forêts? L'opinion unanime fut qu'il

(1) *Relation portugaise*, c. XXX; Vega, l. V, p. 1, c. VII, VIII. Vega amplifie. Herrera, D. VII, l. VII, c. III.

était moins dangereux d'aller par terre : ils caressaient encore l'espoir de découvrir quelque riche contrée, quelque ville opulente, où ils se dédommageraient de leurs souffrances passées, par la victoire et le butin. Ils entrèrent de nouveau dans le désert de l'Ouest. En juillet ils se trouvèrent dans le pays des Natchitoches (1), mais la rivière Rouge était si enflée qu'il leur fut impossible de la traverser. Bientôt ils s'égarèrent. Pendant leur marche, les guides Indiens les avaient mis à dessein hors du bon chemin. « Ils errèrent donc çà et là à travers d'immenses forêts, » sans avancer le moins du monde. Le désert qu'ils avaient parcouru en dernier lieu, était stérile et à peine habité; ils avaient atteint alors les grandes prairies de buffles de l'ouest et les terres où chassaient les Pawnees et les Comanches, tribus émigrées des confins du Mexique. Les Espagnols se croyaient au moins à cent cinquante lieues du Mississipi. Quelque désespérée que parût cette résolution, ils se décidèrent à regagner les bords du fleuve et à suivre son cours jusqu'à la mer. Il y avait encore parmi eux des hommes, non entièrement privés de courage et d'espérance, et qui préféreraient mourir dans le désert, plutôt que de le quitter pauvres; mais Moscoso, le nouveau chef, désirait depuis longtemps « se voir dans un lieu où il pût dormir tranquillement (2). »

Ils atteignirent le Mississipi à Minoya, quelques lieues au dessus de l'embouchure de la rivière Rouge : souvent ils étaient obligés de traverser à gué des endroits où l'eau était très profonde, et ils remerciaient Dieu lorsqu'ils trouvaient un endroit sec pour y passer la nuit. Les Indiens qu'ils avaient réduits en esclavage moururent en

(1) Vega mentionne trop tôt les Natchitoches I, V, p. 1, c. 1. Voir *Relation portugaise*, c. XXXII et XXXIII. Comparez Nuttall, 264.

(2) *Relation portugaise*, c. XXXIV.

grand nombre; plusieurs chrétiens périrent à Minoya : la plupart d'entre eux avaient été attaqués par une dangereuse épidémie.

Ils ne touchaient pourtant pas encore à la fin de leurs travaux (1543) : ce n'était point une tâche facile pour des hommes, dans leur position, de construire des brigantins. Ils élevèrent une forge, et ôtèrent les chaînes aux esclaves; puis, rassemblant tous les morceaux de fer qui se trouvaient dans le camp, ils en fabriquèrent des clous. Ils scièrent des troncs d'arbre au moyen des scies qu'ils avaient soigneusement conservées. Ils radoubèrent leurs vaisseaux avec une herbe semblable à du chanvre; des barils capables de contenir l'eau furent confectionnés non sans difficulté; pour se procurer des provisions suffisantes, ils tuèrent tous les porcs et même les chevaux et ils en séchèrent la viande pour la conserver. On pillait si bien les vivres des Indiens des villes voisines, que ces malheureux vinrent supplier les Espagnols de leur donner quelques grains de leur propre maïs, et que plusieurs moururent d'inanition et de faim. Les eaux du Mississippi s'étant enflées permirent de lancer les sept brigantins avec plus de facilité; c'étaient de frêles embarcations sans pont; et, comme le manque de fer avait nécessité la confection de clous très courts, elles étaient formées de planches si minces, que le moindre choc menaçait de les briser. C'est ainsi que les fugitifs atteignirent le golfe de Mexique en dix-sept jours; la distance leur parut être de 250 lieues, et elle n'était pas moindre de cinq cents milles. Les premiers, ils observèrent que la mer n'est pas salée à une certaine distance de l'embouchure du Mississippi, tant est grand le volume d'eau douce que le fleuve déverse dans le golfe. Le plus souvent ils suivirent la côte, et il fallut au moins cinquante jours à ces hommes qui avaient survécu et qui étaient

réduits au nombre de trois cent et onze, pour parvenir jusqu'à la rivière de Panuco (1).

Telle est l'histoire de la découverte du Mississipi par les Européens : l'honneur en appartient certainement aux Espagnols. Il ne manquait pas d'aventuriers qui eussent voulu faire une nouvelle tentative pour soumettre ce pays par la force des armes (1544); leurs sollicitations furent repoussées (2). Mais le zèle religieux fut plus persévérant. Louis Cancellor, missionnaire dominicain, obtint, par l'intervention de Philippe, héritier présomptif de la couronne d'Espagne, la permission de visiter la Floride et d'entreprendre paisiblement la conversion des naturels (1547). Le chris-

(1) Sur l'expédition de Soto, la relation la meilleure de beaucoup est celle des Portugais, témoins oculaires, publiée d'abord en 1537, puis par Hakluyt, en anglais, en 1609. Il y en a un abrégé incomplet dans Purchas, IV, 1528-1556, et un plus incomplet encore dans la *Floride de Robert*, 33-79. Cette relation est remarquablement bonne, et elle renferme dans son contenu la preuve de sa sincérité. Nuttall l'attribue à tort à Vega. Dans l'ouvrage de Vega, les nombres et les distances sont exagérés; tout est embelli avec une grande audace. Son histoire n'est pas sans valeur, mais il faut la consulter avec une extrême circonspection. Herrera, D. VI, l. VII, ch. IX-XII, et D. VII, l. VII, ch. I-XI, n'est pas une source originale. L'*Ensayo Cronológico* ne renferme rien d'important sur ce sujet. L'Escarbot, N. Fr., I, 36, De Laet, l. IV, ch. IV-IX, et Charlevoix, N. Fr., I, 24, et III, 408, ne présentent pas de vues neuves. Du Pratz n'est nécessairement pas sceptique. Le traducteur français de Vega n'a pas un mot d'une valeur critique. Parmi les auteurs anglais, ni Purchas ni Harris n'ont fourni le moindre renseignement utile. Quant aux livres publiés en Amérique, Belknap, dans les *Biog. Am.*, I, 185-195, présente des observations dignes de son exactitude ordinaire. Mac Culloch, dans ses *Recherches*, appendice, III, 523-531, fait une tentative sérieuse de tracer la route de Soto. Il en est de même de Nuttall, dans ses *Voyages dans l'Arkansas*, appendice, 247-267. Nuttall a parcouru en personne les mêmes contrées, et ses avis méritent à bon droit d'être accueillis avec grande déférence. Flint ne fait qu'effleurer la question. Stoddard, dans ses *Esquisses*, 4, est vague et peu détaillé. J'ai confronté tous ces auteurs; la narration rapportée dans Hakluyt peut, à l'aide de bonnes cartes modernes, conduire à des conclusions certaines.

(2) *Ensayo Cronológico*, anno MDXLIV.

tianisme devait réaliser la conquête que tant d'expéditions avaient tentées vainement! On ordonna au gouverneurs Espagnols de favoriser ce projet; tous les esclaves qu'on avait enlevés de la côte septentrionale du golfe de Mexique devaient être affranchis et rendus à leur patrie. On équipa un vaisseau avec beaucoup de solennité. Mais, les naturels regardèrent les missionnaires comme des ennemis et les attaquèrent dès la première entrevue (1549); Louis et deux de ses compagnons tombèrent victimes de leur zèle (1).

La Floride fut abandonnée. On eût dit que la mort gardait les avenues de ce pays (2). Les Castellans étaient vainqueurs partout, la Floride seule était humide du sang des envahisseurs qui avaient été incapables jusque-là de s'en rendre maîtres. A cette époque la côte de notre République, baignée par le golfe de Mexique, n'était disputée par personne à l'Espagne; cette puissance, au contraire, élevait des prétentions sur toute la côte occidentale jusqu'à l'île de Terre-Neuve (3) et même jusqu'à l'extrémité septentrionale la plus reculée, comme étant comprise sous ce nom de Floride. Le Canada aussi était indiqué sur les cartes espagnoles comme une partie de la Floride (4). Cependant, l'Espagne n'avait pas élevé une seule forteresse sur cette immense étendue de territoire; elle n'en avait pas occupé un seul port, et pas un établissement n'y avait même été commencé. La première

(1) *Ensayo Cronologico*, 25, 26; Vega, I, VI, ch. XXII; Gomara, ch. XLV; *Urbani Calvetonis de Gallorum in Floridam Expeditione Brevis Historia*, ch. I, annexée à la *Nov. Nov. Orbis Hist.*, 432, 433; Eden et Willes, fol. 229; De Bry, introduction et appendice à sa *Brevis Narratio eorum quæ in Florida Gallis acciderunt*; Thuani, *Hist.*, liv. XLIV.

(2) Gom., ch. XLV; Vega, liv. VI, ch. XXII.

(3) Herrera, *Indes occidentales*, ch. VIII, dans Purchas, IV, 868.

(4) *Bolvio a la Florida Champlain entrò en Quebec*, etc.; *Ensayo Cronologico*, 179.

colonie durable des Espagnols, en Floride, fut l'œuvre du fanatisme.

La France avait commencé à laisser occuper cette contrée par une colonie de protestants (1562) ; le calvinisme qui, avec la coopération spéciale de Calvin lui-même, avait occupé, pendant peu de temps, les côtes du Brésil et le port de Rio-Janeiro (1), allait maintenant s'établir sur les frontières de la Floride (1555). Coligny désirait depuis longtemps préparer un refuge pour les Huguenots et fonder un empire protestant français en Amérique. Désappointé dans ses premiers efforts par l'apostasie et la mauvaise foi de son agent, Villegagnon, il persévéra pourtant dans son projet, mû à la fois par son zèle religieux et par son amour pour la gloire de la France. Il forma le plan d'une nouvelle expédition et en confia le commandement à Jean Ribault, de Dieppe (1562) ; c'était un honnête homme, un marin expérimenté et un protestant ferme dans sa croyance ; quelques jeunes gens la fleur de la noblesse française, le suivirent, ainsi que des vétérans de l'armée. Le faible Charles IX lui accorda des pouvoirs très étendus et la flotte mit à la voile pour l'Amérique du Nord. Comme on voulait établir la colonie sous un climat favorable, on prit d'abord terre à la hauteur de Saint-Augustin ; on découvrit la belle rivière nommée aujourd'hui le Saint-Jean (2), et on l'appela la rivière de Mai ; c'est le fleuve Saint-Mathieu (3) des Espagnols. Les émigrants admirèrent les forêts de mûriers et prirent facilement certaines chenilles pour des vers à soie. Le cap reçut un nom français ; à mesure que les navires longeaient la côte, on désignait les

(1) De Thou, *Hist.*, liv. XVI ; Lery, *Hist. Nav.*, dans Bras. On trouve un abrégé de la description, mais non du récit personnel, dans Purchas, IV, 1325-1347. L'Escarbot, *N. F.*, I, 143-214 ; Southey, *Brésil*, p. 1, ch. IX.

(2) Comparez la critique des *Annales* de Holmes, I, 567.

(3) *Ensayo Cronologico*, p. 43.

nombreux fleuves qui s'y rencontrent sous des dénominations des fleuves de la France et l'Amérique, pendant quelque temps, fut arrosée par une Seine, une Garonne et une Loire. En cherchant le Jourdain ou Combahée, on arriva à la passe de Port Royal (1) qui parut l'embouchure d'un fleuve magnifique. Les plus grands bâtiments français et les vaisseaux marchands de Venise pouvaient naviguer en toute sécurité dans cette rade profonde. Il est facile de se tromper dans le choix du premier emplacement d'une colonie; les avantages locaux qui favorisent la prospérité des grandes villes, le temps seul les révèle. Ce fut probablement sur l'île Lemon que les émigrants érigèrent orgueilleusement une pierre monumentale, sur laquelle ils gravèrent les armes de la France, et à l'aspect des chênes immenses, rendus vénérables par l'accumulation des siècles, en présence de la profusion des oiseaux sauvages, des bosquets de pins, des fleurs parfumées qui embaumaient l'air tout à l'entour, ils regardaient déjà ce pays comme une province de leur terre natale. Ribault se décida à y fonder une colonie; il y laissa une troupe de vingt-six hommes pour prendre possession du territoire. Fort Charles, la Caroline (2), tel fut le premier nom donné à cette contrée en l'honneur de Charles IX, roi de France, un siècle avant qu'elle fût occupée par les Anglais. Le nom resta, quoique la colonie primitive eût disparu (3).

(1) Laudonnière, dans Hakluyt, III, 373. La description est assez détaillée et exacte; elle écarte tous les doutes. Avant que la géographie du pays ne fût bien connue, on peut comprendre l'erreur de Charlevoix, *Nouv. Fr.*, I, 25, qui place l'établissement à l'embouchure de l'Edisto; cette erreur a été répétée par Chalmers, 513. On ne peut reprocher à Charlevoix que sa géographie de la côte de la Floride soit confuse et inexacte. Comparez Johnson, *Vie de Greene*, I, 477.

(2) *Munitionem Carolinam, de regis nomine dictum*. De Thou, liv. XLIV, 531, édition de 1626.

(3) Hening, I, 552, et Thurloe, II, 273, 274.

Ribault et ses vaisseaux revinrent heureusement en France. Mais le feu de la guerre civile s'était allumée dans toutes les provinces du royaume, et les renforts promis pour la Caroline ne furent jamais levés. La situation des Français devint précaire. Les naturels se montraient bienveillants, mais les soldats étaient insubordonnés; la discorde éclata. Le commandant de la Caroline réprima cet esprit turbulent par des cruautés arbitraires et perdit la vie dans une révolte qu'il avait provoquée par son indomptable colère. Son successeur réussit à rétablir l'ordre. Mais l'amour de la patrie se rallume bien facilement dans le cœur des Français; aussi les émigrants résolurent-ils de s'embarquer sur un brigantin, tel qu'eux-mêmes pourraient le construire (1563). Ivres de joie à l'idée de revoir leur pays, ils négligèrent de se pourvoir de provisions suffisantes; ils devinrent, pendant la traversée, la proie de la famine et des crimes qu'elle inspire. Une petite barque anglaise aborda enfin leur vaisseau, et, après avoir déposé les plus faibles sur les rivages de la France, emmena les autres à la reine d'Angleterre. Ainsi échoua la première tentative de la France dans la Floride française, sur les frontières méridionales de la Caroline du Sud. Le pays rede-
vint désert (1).

Après la paix perfide conclue entre Charles IX et les Huguenots (1564), Coligny renouvela ses sollicitations pour la colonisation de la Floride. Le roi y consentit et accorda trois vaisseaux pour l'expédition, qui fut confiée à Laudonnière. C'était un homme très intelligent, quoique plutôt marin que soldat; il avait été du premier voyage et il connaissait donc les côtes de l'Amérique. On réunit facilement

(1) Laudonnière, dans Hakluyt, III, 371-384. Comparez De Thou, un contemporain, liv. XLIV; Charlevoix, *N. Fr.*, I, 24-35; *Ensayo Cronologico*, 42-45; l'Escarbot, *Nouv. Fr.*, I, 41-62.

des émigrants, car le climat de la Floride était très renommé; d'après la rumeur publique, on croyait que grâce à sa favorable influence, la durée de la vie humaine pouvait y être doublée (1), et puis, on espérait toujours découvrir de riches mines d'or dans l'intérieur. Coligny désirait obtenir une connaissance exacte du pays; il chargea Jacques le Moyne, nommé De Morgues, peintre habile, d'exécuter des dessins coloriés de tous les objets qui pourraient exciter la curiosité. Un voyage de 60 jours conduisit la flotte par les Canaries et les Antilles, aux rivages de la Floride. On évita la rade de Port-Royal, à laquelle se rattachaient de tristes souvenirs. Après s'être mis à la recherche d'un lieu de débarquement, et avoir découvert des endroits si enchanteurs qu'ils dissipaient même la mélancolie, les sectateurs de Calvin s'établirent sur les bords de la rivière de Mai. Ils chantèrent un psaume en action de grâces et puisèrent du courage dans ces actes de dévotion. Ils érigèrent un fort qu'ils nommèrent également Caroline. Le résultat de cette tentative de procurer à la France d'immenses possessions au Sud de notre République, au moyen des Huguenots, a été très souvent raconté (2); il forme, dans l'histoire de l'espèce humaine, un sombre tableau du fanatisme.

(1) De Thou, liv. XLIV; Hakluyt, IV, 389.

(2) Il y a quatre récits originaux faits par des témoins oculaires : Laudonnière, dans Hakluyt, III, 384-419; Le Moyne, dans De Bry, part. II, avec l'*Epistola Supplicatoria* (la supplique) des veuves et des orphelins des victimes à Charles IX, aussi dans De Bry, part. II; Challus ou Challusius, de Dieppe, dont j'ai trouvé la relation annexée à la *Nov. Nov. Orb. Hist.*, de Calveto, sous le titre de *De Gallorum Expeditione in Floridam*, 433-469, et la relation espagnole de Solis de las Meras, le beau-frère et l'apologiste de Melendez, dans l'*Ensayo Cronologico*, 85-90. Sur Solis, comparez la *Crisis del Ensayo*, 22, 23. J'ai puisé mon récit dans la confrontation de ces quatre relations, tout en consultant également l'admirable De Thou, qui professe vraiment le culte de la vérité, liv. XLIV, le diffus Barcia, *Ensayo Cronologico*, 42-94, le récit bien élaboré et détaillé de Charlevoix, N. Fr., I, 24-106, et celui de l'Escarbot, I, 62-129. Ces relations ne

Les Français furent reçus hospitalièrement par les naturels; un monument, portant les armes de France, fut couronné de lauriers, et sa base fut entourée de corbeilles de grains. Est-il besoin de raconter en détail les mœurs simples des Peaux Rouges; les dissensions de leurs tribus rivales; les présents qu'ils offrirent aux étrangers pour obtenir leur protection ou leur alliance; l'imprévoyante prodigalité avec laquelle des soldats insoucians dissipèrent leurs provisions; l'approche certaine de la famine; les dons ou tributs levés sur les Indiens par les prières, les menaces ou la violence. La confiance des indigènes s'épuisa par degrés; ils avaient bien accueilli des hôtes puissants, qui avaient promis d'être leurs bienfaiteurs et qui pillaient maintenant leurs humbles approvisionnements.

Mais le plus grand danger pour la nouvelle colonie, existait dans le caractère des émigrants. Quoique le patriotisme et l'exaltation religieuse eussent été les promoteurs de l'expédition, la classe inférieure des colons se composait d'un groupe bizarre d'hommes dissolus. Les mutineries étaient fréquentes. Ces hommes poussaient jusqu'à la folie la passion de s'enrichir rapidement; une partie d'entre eux, sous prétexte d'échapper aux horreurs de la famine, contraignirent Laudonnière à signer un ordre, qui les autorisait à s'embarquer pour la Nouvelle-Espagne. A peine eurent-ils obtenu cette approbation apparente de leur chef, qu'ils équipèrent deux vaisseaux et se mirent à exercer des actes de piraterie contre les Espagnols. Ainsi les Français furent les premiers à entamer les hostilités dans le Nouveau-Monde; cette conduite criminelle et audacieuse reçut bientôt son châtiment. Les vaisseaux pirates furent capturés et

diffèrent pas quant au fond des choses. Voltaire et beaucoup d'autres n'ont fait que les reproduire.

la plupart des hommes qui les montaient faits prisonniers ou esclaves. Quelques-uns parvinrent à s'échapper dans une barque, et ne trouvèrent de refuge qu'au fort Caroline, où Laudonnière condamna les chefs à mort.

Cependant, la famine était devenue extrême (1565); par une sévérité inutile, on s'était aliéné totalement l'affection des naturels. Le mois de mars était passé sans qu'aucun secours ne fût arrivé de France; avril s'écoula, et les renforts espérés n'avaient pas paru. Mai vint, mais sans réaliser en rien les espérances des exilés. Ils résolurent de retourner en Europe sur des brigantins aussi grossiers que, dans leur désespoir, ils pourraient en fabriquer eux-mêmes. Ce fut dans ce moment que parut sir John Hawkins (2), le marchand d'esclaves; il venait des Indes Occidentales où il avait vendu une cargaison de nègres, ravis à leur patrie avec une horrible barbarie. Il déploya alors la plus généreuse sympathie pour les Français, non seulement en leur procurant libéralement un supplément de vivres, mais en mettant à leur disposition un vaisseau de sa propre flotte. Les préparatifs continuèrent et les colons étaient sur le point de s'embarquer, lorsqu'on signala l'apparition de voiles. C'était Ribault qui arrivait pour reprendre le commandement : il amenait avec lui des secours de toutes sortes, des émigrants avec leurs familles, des semences potagères, des ustensiles de ménage et plusieurs espèces d'animaux domestiques. Les Français, ivres de joie, se crurent sur le point de se procurer une patrie et le Calvinisme parut devoir se fixer au milieu des campagnes séduisantes de la Floride.

Mais l'Espagne n'avait jamais renoncé à ses prétentions sur ce territoire où, si elle n'avait pas fondé de colonies, elle avait enterré des centaines de ses fils les plus braves.

(1) Hawkins, dans Hakluyt, III, 615, 616.

L'orgueilleux Philippe II pouvait-il abandonner une partie de ses états à la France? Pouvait-il voir le monopole du commerce de l'Espagne compromis par un établissement rival dans le voisinage des Indes Occidentales? Ce fanatique catholique-romain pouvait-il souffrir que le calvinisme vint s'implanter dans le voisinage de ses provinces orthodoxes? Un capitaine hardi, bien propre à remplir sans remords des actes d'hostilité, avait paru à la cour. Pedro Melendez de Avilès s'était accoutumé, dans sa longue carrière militaire, à des scènes de carnage, et sa férocité naturelle s'était accrue par son genre de vie. Souvent, lorsqu'il était officier de marine, il s'était montré implacable pour les pirates qui tombaient entre ses mains. Il avait acquis de la fortune dans l'Amérique espagnole qui n'était pas une école de charité; et sa conduite y avait provoqué une enquête; après avoir subi une longue détention il avait été convaincu de culpabilité. On ignora la nature de sa faute; mais la justice de la sentence fut confirmée; car le roi qui le connaissait bien et estimait sa bravoure, ne le reprit à son service qu'après lui avoir fait remise seulement de la moitié de sa peine. L'héritier de Melendez avait fait naufrage aux Bermudes et le père désirait ardemment retourner vers ces îles pour y chercher des nouvelles de son fils unique. Philippe II lui suggéra l'idée de conquérir et de coloniser la Floride; un arrangement fut bientôt tramé et conclu entre ces deux hommes et Melendez, qui souhaitait une occasion favorable de recouvrer son honneur, fut nommé gouverneur héréditaire d'un territoire d'une étendue presque illimitée (1).

Les termes de ce contrat sont curieux (2). Melendez, pour sa part, s'engagea à envahir au mois de mai suivant, la Flo-

(1) *Ensayo Cronolog.*, 57-65.

(2) *Ibid.*, 66.

ride, à ses frais, avec cinq cents hommes, au moins, à achever cette conquête en trois ans; à explorer les cours d'eau et les canaux de ce pays, à signaler les dangers de ses côtes et la profondeur de ses ports; à établir une colonie de cinq cents personnes, au moins, dont cent seraient mariées; à y emmener au moins 12 prêtres, plus 4 jésuites. Il fut stipulé, en outre, qu'il transporterait dans son gouvernement toute espèce d'animaux domestiques. Le religieux Philippe II n'avait aucun scrupule touchant l'esclavage; Melendez s'engageait à importer dans la Floride cinq cents nègres esclaves. La culture de la canne à sucre devait être établie dans la nouvelle colonie.

Le roi, de son côté, promit à l'aventurier plusieurs immunités commerciales; la charge de gouverneur à vie, avec le droit de nommer son beau-fils pour lui succéder; une terre de vingt-cinq lieues carrées dans le voisinage immédiat de la colonie; une pension de deux mille ducats, à lever sur les revenus de la province; enfin le quinzième de tous les impôts royaux.

Ce fut à ce moment que le roi d'Espagne apprit par la trahison de la cour de France, affirment les historiens français, qu'un établissement de Huguenots avait été fondé dans la Floride et que Ribault se préparait de mettre à la voile avec de nouveaux renforts. On s'écria qu'il fallait extirper les hérétiques; l'exaltation du fanatisme s'enflamma, et Melendez obtint facilement toutes les forces dont il avait besoin. Il enrôla, pour prendre part à l'expédition, plus de deux mille cinq cents personnes, toutes à ses frais, sauf trois cents soldats; c'étaient, outre les soldats, des marins, des hommes mariés avec leurs familles, des laboureurs et des artisans. Après les retards occasionnés par un ouragan, la flotte mit à la voile et la mousson la poussa bientôt rapidement au milieu de l'Atlantique. Une tempête dispersa la

flotte pendant la traversée; aussi Melendez n'arriva qu'avec le tiers de ses forces au port St-Jean, à Portorico. Mais regardant sa célérité comme le gage du succès, il refusa d'attendre que le reste de son escadre l'eût rejoint et il fit voile vers la Floride. Son dessein avait toujours été d'explorer les côtes, de choisir un emplacement favorable pour y établir un fort ou une colonie, et d'attaquer les Français aussitôt après l'achèvement des fortifications nécessaires. Il fut en vue de la Floride le jour où l'Église romaine a coutume de célébrer la fête d'un des fils les plus éloquents de l'Afrique et d'un des pères de l'Église les plus vénérés (1). Pendant quatre jours, il longea la côte, ignorant l'endroit où s'était établis les Français; le cinquième jour il aborda et obtint des Indiens quelques informations sur les Huguenots. En même temps, il découvrit un beau port et une rivière charmante, et, en l'honneur du saint auquel était consacré le jour où il avait atteint le rivage, il donna à la rade et au fleuve le nom de Saint-Augustin (2). Faisant ensuite voile vers le nord, il découvrit une partie de la flotte française et observa la rade où elle avait jeté l'ancre. Les Français lui demandèrent son nom et ses projets. « Je suis Melendez d'Espagne, répondit-il, et mon souverain m'a donné l'ordre formel de pendre et décapiter tous les protestants de ces régions. J'épargnerai les Français catholiques; mais tous les hérétiques périront (3). » La flotte française qui n'était pas préparée à un combat, coupa ses câbles : les Espagnols la poursuivirent quelque temps, mais inutilement.

Les Espagnols revinrent au port de St-Augustin à l'heure des vèpres, la veille de la fête de la Nativité de la Vierge.

(1) *Ensayo Cronolog.*, 68-70.

(2) *Ibid.*, 71.

(3) « El que fuere herege, morirá ». *Ensayo Cronologico*, 75, 76. C'est la relation de l'apologiste et de l'admirateur de Melendez.

Le gouverneur se rendit le lendemain, à midi, au rivage pour prendre possession du continent au nom du roi d'Espagne. Le fanatique Philippe II fut proclamé souverain de toute l'Amérique septentrionale. On chanta la messe solennelle du jour de Notre-Dame, et l'on procéda immédiatement à la fondation de Saint-Augustin (1). Cette ville est au moins de quarante ans la plus ancienne de toutes les villes des États-Unis. On y voit encore des maisons qu'on dit avoir été bâties plusieurs années avant que la Virginie fût colonisée (2).

Les Français discutèrent s'il valait mieux améliorer leurs fortifications, pour y attendre l'arrivée des Espagnols, ou se mettre en mer pour aller les attaquer. Ribault prit ce dernier parti, malgré l'avis de ses officiers. A peine eut-il quitté la rade pour la pleine mer que s'éleva une horrible tempête qui dura jusqu'au mois d'octobre; tous les vaisseaux de la flotte française échouèrent sur les côtes de la Floride. Les bâtiments se brisèrent contre les rochers à environ cinquante lieues au sud du fort Caroline; la plupart de ceux qui les montaient parvinrent à sauver leur vie.

Les vaisseaux espagnols avaient également souffert, mais pas autant et les troupes de Saint-Augustin échappèrent à tout danger. On apprit que la colonie française était sans défense; sans s'inquiéter des difficultés à surmonter, Melendez poussé qu'il était par le fanatisme, fit traverser à ses hommes, les lacs, les marais et les forêts qui séparaient Saint-Augustin du fleuve Saint-Jean, et surprit, par une attaque furieuse, la faible garnison, qui ne s'était fortifiée que du côté de la mer, comme le point le plus exposé. Après une courte lutte, les Espagnols restèrent maîtres du

(1) Laudonnière : « Ils débarquèrent leurs soldats, leurs vivres et leurs munitions. » Hakluyt, III, 433; *Ensayo Cronologico*, 76, 77; Prince Murat, dans *Am. Q. Rev.*, II, 216; De Thou, I, XLIV.

(2) Stoddard, *Esquisses*, 120.

fort. Une scène de carnage s'ensuivit : soldats, femmes, enfants, vieillards, infirmes, tout fut massacré ; les historiens espagnols affirment que Melendez ordonna d'épargner les femmes et les enfants, mais pourtant pas avant que la boucherie n'eût duré longtemps.

Près de deux cents personnes furent tuées. Quelques-unes s'échappèrent dans les bois, de ce nombre furent Laudonnière, Challus et Le Moyne, qui ont raconté cette horrible scène. Mais où pouvaient-ils fuir ? La mort les attendait dans les bois ; le ciel, la terre, la mer, les hommes, tout semblait conspirer contre eux ; devaient-ils se rendre et exciter la pitié des vainqueurs ? « Confions-nous plutôt à la miséricorde de Dieu qu'à celle de ces hommes, » dit Challus. Quelques-uns se livrèrent et furent immédiatement massacrés. Les autres atteignirent enfin les rivages de la mer, après les plus terribles souffrances, et furent reçus à bord de deux petits bâtiments français qui étaient restés dans la rade. Les Espagnols, irrités de ce que quelques-unes de leurs victimes leur eussent échappé, maltraitèrent les cadavres des autres avec une horrible barbarie.

Cette victoire avait été remportée le jour de la Saint-Mathieu ; telle fut l'origine du nom espagnol donné à la rivière de Mai. Lorsque le carnage fut terminé, on célébra la messe, on érigea une croix et l'on choisit l'emplacement d'une église sur une terre encore fumante du sang des paisibles colons. C'est ainsi que l'homme est toujours la dupe de ses préjugés et que le fanatisme allie si facilement des actes d'une sauvagerie féroce aux cérémonies d'une religion de paix et d'amour.

Les naufragés furent également bientôt découverts. Ils se trouvaient dans une situation désespérée, épuisés par les fatigues qu'ils avaient essuyées sur mer, à moitié affamés, privés d'eau et de vivres. Se rendraient-ils aux Espagnols ?

Melendez les invita à se confier en son humanité (1), les Français capitulèrent et furent recueillis par détachements successifs composés d'autant d'hommes que pouvait en contenir un bateau chargé de leur faire traverser la rivière qui les séparaient des Espagnols. A mesure que les prisonniers arrivèrent sur la rive occupée par leurs ennemis, ceux-ci leur lièrent les mains derrière le dos et les conduisirent de cette manière à Saint-Augustin, comme un troupeau de moutons qu'on mène à la boucherie. Lorsqu'ils approchèrent du fort, un signal fut donné, et, au son des trompettes et des tambours, les Espagnols tombèrent sur les infortunés qui avaient cru en leurs promesses et qui ne pouvaient faire aucune résistance. On épargna un petit nombre de catholiques ; on garda quelques artisans comme esclaves ; le reste fut massacré, non « comme Français, mais comme Luthériens. » Le chiffre total de ces victimes du fanatisme, à Saint-Augustin et au fort, s'éleva, suivant les historiens français, à environ neuf cents (2) ; les écrivains Espagnols atténuent bien le nombre des morts, mais non, l'atrocité du forfait. Melendez retourna en Espagne pauvre, mais triomphant. Le gouvernement français souffrit cet outrage avec apathie, et ne fit pas la moindre remontrance sur la destruction d'une colonie, qui, si elle eût été protégée, aurait procuré à la métropole un empire florissant dans le Sud avant que l'Angleterre ne se fût établie sur le plus petit coin de terre du Nouveau-Monde. L'histoire s'est montrée plus dévouée à la cause de l'humanité, et lui a rendu service en stigmatisant d'une notoriété infamante le crime de Melendez.

(1) Ainsi le rapporte son apologiste. « Si ellos quieren entregarle las Vanderas, è las armas, è ponerse en su misericordia, lo pueden hacer, para que èl haga de ellos lo que Dios le diere de gracia. » Cela n'implique-t-il pas une promesse de pardon ?

(2) *Epist. Sup.*, dans De Bry, II.

La première ville des États-Unis dut ainsi son origine à l'implacable fanatisme du roi d'Espagne. Nous admirons l'accroissement prodigieux de nos plus grandes cités, la transformation subite de certaines parties du désert en états florissants. Saint-Augustin offre un contraste bien plus étrange; la politique fanatique de Philippe II y a fait place aux principes américains de la liberté religieuse. Cette origine, il faut soigneusement se la rappeler; c'est un point de départ d'où l'on peut mesurer l'influence libérale du temps, les progrès de la civilisation moderne et les victoires qu'a remportées le génie américain en luttant pour les intérêts de l'humanité.

Les Huguenots et le peuple français ne partagèrent pas l'indifférence de la cour (1567). Un soldat gascon plein de courage, Dominique de Gourgues, s'enflamma du désir de venger sur les Espagnols l'honneur de son pays et ses propres infortunes. Sa vie n'avait été qu'une série d'aventures; servant d'abord dans l'armée contre l'Espagne, il avait été fait prisonnier par les Espagnols, puis employé comme esclave aux galères; pris ensuite par les Turcs avec le vaisseau sur lequel il ramait, le commandeur des chevaliers de Malte l'avait racheté. Il réalisa sa fortune, et grâce aux secours de ses amis, il put équiper trois vaisseaux, sur lesquels il s'embarqua pour la Floride avec cent cinquante hommes, non pour fonder une colonie mais pour y porter la vengeance et la destruction. Il surprit deux forts près de l'embouchure du Saint-Mathieu (1568), et, comme la terreur multipliait le nombre de ses soldats, la consternation des Espagnols lui permit de s'emparer du plus grand établissement, situé près du territoire de l'ancienne colonie française. Trop faible pour se maintenir dans cette position, il leva l'ancre à la hâte et se dirigea vers l'Europe, au mois de mai 1568. Avant de partir, il avait fait pendre ses prisonniers

aux arbres avec cette inscription : « Je les ai fait pendre non comme Espagnols ou marins, mais comme traîtres, voleurs et meurtriers (1). » Les naturels, qui avaient été également maltraités par les Espagnols et les Français eurent la consolation de voir leurs ennemis se massacrer les uns les autres.

L'attaque du brave gascon ne fut qu'un orage passager. La France désavoua l'expédition et renonça à toute prétention sur la Floride. L'Espagne s'en saisit donc et la regarda comme faisant partie de ses possessions ; si la découverte pouvait conférer quelque droit, cette prétention était justement fondée. Cuba forma alors le centre de ses possessions dans les Indes Occidentales, et tout ce qui se trouvait alentour fut compris dans sa domination. Sa souveraineté s'étendit, non seulement sur les archipels situés entre les tropiques, mais sur toute la partie du continent arrosée par les mers intérieures. Tout lui appartient depuis le cap le plus avancé au S.-E., le cap des Caraïbes, le long de toute la côte jusqu'au cap de la Floride, et au delà. Le golfe de Mexique était enclavé dans son empire.

(1) Je suis redevable au R. Biddle, le biographe de Cabot, d'une copie manuscrite du récit de ces événements, conservée dans la famille de De Gourges, et d'une autre provenant de la Bibliothèque royale de Paris.

CHAPITRE III.

L'ANGLETERRE PREND POSSESSION DES ÉTATS-UNIS.

Les entreprises des Français pour coloniser la Floride, malgré le peu d'appui qu'elles eurent et leurs tristes résultats, ne laissèrent pas que d'exercer beaucoup d'influence sur les événements postérieurs. A l'époque du retour de De Gourgues, un jeune anglais, Walter Raleigh (1), avait brusquement quitté l'université d'Oxford, pour prendre part aux guerres civiles qui divisaient les Catholiques et les Huguenots (1569-1575); il apprit l'art de la guerre avec le prince de Navarre, depuis Henri IV, sous les ordres du vieux Coligny. A cette époque, le parti protestant était très irrité du massacre que De Gourgues avait vengé, et il fut facile à Raleigh d'obtenir de ses camarades et de son chef des informations sur la Floride et sur la navigation dans ces régions. Quelques-uns des malheureux, qui avaient survécu à la première expédition, avaient été présentés à

(1) Oldys, *Raleigh*, 16, 17; Tytler, *Raleigh*, 19-23.

à Élisabeth (1); leur vue alluma dans le cœur des Anglais le désir de s'emparer de la côte méridionale de notre république; les récits d'Hawkins (2), qui avait été le bienfaiteur des Français sur la rivière de Mai, donnèrent un nouvel aliment à cette exaltation patriotique; en outre, le peintre De Morgues (3), qui avait esquissé en Floride les merveilles de la nature, avait dû à la générosité de Raleigh le moyen de terminer ses dessins.

Les succès des entreprises maritimes des Anglais avaient ouvert la voie à de vigoureuses tentatives de colonisation. La seconde expédition des Cabot (1498) se rattachait comme nous l'avons vu, à des plans de cette nature. Henri VII accorda d'autres patentes dans le même but (1500). Dans celle qu'a dernièrement publiée un historien américain (4), le projet d'établir des émigrants dans le Nouveau-Monde est formellement mis en avant et encouragé par la concession d'un monopole limité pour le trafic des colonies et celle de privilèges commerciaux. Il est à présumer qu'un voyage au moins fut entrepris sous la protection de la patente royale (1502); car, l'année qui suivit son octroi, des naturels de l'Amérique septentrionale furent exposés à la curiosité du public anglais dans leur costume de sauvages (5).

Cependant, si ce voyage fut en effet accompli, le succès n'en fut guère considérable. Une nouvelle patente (6), renfermant des concessions plus étendues, fut accordée aux mêmes personnes qui avaient obtenu la première; et il y a lieu de croire que le roi se montra prodigue de faveurs

(1) Hakluyt, III, 384.

(2) *Ibid.*, III, 612-617.

(3) *Ibid.*, III, 361. Comparez à une note marginale, III, 425.

(4) *Mémoire de Cabot*, 306-314.

(5) Stow, An. 1502, 483, 484.

(6) Rymer, *Fœdera*, XIII, 37-42; Bacon, *Henry VII.*

pour cette nouvelle entreprise (1), qui ne paraissait pas devoir procurer en retour des avantages considérables. Lorsque le succès cessa de compenser les efforts, la navigation languit bientôt. Cependant, les relations entre l'Angleterre et l'île de Terre-Neuve n'avaient jamais été interrompues. Des documents (2) prouvent la réalité de voyages maritimes favorisés par l'Angleterre, jusqu'à l'époque où les Normands, les Biscayens et les Bretons se mirent à fréquenter les pêcheries de la côte américaine. Est-il à présumer que les marins anglais aient jamais entièrement abandonné à une nation rivale, les avantages résultant de leurs propres découvertes?

Le règne de Henri VIII ne fut pas défavorable aux intérêts commerciaux de son royaume (1509-1547). Tant que ce monarque ne se fut pas souillé par ses dérèglements, ni endurci par l'égoïsme obstiné qu'inspire le pouvoir absolu, il considéra « comme son devoir » de découvrir le nord de l'Amérique, et il se prêta à toutes les tentatives que la position favorable de l'Angleterre paraissait exiger (3). On avait déjà publié une relation du dernier voyage de découverte que Sébastien Cabot avait fait personnellement au profit de sa patrie (1517). N'est-il pas vraisemblable qu'Henri et Wolsey protégèrent de nouvelles entreprises, quoiqu'on n'en ait conservé aucun souvenir précis? Il existe pourtant, une relation (4), écrite par Rut, commandant d'un des vaisseaux, d'une expédition de ce genre partie du port de Saint-Jean, dans l'île de Terre-Neuve, à la découverte d'un passage au Nord-Ouest (1527). Ce voyage suppose des communi-

(1) *Mém. de Cabot*, 226, note.

(2) *Ibid.*, 229, 230.

(3) Lettre de Thorne, en 1527, à Henry VIII, dans Hakluyt, I, 236.

(4) Purchas, III, 809; Hakluyt, III, 167, 168; *Mém. de S. Cabot*, part. II, ch. IX.

cations directes et suivies entre l'Angleterre et la côte américaine. Une partie du pays fut explorée, car les Anglais ne perdirent jamais l'espoir de fonder une colonie sur le continent découvert par Sébastien Cabot.

Les Espagnols, dont la jalousie avait été éveillée, redoutèrent bientôt la rivalité de l'Angleterre dans le Nouveau-Monde (1). Henri VIII prit des mesures vigoureuses contre les pirates et ses sujets purent naviguer en toute sécurité sous ses lois protectrices. Les ports de l'Afrique septentrionale et du Levant avaient souvent vu flotter la bannière de Saint-George (2); et, lorsque le commerce put s'élancer au delà des mers intérieures où il avait été confiné jusqu'alors, il choisit hardiment l'Océan pour route principale; l'Angleterre sentit alors s'augmenter son ardeur de s'engager dans une lutte dont sa position lui garantissait les succès. A l'époque où les commerçants anglais trafiquaient déjà sur les côtes de l'Afrique et du Brésil (1530), on peut croire qu'ils ne négligèrent pas les rivages plus rapprochés de l'Amérique septentrionale.

On possède le récit d'une expédition dirigée par Hore et « effectuée sous la protection de Henri VIII. » Mais les incidents rapportés au curieux Hakluyt « par le seul homme qui eût survécu à ses compagnons de voyage, » sont mêlés à un tableau probablement exagéré des malheurs qu'ils eurent à essuyer. A toutes les époques de la vie, la mémoire se laisse facilement égarer par l'imagination, et, tous ceux qui font des récits merveilleux de leurs aventures personnelles, sont les premières dupes de leurs propres inventions. Le vieux marin croyait peut-être à la vérité de son récit, dans lequel de fréquentes répétitions peuvent avoir

(1) Herrera, D. II, liv. V, c. III. Comparez Oviedo, liv. XIX, ch. XIII dans Ramusio, III, fol. 204.

(2) Hill, *Histoire navale*, 267.

graduellement assombri encore ce qu'il contenait d'horrible (1536). Le cannibalisme est un crime qu'inspire la faim en pleine mer; les hommes se dévorent rarement les uns les autres sur terre, surtout sur une côte abondant en poissons et en oiseaux sauvages. Les Anglais auront probablement souffert de la disette; et comme un bâtiment français, « bien fourni de vivres, » s'était approché de l'île de Terre-Neuve, ils s'en emparèrent par une sorte de mesure de « sûreté publique; » cet acte, quoique coupable, ne semble pas avoir été regardé comme déshonorant; puis ils mirent à la voile pour l'Angleterre. Les Français les suivirent dans le navire anglais et se plaignirent de l'échange qu'on avait opéré. Henri VIII prouva en cette occasion combien il voyait de bon œil les entreprises maritimes, car il pardonna à ses sujets le méfait qu'ils avaient commis, et aux dépens de sa cassette privée « il dédommagea pleinement et royalement les Français (1). »

Le livre des statuts d'Angleterre (1541) nous fournit la preuve que la « nouvelle terre » d'Amérique avait attiré l'attention du parlement (2); après l'avènement d'Édouard au trône (1548), les pêcheries de Terre-Neuve furent protégées par un acte spécial (3). Dans le préambule de ce statut, on déclare que la navigation a été, depuis plusieurs années, exposée aux exactions des officiers de l'amirauté; il défend de continuer ce système d'oppression. Il fallait qu'un commerce actif eût existé depuis longtemps, pour que les exactions qui pesaient sur lui, fussent devenues presque des droits par prescription.

C'était pourtant encore l'Inde que l'on considérait comme

(1) Hakluyt, III, 168-170.

(2) Statut de la 33^e année du règne de Henri VIII, c. II; Ruffhead, II, 304.

(3) Édouard VI, Ruffhead, II, 412; Hakluyt, III, 170; Hazard, I, 22, 23.

le grand centre des richesses; et l'Angleterre, qui n'avait pas alors le moindre pressentiment qu'un jour elle deviendrait la souveraine maîtresse de l'Hindoustan, n'aspirait qu'à découvrir une route nouvelle et plus rapprochée de l'Asie méridionale, afin d'entretenir avec ces contrées des relations commerciales pacifiques. Trois fois, au moins (trois fois peut-être par Cabot seul), on avait cherché le passage du nord-ouest, mais toujours en vain. On proposa alors un voyage au nord-est (1553). La flotte de Willoughby et de Chancellor devait gagner le riche empire du Cathay en doublant le promontoire septentrional de la Laponie. Les vaisseaux se séparèrent. Le sort de Willoughby fut aussi tragique que le voyage de Chancellor fut heureux. L'amiral avec l'un des navires fut contraint par l'âpreté de l'automne polaire, de se réfugier dans une rade de la Laponie, qui lui offrait un abri contre la tempête, mais non contre les rigueurs de la saison. Quand on alla à sa recherche au printemps suivant (1554), on trouva Willoughby lui-même mort dans sa cabine; son journal, qui détaillait les souffrances endurées pendant l'hiver polaire, n'avait été abandonné probablement que le jour où le froid, devenu insupportable, lui avait fait perdre l'usage de ses sens. Les cadavres des hommes de l'équipage, groupés ou isolés étaient étendus dans les diverses parties du vaisseau. L'autre bâtiment atteignit le port d'Archangel. Ce fut « la découverte de la Russie » et l'origine du commerce maritime avec cet empire. Un historien espagnol qualifie le résultat de ce voyage de « découverte de nouvelles Indes (1). » La nation russe, l'une des races les plus anciennes et les moins mélangées de l'Europe, sortit alors d'une longue léthargie et acquit de l'importance politique. Nous avons vu

(1) Hakluyt, I, 251-284; Turner, *Angleterre*, III, 298-301; Purchas, III, 462, 493.

que, onze ans plus tard environ, la première ville stable fut bâtie sur le territoire des États-Unis. Telle est la rapidité des transformations du théâtre du monde ! L'existence d'une des premières puissances de notre époque ne fut révélée à l'Europe occidentale qu'il y a environ deux siècles et demi ; une autre puissance actuelle ne possédait pas alors un seul homme blanc dans les limites de son territoire.

Le principe de compagnies basées sur une association de fonds, principe si favorable à toute entreprise d'un résultat douteux, et qui, en divisant les risques, entretient un esprit d'émulation et pousse à l'accomplissement des projets séduisants, ce principe reçut alors son application à la navigation (1535). On constitua une compagnie de marchands aventuriers pour la découverte des terres inconnues (1).

L'intolérance de la reine Marie n'arrêta pas l'élan des entreprises maritimes (1553-1558). La mer était devenue l'élément sur lequel la valeur anglaise devait déployer toute son énergie. Les marins anglais ne redoutaient ni les chaleurs accablantes et les fièvres malignes des tropiques, ni la rigueur intense du froid polaire. Dès que le port d'Archangel eût été découvert, le commerce avec la Russie prit graduellement de l'extension et devint très lucratif ; des relations régulières, et jusqu'alors exemptes de blâme, s'établirent également avec l'Afrique (1553-1554) (2). Le mariage de Marie avec le roi d'Espagne accrut encore cette ardeur qu'il avait eu en vue d'amortir. L'enthousiasme qu'excita la pompe fastueuse de l'entrée de Philippe à Londres, inspira à Richard Eden (3) l'idée de réunir en un volume l'histoire des expéditions maritimes les plus mémorables. La contrainte religieuse, la soif d'acquérir une fortune rapide, le désir de

(1) Hakluyt, I, 298-304.

(2) *Le Voyage en Guinée* en 1553 dans Eden et Willes, fol. 336, 337-353.

(3) Eden, *Décades*, publiées en 1555.

courir les aventures, avaient poussé les hommes les plus déterminés de l'Espagne vers le Nouveau-Monde; leurs hauts faits avaient reçu une sorte de consécration dans les récits détaillés et nombreux des historiens espagnols; et les Anglais, familiarisés avec la langue et la littérature espagnoles, par suite de l'alliance de leur souveraine, devinrent jaloux des succès remportés par les Espagnols de l'autre côté de l'Océan.

Elisabeth, par sa fermeté, seconda (1558) les entreprises de ses sujets. La tentative infructueuse et de courte durée de faire de l'Angleterre une dépendance de l'Espagne, avait rendu les Anglais plus fiers et plus intraitables que jamais; et le triomphe du protestantisme, en vivifiant l'esprit national, imprima au peuple une nouvelle impulsion. L'Angleterre qui était, non plus l'alliée, mais l'ennemie de Philippe, aspira à la gloire de régner en souveraine sur les mers septentrionales, et se prépara à étendre son commerce sous tous les climats. La reine accrut ses flottes, approvisionna ses arsenaux et encouragea la construction des vaisseaux en Angleterre : elle accorda sa protection spéciale aux aventuriers qui partaient pour la Russie ou l'Afrique; pendant que ses sujets essayaient (1561-1568) de pénétrer en Perse par terre et d'augmenter leur commerce avec le Levant (1), en combinant l'emploi des vaisseaux et des caravanes, les ports de l'Amérique espagnole étaient visités (1574-1578), en même temps par des corsaires, avides de s'emparer des trésors des gallions d'Espagne; aussi trente à cinquante vaisseaux anglais au moins arrivaient tous les ans dans les eaux et sur les rivages de l'île de Terre-Neuve (2).

Cabot avait toujours soutenu la possibilité d'effectuer le

(1) Eden et Willes. Les voyages de Perse, effectués par les marchands de Londres, etc., en 1561, 1567, 1568, fol. 321 et suiv.

(2) Parkhurst, dans Hakluyt, III, 171.

passage du N.-O. L'étude de la géographie avait alors doublé d'intérêt. La presse produisait en quantité des livres de voyages, des cartes et des descriptions de la terre. Sir Humphrey Gilbert, pour se reposer des fatigues de la guerre, se mit à étudier et à approfondir la cosmographie. Le fruit de ses recherches fut de prouver dans un travail judicieux et bien écrit, la possibilité de l'existence d'un voyage au N.-O. (1).

Un des hommes les plus hardis qui se soient jamais aventurés sur l'Océan, entretenait les mêmes idées (1576). Pendant quinze ans cet Anglais si versé dans l'art de la navigation et nommé Martin Frobisher, avait conçu le dessein d'accomplir la découverte du passage du N.-O., il le considérait « comme la seule chose au monde qu'il y eût encore à faire et qui pût procurer à un génie distingué la gloire et la fortune (2). » Trop pauvre lui-même, pour se procurer un navire, il recourut vainement à ses amis et offrit inutilement ses services à des marchands. Enfin, après des années de sollicitations et d'attente, il trouva un protecteur à la cour; Dudley, comte de Warwick, favorisa généreusement ses projets (3). Deux petites barques de vingt ou vingt-cinq tonneaux et une chaloupe de dix tonneaux, composèrent toute la flotte qui devait pénétrer dans les golfes, que Cabot seul avait visités. Au moment où les navigateurs descendirent la Tamise, la reine Élisabeth étendit la main comme une marque de sa faveur, et leur envoya un honorable message pour exprimer sa satisfaction d'une entreprise dont ses propres revenus n'avaient pas contribué à couvrir les frais. Pendant la traversée la chaloupe fut engloutie dans les flots

(1) Hakluyt, III, 32-47.

(2) Best, dans Hakluyt, III, 86.

(3) Willes, *Essai sur le voyage de M. Frobisher*, dans Eden et Willes, fol. 230 et suiv.; dans Hakluyt, III, 47-52.

par la tempête; les marins du *Michel* épouvantés tournèrent la proue vers leur pays; quant à Frobisher, malgré cet abandon et quoique monté sur un bâtiment dont le tonnage ne dépassait pas beaucoup celui de la chaloupe d'un vaisseau de guerre, il continua intrépidement sa route vers les rivages du Labrador et vers le passage ou le détroit septentrional qui conduit dans la baie d'Hudson. Une erreur assez étrange transporta le théâtre de ses découvertes sur la côte orientale du Groënland (1); ce fut au milieu d'un groupe d'îles américaines, à la hauteur de soixante-trois degrés et huit minutes de latitude, qu'il pénétra dans ce qu'il prit pour une passe. Il se flattait d'avoir atteint le but qu'il se proposait, et prenant la terre qui s'étendait au sud pour l'Amérique, celle qu'il voyait au nord, pour l'Asie, il s'imagina que le détroit qui s'ouvrait devant lui conduisait dans l'Océan Pacifique. Bien que Frobisher ne se soit pas autant avancé que Cabot dans les baies et parmi les îles de ces régions inconnues, dans ce champ, non épuisé de découvertes, il mérite pourtant de grands éloges. Quoiqu'il en soit, son voyage fut complètement manqué. Il aborda dans une île, et, peut-être sur un continent, il ramassa des pierres et des décombres, pour témoigner de la prise de possession de cette contrée au nom d'Élisabeth, et il emmena un des naturels du nord pour l'exposer aux regards étonnés de l'Europe; tels furent les seuls résultats de son expédition.

Ce qui s'ensuivit nous dévoile bien les mauvaises passions de cette époque (1577). L'idée de l'Amérique n'était pas séparée de celle des mines d'or. Une pierre, rapportée des régions glaciales, fut examinée à Londres, et l'on déclara qu'elle renfermait de l'or. Cette nouvelle éveilla la cupidité attentive des habitants de la cité. Il ne manqua pas

(1) Forster, *Voyages au Nord*, 274-284; *Hist. des voyages*, T. XV, 94-100.

d'hommes qui s'adressèrent à Élisabeth pour acheter le fermage de ces terres nouvelles dont les fragments détachés renfermaient tant d'or. Une flotte fut immédiatement équipée, bien moins pour faire de nouvelles recherches concernant le passage septentrional vers l'Océan Pacifique, que pour recueillir en plus grande quantité le précieux métal. La reine qui n'avait contribué en rien au voyage de découverte de Frobisher, donna l'ordre d'adjoindre à ses frais un grand navire à l'expédition, qui devait rapporter des trésors immenses. Les volontaires furent plus nombreux qu'il ne fallait ; on en dut refuser beaucoup qui renoncèrent à regret à leurs brillantes espérances. Les marins, après avoir communiqué, s'embarquèrent pour l'Eldorado du pôle ; « poussés par un vent favorable, » ils atteignirent bientôt les Orcades. Quand ils arrivèrent à la côte N. E. de l'Amérique, les dangers des mers polaires devinrent imminents ; des montagnes de glace leur barrèrent le chemin de tous côtés ; mais comme ces blocs de glaces resplendissaient à ces hautes latitudes, des clartés d'un jour d'été presque continu, on parvint à éviter les périls les plus funestes. Quoiqu'il en soit, les navigateurs passèrent alternativement de la crainte d'un naufrage à la joie d'y avoir échappé. Un moment, ils n'attendaient que la mort, et le moment d'après ils ne songeaient plus qu'à l'or. La flotte ne fit pas de découvertes ; elle n'alla même pas aussi loin que Frobisher seul l'avait fait (1). Mais elle rencontra de grands amas de terre, que les incrédules mêmes croyaient évidemment remplis des trésors tant désirés ; en outre, les araignées y abondaient, et l'on regardait les « araignées » comme « un signe de la présence d'une grande quantité d'or (2). » L'amiral lui-

(1) Best, dans Hakluyt, III, 95.

(2) Settle, dans Hakluyt, III, 63. Que de richesses pourtant dans les recoins d'une bibliothèque !

même travailla comme un simple manoeuvre à charger les vaisseaux. Étrange spectacle que nous offre l'humanité, que ce mélange de folie ridicule et de courage sublime ! Quelle entreprise maritime plus hardie, à cette époque, qu'un voyage vers les contrées situées au nord du détroit d'Hudson ! Et qu'elle insigne folie d'avoir été là pour ramasser des monceaux de terre inutile !

Mais la crédulité est obstinée de sa nature. Qu'est-ce que la passion de l'or ne ferait pas entreprendre ? Elle défie le danger et se rit des obstacles ; elle surmonte les privations en jouissant d'avance des trésors qu'elle espère ; jamais elle ne ralentit ses poursuites, elle est sourde à la voix de la pitié et aux conseils de la prudence que lui donne le bon sens ; elle est capable de vous conduire dans les prairies de l'Arkansas et de vous faire envier les plaines stériles et couvertes de mousse des Esquimeaux. J'ai maintenant à rapporter les premiers efforts tentés par les Anglais (1578), sous la protection d'Élisabeth, pour fonder un établissement en Amérique (1).

On croyait que la richesse des mines des régions polaires couvrirait les dépenses d'une entreprise coûteuse. L'espoir de trouver le chemin du Cathay s'accrut, et pour s'assurer les pays nouvellement découverts, on choisit pour les peupler des soldats et des hommes éprouvés. On équipa une magnifique flotte de quinze voiles, en partie aux frais d'Élisabeth ; les fils de la noblesse anglaise s'embarquèrent comme volontaires ; on fit choix d'une centaine de personnes pour former une colonie, qui devait garantir à l'Angleterre la possession de ces contrées plus enviables que le Pérou ; car, quoique le climat y fut trop défavorable pour y permettre la croissance des arbres ou des arbustes, cependant

(1) Hakluyt, III, 71-73.

le sol y laissait briller l'or en tas à sa surface, au lieu de le conserver enfoui dans des mines. Douze vaisseaux devaient revenir immédiatement avec leur cargaison de minerai; quant aux trois autres, ils avaient pour mission de demeurer au service de la colonie. Le passage du N. O. était devenu une considération secondaire; l'Asie elle-même ne pouvait rivaliser avec les richesses de l'archipel hyperboréen.

Mais la gelée rendit bien difficile l'accès de ces îles opulentes; la flotte de Frobisher, en approchant de l'Amérique, s'embarrassa au milieu de ces immenses montagnes de glaces, qui formaient de telles masses qu'en fondant elles laissaient échapper des torrents d'eau sous forme d'étréscellantes cascades. Un vaisseau fut brisé et englouti; heureusement l'équipage put se sauver. La flotte, égarée par de dangereux brouillards, entra dans le détroit auquel on a depuis donné le nom d'Hudson, et qui est situé au sud des terres aurifères supposées. L'amiral se croyait en mesure de pénétrer par là dans l'Océan Pacifique et de résoudre ainsi les doutes relatifs à ce passage. Mais ses devoirs comme chef d'une expédition mercantile, l'empêchaient de s'abandonner à son désir d'obtenir de la gloire comme navigateur. Il s'efforça de regagner la rade où ses vaisseaux devaient prendre cargaison. Enfin, après avoir couru des périls de toute espèce, « n'échappant à un danger que pour tomber dans un autre, » n'évitant que par miracle les écueils cachés, les courants inconnus et le choc des glaçons, il ne dut son salut qu'à une brise favorable, qui le dégagea d'une côte basse sur laquelle il allait échouer, et il atteignit le port situé dans le détroit de la comtesse de Warwick. Le zèle des colons volontaires s'était calmé et les marins découragés étaient sur le point de se révolter. Un navire, chargé de provisions pour la colonie, déserta et s'en retourna; enfin, on découvrit une île si pleine de minerai noir, que « tous

les gourmands d'or du monde y eussent trouvé de quoi se satisfaire. » On abandonna l'idée d'une colonie. Il ne restait donc plus qu'à charger les vaisseaux sur le retour, d'une grande quantité de minerais. Ceux qui s'engagent dans ces projets chimériques s'arrangent en cas de déception, de manière à cacher leurs échecs; car avouer la vérité, ce serait reconnaître que leur jugement s'est trouvé en défaut; voilà pourquoi les spéculations malheureuses sont bien vite ensevelies dans l'oubli. Les aventuriers et les historiens du voyage ont gardé le silence sur l'emploi qu'on fit de la cargaison de la flotte. La connaissance des mers n'en reçut pas plus d'éclaircissements. La crédulité des gens avides essuya le blâme et la croyance en des régions aurifères chez les Esquimaux s'évanouit. Mais on garda la ferme conviction qu'on pourrait toujours s'ouvrir un passage dans l'Océan Pacifique, au milieu des îles et des montagnes de glace du nord de l'Amérique (1).

Pendant que Frobisher s'efforçait ainsi d'acquérir de la gloire et des richesses sur la côte N. E. de l'Amérique, les frontières occidentales du territoire des États-Unis furent découvertes (1577-1580). François Drake, s'étant embarqué pour courir après la fortune, avait amassé d'immenses trésors, comme flibustier, dans les ports espagnols situés sur l'Océan Pacifique. Après avoir chargé son navire de butin, il voulut se couvrir de gloire en faisant le tour du globe. Mais avant de suivre la route que Magellan avait seul eu le courage de tracer, Drake prit la résolution d'explorer la côte N. O. de l'Amérique, dans l'espoir de découvrir le détroit qui réunit les deux Océans. A cette fin il franchit l'équateur, dépassa la péninsule de la Californie et longea

(1) Sur Frobisher, consultez les récits originaux de Hall, Settle, Ellis et Best, ainsi que les instructions de R. Hakluyt dans Hak., III, 52-129.

le continent jusqu'à la hauteur de quarante-trois degrés (1579), latitude correspondant à celle des frontières méridionales du New-Hampshire (1). Là, le froid parut intolérable à des hommes qui venaient de quitter les Tropiques. Désespérant du succès, Drake se réfugia dans une rade située sous une latitude plus douce, sur les rivages du Mexique; et, après avoir radoubé son navire et nommé ce pays la Nouvelle-Albion, il fit voile pour l'Angleterre en traversant les mers qui baignent l'Asie. C'est ainsi que des anglais visitèrent pour la première fois la partie méridionale du territoire de l'Orégon (1542). Ils y avaient été pourtant précédés par un portugais nommé Cabrillo, qui, parti d'Acapulco à la tête d'une expédition espagnole avait longé le continent américain jusqu'à la hauteur de deux degrés et demi de l'embouchure du fleuve Colombia (2). Treize ans après le voyage de Drake (1593), un marin des Iles de la Grèce, Jean de Fuca, alors au service du vice-roi du Mexique, fit voile vers la baie connue actuellement sous le nom de golfe de Georgia, et, après avoir vogué, pendant vingt jours au milieu de ses détours compliqués et de ses Iles nombreuses, il revint, persuadé qu'il avait découvert le passage dans l'Atlantique si longtemps souhaité (3).

Drake doit à ses succès (1578) l'éclat de son nom. Sa carrière ne consiste, au fond, que dans des actes éclatants de piraterie contre une nation avec laquelle sa souveraine et sa patrie déclaraient vivre en paix. Oxenham, un de ses officiers, qui s'était efforcé d'imiter son maître, fut pris et

(1) *Voyage de Sir Francis Drake*, dans Hak., III, 524; Johnson, *Vie de Drake*.

(2) Forster, *Voyages au Nord*, liv. III, ch. IV, s. II; Humboldt, *Nouv. Esp.*, II, 436, 437. Comparez *Viage de las Goletas Sutil y Mexicana*, 34, 36, 37.

(3) Purchas, IV, 849-852. Forster est sceptique, liv. III, ch. IV, s. IV; Belknap, *Am. Biog.*, I, 224-230.

pendu par les Espagnols. Ce châtiment, personne en Angleterre n'en fut surpris et ne le regarda comme trop sévère. Les exploits de Drake, utiles en tant que propres à nourrir la passion des entreprises maritimes, furent pourtant funestes au commerce; l'esprit des marins se souilla du désir de faire promptement fortune; il leur parut vil et indigne d'un homme de recevoir une paie régulière, lorsqu'en risquant facilement leur vie, ils pouvaient caresser l'espoir de s'enrichir, sans fin par le pillage. Le commerce et la colonisation reposent sur le travail soutenu; l'humble labeur des pêcheurs anglais, qui fréquentaient alors le banc de Terre-Neuve, préparait des matelots à la marine de leur patrie, et frayait la voie aux colonies qu'elle devait implanter dans le Nouveau-Monde. Déjà quatre cents navires se rendaient annuellement du Portugal, de l'Espagne, de la France et de l'Angleterre aux côtes de Terre-Neuve. Les Anglais n'y étaient pas aussi nombreux que les autres nations, car ils fréquentaient encore les pêcheries de l'Islande; mais, ils « n'en étaient pas moins ordinairement les maîtres dans tous les ports, » et, dans l'orgueil de leur suprématie maritime, ils exigeaient des tributs en échange de leur protection (1). Il faut rendre justice au sentiment d'humanité, qui inspira aux premiers voyageurs l'idée de déposer dans l'une des îles américaines, non loin des stations des pêcheurs, des porcs et des bêtes à cornes, afin qu'en s'y multipliant, ces animaux devinssent une ressource pour les générations futures de colons (2).

Tandis que la reine et les aventuriers à ses ordres se laissaient éblouir par la brillante perspective des mines d'or

(1) Voyez la lettre d'Ant. Parkhurst, qui s'est trouvé engagé lui-même pendant quatre ans dans le commerce de l'île de Terre-Neuve, dans Hakluyt, III, 170-174.

(2) Hakluyt, III, 197.

supposées des régions glaciales du nord, sir Humphrey Gilbert, doué d'un jugement plus sain et de plus de connaissances, veillait aux progrès des pêcheries, et formait des plans de colonisation bien conçus. Il avait été soldat et membre du parlement. Il avait écrit des choses fort sensées sur la navigation (1), et quoiqu'on le blâmât pour son ignorance des principes de la liberté (2), on estimait en lui la sincérité de sa piété. Il était de ceux qui méprisent également l'inconstance et la lâcheté; le danger ne le détournait jamais du chemin de l'honneur ni du service de sa souveraine; car il savait bien que la mort est inévitable, et que la gloire de la vertu est immortelle (3). Gilbert n'éprouva aucune difficulté à obtenir un brevet assez large (4) conçu d'après les théories commerciales de cette époque; les avantages qu'il concédait devaient devenir permanents, si l'on parvenait à établir une plantation avant l'expiration de la sixième année. Les mêmes droits que ceux dont jouissaient les Anglais, devaient être le partage des personnes qui feraient partie de la colonie de Gilbert; quant à celui-ci, on lui assurait à lui-même ou à ses substitués la possession du sol qu'il découvrirait; de plus il devait y exercer exclusivement la juridiction civile et criminelle dans un rayon de deux cents lieues autour de la colonie, et il servit revêtu de l'autorité suprême, exécutive et législative. Ainsi, les essais de colonisation dans lesquels Cabot et Frobisher avaient échoué, étaient renouvelés, sous la protection d'une patente, qui concédait toute espèce d'immunités au chef de l'expédition, en abandonnant les colons à la merci d'un propriétaire absolu.

(1) Hakluyt, III, 32-47.

(2) D'Ewes, *Journal*, 168 et 175.

(3) Gilbert, dans Hakluyt, III, 47.

(4) On peut trouver la patente dans Hakluyt, III, 174-176; Stith, *Virginia*, 4, 5, 6; Hazard, I, 24-28.

Gilbert, muni de ses pouvoirs, se mit à l'œuvre pour réunir une troupe d'émigrants volontaires et sacrifia une grande partie de sa fortune aux premiers préparatifs. Des contestations et des dissensions s'élevèrent même avant le voyage; beaucoup abandonnèrent le projet qu'ils avaient si imprudemment formé. Le général mit à la voile (1579), suivi seulement de quelques amis dévoués, parmi lesquels se trouvait probablement son beau-frère, Walter Raleigh. Un des navires se perdit et des mésaventures contraignirent les autres au retour (1). On suppose, malgré la vague des récits de cette expédition, que la petite escadre des émigrants se trouva engagée dans un combat avec la flotte espagnole et qu'elle eut le dessous (2). Gilbert essaya de conserver à la patente royale sa valeur, en concédant une partie des terres. Mais aucune de ses mesures pour l'établissement d'une colonie ne réussit; et, il s'était lui-même trop appauvri pour tenter de nouveaux efforts.

Cependant l'élève de Coligny était doué d'un esprit actif, qui se plaisait aux entreprises hasardées. Poursuivre les découvertes commencées dans le Nouveau-Monde, y jeter les fondements de nouveaux États, et y acquérir d'immenses domaines, tout cela parut chose aisée à l'audacieux et entreprenant Raleigh, et ne devait pas l'empêcher de rechercher la faveur et de s'ouvrir une carrière glorieuse en Angleterre. Avant que le terme de la charte ne fût expiré, Gilbert, avec l'aide de son frère, équipa une nouvelle flotte (1583). Celle-ci mit à la voile sous d'heureux auspices; la veille du départ, au soir, le commandant reçut de la part d'Élisabeth une ancre d'or supportée par une femme; c'était un gage de faveur de la reine; un homme de lettres hongrois accompagnait l'expédition. Une portion des États-Unis eût

(1) Hayes, dans Hakluyt, III, 186.

(2) Oldys, 28, 29; Tytler, 26, 27.

été colonisée alors, si une suite de désastres n'étaient venus accabler le malheureux auteur du projet. Deux jours après avoir quitté Plymouth, le plus grand bâtiment de la flotte, qu'avait équipé Raleigh, resté lui-même en Angleterre, déserta sous prétexte d'une maladie contagieuse et rentra dans le port. Gilbert en fut exaspéré mais il ne se découragea pourtant pas. Il se dirigea vers l'île de Terre-Neuve; à son arrivée à Saint-Jean, il somma les Espagnols, les Portugais et les gens des autres nations, à assister aux cérémonies féodales par lesquelles il prit possession du pays au nom de sa souveraine. On éleva, en souvenir de cet événement, une colonne sur laquelle étaient gravées les armes d'Angleterre; on concéda des terres aux pêcheurs à titre de fief et sous la condition du paiement d'une redevance. Le « minéralogiste » de l'expédition, honnête et pieux Saxon, se montra surtout fort actif; c'était un fait généralement admis que « les montagnes offraient l'apparence d'un amas de substance minérale; » le Saxon assura sur sa tête que le minerai d'argent y abondait; il reçut l'ordre de garder le plus profond secret quant à cette découverte; et comme il y avait beaucoup de navires étrangers dans le voisinage, on transporta le précieux minerai à bord du plus grand vaisseau, avec tant de mystère que les stupides Portugais et Espagnols, n'en conçurent aucun soupçon.

Ce n'était pas chose aisée pour Gilbert de maintenir l'ordre dans la petite flotte. Grand nombre de marins, infestés des vices qui souillaient alors leur profession, ne valaient guère mieux que des pirates et étaient toujours enclins à piller tous les navires qu'ils rencontraient sur leur chemin. A la fin, après avoir abandonné une de leurs embarcations, les Anglais, qui n'avaient plus que trois bâtiments, firent voile pour entreprendre de nouvelles découvertes; ils voulaient visiter la côte des États-Unis. Mais à peine se furent-

ils avancés vers le sud un peu au delà de la latitude de Wiscasset, que le plus grand des navires, par suite de la négligence de l'équipage, échoua et fit naufrage. Près de cent hommes périrent; le « minéralogiste » et le minerais, tout fut perdu; on ne parvint pas même à sauver Parmenius, le savant hongrois, qui devait être l'historien de l'expédition.

Il parut nécessaire alors de s'en retourner en toute hâte en Angleterre. Gilbert s'était embarqué sur l'*Écureuil*, barque de dix tonneaux seulement, et par conséquent très propre à pénétrer dans les rades et à s'approcher des côtes. Pendant la traversée du retour, le brave amiral ne voulut pas abandonner la petite troupe avec laquelle il avait affronté tant de tempêtes et de dangers. Résolution funeste! Le temps était excessivement rude; les plus vieux marins n'avaient jamais vu de « mers plus violentes. » La petite frégate, qui était à peine aussi grande que deux fois la chaloupe d'un vaisseau marchand, « embarcation trop faible pour traverser l'océan à cette saison de l'année, » fut bien près de faire naufrage. Le général, assis vers la poupe un livre à la main, s'écria à ceux de la *Biche* : « Nous sommes aussi rapprochés du ciel par mer que par terre. » Pendant la même nuit, vers douze heures, tout à coup les lumières de l'*Écureuil* disparurent et on ne revit plus jamais ni le navire ni aucun homme de son équipage. Quant à la *Biche*, elle atteignit heureusement Falmouth (1).

Le caractère hardi de Raleigh ne se laissa pas abattre par le triste sort de son beau-frère (1584); seulement il songea à fonder un établissement sous un climat plus doux, et il prit le parti d'assurer à l'Angleterre la possession de ces contrées enchantées d'où l'on avait chassé les protestants fran-

(1) Sur Gilbert, voir Hayes, dans Hakluyt, III, 184-203; Parmenius à Hakluyt, III, 203-205; Clark, *Relation*, *ibid.*, 206-208; Gilbert à Peckham, dans Purchas, III, 808; Raleigh à Gilbert, dans Tytler, *Raleigh*, 45.

çais. Après avoir présenté un mémoire à la reine Élisabeth, il obtint facilement d'elle des lettres patentes (1) aussi larges que celles qui avaient été accordées à Gilbert. Elles furent rédigées conformément aux principes de la loi féodale et en ayant rigoureusement égard à la croyance chrétienne, professée par l'Église d'Angleterre. Raleigh y était reconnu comme seigneur propriétaire, avec des pouvoirs presque illimités; il était maître du territoire, sauf à rendre hommage et à payer une redevance peu considérable; il devait posséder juridiction sur une contrée étendue, dont il avait la faculté de concéder des parties suivant son bon plaisir.

Les espérances s'accrurent à un haut degré; car il s'agissait actuellement de coloniser les régions embaumées du Sud. On oublia les horreurs des mers glaciales devant la perspective de conquérir une province située sous un climat d'une fertilité perpétuelle, où l'hiver pouvait à peine entraver la fécondité de la nature. Deux vaisseaux, bien pourvus d'hommes et de munitions, sous le commandement de Philippe Amidas et d'Arthur Barlow, mirent à la voile pour le Nouveau-Monde. On était plein de confiance. L'expédition suivit la route détournée des Canaries et des îles des Indes Occidentales; après y avoir fait une courte relâche, on se dirigea vers le Nord, et l'on se trouva bientôt en vue des côtes de la Caroline. Comme on naviguait près du continent, l'air était si embaumé, « qu'on croyait se trouver au milieu d'un jardin délicieux, abondant en fleurs odoriférantes de toute espèce. » On longea la côte sur une longueur de cent vingt milles, à la recherche d'une bonne rade; on entra dans le premier port qui s'offrit et, après avoir rendu grâce à Dieu de l'heureuse conclusion du voyage, on débarqua pour prendre possession du pays au nom de la reine d'Angleterre.

(1) Hakluyt, III, 297-301; Hazard, I, 33-38.

Cette cérémonie s'accomplit dans l'île de Wocoken, la plus méridionale des îles qui forment le détroit d'Ocracok. A certaines époques de l'année, une flotte ne peut guère s'approcher en sûreté des côtes de la Caroline du Nord ; car les ouragans battaient l'atmosphère de ces régions et la configuration du rivage ne fournit aucune rade, aucun port où les navires puissent s'abriter. Mais au mois de juillet, la mer était tranquille, le ciel serein ; on ne voyait se former nul orage, l'air n'était agité que par de légères prises aussi les commandants anglais furent-ils ravis de la magnificence de l'Océan, contemplé dans sa majesté de son calme, parsemé d'îles et s'étendant de cap en cap au milieu d'une atmosphère transparente et lumineuse. La végétation de ces latitudes méridionales frappa les spectateurs d'admiration ; les arbres n'avaient pas leurs pareils dans le monde ; les vignes luxuriantes, formaient de gracieux festons, en grimpant sur les cèdres superbes ; le raisin était si abondant sur chaque petit cap que les flots de l'Océan, effleurés par le doux vent d'été et caressant nonchalamment le rivage, éclaboussaient les grappes de leur écume ; des berceaux naturels formaient des ombres impénétrables aux rayons du soleil de juillet. Les forêts étaient peuplées d'oiseaux ; et, lorsqu'on déchargeait une arquebuse, ils s'envolaient par compagnies entières en répandant des cris qui, répétés par les échos, ressemblaient à ceux qu'aurait pu pousser une troupe d'hommes.

La douceur des Peaux Rouges habitant ces contrées semblait s'harmoniser avec les charmes de la nature. Le désir de faire quelques échanges triompha de leur timidité et les Anglais reçurent un accueil cordial. Dans l'île de Roanoke, la femme de Granganimeo, père du chef Wingina, les traita avec les raffinements de l'hospitalité arcadienne. « Ce peuple était très bon, très aimable et très sincère, dépourvu de tout

artifice et de toute perfidie; on aurait dit qu'il avait conservé les mœurs de l'âge d'or. » Il n'avait d'autres soins à prendre, que de se préserver d'un froid modéré pendant un court hiver et de recueillir des aliments que la terre produisait presque spontanément. Cependant, on ajoutait que, par un contraste extraordinaire, ces hommes innocents se montraient cruels et sanguinaires à la guerre; des tribus entières se voyaient presque exterminées dans leurs dissensions civiles; ils employaient les plus vils stratagèmes contre leurs ennemis; et, comme les fanatiques de l'Europe le pratiquent, les naturels du Secotan savaient aussi inviter les gens à une fête, pour pouvoir les égorger en abusant de leur confiance. Ils proposèrent même aux Anglais de les aider dans une entreprise de ce genre en leur promettant un butin lucratif.

L'aspect général du Nouveau Monde satisfait les aventuriers : on n'entreprit pas d'examiner la côte sur une grande étendue; on se borna à explorer Pamlico, le détroit d'Albemarle et l'île de Roanoke, et à prendre quelques informations auprès des Indiens; les commandants de l'expédition n'eurent pas le courage ni l'activité nécessaires pour acquérir une connaissance exacte du pays. Après un court séjour en Amérique, on arriva au mois de septembre à l'ouest de l'Angleterre; on avait emmené avec soi Manteo et Wanchese, deux sauvages du désert. Les voyageurs à leur retour donnèrent de leurs découvertes des descriptions aussi brillantes qu'on pouvait en attendre d'hommes qui n'avaient fait que naviguer sur les eaux tranquilles d'une mer d'été, ou parmi « les cent îles » de la Caroline septentrionale (1). Élisabeth,

(1) Relation d'Amidas et Barlow, dans Hakluyt, III, 301-307. J'ai confronté, sur ce voyage et sur les voyages suivants, la *Virginia* de Smith, I, 80-85; Smith, 8-12; le *Raleigh* de Tytler, 47-54; Oldys, 55; Birch, 580, 581; Cayley, I, 33-46; Thomson, 32; la *Caroline du Nord* de Williamson, I, 28-37 et la *Caroline du Nord* de Martin, I, 9-12. J'ai suivi exclusivement les récits contemporains, et j'ai tiré un grand avantage, pour la

en apprenant ces nouvelles, crut que son règne s'était suffisamment signalé par la découverte de ces régions enchantées, et, en mémoire de sa condition de vierge, elle les baptisa du nom de Virginie.

Raleigh, élu représentant du comté de Devon au parlement, ne dut pas attendre longtemps le bill qui confirma sa patente de découverte (1); tout en recevant les honneurs de la chevalerie en récompense de sa valeur, il se procura aussi un monopole de vins très lucratif qui lui permit de poursuivre vigoureusement ses projets de colonisation (2). Son ambition s'enflamma à la perspective de devenir le propriétaire d'un pays délicieux, où de nombreux tenanciers devraient non seulement lui payer tribut, mais lui prêter allégeance, et, comme la nation anglaise écoutait avec complaisance les descriptions d'Amidas et de Barlow, il ne fut pas difficile de réunir une nombreuse troupe d'émigrants. En même temps que la reine accordait une nouvelle patente à son ami Raleigh (3), pour la découverte du passage du N. O., et que les voyages si célèbres de Davis, défrayés en partie par les libéralités de Raleigh lui-même, familiarisaient davantage l'Europe avec la mer arctique, les plans de colonisation de la Virginie se poursuivaient avec ardeur et persévérance.

La nouvelle expédition se composa de sept navires et transporta cent huit colons sur les rivages de la Caroline (1585). Ralph Lane, personnage d'une condition assez élevée, qui mérita pour ses services militaires d'être armé dans la suite chevalier par la reine Élisabeth, consentit à remplir pour

comparaison des localités, d'un MS. en ma possession, rédigé par J. S. Sones, de Shocco, Caroline du Nord.

(1) *Journal de D'Ewes*, 339, 341.

(2) *Tytler*, 54, 55; *Oldys*, 58, 59.

(3) *Hakluyt*, III, 129-137.

Raleigh le rôle de gouverneur de la colonie. Sir Richard Grenville, le plus capable et le plus renommé des compagnons de Raleigh, réputé pour sa bravoure au milieu des esprits raffinés d'une époque raffinée, accepta le commandement de la flotte. Celle-ci mit à la voile à Plymouth ; elle emmenait plusieurs hommes de mérite, dont la postérité a conservé la mémoire : Cavendish, qui peu de temps après fit un voyage de circumnavigation autour du globe ; Hariot, l'inventeur du système de notation de l'algèbre (1) et l'historien de l'expédition ; With, peintre ingénieux, qui représenta avec exactitude et talent (2) les indigènes, leurs costumes et leur genre de vie et parvint à doubler ainsi l'intérêt qu'inspirait la Virginie, en faisant mieux connaître ses productions.

Naviguer en suivant la route des Canaries et des Indes Occidentales, pratiquer par intimidation un commerce lucratif avec les ports espagnols, capturer les bâtiments de l'Espagne, ce n'était là que les préliminaires obligés d'un voyage en Virginie. Enfin la flotte arriva en vue du continent de la Floride ; elle y courut le grand danger de faire naufrage sur le cap auquel on donna alors pour la première fois le nom de cap de la Peur ; deux jours après, elle jeta l'ancre à Wocoken. On ne vit que trop clairement les dangers de la navigation au milieu des écueils de ces parages ; le plus grand bâtiment de l'escadre échoua en entrant dans la rade, mais il ne se perdit pas. Ce fut à travers le détroit d'Ocracock que la flotte se fraya sa route pour gagner Roanoke.

Le sort de la colonie devait dépendre naturellement en partie du caractère des naturels. Manteo, l'ami des Anglais, qui avait visité l'Angleterre et était revenu avec la flotte, fut envoyé à terre pour annoncer leur arrivée. Grenville,

(1) Tytler, 66 ; Stith, 20 ; *Dissertation* de Playfair, p. 1, s. I.

(2) Dans De Bry, part. II. Ces dessins sont aussi imités dans la *Virginie* de Beverley.

accompagné de Lane, de Hariot, de Cavendish et d'autres, entreprit une excursion qui dura huit jours, et dans laquelle ils explorèrent la côte jusqu'à Secotan; à ce qu'ils rapportent, les sauvages leur firent bon accueil. Mais, un gobelet d'argent ayant été volé dans une des villes indiennes, et les habitants tardant à le restituer, Grenville, avec une cruelle précipitation, ordonna de mettre le feu aux cabanes et de détruire le blé encore sur pied. Peu après cet acte de vengeance inconsidérée, les vaisseaux ayant déposé les colons à terre, levèrent l'ancre pour retourner en Angleterre; une riche capture effectuée sur les Espagnols pendant la traversée de retour, procura à Grenville un gracieux accueil au moment où il rentra dans la rade de Plymouth. Les bâtiments de transport de la colonie servaient en même temps de bâtiments corsaires (1).

Lane et les colons s'occupèrent naturellement d'abord, après le départ de sir Richard Grenville, à explorer le pays; dans une lettre où ses premières impressions avaient conservé leur fraîcheur, le gouverneur exprima l'admiration la plus enthousiaste : « C'est le sol le plus fécond qui existe sous la voûte du ciel; c'est l'endroit le plus agréable du monde; le continent est d'une étendue immense, encore inconnue; il est très peuplé et couvert de villes, bien que les populations soient sauvages. La salubrité du climat est telle que, depuis notre débarquement, il n'y a pas même eu un seul malade parmi nous. Si la Virginie possédait seulement des chevaux et des bœufs, et qu'elle fût habitée par des Anglais, aucun royaume de la chrétienté ne pourrait lui être comparé (2). »

Hariot était l'observateur le plus profond, et on le chargeait presque toujours de traiter avec « les indigènes. » Il

(1) Le voyage dans Hakluyt, III, 307-310.

(2) Lane, dans Hakluyt, III, 311.

examina scrupuleusement les productions du pays, celles qui pourraient être avantageuses pour le commerce et celles qui étaient estimées par les naturels. Il remarqua la culture du tabac, s'habitua à son emploi et devint un partisan convaincu de ses vertus salutaires. La culture du maïs et la fécondité prodigieuse de cette céréale, éveillèrent surtout son admiration ; les racines tuberculeuses de la pomme de terre lui parurent excellentes, après avoir été bouillies. Quant aux habitants, il les représente comme trop faibles pour inspirer quelque crainte ; ils sont vêtus de manteaux et de tabliers en peau de daim ; leurs seules armes consistent en épées de bois, en arcs de coudrier et en flèches faites avec des roseaux ; ils n'ont pour toute armure que des boucliers d'écorces et de baguettes d'osier reliées ensemble par du fil. Leurs villes sont petites ; les plus grandes ne renferment qu'une trentaine d'habitations. Les murs des maisons sont faits d'écorces d'arbre raffermies par des pieux ; quelquefois ils se composent de perches fichées droit en terre, les unes à côté des autres, recourbées et rattachées au sommet, comme on fabrique parfois des berceaux dans les jardins, mais, ce qui est surtout particulier aux Indiens, c'est le manque de liens politiques. Une simple ville possède souvent un gouvernement particulier, une réunion de dix ou vingt wigwams forme un état indépendant. Le chef le plus puissant de tout le pays ne peut réunir plus de sept ou huit cents combattants. Le dialecte de chaque pleuplade semble une langue à part. La contrée qu'Hariot explora, était située sur la limite du pays des Algonquins, à l'endroit où les tribus Lenni-Lenape se confondaient avec les peuplades bien différentes du Sud. Les guerres qui divisent ces sauvages, les conduisent rarement sur le champ de bataille, ils sont plutôt habitués à surprendre brusquement leurs ennemis à la pointe du jour ou au clair de la lune, à leur

dresser des embûches et à recourir aux stratagèmes subtils de la ruse et de la trahison. Quoique les arts leur fassent défaut ils déploient pourtant beaucoup d'intelligence dans tout ce qu'ils entreprennent. Ils ne sont pas tout à fait ignorants en fait de religion ; aux superstitions du fétichisme ils joignent une idée obscure de l'unité de la puissance divine. Il est naturel à l'homme de désirer l'immortalité ; les naturels de la Caroline croient à la continuité de l'existence après la mort et à une justice rétributive. Les instruments de mathématique, les miroirs ardents, les fusils, les montres, l'usage de l'alphabet, leur parurent plutôt des œuvres des dieux que des hommes ; et ils honoraient les Anglais comme les enfants et les favoris du Ciel. Dans chaque ville où entraient Hariot, il ouvrait la Bible et en expliquait les vérités. Les Indiens vénéraient le livre plutôt que ses doctrines ; ils s'en emparaient avec une tendresse superstitieuse, le baisaient, l'appliquaient sur leur tête et sur leurs poitrines, comme si c'eût été une amulette. Les colons jouissaient d'une excellente santé, et n'ayant amené aucune femme avec eux, quelques-uns des Indiens s'imaginèrent que les Anglais ne devaient pas leur naissance à des femmes et n'étaient par conséquent pas mortels ; que c'étaient des hommes d'une ancienne génération élevés à l'immortalité. Ces naturels ne pouvaient comprendre la puissance des armes à feu ni y résister ; ils attribuaient toutes les maladies qui régnèrent alors chez eux à des boulets invisibles, lancés par des agents inconnus, dont ils s'imaginaient que l'air était peuplé. Ils prophétisaient que « de nouveaux Anglais viendraient les exterminer pour prendre leur place, » et quelques-uns supposaient que ce plan d'extermination était déjà formé et qu'on commençait à l'exécuter (1).

(1) Hariot, dans Hakluyt, III, 324-340.

Était-il donc étrange que les naturels désirassent se débarrasser de la présence de ses hôtes, par qui ils redoutaient de se voir supplantés (1586)? La passion de l'or aveuglait les colons; un rusé sauvage inventa de si fabuleux récits sur la rivière de Roanoke, que la cupidité seule pouvait y ajouter foi. Cette rivière, disait-il, jaillissait d'un rocher, si rapproché de l'Océan Pacifique, que l'écume de la mer venait se jeter dans sa source; sur les rives du fleuve vivait un peuple habile dans l'art d'attirer le riche minerai dont la contrée abondait. Les murs de leur ville, selon sa description, étincelaient d'une quantité de perles. Lane se montra si crédule qu'il tenta de remonter le rapide courant du Roanoke; ses compagnons, qu'une insatiable cupidité rendait obstinés, ne consentirent à s'en retourner qu'après avoir épuisé toutes leurs provisions; ils avaient même tué et mangé les chiens qui les accompagnaient. Les Anglais, dans cette tentative d'explorer l'intérieur des terres, ne remontèrent pas la rivière beaucoup au dessus d'un endroit situé près du village actuel de Williamstown.

Les Indiens avaient compté pouvoir détruire les Anglais en les divisant ainsi; mais le retour précipité de Lane prévint des actes d'hostilité ouverte. Ils conçurent ensuite le projet de ne pas cultiver leurs champs; et ils étaient tout disposés à abandonner la campagne, espérant que par ce moyen la famine contraindrait leurs hôtes trop puissants à partir. Ce dessein fut déjoué par la modération d'un de leurs chefs les plus âgés; mais ils ne purent complètement dissimuler leurs sentiments d'hostilité. Les Anglais crurent qu'une vaste conspiration se tramait, que la crainte d'un ennemi étranger enseignait maintenant aux indigènes la nécessité de l'union et qu'une grande alliance se formait pour exterminer les émigrants par un massacre général. Peut-être les Anglais qu'assurément l'avidité avait d'abord

rendus crédules, ajoutèrent-ils foi actuellement avec trop de précipitation à leurs soupçons; ce qui est certain c'est qu'ils ne se montrèrent que trop habiles dans l'art de la dissimulation. Lane et ses compagnons ayant demandé audience à Wingina, le plus influent des chefs indigènes, ils furent promptement admis en sa présence. Les Indiens ne témoignèrent aucune intention hostile; la manière dont ils reçurent les Anglais prouvait leur confiance, Mais à un signal donné et convenu d'avance, les chrétiens tombèrent sur le malheureux roi et sur les principaux personnages de sa suite et les massacrèrent tous sans miséricorde.

Il était évident que Lane ne possédait pas les qualités nécessaires dans sa position. Il manquait de sagacité pour apprécier équitablement les discours et les projets des indigènes, et le courage, comme l'œil d'un soldat, diffère de celui d'un voyageur. Ses découvertes furent peu considérables : au Sud elles ne s'étendirent que jusqu'à Secotan, dans le comté actuel de Craven, entre le Pamlico et la Neuse; au Nord, elles ne dépassèrent pas la petite rivière Élisabeth, qui se jette dans la baie de Chesapeake au dessous de Norfolk; à l'intérieur il avait exploré le Chowan au delà de la jonction du Meherrin et du Nottaway; et nous avons vu que l'espoir de trouver de l'or avait fait entreprendre à Lane une petite excursion sur le Roanoke. Cependant on obtint quelques résultats généraux d'une certaine importance. On reconnut la salubrité du climat; pendant une année entière, la mort n'avait enlevé que quatre hommes, dont trois avaient rapporté d'Europe les germes de leur maladie (1). L'espoir de découvrir de meilleures rades au Nord avait reçu confirmation et l'on considérait déjà la baie de Chesapeake comme un emplacement favorable pour être prochainement colo-

(1) Hariot, dans Hakluyt, III, 340. *Vraie déclaration de la Virginie*, 32.

nisé. Les émigrants pourtant commençaient à perdre courage dans l'île de Roanoke. Ils regardaient en vain l'océan pour voir arriver des secours de l'Angleterre ; ils regrettaient les plaisirs des villes de leur pays natal. Soudain le bruit se répandit que la mer était couverte des voiles blanches de vingt-trois navires ; et, en effet, sir François Drake avait jeté l'ancre avec sa flotte en pleine mer, au dehors du détroit de Roanoke, « dans la dangereuse passe de sa mauvaise rade. »

Il avait voulu, en revenant des Indes Occidentales en Angleterre, visiter le domaine de son ami. Avec la rapidité du génie, il découvrit aussitôt les mesures qu'exigeaient les circonstances et il fournit, autant qu'il était en son pouvoir, tout ce dont Lane pouvait avoir besoin ; il lui donna une embarcation de soixante-dix tonneaux, des pinnaces et des petites barques, ainsi que toutes les provisions nécessaires à la colonie. Chose plus importante, il engagea deux capitaines, hommes de mer pleins d'expérience, à rester et à s'occuper de poursuivre les découvertes. Il procura tout ce qu'il fallait pour achever l'exploration des côtes et des rivières, et, en dernier ressort, pour ramener les émigrants en Angleterre, si leur situation devenait intolérable.

Cependant une épouvantable tempête s'éleva tout à coup, et menaça de faire échouer la flotte, qui, occupant une position dangereuse, ne put se sauver qu'en levant l'ancre et en s'éloignant de la côte. Quand la mer se fut calmée, on ne put retrouver ni les barques, ni le bateau qu'on avait réservés pour la colonie. L'humanité de Drake ne se démentit pas ; il s'occupa immédiatement de prendre des mesures pour procurer au nouvel établissement les moyens de continuer les découvertes ; mais Lane partageait le découragement de ses hommes et Drake, cédant à leur désir unanime de retourner en Angleterre, leur permit de s'embarquer sur ses vaisseaux. Telle fut la fin de la première colonie anglaise en

Amérique. Les colons, pendant cette année d'exil, s'étant familiarisés avec le délasement favori des paresseux Indiens, introduisirent en Angleterre l'usage général du tabac (1).

Le départ de Lane ressembla à une désertion trop précipitée ; s'il eût différé un peu, la colonie aurait reçu d'amples renforts. Quelques jours après son embarquement, arriva un navire chargé de toutes les provisions nécessaires à l'établissement naissant. C'était Raleigh qui l'avait envoyé ; mais le capitaine, ayant trouvé « le paradis du monde » abandonné, fut contraint de virer de bord pour l'Angleterre. Une quinzaine de jours s'étaient à peine écoulés après cela, que sir Richard Grenville parut sur la côte avec trois navires bien approvisionnés ; en vain fit-il à son tour des recherches pour retrouver la colonie absente. Ne voulant pas que l'Angleterre perdît la possession de cette contrée, il laissa quinze hommes dans l'île de Roanoke pour maintenir les droits de son pays (2).

Raleigh ne fut ni consterné de ce mauvais succès, ni abattu par ses pertes (1587). L'enthousiasme des Anglais se refroidit en présence du récit des infortunes des compagnons de Lane ; mais le témoignage décisif de Hariot sur les avantages que présentait ce pays, facilita la réunion de nouveaux colons pour l'Amérique. Raleigh en cette occasion surtout déploya sa sagacité par les mesures qu'il adopta alors. Il résolut de fonder un état agricole et d'y envoyer des émigrants avec leurs femmes et leurs enfants afin qu'ils adoptas-

(1) Sur l'établissement, voir le récit original de Lane dans Hakluyt, III, 311-322. Le lecteur peut comparer Camden, dans Kennett, II, 509, 510 ; Stith, 12-21 ; Smith, I, 86-99 ; Belknap, I, 213-216 ; Williamson, I, 37-51 ; Martin, I, 12-24 ; Tytler, 56-68 ; Thomson, c. I et II, et *Appendix B.*, Oldys, c. 65-71 ; Cayley, I, 46-81 ; Birch, 582, 584.

(2) Hakluyt, III, 323 ; Stith, 22, et Belknap, I, 217, qui dit cinquante hommes par erreur. Smith, I, 99, a commencé à commettre cette erreur.

sent le Nouveau Monde pour patrie ; il voulut garantir leur vie et leurs biens, en leur accordant une charte d'incorporation de l'établissement et en constituant un gouvernement municipal pour « la ville de Raleigh. » John White fut désigné comme gouverneur et on lui confia l'administration de sa colonie, en lui adjoignant onze assistants. Une flotte de bâtiments de transport s'équipa aux frais des propriétaires ; « la reine Élisabeth, la marraine de la Virginie, refusa de contribuer à son éducation. » La troupe des émigrants, au moment de s'embarquer, fut heureuse de la présence des femmes, et d'amples provisions d'ustensiles de ménage semblèrent un gage de succès pour leurs travaux. En juillet, on arriva sur la côte de la Caroline septentrionale ; on échappa aux dangers du cap de la Pcur, et, en doublant le cap Hatteras, on se dirigea avec empressement sur l'île de Roanoke, pour y chercher la poignée d'hommes que Grenville y avait laissés en garnison. On trouva les cabanes vides et obstruées de mauvaises herbes ; des ossements humains gisaient épars dans la campagne ; les bêtes fauves se reposaient dans les maisons inhabitées et se nourrissaient des produits qu'une force de végétation puissante faisait encore sortir des jardins. Le fort était en ruines. On n'aperçut aucun vestige d'homme ayant survécu à ses compagnons ; les malheureux laissés par Grenville avaient été massacrés par les Indiens.

Raleigh avait donné pour instructions d'établir la nouvelle colonie sur la baie de Chesapeake. Il régnait peu d'union entre les émigrants ; car Fernando, officier de marine, pressé de renouveler un commerce lucratif avec les Indes Occidentales, refusa son concours pour explorer la côte et White fut obligé de demeurer à Roanoke. Le fort du gouverneur Lane, avait été bâti, « ainsi que plusieurs habitations convenables, » à l'extrémité septentrionale de l'île ; ce fut là qu'on jeta les fondements de la ville de Raleigh. L'île de

Roanoke est actuellement presque inhabité; le commerce a choisi des ports plus sûrs pour ses opérations; l'emplacement où le voyageur curieux peut encore distinguer les ruines du fort, autour duquel on avait élevé les cabanes de la nouvelle colonie, n'est plus fréquenté que par d'intrépides pilotes et de hardis « écumeurs de mer, » qui, familiarisés avec les dangers de la côte, sont devenus d'une témérité aventureuse, qui d'ailleurs ont un naturel aussi farouche que les tempêtes qu'ils osent braver en se confiant, dans leur adresse, et qui ne se soucient guère de se mêler à la société qui les environne.

Les désastres se multiplièrent bientôt. Une tribu de sauvages fit preuve d'une implacable haine et tua un des assistants. La mère et les parents de Manteo accueillirent bien les Anglais dans l'île de Croatan et on échangea des témoignages d'amitié. Mais cette alliance même ne fut pas sans nuages. Un détachement d'Anglais, ayant découvert une troupe de naturels, qu'ils prirent pour des ennemis, tomba sur eux pendant la nuit; ces malheureux, inoffensifs et sans soupçons, étaient assis autour de leurs feux; on avait déjà commencé à les massacrer, avant qu'on ne s'aperçût que c'étaient des Indiens amis.

Les vanités de la vie on ne les oublia pas dans le Nouveau Monde; Manteo, ce fidèle chef indien, reçut le baptême, « par l'ordre de sir Walter Raleigh, » et fut élevé au rang de baron féodal, comme seigneur de Roanoke. Ce fut la première pairie, érigée par les Anglais en Amérique; elle y demeura l'unique dignité de ce genre, jusqu'à ce que Locke et Shaftesbury suggérassent l'idée d'établir des palatinats dans la Caroline; alors, Manteo partagea ses bonheurs avec le célèbre philosophe de cette époque.

Les émigrants conçurent de tristes appréhensions, lorsqu'approcha le moment du départ du vaisseau pour l'Angle-

terre. Ils sentaient combien ils dépendaient de l'Europe, et, d'une commune voix, femmes et hommes supplièrent le gouverneur de partir et d'user de toute son influence et de toute son énergie pour presser l'envoi de nouveaux renforts et des secours indispensables. En vain sir John White leur représenta, qu'un sentiment d'honneur l'engageait à rester et à partager en personne les périls de la colonie, dont on lui avait confié la direction. Il fut contraint de céder au vœu général.

Cependant, avant son départ, sa fille Éléonore Dare, qui était la femme d'un des assistants, donna naissance à une petite fille; ce fut le premier enfant qui naquit de parents anglais sur le sol des États-Unis. On lui donna le nom du lieu de sa naissance. La colonie, alors composée de quatre-vingt-neuf hommes, dix-sept femmes et deux enfants, dont les noms ont été tous conservés, pouvait espérer avec raison que le gouverneur reviendrait promptement, puisque en faisant voile pour l'Angleterre, il leur laissait en otages sa fille et sa petite-fille, *Virginie Dare*.

Et pourtant ces liens mêmes furent insuffisants. La colonie ne reçut à temps aucun secours et l'histoire ultérieure de cet établissement qu'on avait oublié, resta enveloppée de sombres ténèbres. Les habitants « de la ville de Raleigh, » les émigrants venus de l'Angleterre et les premiers-nés de l'Amérique, ne réussirent pas plus que leurs prédécesseurs à fonder quelque chose de durable; mais, à la différence de leurs devanciers, ils attendirent la mort sur la terre de leur adoption. Si l'Amérique ne possédait pas encore de ville anglaise, elle renferma bientôt des tombes anglaises (1).

White, en mettant le pied en Angleterre, trouva l'atten-

(1) La relation originale de White, dans Hakluyt, III, 340-348. Cette histoire, Smith, Sillith, Keith, Burk, Belknap, Williamson, Martin, Thomson, Tytler et d'autres l'ont répétée.

tion publique entièrement absorbée par la crainte d'une invasion de la part de l'Espagne; Grenville, Raleigh et Lane aussi bien que Frobisher, Drake et Hawkins se préoccupaient des mesures à prendre pour résister. Cependant Raleigh, dont le patriotisme ne diminuait pas la générosité, trouva moyen de faire repartir White pour la Virginie avec des secours et deux vaisseaux (1588); mais les équipages préférant le lucre à la sécurité, coururent à la recherche de quelques captures, jusqu'à ce qu'à la fin une de ces prises fit la rencontre de bâtiments de guerre venant de la Rochelle, et fût assaillie et pillée après une lutte sanglante. Les deux vaisseaux furent alors contraints de retourner sur-le-champ en Angleterre, au grand déplaisir de Raleigh et au détriment de la colonie (1). Ce délai fut fatal. L'indépendance du royaume d'Angleterre et la sécurité de la réforme étaient compromises; les pauvres colons de Roanoke furent oubliés, même après la déconfiture de l'invincible Armada.

Lorsque les armes de l'Angleterre eurent remporté un succès complet sur la flotte espagnole, sir Walter Raleigh, qui avait déjà dépensé inutilement quarante mille livres, se trouva hors d'état de continuer les essais de la colonisation de la Virginie. Cependant, il ne désespéra pas de réussir à la fin; il se faisait un point d'honneur de déployer une constance inébranlable et de parvenir ainsi à couvrir le souvenir de dangers passés, par la gloire d'annexer à son pays des provinces fertiles; mais comme ses ressources ne lui permettaient plus de tenter de nouveaux efforts, il usa du privilège de sa patente pour former une compagnie de marchands et d'aventuriers, auxquels il accorda libéralement de larges concessions, et qui, espérait-il, repeuplèrent la Virginie de planteurs. Parmi ceux auxquels Raleigh céda

(1) Hakluyt, édition de 1589, 771, citée dans Oldys, 98, 99.

ainsi une partie de ses droits de propriété sur la Virginie, on remarque le nom de Richard Hakluyt; cette mesure sert à relier les premières entreprises de l'Angleterre dans la Caroline septentrionale et la colonisation définitive de la Virginie. Les colons de Roanoke avaient émigré à la faveur d'une charte; le nouvel acte (1) ne constituait pas à proprement parler, une cession de la patente de Raleigh (1589); c'était un privilège déjà accordé sous la garantie de cette patente, mais plus étendu, puisque le nombre de ceux à qui étaient concédés les droits de la charte avaient augmenté.

Cependant l'entreprise de ces nouveaux aventuriers languissait, maintenant qu'elle ne trouvait plus d'encouragements dans les profusions généreuses de Raleigh. Plus d'un an s'écoula, avant que White pût repartir à la recherche de sa colonie et de sa fille (2), et alors l'île de Roanoke n'était plus qu'un désert (1590). Une inscription taillée dans l'écorce d'un arbre, indiquait Croatan; mais on allégua la mauvaise saison et les tempêtes dont on était menacé, comme prétexte pour revenir immédiatement en Angleterre. Les émigrants avaient-ils déjà péri? S'étaient-ils sauvés à Croatan et avaient-ils gagné l'amitié des Indiens, par l'entremise de Monteo? On a supposé (3) que les colons fugitifs, abandonnés par leurs propres concitoyens, avaient été hospitalièrement admis dans la tribu des Indiens Hatteras et s'étaient confondus avec les enfants des bois. Telle fut plus tard la tradition répandue chez les indigènes, et l'on crut en trouver la confirmation dans les caractères physiques de la tribu, où les races anglaises et indiennes semblent s'être mélangées. Raleigh caressa longtemps l'espoir de découvrir quelques

(1) Hazard, I, 42-45.

(2) White, dans Hakluyt, III, 319 et 350-357.

(3) Lawson, *N. Carolina*, 62.

vestiges de leur existence, et, quoiqu'il eût abandonné le dessein de coloniser la Virginie, il envoya néanmoins à ses propres frais, à cinq différentes reprises, dit-on, à la recherche des tenanciers (1). Ce fut en vain ; malgré tous les efforts imaginables, on ne reçut aucune information qui pût mettre sur la trace du sort de la colonie de Roanoke.

Raleigh est le plus éminent des hommes d'État de l'Angleterre qui aient travaillé à la colonisation des États-Unis, et son nom appartient à l'histoire de l'Amérique. Pas un Anglais de cette époque ne posséda des qualités aussi variées et aussi extraordinaires. Son courage indomptable, sa douceur et son empire sur lui-même, ainsi que son esprit fertile en inventions, lui assurèrent la gloire dans le métier des armes ; ses services lors de la victoire de Cadix et de la prise de Fayal suffirent seuls pour établir sa réputation de bravoure et d'habileté dans le commandement. Au moment du danger il se signala toujours par sa vaillance pendant sa vie, et, à sa mort, il déploya vraiment de la magnanimité.

Admirable non seulement dans la vie active comme soldat, il fut encore un savant accompli. Aucun homme d'État en retraite n'a jamais mieux exprimé que Raleigh les charmes d'une vie tranquille, et Spenser n'était pas seulement animé par l'amitié et la reconnaissance, lorsqu'il dépeignait « ses doux vers comme imprégnés de nectar » et rivalisant avec les mélodies « du rossignol d'été (2). » Lorsqu'à la suite d'un injuste verdict, contraire à toutes les probabilités et à l'évidence, prononcé à sa charge « contre toute loi et toute équité, » sur une accusation qui semble n'avoir été qu'une

(1) Purchas, IV, 1633.

(2) Sonnet mis en tête de la *Reine des fées*. La *Reine des fées*, liv. III. Int. st., IV. Comparez aussi Spenser, *le Retour de Colin Clout chez lui*, vers 68-75, et la *Reine des fées*, liv. III, c. VII, st. 36-41.

pure invention, il fut condamné à languir en prison pendant des années, sous le coup d'une sentence de mort suspendue sur sa tête, son génie actif plongeait dans les profondeurs de l'érudition, et celui qui avait été soldat, courtisan et marin, devint alors l'auteur érudit d'une histoire du monde.

La carrière d'homme d'État de l'élève de Coligny et du contemporain de l'Hospital, fut honorable. Dans sa conduite politique il se montra toujours plein de patriotisme, jaloux de l'honneur, de la prospérité et des progrès de son pays, et l'inexorable antagoniste des prétentions de l'Espagne. Au sein du parlement, il défendit la liberté de l'industrie intérieure. Lorsque, par suite des lois peu équitables, l'impôt devint un fardeau accablant pour l'industrie, au lieu de frapper la richesse il réclama une réforme (1); quoique possesseur lui-même d'un monopole très lucratif, il donna sa voix en faveur de l'abolition de tous les monopoles (2); et, tout en exerçant opiniâtrément son influence sur la reine pour mitiger la rigueur des sentences portées contre les non-conformistes (3), comme législateur il s'opposa à ce que l'on décrétât l'abolition des lois persécutrices (4).

Dans le domaine des découvertes, sa constance ne se laissa jamais déconcerter par les revers. Il partagea les risques de l'expédition de Gilbert, il contribua aux recherches de Davis au N. O. et explora en personne « les régions insulaires et le monde brisé » de la Guyane. On a douté sans raison de la sincérité de ses convictions sur la richesse de cette dernière contrée. Si Élisabeth avait espéré un Pérou hyperboréen dans les mers glaciales de l'Amérique, Raleigh ne pouvait-il pas s'attendre à trouver la ville d'or

(1) Tytler, 238, 239.

(2) D'Ewes, 646; Tytler, 239.

(3) Oldys, 137-139.

(4) Thomson, 55; Oldys, 165, 166; D'Ewes, 517; Tytler, 122.

sur les bords de l'Oronoco? Les sacrifices qu'il prodigua pour coloniser le territoire de notre république, la sagacité avec laquelle il recommanda de fonder un établissement sur la baie de Chesapeake, les publications de Hariot et de Hakluyt, qu'il encouragea; tout cela, quoique à son détriment personnel, répandit en Angleterre la connaissance de l'Amérique et inspira un vif intérêt pour les destinées du Nouveau Monde; Raleigh jeta ainsi les semences qui devaient croître pendant sa vie, mais dont il n'était pas appelé à recueillir les fruits.

Raleigh avait été atteint de paralysie avant sa dernière expédition (1). Il revint le cœur brisé de ses déceptions, du déclin de sa santé et de la mort de son fils aîné. Que dire du roi Jacques qui ne voulut accorder à ce vieillard paralytique d'autre chance de liberté que la découverte de mines dans la Guyane? Que dire de ce monarque qui, à l'ombre d'une sentence primitivement injuste (2), suspendue ensuite pendant quinze ans, ne craignit pas d'ordonner la mort d'un homme décrépît, dont le génie et la valeur brillaient à travers les ravages de la déchéance corporelle et dont le cœur anglais, enfermé dans une enveloppe usée, battait encore d'un amour impérissable pour sa patrie.

L'opinion publique dans le Nouveau Monde renversa souvent les jugements des tribunaux de l'Ancien Monde. La famille du principal promoteur de la colonisation primitive des États-Unis, se vit réduite à la mendicité par le gouvernement anglais, et lui-même fut décapité. Après un laps de

(1) Thomson, *Appendix*, note U. Le document original.

(2) Hume, Rapin, Lingard sont moins favorables à Raleigh. Hallam même lui reproche de l'irrésolution dans sa hardiesse, I, 482-484. La comparaison scrupuleuse du récit de ces historiens du procès et des biographies de Raleigh prouve qu'il a été dans ce procès la victime de l'envie et qu'il était entièrement innocent. Sans aucun doute il méprisait le roi Jacques. Voir Tytler, 285-290.

temps de deux siècles environ (1792), l'État de la Caroline du Nord, par un acte solennel de sa législature, fit revivre dans sa capitale *la ville de Raleigh* afin d'exprimer ainsi sa reconnaissance et sa vénération pour la mémoire de l'homme extraordinaire, qui avait réuni en lui tous les genres de gloire qui peuvent se rencontrer en un seul individu.

L'enthousiasme de Raleigh se communiqua à ses concitoyens. L'imagination entrevoyait déjà au delà de l'Atlantique un peuple dont l'anglais serait la langue maternelle. « Qui sait, s'écriait Daniel, poète lauréat de l'Angleterre,

« Qui sait où avec le temps nous pourrons porter
Les trésors de notre langue ? Sur quels rivages étrangers
Enverrons-nous notre meilleur et plus glorieux produit
Pour enrichir de nos ressources des nations ignorantes ?
Quels mondes, dans cet Occident encore informe,
Se civiliseront à nos accents ? »

Les pêcheries de Terre-Neuve, on s'en vantait déjà comme d'une station dans les contrées occidentales (1593). Quelques relations commerciales avaient continué probablement à s'entretenir avec la Virginie. C'est ainsi qu'on se préparait à se lancer dans la carrière des découvertes. En 1602, Barthélemy Gosnold, qui peut-être avait déjà fait voile pour la Virginie, en suivant la route ordinaire des Canaries et des Indes Occidentales, conçut l'idée de voguer directement vers l'Amérique avec le concours de Raleigh, et fut bien près d'assurer à la Nouvelle-Angleterre l'honneur de recevoir la première colonie anglaise durable.

Il traversa l'Atlantique en ligne directe (1602), en naviguant sur une petite embarcation, et en sept semaines atteignit le continent américain dans la baie de Massachusetts, un peu au nord de Nahant (1). Ne parvenant pas à trouver un

(1) *Biog.* de Belknap, II, 103; *Maine* de Williamson, I, 184, 185.

bon port, il se tourna vers le sud et découvrit un promontoire, qui appela le cap Cod, dénomination qui ne devait pas disparaître devant celle que lui donna le futur roi d'Angleterre. Là il aborda avec quatre de ses hommes; le cap Cod fut ainsi le premier endroit de la Nouvelle-Angleterre fondé par des Anglais. Après avoir doublé le cap et dépassé Nantucket, ils abordèrent de nouveau sur une petite île appelée aujourd'hui No Man's Land (la terre de personne) et puis ils firent le tour du cap de Gay Head, qu'ils nommèrent Dover Cliff. Enfin, ils entrèrent dans la magnifique baie de Buzzard, qu'ils appelèrent l'Espoir de Gosnold. L'île la plus occidentale reçut le nom de la reine Élisabeth, nom qui s'est donné par extension au groupe entier. Ils purent y admirer la végétation luxuriante d'un sol vierge, des forêts majestueuses, des fruits agrestes, et des fleurs sortant de terre, les églantiers, les épines, les chèvre-feuilles, les pois sauvages, la tanaïsie et le jeune sassafras, les fraisiers, les framboisiers et les vignes y abondaient. Il y a dans l'île un étang, au milieu duquel se trouve un îlot rocailleux; ce fut cette position que les aventuriers choisirent pour résidence. C'est là qu'ils bâtirent leur magasin et un fort; c'est là que devaient être jetés les fondements de la première colonie de la Nouvelle-Angleterre. Aujourd'hui, la nature n'a pas changé la physionomie de ces lieux; l'île, l'étang, l'îlot, tout cela est encore demeuré visible; les forêts ont disparu, mais la végétation est aussi luxuriante qu'autrefois; seulement on ne peut plus distinguer les ruines du fort.

Le commerce avec les naturels du continent mit bientôt Gosnold en état de compléter sa cargaison, qui consistait surtout en racines de sassafras, alors fort estimées en pharmacie comme une panacée universelle. La petite troupe, qui était destinée à résider dans les îles Élisabeth, voyant les autres sur le point de se rembarquer pour l'Europe, se

mit à désespérer d'obtenir en temps opportun les vivres nécessaires et prit le parti de ne pas rester. La crainte d'une attaque de la part des Indiens, qui avaient cessé de témoigner de l'amitié, le défaut de munitions, les mécontentements suscités par la répartition des risques et des profits, firent échouer l'entreprise. Ils se remirent donc bientôt tous en mer pour rentrer en Angleterre. La traversée de retour ne dura que cinq semaines. L'expédition s'acheva ainsi en moins de quatre mois, pendant lesquels tout le monde avait joui d'une santé excellente (1).

Gosnold et ses compagnons propagèrent les nouvelles les plus favorables sur les contrées qu'ils avaient visitées. Était-il possible que le voyage fût si sûr, le climat si salubre, le pays si séduisant? Les négociants de Bristol résolurent de pousser plus loin les investigations; et cela, avec l'assentiment empressé de Raleigh (2), et sur les instances d'Hakluyt, ce partisan éclairé, cet historien habile et riche en documents, de toutes ces expéditions commerciales, cet homme dont la gloire doit être revendiquée et défendue par le pays qu'il a aidé à coloniser. Le *Speedwell*, petit navire de la capacité de cinquante tonneaux, monté par trente hommes, et le *Discoverer*, embarcation de vingt-six tonneaux, montée par treize hommes, mirent à la voile pour l'Amérique, sous le commandement de Martin Pring, quelques jours après la mort de la reine (1603). C'était une entreprise privée qui, par conséquent, ne fut pas retardée par cet événement. Le navire fut bien pourvu de marchandises et de bagatelles, propres à être échangées avec les naturels. Ce

(1) Gosnold à son père, dans Purchas, IV, 1646; *Relation d'Archer*, *ibid.*, IV, 1647-1651; *Notes de Rosier*, *ibid.*, IV, 1651-1653; *Relation de Brierton*, dans Smith, I, 105-108. Comparez particulièrement Belknap, *Vie de Gosnold*, dans *Am. Biog.*, II, 100-123.

(2) Purchas, IV, 1614.

voyage fut également heureux. On atteignit la côte américaine au milieu des îles qui garnissent les bâvres du Maine. L'embouchure du Penobscot offrit un bon ancrage et une pêche abondante. Pring alla à la découverte des rades et des rivières orientales telles que le Saco, le Kennebunk et le York; il suivit le canal du Piscataqua pendant trois ou quatre lieues, ne trouvant pas de sassafras, il se dirigea vers le sud, doubla le cap Ann et arriva sur la côte de Massachusetts; mais, ses recherches étant infructueuses, il continua à naviguer vers le sud, et jeta enfin l'ancre dans la rade d'Old Town sur la Martha's Vineyard. Son absence dura six mois en tout (1606) et ne fut signalée par aucun accident, ni aucun désastre (1). Pring, quelques années plus tard, répéta ce voyage et observa plus attentivement encore le Maine.

Les voyages de découvertes ne souffraient plus alors d'interruptions. Barthélemy Gilbert, en revenant des Indes Occidentales, rechercha vainement (2) la colonie de Raleigh; ce fut la dernière tentative effectuée pour retrouver les traces de ces malheureux. Mais le témoignage de Pring ayant confirmé les récits de Gosnold, on n'hésita pas à se lancer toujours de plus en plus énergiquement dans la carrière de la navigation. C'est alors qu'on découvrit la rivière de Penobscot (1605), grâce à une expédition, encouragée par le comte de Southampton et lord Arundel, de Wardour; et commandée par George Weymouth qui, en allant à la recherche du passage du N. O., avait déjà exploré la côte du Labrador. Weymouth quitta l'Angleterre au mois de mars, et, au bout de six semaines, se trouva en vue du continent américain près du cap Cod. Se dirigeant alors vers le Nord, il atteignit

(1) Purchas, IV, 1654-1656. Comparez Belknap, II, 123-133; Williamson, *Maine*, I, p. 185-187.

(2) Purchas, IV, 1656-1658.

la côte du Maine, et remonta la branche occidentale du Penobscot au delà de la baie de Belfast; le lit profond de ce large fleuve, ses nombreuses et vastes rades, les petits vaisseaux et les sources voisines qui y affluent en si grande abondance, excitèrent l'admiration du marin expérimenté; ce magnifique cours d'eau commence précisément aujourd'hui à voir s'élever sur ses rives et dans ses ports, des établissements florissants et un commerce actif, qu'il est naturellement si propre à alimenter. Cinq naturels se laissèrent attirer à bord du vaisseau, et Weymouth, de retour en Angleterre, en donna trois à sir Ferdinand Gorges, ami de Raleigh et gouverneur de Plymouth (1).

Tels furent les voyages qui préparèrent la colonisation des États-Unis. La hardiesse et l'habileté de ces premiers aventuriers qui traversèrent l'Océan, méritent toute notre admiration. La difficulté de passer l'Atlantique était encore une nouveauté et il fallait un grand courage pour braver des périls que l'ignorance exagérait. On ne savait quels étaient les vents et les courants dominants; la possibilité d'une traversée directe, on ne la reconnut que graduellement. Les dangers imaginaires étaient infinis; les dangers réels étaient très grands. Les vaisseaux employés d'abord pour les découvertes, étaient généralement de moins de cent tonneaux; Frobisher mit à la voile sur un bâtiment de vingt-cinq tonneaux; deux des navires de Colomb n'avaient pas de pont. On regardait les voyages comme si périlleux qu'avant de s'embarquer, les navigateurs avaient l'habitude d'accomplir solennellement des actes de dévotion comme pour se préparer à la vie éternelle. Le pressentiment de grands désas-

(1) Rosier, *Voyage en Virginie*, etc., dans Purchas, IV, 1659-1667; Gorges, *Brève narration*, c. II. Comparez Bolknap, *Am. Biog.*, II, 134-150; Williamson, *Maine*, I, 191-195. Il est étrange de voir avec quelle confiance insouciant Oldmixon, I, 219, 220, peut commettre une bétise!

tres n'était pas purement imaginaire; Colomb fit deux fois naufrage; une autrefois, il demeura huit mois sur une île sans la moindre communication avec le monde civilisé; Hudson fut abandonné sur une petite barque, à la merci des flots, par son équipage, que les privations et les souffrances avaient porté à la révolte: Willoughby mourut de froid; Roberval, Parménus, Gilbert — et combien d'autres encore? — furent ensevelis sous les vagues de la mer. L'art de la navigation était encore dans l'enfance et sans la faveur du Ciel, le courage et l'habileté ne pouvaient lutter avec succès contre les éléments.

CHAPITRE IV.

COLONISATION DE LA VIRGINIE.

Le moment de la réussite était arrivé pour l'établissement des colonies dans la Virginie (1606). Cependant cela ne s'effectua pas avant que de grands changements ne s'opérassent dans la nature de la politique européenne, dans la condition sociale de l'Europe et dans la conception des plans de colonisation. La réforme avait rompu l'harmonie des croyances religieuses de l'Europe occidentale, et les divergences d'opinions au sein de l'Église commencèrent à constituer la base des partis politiques. Les relations commerciales subirent également une révolution. Elles s'étaient renfermées jusqu'à dans des mers resserrées ou avaient lieu par terre; elles prirent alors leur élan sur les plus vastes mers; et, après qu'on eût atteint les Indes Orientales en doublant le promontoire méridional de l'Afrique, le grand commerce du monde s'accomplit par l'Océan. L'art de l'imprimerie avait été découvert, et la presse répandait les lumières en multipliant les moyens de s'instruire. Les institutions féodales, érigées

au moyen âge, étaient déjà minées par la marche du temps et des événements, et, tremblant sur leurs fondements, menaçaient de s'écrouler. L'industrie fécondante avait, d'une part, créé la fortune et accru l'influence des classes laborieuses, pendant que, d'autre part, les habitudes de paresse et de prodigalité avaient compromis les richesses et diminué la puissance de la noblesse. Ces changements produisirent des modifications analogues dans les institutions qui devaient s'élever en Amérique.

Une révolution s'était également opérée dans les motifs pour lesquels on entreprenait des voyages. L'espoir de Colomb, en naviguant vers l'Ouest, avait été de découvrir une nouvelle route vers les Indes Orientales; le désir d'amasser promptement de l'or devint bientôt le mobile prédominant. Puis, on envisagea les îles et les contrées équatoriales comme le jardin des Européens, jardin tropical consacré à la production de ces objets de luxe, que peuvent seuls fournir les climats brûlants. Enfin, on en arriva à se proposer comme but principal, non plus le pillage, ni la destruction, ni la réduction des populations à l'esclavage, mais la fondation d'états, l'établissement de colonies chrétiennes permanentes, et la formation pour les opprimés et les gens entreprenants de lieux de refuge et d'habitation, avec tous les éléments d'une existence nationale indépendante.

La situation de l'Angleterre favorisa les entreprises pour l'Amérique. La population était surabondante, même avant la conclusion de la paix avec l'Espagne (1); la timidité de caractère du roi Jacques, abandonnant à l'inertie les hommes courageux qui avaient servi sous Élisabeth sur terre et sur mer, ne leur laissa que l'alternative de se mêler, comme mercenaires, des différends des peuples étrangers ou de

(1) Bacon sur la reine Élisabeth.

courir les hasards de « la recherche d'un Nouveau Monde (1). » L'attention d'un grand nombre d'hommes distingués, instruits et entreprenants se tourna vers la Virginie. Le brave et ingénieux Gosnold, qui s'était convaincu par lui-même de la fertilité du sol de cette contrée occidentale sollicita longtemps le concours de ses amis pour y établir une colonie (2); enfin, il réussit à persuader Édouard Marie Wingfield, un petit commerçant de l'Ouest de l'Angleterre. Robert Hunt, un prêtre plein de fermeté, de persévérance, de capacité et de modestie, et John Smith un aventurier d'un génie rare et d'une célébrité immortelle; ceux-ci consentirent à exposer dans une expédition leurs propres vies et leurs espérances de faire fortune (3). Pendant plus d'un an cette petite société mûrit le projet d'une plantation. A la même époque, sir Ferdinand Gorges recueillait les informations que Weymouth avait prises auprès des indigènes de l'Amérique; les descriptions du pays faites par ceux-ci et combinées avec les préventions favorables que Gorges avait déjà conçues, inspirèrent un vif désir de devenir propriétaire d'un domaine au delà de l'Atlantique. Gorges était riche, influent et haut placé; il n'eut pas de peine à persuader sir John Popham, lord grand juge d'Angleterre, de partager ses vues (4). Les associés de Raleigh n'étaient pas devenus indifférents à des projets « de colonisation dans l'occident, » le plus distingué d'eux tous, Richard Hakluyt, l'historien des expéditions maritimes, contribua à l'établissement d'une colonie par ses efforts personnels et par l'enthousiasme iné-

(1) Gorges, *Courte narration*, ch. II.

(2) Edmond Howes, *Continuation de Stowe*, 1018, — principale autorité pour la Virginie. Voir Stith. 229.

(3) Smith, I, 149, ou Purchas, IV, 1705; Stith, 35. Comparez Hillard, *vie de Smith*, dans Sparks, *Biographie américaine*, II, 177-407; aussi Belknap, I, 239, 252.

(4) Gorges, ch. II-V.

branlable de son caractère. En possession de tous les renseignements qu'on pouvait obtenir de sources étrangères et de correspondances avec les navigateurs éminents de son temps, il suivait avec sollicitude les essais progressifs des Anglais pour s'établir à l'Occident; ses connaissances étendues faisaient de lui le conseiller de toutes les entreprises qui étaient tentées et raffermisaient en lui et chez ses amis cette confiance que des désappointements répétés n'avaient pu épuiser (1). Ainsi, la cause de la colonisation acquit en Angleterre des défenseurs zélés et capables qui, indépendants des partis religieux ou politiques, croyaient que les Anglais parviendraient à fonder un État prospère dans les régions tempérées de l'Amérique septentrionale.

Le roi d'Angleterre, trop timide pour agir, et cependant trop vaniteux pour demeurer indifférent, favorisa le projet d'agrandir ses possessions. En Écosse, il avait essayé d'introduire l'industrie et la civilisation chez les Highlanders et les habitants des Hébrides, en établissant des colonies (2); on prétend même que les établissements anglais qu'il fonda dans les comtés du nord de l'Irlande contribuèrent à accroître la population et la sécurité de cette île (3). Aussi, lorsqu'une compagnie d'hommes d'affaires et d'hommes haut placés, formée grâce à l'expérience de Gosnold, à l'enthousiasme de Smith, à la persévérance de Hakluyt, à l'attrait du gain, à l'influence étendue de Popham et de Gorges (4), demanda à Jacques I^{er} l'autorisation « de conduire une colonie dans la Virginie, » le monarque encouragea cette

(1) Hakluyt, III, passim, V. *Consécration de la Virginie évaluée*. La première charte de Virginie renferme son nom.

(2) Robertson, *Écosse*, liv. VIII.

(3) Leland, *Histoire d'Irlande*, II, 204-213. Lord Bacon, discours comme chancelier au Speaker, *Œuvres* III, 405.

(4) Gorges, chap. V et VI.

œuvre magnifique et accorda facilement une patente conçue en termes assez larges.

La première charte coloniale (1), à la faveur de laquelle les Anglais s'établirent en Amérique, mérite une scrupuleuse attention. On désigna pour être colonisée par deux compagnies rivales, une ceinture de terre d'une étendue de douze degrés sur la côte américaine, embrassant l'espace compris entre le cap de la Peur et Halifax, sauf peut-être le petit coin de l'Acadie, possédé alors par les Français. La première des deux compagnies se composait de nobles, de personnages distingués et de négociants de Londres ou des environs; des chevaliers, des personnes honorables et des négociants de l'Ouest composaient la seconde. Les aventuriers de Londres, les seuls qui réussirent, eurent le droit exclusif d'occuper les régions situées entre le trente-quatrième et le trente-huitième degré de latitude septentrionale, c'est à dire depuis le cap de la Peur jusqu'à la frontière méridionale du Maryland; la compagnie de l'Ouest eut également le droit exclusif de s'établir entre le quarante et unième et le quarante-cinquième degré. Le territoire intermédiaire entre le trente-huitième et le quarante et unième degré était abandonné à la concurrence des deux sociétés. Cependant une collision n'était pas possible, car chaque compagnie devait posséder le sol compris dans un rayon de cinquante milles au nord et au sud de son établissement primitif, de sorte que ni l'une ni l'autre ne pouvait s'établir dans le rayon de cent milles d'une colonie de sa rivale. Les conditions de la concession consistaient dans l'hommage et le paiement d'une redevance; celle-ci n'était autre chose

(1) Voir la Charte, dans Hazard, I, 51-58; Stith, *Appendix*, 1-8; Hening, *Statuts de Virginie* en entier, I, 57-66. En me référant à ce recueil, je dois ajouter qu'il n'existe pas dans l'Union d'autre État qui possède un si précieux ouvrage sur son histoire législative.

que le cinquième du produit net de l'or et de l'argent et le quinzième du cuivre. Le roi concédait le droit de battre monnaie, sans doute pour faciliter le commerce avec les indigènes, qu'on espérait convertir au Christianisme et familiariser avec les avantages de la civilisation. On confiait à un conseil en Angleterre la direction suprême de l'ensemble du système colonial ; quant à l'administration locale de chaque colonie, on la confiait à un conseil résidant dans les limites de son territoire. Les membres du conseil supérieur en Angleterre étaient à la nomination exclusive du roi, et ne devaient tenir leur charge que de son bon plaisir. Le roi conservait également un droit de contrôle sur les conseils des colonies ; car les membres de ces conseils pouvaient de temps à autre se voir institués, nommés ou révoqués d'après des instructions royales. Le monarque se réservait encore expressément l'autorité législative suprême sur les colonies, et cette autorité pouvait s'exercer et dans la sphère des intérêts généraux, et dans celle des détails les plus minimes. On caressait l'espoir de tirer un revenu considérable de la Virginie ; un impôt à lever sur les navires qui en visiteraient les ports pour faire le commerce, devait, pendant vingt et un ans, être entièrement consacré à l'amélioration de la plantation ; à partir de cette époque, on la percevrait au profit du roi. On promettait aux émigrants de les considérer toujours, eux et leurs enfants, comme Anglais ; cette concession assurait leurs droits en cas de retour en Angleterre, mais ne leur offrait aucune garantie contre les injustices commises à leur égard au sein de la colonie. Les terres devaient être occupées sous les clauses les plus favorables.

Ainsi la première charte écrite de la colonie américaine permanente, qui devait être un jour le séjour de prédilection de la liberté, n'accordait à la compagnie marchande

qu'un territoire désert, avec le droit de le peupler et de le défendre, et réservait au monarque l'autorité législative absolue, la faculté de nommer à tous les emplois et la perspective d'un immense revenu. Quant aux émigrants eux-mêmes, elle ne leur concédait pas la moindre franchise électorale, pas le moindre droit de se gouverner. Ils devaient se soumettre aux ordres d'une corporation commerciale, dont ils ne pouvaient faire partie, à l'autorité d'un conseil intérieur, dont ils ne pouvaient élire aucun membre, au contrôle d'un conseil supérieur en Angleterre, qui n'éprouvait aucune sympathie pour leurs droits et enfin aux décrets arbitraires du souverain. Cependant, tout mauvais que fût ce système, le pouvoir que s'était réservé le roi, plutôt par vanité que par ambition, avait au moins l'avantage d'amoindrir celui de la corporation des marchands. Le frein eût été parfait, si la nomination aux emplois et la confection des lois avaient fait partie des pouvoirs du peuple de la Virginie (1).

Les concessionnaires passèrent l'été à prendre les dispositions nécessaires à l'établissement de la colonie. De son côté, le roi s'amusa, dans sa vanité, à fabriquer un code de lois (2); mais cet exercice du pouvoir législatif royal, on le jugea illégal au fond (3). Le conseil supérieur en Angleterre fut autorisé à nommer le conseil colonial, qui constitua une véritable aristocratie, conseil entièrement indépendant des émigrants qu'il devait gouverner, puisqu'il avait la faculté de nommer ou de destituer son président, de destituer n'importe lequel de ses membres, et de pourvoir aux places vacantes dans son sein. Pas le moindre élément de liberté

(1) Comparez Chalmers, 13-15; *Histoire de la Constitution*, I, 22-24.

(2) Voir le document, dans Henning, I, 67-75. Comparez aussi Smith, *Virginie*, 37-41, Burk, *Virginie*, I, 86-92.

(3) Chalmers, 15.

populaire ne se fit jour dans la forme du gouvernement. Pour la religion, il fut spécialement prescrit de se conformer, en l'introduisant, aux doctrines et aux rites de l'église d'Angleterre, et pas un émigrant ne pouvait se soustraire de ce chef à l'obéissance envers le roi Jacques, ou exprimer son éloignement pour la croyance royale. Les terres devaient se transmettre par héritage conformément aux lois établies. La peine de mort pouvait s'appliquer, non seulement au meurtrier, à l'homicide involontaire, à l'adultère, mais encore aux désordres dangereux et aux séditions; ainsi, la vie des colons était à la merci des magistrats, avec la seule restriction de la nécessité d'un jugement par jury. Toutes les affaires civiles, impliquant une punition corporelle, l'amende ou l'emprisonnement, pouvaient se décider sommairement par le président et le conseil, qui possédaient ainsi une véritable autorité législative dans les cas n'entraînant pas la perte de la vie ni d'un membre. Il était enjoint de se comporter avec bonté envers les naturels, et de mettre en même temps tout en œuvre pour les convertir. Il fut ordonné en outre, avec bien peu de sagesse, quoique probablement à la requête de la compagnie, que le commerce et l'industrie des colonies respectives s'exerceraient, pendant cinq ans, au moins, au moyen de l'association des capitaux. Le roi se réservait encore le droit de faire de nouvelles lois.

L'organisation politique de la colonie ainsi réglée, le dix-neuf décembre de l'an de notre seigneur mil six cent six, cent neuf ans après la découverte du continent américain par Cabot, et quarante et un ans après la fondation du premier établissement colonial dans la Floride, la petite flotte composée de trois navires, dont le plus grand n'excédait pas la capacité de cent tonneaux (1), mit à la voile pour un des

(1) *Smith Virginie*, I, 150.

ports de la Virginie, emportant avec elle cent cinq émigrants, qui allaient s'y établir.

Le voyage commença sous de tristes auspices. Parmi les cent cinq hommes inscrits sur la liste des futurs colons, il n'y avait que douze laboureurs et très peu d'artisans (1). Ils allaient dans un désert où pas une maison ne s'élevait encore, et pour quarante-huit gentlemen il y avait quatre charpentiers. De plus, personne n'avait emmené sa famille. Il était évident que les chefs de l'entreprise avaient eu en vue un établissement commercial plutôt qu'un établissement colonial. Des dissentiments éclatèrent pendant la traversée, sans qu'aucune autorité compétente existât pour arrêter les progrès de l'envie et de la discorde, car le roi Jacques avait fortement ordonné de renfermer soigneusement les noms des membres du conseil colonial et leurs instructions dans une boîte, qu'on ne devait ouvrir qu'en arrivant en Virginie (2). Le génie de Smith excita la jalousie et les colons perdirent bientôt l'espoir (1607), la seule puissance capable de réfréner la turbulence et d'affaiblir les animosités soulevées par l'égoïsme.

Le commandant des vaisseaux, Newport, était habitué à l'ancienne route, aussi dépensa-t-il tout le commencement du printemps dans une navigation qui aurait dû être terminée en février, et fit-il voile par le chemin des Canaries et des îles des Indes Occidentales. Lorsqu'il se dirigea vers le nord, une violente tempête poussa la flotte au delà de l'établissement de Raleigh, dans la magnifique baie de Chesapeake (3). On y donna aux promontoires, situés à l'entrée, les dénominations, qu'ils conservèrent, de cap Henri et de cap Charles, en l'honneur des fils du roi Jacques. Les eaux

(1) Voir les noms dans Smith, I, 153, et dans Purchas, IV, 1706.

(2) Smith, I, 108. Chalmers, 17.

(3) Smith, I, 150. Stith, 44.

profondes de ce mouillage « mettaient les émigrants en bonne humeur, » rendirent célèbre la pointe septentrionale; entre les deux caps s'étendait une contrée, qui parut aux yeux des arrivants, « mériter d'être placée au dessus des lieux les plus enchanteurs du globe. » Tout en avançant, les colons sentirent, pour quelque temps, renaître leurs espérances. « Le ciel et la terre semblaient ne s'être jamais mieux concertés, pour préparer à l'homme un séjour commode et délicieux (1). » On entra bientôt dans un beau fleuve, qui reçut le nom du roi. Après avoir consacré aux recherches dix-sept jours, pendant lesquels tantôt on essuya les hostilités d'une petite tribu sauvage et tantôt on fuma le calumet de paix avec une autre, à Hampton, on choisit pour l'emplacement de la colonie la presqu'île de Jamestown, à cinquante milles environ au dessus de l'embouchure du fleuve.

La contrée était donc admirable; malheureusement les émigrants s'étaient affaiblis par leurs dissensions et dégradés par la jalousie. A peine le conseil se fut-il dûment constitué, qu'il procéda à l'élection de Wingfield comme président, et alors, comme il en avait le pouvoir, en vertu de ses instructions, il exclut Smith de son sein, sous prétexte que ce dernier avait pris part à une sédition. Mais, comme le seul tort de Smith, c'était de posséder des talents qu'on enviait, on abandonna l'idée de le mettre en jugement (2), et, grâce « aux bons conseils et aux exhortations » de l'honnête Hunt, sans qui les vices des colons auraient immédiatement causé leur ruine, il fut bientôt réintégré dans sa position (3).

Pendant que les nouveaux débarqués s'occupaient d'abat-

(1) Smith, I, 114. Slith, 45.

(2) Smith, I, 151. Slith, 45.

(3) Slith, 47. Smith, I, 152, 153.

tre les arbres et de préparer la cargaison des navires, Newport, Smith et vingt autres remontèrent le fleuve James jusqu'aux cataractes. Ils visitèrent le chef indigène Powhatan, que l'on a qualifié « d'empereur de cette contrée, » à sa résidence principale, située précisément au pied des cataractes du fleuve, à Richmond. Cette résidence impériale était un village composé de douze wigwams ! Les sauvages murmurèrent à l'aspect de ces étrangers qui venaient s'introduire dans leur pays ; mais Powhatan, déguisant ses craintes, se contenta de dire : « Ils ne vous font aucun tort, ils ne prennent qu'un petit coin de terre inculte (1). »

Vers le milieu de juin, Newport mit à la voile pour l'Angleterre. Quelle situation pouvait être plus pitoyable que celle des Anglais qu'il laissait en Virginie ? Les brillantes espérances qu'avait inspirées la beauté du pays s'étaient bientôt évanouies ; et à mesure que les illusions se dissipaient, on se réveillait et on s'apercevait que l'on était au milieu d'un désert. Faibles en nombre et plus faibles encore par leur défaut d'habitude du travail, les malheureux se voyaient entourés d'indigènes, qui avaient déjà manifesté un esprit d'hostilité et de défiance. Les chaleurs de l'été étaient devenues intolérables aux laboureurs, l'humidité du climat engendrait des maladies, et la fertilité d'un sol couvert de forêts épaisses et surabondantes augmentait les difficultés de la culture. Leurs maigres provisions étaient gâtées pendant leur long voyage. « Notre boisson, disaient-ils, est une eau malsaine ; nos logements sont des châteaux en l'air ; si nous avons pu nous affranchir de tous les autres péchés comme de la gourmandise et de l'ivrognerie, nous aurions pu être canonisés comme saints. » Le découragement gagna les esprits ; aussi quinze jours seulement après le départ de la

(1) Percy, dans Purchas, IV, 1689.

flotte, « il y avait à peine dix d'entre eux qui montrassent encore de l'énergie. » Le travail nécessaire pour achever de simples fortifications les épuisait; il n'y avait rien de réglé pour la préparation de la moisson. Pendant l'été, il n'y eut pas cinq hommes en état, à l'occasion, de garder les remparts; de tous les coins du fort, on entendait les gémissements et les cris des malades qui, nuit et jour, pendant six semaines, percèrent le cœur de ceux qui ne pouvaient leur administrer aucun secours. Souvent, pendant une seule nuit, quatre ou cinq mouraient; le matin, on emportait leurs cadavres hors des cabines, pour les enterrer comme des chiens. Cinquante hommes, la moitié de la colonie, périrent avant l'automne; dans ce nombre figure celui qui avait formé le plan de l'établissement, Barthélémi Gosnold; c'était un homme doué de rares qualités, digne de conserver à jamais une place dans les annales de la Virginie (1) et dont l'influence seule avait réussi à maintenir quelque accord au sein du conseil (2).

La discorde acheva de mettre le comble à cette série de malheurs. On se vit obligé de déposer l'avide président Wingfield; il était accusé de s'accaparer des meilleurs approvisionnements et il était sur le point d'abandonner la colonie, pour s'échapper aux Indes Occidentales. Le nouveau président, Ratcliffe, ne possédait ni assez de jugement, ni assez d'activité, de sorte que le maniement des affaires tomba entre les mains de Smith, dont le caractère à la fois entreprenant et circonspect et le courage enjoué répandirent seuls quelque lueur au milieu de l'abattement général. De sa nature il possédait cet esprit dégagé qui inspire

(1) Edmond Howes, 1018.

(2) Smith, I, 154. Percy, dans Purchas, IV, 1690. Smith et Percy étaient tous deux des témoins oculaires.

les résolutions héroïques ; dès son enfance, il avait soupiré après l'occasion « de se lancer dans de glorieuses aventures ; » et quoiqu'il n'eût pas encore trente ans, il était déjà vétéran au service de l'humanité et du christianisme. La première époque de sa vie, il l'avait consacrée à défendre la cause de la liberté dans les Pays-Bas, où il avait combattu pour l'indépendance de la République batave. Ensuite, il avait parcouru la France en voyageur, et visité les côtes de l'Égypte ; il était retourné en Italie, puis, avide de gloire, il s'était rendu sur les frontières de la Hongrie, où se livrait depuis longtemps une lutte héréditaire contre les sectateurs de Mahomet. Là, le jeune Anglais se distingua par les plus hauts faits, à la vue des Chrétiens et des Infidèles ; il s'engageait intrépidement, et toujours avec succès, dans des combats singuliers avec les Turcs, genre de combats soumis aux règles de la chevalerie depuis le temps des Croisades. Ses prouesses signalées lui valurent la faveur de Sigismond Bathori, le malheureux prince de Transylvanie. A la fin, il fut vaincu, avec plusieurs autres, dans une attaque soudaine au milieu des vallées de la Valachie, et il tomba blessé dangereusement sur le champ de bataille. Fait prisonnier, on l'exposa alors en vente, suivant la coutume orientale, « tel qu'une bête sur un marché, » et on l'envoya à Constantinople comme esclave. Une dame turque prit pitié de sa jeunesse et de ses malheurs, et voulant lui rendre la liberté, le fit conduire dans une forteresse en Crimée. Mais là, contrairement aux ordres de sa maîtresse, Smith se vit condamné aux travaux les plus durs, en compagnie de serfs à demi sauvages. S'étant révolté contre son surveillant, qu'il tua dans la lutte, il monta sur un cheval et échappa à la servitude, en s'enfuyant à travers les sentiers des forêts jusqu'aux frontières de la Russie. Ici, la main d'une femme vint encore à son secours ; il traversa le pays pour se rendre en Transyl-

vanie et décidé à retourner dans « son propre et cher pays, » il dit adieu à ses anciens compagnons d'armes. Mais en traversant le continent, il entendit parler de guerres civiles dans l'Afrique septentrionale, et il se dirigea aussitôt vers le royaume de Maroc, désireux de s'exposer à de nouveaux dangers. De retour enfin en Angleterre, non seulement il partagea, mais il s'identifia l'enthousiasme général pour la fondation de nouveaux États en Amérique (1607) et actuellement l'existence de la république encore dans l'enfance de la Virginie, ne reposait que sur sa fermeté. La connaissance de la nature humaine sous toutes ses faces, et la vigueur enjouée de sa volonté hardie le plaçaient à la hauteur de son devoir. Il inspira du respect aux indigènes et dompta l'esprit d'anarchie et de rébellion parmi les émigrants. Il mit plus de vigilance à recueillir des provisions que les gens cupides à trouver de l'or, et fit plus d'efforts pour conserver le pays que les lâches, pour l'abandonner. A l'approche de l'automne, les Indiens vinrent offrir spontanément le superflu de leur récolte et l'on parvint aussi à accroître les approvisionnements au moyen d'expéditions dans l'intérieur du pays. Cependant diverses conspirations, qui furent encore tramées pour quitter l'établissement, d'abord par l'égoïste Wingfield, puis par l'imbécile Ratcliffe, ne purent être étouffées que par un combat, dans lequel un des meneurs fut tué; le danger de voir la Virginie abandonnée précipitamment n'en demeura pas moins imminent, jusqu'à l'approche de l'hiver. Alors, non seulement la traversée de l'Océan pour retourner au pays natal devint périlleuse, mais en outre l'abondance du gibier et des oiseaux sauvages éloigna toute crainte de famine (1). Il ne resta plus dès lors qu'à explorer le pays.

(1) Smith, I, 1-54, et 154, 155. Purchas, IV, 1690. Stith, 48.

La mer du Sud était considérée comme le chemin de l'Océan ouvert aux richesses de toute nature. La côte de l'Amérique baignée par la mer Pacifique avait été explorée par les Espagnols et visitée par Drake. Les recueils d'Hakluyt avaient mis les Anglais au courant des résultats de ces voyages et les cartes de l'époque indiquaient assez exactement les contours de l'Amérique septentrionale. Par une singulière ignorance des progrès de la géographie, on avait formellement enjoint aux colons de chercher une communication avec la mer du Sud, en remontant l'un ou l'autre fleuve qui coulerait du N. O. (1). Le Chickahominy était un fleuve de ce genre. Quoique Smith ne partageât pas l'ignorance de ses supérieurs, il était toujours disposé à se jeter dans la voie des découvertes. Laissant donc les colons jouir de l'abondance que leur avait amenée l'hiver, il remonta le fleuve aussi loin que cela lui fut possible avec des barques, mais il essuya un désastre à l'intérieur du pays (1607-1608). Ses compagnons n'ayant pas suivi ses instructions, furent surpris par les Indiens et massacrés. Smith qui, dans les plaines de la Crimée et de la Russie méridionale, s'était familiarisé avec les superstitions et les mœurs des tribus nomades, ne demanda pas grâce pour sa vie, mais se sauva par son calme et son sangfroid. Il tira une boussole de sa poche et amusa les sauvages en leur expliquant les propriétés de cet instrument; puis il leur communiqua quelques notions vagues sur la forme de la terre et sur le système planétaire, ce qui accrut encore leur admiration pour son génie supérieur. Pour les Indiens qui le retinrent prisonnier, sa captivité fut un événement bien plus extraordinaire que toutes les traditions dont leurs tribus avaient gardé la mémoire. On lui permit d'envoyer une lettre au fort de Jamestown;

(1) Stith, 43.

à cette occasion il plongea les sauvages dans l'étonnement, car il paraissait avoir, par quelque charme, doué le papier du don de l'intelligence. Notre prisonnier excita ainsi la curiosité de toutes les tribus du voisinage; on le conduisit en triomphe des établissements situés sur le Chickahominy jusqu'aux villages indiens des rives du Rappahannock et du Potomac, et de là, en passant par d'autres villes, à la résidence de Opechancanough à Pamunkey. Là, pendant trois jours, on pratiqua des incantations et des cérémonies, dans l'espoir de pénétrer le mystère qui couvrait son caractère et ses desseins. Il devint évident pour eux qu'ils avaient affaire à un être d'un ordre supérieur : mais, était-il d'une nature bienfaisante, ou fallait-il le redouter comme un ennemi dangereux? Ils éprouvaient un grand embarras d'esprit en contemplant son calme impassible, et ils lui témoignaient scrupuleusement le plus profond respect et les plus grandes marques d'hospitalité, comme s'ils voulaient se concilier sa faveur, dans le cas où il s'échapperait de leurs mains. On abandonna la décision de son sort à Powhatan, qui résidait alors dans un village du comté actuel de Gloucester, sur la rivière d'York. On conduisit Smith dans cet endroit, en lui faisant traverser les régions devenues célèbres depuis par la présence du jeune Lafayette, lorsqu'il voltigeait sur les flancs de Cornwallis et que les armes de la France et de la Confédération s'étaient réunies pour achever le triomphe de l'indépendance américaine. La vanité règne aussi bien dans les forêts que dans les cités; les hideux guerriers, lorsqu'ils se réunirent en conseil, déployèrent leurs plus brillants costumes devant l'Anglais, sur le sort duquel ils étaient appelés à se prononcer. Les terreurs des faibles aborigènes étaient sur le point de prévaloir et la mort, dont on avait sans cesse menacé Smith, et dont on différait toujours de le frapper, l'aurait

inévitablement atteint, sans l'intercession si opportune de la fille de Powhatan, Pocahontas, âgée de « dix ou douze ans. » « Non seulement les traits de cette jeune fille, son maintien et l'expression de sa physionomie étaient supérieurs à ceux de sa nation, mais on n'aurait pu trouver dans tout le pays une intelligence comparable à la sienne. » Les bons sentiments d'humanité sont les mêmes chez toutes les races et à toutes les époques de la vie ; ils fleurissent même dans le cœur d'un enfant, bien qu'il n'en ait pas conscience. Smith avait facilement gagné la confiance et l'affection de la jeune indienne ; et maintenant la voix de la miséricorde s'élevait dans son sein ; elle s'attacha fortement au cou du prisonnier, qui inclinait déjà la tête pour recevoir les coups du tomahawk. L'esprit de ses parents superstitieux comme celui d'un enfant, crut-il devoir respecter dans l'intervention de la jeune fille le témoignage d'une puissance supérieure ? Quoi qu'il en soit, son intrépidité et ses prières engagèrent le conseil à épargner l'aimable étranger, qui pourrait faire des haches pour le père et fabriquer des colliers pour l'enfant chérie elle-même. Les Indiens, dont la décision avait été si longtemps tenue en suspens par suite du mystérieux respect que leur avait inspiré Smith, résolurent alors de le traiter en ami et de lui accorder une place dans leurs conseils (1608). Ils lui offrirent de se joindre à leurs bandes et de les aider à attaquer les hommes blancs de Jamestown ; mais lorsque, par la fermeté de son caractère, il fut parvenu à imprimer un autre cours à leurs idées, ils lui accordèrent la liberté, et, des deux parts, on échangea des promesses d'amitié et de bienveillance. La captivité de Smith se transforma ainsi en un avantage pour la colonie ; non seulement, en effet, il avait observé avec soin le pays situé entre le James et le Potomac et acquis quelque connaissance de la langue et des mœurs indigènes, mais il établit alors de pai-

sibles relations entre les Anglais et les tribus de Powhatan. La jeune enfant, qui l'avait arraché à la mort, vint ensuite de temps en temps au fort avec ses compagnes, apporter des corbeilles de blé, pour la garnison (1).

Smith, à son retour à Jamestown, trouva la colonie réduite à quarante hommes, et encore les plus forts, dans ce nombre, se préparaient à s'échapper dans la pinnace. Il réprima cette troisième tentative de désertion au péril de ses jours (2). C'est ainsi que les quelques premiers mois de la colonie s'écoulèrent dans la discorde et le malheur; ce qui apporta du soulagement à son désespoir et prévint sa ruine, ce furent la fermeté d'un seul homme et la bonté d'une jeune indienne.

Dans l'intervalle, le conseil en Angleterre, ayant vu augmenter le nombre de ses membres et ses attributions, résolut d'envoyer des renforts et de nouveaux approvisionnements. Newport était à peine de retour de son premier voyage, qu'il reçut la mission de transporter encore en Amérique cent vingt émigrants. Cependant, la joie que causa leur arrivée en Virginie ne fut pas de longue durée; car, la majeure partie des arrivants étaient des vauriens de qualité et des orfèvres qui, en dépit des remontrances de Smith, imprimèrent une fausse direction aux travaux de la colonie. Ils s'imaginèrent avoir découvert des pépites d'or dans une terre brillante qui abondait aux environs de Jamestown. « Alors, il n'y eut plus d'autre motif de conversation,

(1) Smith, I, 158—162, et II, 29-33. Ce récit est contenu en entier dans le plus ancien livre imprimé sur la *Virginie*, qui se trouve dans notre bibliothèque de Cambridge. C'est un mince in-quarto, en lettres gothiques, par John Smith, imprimé en 1608 : « Véritable relation des circonstances et des faits remarquables qui se sont passés en Virginie, depuis le premier établissement de cette colonie, située actuellement dans la partie sud de ce pays, jusqu'au dernier retour. »

(2) Smith, I, 163, 164.

d'espérance, de travail, que de déterrer l'or, de laver l'or, d'épurer l'or. » Les raffineurs étaient émerveillés de leur habileté. Martin, un des membres du conseil, se promettait de recueillir toute sorte d'honneurs en Angleterre, pour avoir découvert une mine. Newport prolongea son séjour inutilement pendant quatorze semaines; il avait espéré, malgré les assurances de Powhatan, rencontrer l'Océan Pacifique précisément au delà des cataractes du fleuve James; enfin, il s'embarqua pour l'Angleterre, avec une cargaison de terre sans valeur, persuadé qu'il emportait des richesses incalculables (1).

Dégoûté de toutes ces folies, auxquelles il s'efforçait vainement de s'opposer, Smith entreprit la tâche périlleuse et méritoire d'explorer la vaste baie de Chesapeake et les nombreux affluents qui y versent le tribut de leurs eaux. Deux voyages, dans un bateau ouvert, avec quelques compagnons, dominés par la supériorité de son courage éminent, plutôt que par sa qualité de magistrat, le tinrent occupé pendant environ trois mois de l'été; il parcourut ainsi par eau plus de trois cents milles à peu près (2). On a opposé à la faiblesse de ses ressources l'utilité et l'importance de ses découvertes, et on a placé son nom au premier rang des hommes distingués, qui ont reculé les bornes des connaissances géographiques et ouvert la voie par leurs investigations à l'établissement de colonies et aux progrès du commerce. Il visita la baie de Chesapeake jusqu'à la Susquehannah et il laissa les rives de ce fleuve éloigné, demeurer seulement encore pour quelque temps l'emplacement imaginaire d'une race de géants (3). Il fut le premier à faire connaître aux Anglais la réputation des Mohawks,

(1) Smith, I, 165-172.

(2) Smith, I, 173-192; II, 100.

(3) Burk, I, 123.

« de séjourner auprès d'une eau d'une grande étendue, de posséder beaucoup d'hommes et de bateaux » et, comme il le semblait aux tribus plus faibles des Algonquins, « de guerroyer avec le monde entier ; » il rencontra une petite flotte de leurs canots dans la baie de Chesapeake (1). Le Patapsco fut découvert et exploré, et Smith entra probablement dans le port de Baltimore (2). Le majestueux Potomac, large de sept milles à son embouchure, excita surtout sa curiosité ; aussi il le remonta jusqu'aux cataractes au delà de George-Town (3), après avoir passé devant les hauteurs de Vernon et la ville de Washington. Il ne se contenta pas d'explorer les fleuves et les passes ; il pénétra dans les terres, établit des relations amicales avec les tribus indigènes et jeta les bases pour l'avenir d'un commerce avantageux. La carte (4), qu'il dressa et qu'il envoya à la compagnie à Londres (5), existe encore ; elle retrace exactement les grands contours de la nature. Cette expédition fut réellement digne de l'époque romantique de l'histoire de l'Amérique.

Trois jours après son retour, Smith fut élu président du conseil. Son administration énergique commençait à faire reflourir l'ordre et le travail, lorsque Newport entra dans le fleuve avec un second renfort. Il amenait environ soixantedix nouveaux émigrants, parmi lesquels, chose à noter, se trouvaient deux femmes. On vit alors se manifester ouvertement la colère de la compagnie, si désappointée dans son âpre convoitise, comme si ses ordres pouvaient opérer la

(1) Smith, I, 181-183.

(2) Stith, 64.

(3) Comparez Smith, I, 177, avec Stith, 65, et la carte de Smith.

(4) Dans l'édition de Richmond, en face de la page 149 ; dans Purchas, IV, en face de la page 1691.

(5) Lettre de Smith, dans *Hist.*, I, 202.

transmutation des métaux, resserrer le continent et ressusciter les morts ; elle exigeait qu'on lui envoyât un monceau d'or, ou qu'on trouvât un passage certain dans la mer du Sud ou, feignant l'humanité, qu'on découvrit un de ceux qui avaient fait partie des colons perdus, envoyés par sir Walter Raleigh (1). La somme allouée pour ce voyage était de deux mille livres, et l'on menaçait les colons, s'ils ne renvoyaient le vaisseau chargé de marchandises pour une valeur équivalente, « de les abandonner en Virginie comme des honnis (2). » L'expérience n'avait pas non plus appris à la compagnie à n'engager que des hommes convenables pour les envoyer en Amérique. Smith fut obligé d'écrire : « Si vous organisez une nouvelle expédition, je vous conjure de ne nous envoyer qu'une trentaine de charpentiers, de laboureurs, de jardiniers, de pêcheurs, de forgerons, de maçons, et des gens capables de déraciner les troncs d'arbres, plutôt que des milliers d'individus comme ceux que nous avons déjà. »

Après le départ des vaisseaux (1609), Smith employa son autorité à renforcer le travail industriel. Six heures de la journée devaient être consacrées au labeur ; le reste pouvait se passer dans les distractions. Les gentlemen avaient appris à se servir de la hache et étaient devenus d'excellents bûcherons. « Celui qui ne travaillerait pas, ne pourrait pas manger. » Jamestown prit l'apparence d'un séjour convenable. Cependant, il y avait encore si peu de terres cultivées, pas plus de trente ou quarante acres en tout, que les Anglais se virent encore obligés de solliciter les indolents Indiens de partager avec eux leur nourriture, et eux-mêmes, pour se garantir de la famine, se logèrent chez les enfants des forêts.

(1) Smith, I, 192, 193.

(2) Lettre de Smith, dans *Histoire*, I, 200, 201 ; aussi les avertissements de Smith pour les gens inexpérimentés, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 10.

La saison s'écoula ainsi ; et sur deux cents colons, il n'y en eut que sept qui moururent (1).

Les espérances anticipées de la compagnie de Londres, au sujet de l'or ne s'étaient pas réalisées, on attribua la cause de cette déception à une politique qui n'avait eu en vue que de retirer sur-le-champ des profits (2) ; l'enthousiasme des Anglais semblait augmenter à mesure que les mésaventures se succédaient ; on forma de nouveaux plans plus sages et conçus dans un meilleur esprit (3), et à réaliser par des associés plus riches et plus nombreux. Non seulement on recula les limites de la colonie, mais le capital de la compagnie s'enrichit des souscriptions de beaucoup de membres de la noblesse, de la bourgeoisie et du petit commerce de Londres. En tête des noms de ceux (4) qui devaient exécuter les grands projets de Raleigh, se remarque celui du puissant Cecil, l'ennemi acharné et le rival heureux de Raleigh, qui, lui, languissait alors en prison dans la Tour et qui, le premier, avait attiré l'attention de ses concitoyens sur la Virginie. La constitution de cette colonie subit un changement radical, à la requête de la compagnie, devenue un corps très puissant, et sans qu'on eût le moindre égard pour les droits et les vœux de ceux qui avaient déjà émigré sous la sanction des lois existantes.

La nouvelle charte (5) transférait à la compagnie les pouvoirs réservés auparavant au roi. Le conseil suprême d'Angleterre devait maintenant être élu par les actionnaires eux-mêmes ; et il était indépendant du monarque dans l'exercice du pouvoir législatif et du pouvoir administratif. Le

(1) Smith, I, 202, 222-229.

(2) Smith, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 10-12.

(3) Hakluyt, *Consécration de la Virginie*, richement évaluée.

(4) Hening, I, 81-88.

(5) Dans Hening, Stith et Hazard, II.

gouverneur de la Virginie pourrait posséder sur les colons une autorité sans contrôle, en se conformant à la teneur des instructions et des lois établies par le conseil, ou, à leur défaut, en suivant ses propres impulsions, et cela, aussi bien dans les affaires capitales et criminelles que civiles; en cas de mutinerie ou de révolte, il pourrait proclamer la loi martiale, puisqu'il serait lui-même à la fois le juge de la nécessité de la mesure et l'officier chargé de l'exécution des actes de son administration. Ainsi on soumettait à la volonté arbitraire d'un gouverneur, nommé par une corporation de marchands, la vie, la liberté et la fortune des colons. Quant à l'un ou l'autre privilège civil de quelque valeur, il n'en était accordé aucun aux émigrants (1).

Quelque magnifiques que fussent les auspices sous lesquels s'était constituée la nouvelle charte, quelque illimités que fussent les pouvoirs des concessionnaires, les événements qui survinrent peu après dans la colonie furent plus désastreux que jamais. Lord Delaware (2), homme aussi distingué par ses qualités que par son rang, fut nommé gouverneur et capitaine général à vie; mais une avidité qui ne voulait croire à aucune chance de malheur et qui rêvait déjà en Amérique un florissant empire, fit qu'on l'entoura de superbes officiers, revêtus de dignités et de charges nominales, comme s'il se fût agi d'un royaume opulent (3). L'esprit public se montrait favorable à la colonisation; une foule de gens demandaient à être emmenés; et les aventuriers venaient offrir, avec empressement et joie, leurs dons volontaires (4). Cet enthousiasme, qui avait pris tant d'extension

(1) Chalmers, 25.

(2) Walpole, *Auteurs royaux et nobles*, augmentés par Th. Park, II, 180-183.

(3) Smith, dans III, *Mass. Hist. Coll.*; dans II, et Smith, II, 106.

(4) *Vraie déclaration de la Virginie*, publiée par le conseil de la Virginie en 1610, p. 59, autorité principale

permit bientôt à la compagnie d'envoyer une flotte de neuf vaisseaux, transportant plus de cinq cents émigrants. L'amiral de la flotte fut Newport qui reçut ainsi que sir Thomas Gates et sir George Somers, l'autorisation d'administrer les affaires de la colonie jusqu'à l'arrivée de lord Delaware (1).

Les trois commissaires s'étaient embarqués à bord du même bâtiment (2). Près des côtes de la Virginie, une tempête (3) sépara l'amiral du reste de sa flotte, et son vaisseau échoua sur les rochers des Bermudes. Un caïque se perdit et sept navires seulement (4) arrivèrent en Virginie.

Une nouvelle alternative se présenta. L'ancienne charte était abrogée, et comme personne dans la colonie n'était muni de pouvoirs émanant des nouveaux concessionnaires, l'anarchie paraissait imminente. Les émigrants récemment arrivés ne se composaient guère que d'individus aux mœurs relâchées, qui avaient fui de chez eux, pour échapper à leur mauvaise étoile (5), de banqueroutiers, de gentlemen aussi dépourvus de ressources pécuniaires que de talent, de roués et de libertins, toutes gens plus propres à corrompre qu'à fonder une république. Dieu ne voulut pas que le nouvel état dût sa formation à de semblables éléments, que de tels hommes fussent les pères de cette race, née sur le sol américain, qui devait un jour assurer la liberté américaine par son éloquence et la défendre par leur valeur. Quelque désespérée que parût la résolution, Smith voulut maintenir fermement son autorité sur cette tourbe intraitable et il songea, par de nouvelles expéditions et de nouveaux établissements, à lui fournir de l'occupation et des subsistances. Mais à la

(1) Smith, I, 233, 234; ou Purchas, IV, 1729.

(2) *Vraie déclaration*, 19 et 21.

(3) Lettre d'Archer, dans Purchas, IV, 1733, 1734; *Récit du secrétaire Strachy*, dans Purchas, IV, 1735-1738; *Vraie déclaration de Virginie*, 21-26.

(4) Smith, I, 234.

(5) *Ibid.*, I, 235; Stith, 103.

Un explosion accidentelle de poudre lui causa des blessures, que toute l'habileté des chirurgiens de la Virginie ne put parvenir à guérir, et le mit hors de service (1). Il confia donc ses pouvoirs à Percy et s'embarqua pour l'Angleterre. Les souffrances extrêmes que lui infligeaient ses blessures et l'ingratitude de ceux qui l'avaient employé, tels furent les fruits qu'il retira de ses travaux. En récompense de ses sacrifices et de ses efforts périlleux, il ne reçut pas un pouce de terrain, ni la maison qu'il avait bâtie lui-même, ni le champ qu'il avait planté de ses propres mains, nul autre dédommagement que l'approbation de sa conscience et du monde (2). Il fut le père de la Virginie, le véritable chef qui établit le premier la race saxonne au sein des États-Unis. Son esprit de discernement ne s'était jamais laissé obscurcir au milieu du découragement général. Il savait joindre aux dispositions aventureuses les plus prononcées une puissance d'action consommée. Par son courage et son sangfroid il accomplissait ce que d'autres considéraient comme impossible. Fécond en expédients, il était prompt à l'exécution. Quoiqu'il eût été en butte aux persécutions de l'envie et de la malveillance, jamais il ne rappela le souvenir des fautes de ses ennemis. Il était habitué à conduire ses hommes au danger et non à les y envoyer; il aurait souffert du besoin plutôt que d'emprunter et serait mort de faim plutôt que de ne pas payer (3). Rien n'était couvert du voile de l'hypocrisie en lui; il était d'une nature franche, honnête et sincère. Il comprenait parfaitement que le véritable intérêt de l'Angleterre, en Virginie était, non pas de chercher de l'or et de s'enrichir subite-

(1) Smith, I, 239.

(2) Smith, II, 102; Verger, *Virginie*, dans Purchas, IV, 1815.

(3) Smith, I, 241. Il est à peine nécessaire d'ajouter que dans l'*Histoire générale* de Smith, il y a beaucoup de choses puisées dans les ouvrages d'autres auteurs. Comparez Belknap, I, 303, 304.

ment, mais d'imprimer de la vigueur et de la régularité au travail industriel. « On ne doit rien espérer ici, disait-il, si ce n'est de son labeur (1). »

Les colons, n'étant plus dirigés par une autorité reconnue, s'abandonnèrent bientôt à la paresse et à l'imprévoyance. Leurs amples approvisionnements furent rapidement consommés, et les Indiens, dont l'amitié n'avait tenu qu'à l'influence personnelle de Smith et qui considéraient maintenant les Anglais avec un dangereux mépris, refusèrent de leur fournir encore des secours. Des rôdeurs sortis de la ville périrent; des bandes d'émigrants, qui allaient mendier leur nourriture dans les cabanes indiennes, furent massacrées de propos délibéré; et les naturels formèrent le plan d'affamer et détruire la colonie entière. Les horreurs de la famine s'ensuivirent en même temps une trentaine de colons s'emparèrent d'un vaisseau et s'échappèrent pour se livrer à la piraterie, espérant excuser leurs crimes par la position désespérée à laquelle ils étaient réduits (2). Smith, à son départ, avait laissé plus de quatre cent quatre-vingt-dix personnes dans la colonie (3); en six mois, la paresse, le vice et la famine réduisirent ce nombre à soixante; et encore les survivants étaient si faibles et si abattus que si l'arrivée des secours eût été retardée seulement de dix jours, ils auraient tous péri jusqu'au dernier (4).

Sir Thomas Gates et tous les passagers du vaisseau qui avait échoué sur les rochers des Bermudes (1610), parvinrent à gagner la côte et à sauver leur vie. L'extrême fertilité de cette île inhabitée, mais abondante en produits naturels,

(1) Réponses dans Smith, II, 106.

(2) *Vraie déclaration*, 35-39. Comparez Stith, 116, 117; Smith, II, 2.

(3) Smith, I, 240.

(4) Purchas, IV, 1732 et 1766; Stith, 117; *Vraie déclaration*, 47, où Smith, II, IV, dit quatre jours.

les mit à même de pourvoir aisément, pendant neuf mois, à leurs besoins. Au moyen des cèdres qu'ils abattirent et des débris de leur ancien bâtiment, ils parvinrent, avec une admirable persévérance, à construire deux vaisseaux sur lesquels ils s'embarquèrent alors pour la Virginie (1); ils espéraient y trouver un bon accueil et avoir le bonheur de participer à l'abondance d'une colonie prospère. Quelle ne fut donc pas leur terreur, lorsqu'ils tombèrent au milieu de ces scènes de misère et de mort, assombries encore par la perspective d'une disette prolongée ! Quatre pinasses étaient restées sur le fleuve; dans leur excessive détresse, les colons ne purent songer à un autre moyen que de mettre à la voile pour l'île de Terre-Neuve, et de chercher leur salut en se dispersant dans les bateaux des pêcheurs anglais (2). Ils voulurent (telle est la nature humaine) brûler la ville dans laquelle ils avaient tant souffert, ils ne furent détournés de ce projet de vengeance puérile que par l'énergie de Gates qui abandonna l'établissement le dernier (3). « Personne ne versa une larme, car personne n'avait joui d'un seul jour de bonheur. » Ils descendirent le courant avec la marée; mais le lendemain matin, au moment où ils atteignirent l'embouchure, ils rencontrèrent la chaloupe de lord Delaware, qui était arrivé sur la côte avec des secours et des émigrants. Les fugitifs virèrent de bord et, favorisés par le vent, revinrent la nuit même au fort de Jamestown (4).

Ce fut le dix juin qu'on célébra solennellement le rétablissement de la colonie par des prières publiques. Un sentiment profond de la miséricorde infinie de la Providence remplissait le cœur des colons qui avaient été épargnés par

(1) *Vraie déclaration de la Virginie*, 23-26.

(3) *Ibid.*, 43, 44.

(4) *Ibid.*, 45; Smith, II, 3.

(4) *Vraie déclaration*, 45, 46.

la famine, des émigrants qui avaient fait naufrage et qui cependant avaient été sauvés, enfin des nouveaux venus qui trouvaient la misère et le besoin, là où ils s'étaient attendus à rencontrer le bonheur et l'abondance. Leur fermeté résolue repoussa le désespoir. « C'est, disaient-ils, le bras du Seigneur des armées, qui après avoir fait traverser à son peuple la mer Rouge et le désert, l'a mis ensuite en possession de la terre de Chanaan (1). » Les dangers auxquels on échappe inspirent de la confiance en la Providence. « N'en doutez pas, disaient les émigrants au peuple de l'Angleterre, Dieu ressuscitera notre état et bâtit son église sous ce climat délicieux. » Après les cérémonies solennelles de la religion, lord Delaware fit donner lecture de sa commission; on tint conseil aussitôt sur ce qu'il y avait d'utile à faire pour la colonie, et on en organisa le gouvernement avec douceur, mais avec fermeté. Les maux que la discorde avait fait naître, furent guéris par l'unité de l'administration et par la dignité et les vertus du gouverneur. Les colons, enflammés d'une émulation mutuelle, accomplissaient leur tâche avec empressement. A la pointe du jour, ils s'assemblaient dans la petite église, simplement ornée des fleurs sauvages du pays (2); puis, ils revenaient chez eux recevoir leur ration de vivres. Les heures fixées pour le travail étaient, dans la matinée, de six heures à dix, et dans l'après-midi de deux heures à quatre. Les maisons étaient chaudes et solides, couvertes au dessus par de fortes planches et à l'intérieur garnies de nattes, à la manière des wigwams indiens. La sécurité et l'abondance reparaissaient, lorsque lord Delaware, succombant aux fatigues de sa charge et aux inconvénients du climat, fut attaqué d'une

(1) *Vraie déclaration*, 48.

(2) Purchas, IV, 1753.

maladie de langueur et forcé d'abandonner avec Percy les rênes de l'administration, pour retourner en Angleterre (1). A cette époque, la colonie se composait d'environ deux cents personnes; le départ du gouverneur fut un événement fâcheux, qui répandit non seulement le découragement à Jamestown, mais un « froid brouillard » au cœur des membres de la compagnie de Londres, et qui opéra une grande réaction dans l'opinion publique en Angleterre. Le théâtre était alors pour le public le lieu de réunion et de délassément le plus en vogue; les poètes dramatiques choisirent la Virginie pour le thème de leurs quolibets et de leurs railleries (2). « Cette plantation, s'écriaient avec amertume les habitants de Jamestown, essuie le blâme des gens les plus abjects; nos propres frères se moquent de nous et nous traitent avec mépris; papistes et histrions, l'écume et la lie de la terre, nous tournent en ridicule en disant que nous élevons les murs de Jérusalem (3). »

Heureusement, les chefs de ces entreprises aventureuses (1611), avant de connaître la non-réussite de lord Delaware, avaient envoyé, avec d'abondants renforts, sir Thomas Dale, « soldat estimable et plein d'expérience, qui s'était distingué dans les Pays-Bas. » Il arriva sans encombre dans la colonie et prit en mains le gouvernement, auquel il imprima bientôt après une direction nouvelle en s'appuyant sur la loi martiale. Sir Thomas Smith, trésorier de la compagnie, avait de son autorité privée, et sans l'ordre ni l'assentiment de ses supérieurs, fait imprimer

(1) *La Vie nouvelle de la Virginie*, 1612, republiée dans II, *Mass. Hist. Coll.*, VIII, 199-223, et par P. Force, 1835. La relation de lord De la Warre, imprimée en 1611.

(2) Épître dédicatoire à la *Vie nouvelle de la Virginie*, dans Force, p. 4.

(3) Pour la colonie dans la Virginie anglaise, *Lois divines, morales et martiales*. Londres, 1612.

et envoyer en Virginie, un code écrit en lettres de sang et qui n'était après tout que la traduction des règlements de guerre des Provinces-Unies. L'église épiscopale, fondée en Virginie en même temps que l'établissement de Jamestown, fut, comme la jeune république, soumise à la loi militaire. Quoique l'on ne fût pas strictement obligé de se conformer aux principes de cette église, cependant les cours martiales eurent le pouvoir de punir l'indifférence par des coups de fouet et l'incrédulité par la mort. L'introduction de ce système arbitraire ne souleva nullement l'indignation des colons qui n'avaient jamais obtenu la moindre franchise; elle n'excita nullement non plus la surprise des aventuriers d'Angleterre; car ils considéraient les Virginiens plutôt comme la garnison d'une citadelle avancée que comme des citoyens et des hommes libres. La charte de la compagnie de Londres (1) avait investi le gouverneur des pleins pouvoirs de proclamer la loi martiale, en cas de sédition et de révolte; et la situation de la colonie parut un motif suffisant pour en faire la loi du pays.

Dale avouait dans ses lettres au conseil de la compagnie, la faiblesse et le petit nombre des colons, mais ils soufflait l'espoir au cœur de ces partisans déterminés des aventures, qui, du reste, n'avaient jamais éprouvé de défaillances, même après les plus grands désastres. « S'il n'arrive quelque autre chose que du succès, disait-il, permettez-moi de vous recommander de poursuivre cette importante affaire, car vous ne pourrez consacrer votre argent et vos efforts à une entreprise plus méritoire. Prenez quatre des plus beaux royaumes de la Chrétienté et mettez-les tous ensemble, ils ne pourront jamais rivaliser avec le pays, ni pour les produc-

(1) Voir la charte, sec. XXIV. Comparez Smith, II, 10, 11; Stith, 122, 123 et 293; Purchas, IV, 1767.

tions ni pour la fertilité du sol (1). » Lord Delaware et sir Thomas Gates, confirmèrent avec empressement ce que Dale avait écrit ; et sans le moindre retard, Gates, qui a l'honneur, aux yeux de la postérité, d'être nommé le premier dans la patente originale de la Virginie, conduisit au Nouveau Monde six vaisseaux, transportant trois cents émigrants. Longtemps après, la Virginie témoigna à diverses reprises, par des mesures législatives très favorables, sa reconnaissance envers ces premiers émigrants. Par une libéralité bien entendue, on pourvut aussi la colonie d'une centaine de vaches et des approvisionnements convenables. Ce fut la résolution la plus heureuse qui eût encore été mise à exécution et elle fit ressortir la sagacité de Cécil et de tous ceux dont la fermeté avait prévalu.

La promptitude qu'on apporta dans l'envoi de ces secours est digne d'admiration. Au mois de mai, Dale avait écrit de la Virginie, et le dernier jour du mois d'août, les nouvelles recrues, conduites par Gates, étaient déjà arrivées à Jamestown. On s'attendait si peu à ce renfort, qu'à son approche on craignit d'abord que ce ne fût une flotte ennemie. Comment décrire la joie qui s'empara des esprits, lorsqu'on reconnut qu'on avait affaire à des amis ? Gates prit les rênes du gouvernement au milieu des actions de grâce des colons, et il s'efforça tout d'abord de donner pour base à l'ordre et au respect des lois, ce sentiment religieux de gratitude envers Dieu. « Que le seigneur bénisse l'Angleterre, notre chère patrie, » répétaient les émigrants reconnaissants dans leurs prières du matin et du soir (2). La colonie comptait maintenant sept cents hommes. Avec le consentement de Gates, Dale remonta la rivière assez loin pour fonder un

(1) *Vie nouvelle de la Virginie*, II ; *Mass. Hist. Coll.*, VIII, 207.

(2) Prière dite le matin et le soir, dans les *Lois divines*, etc., p. 92.

nouvel établissement, qu'on nomma Henrico, en l'honneur du prince Henri, qui était généralement aimé du peuple anglais ; et là sur la frontière la plus reculée, Alexandre Whitaker, « l'apôtre dévoué de la Virginie, » contribua à « porter le nom de Dieu aux Gentils. » Mais le plus grand changement qui s'opéra alors dans la condition des colons, ce fut l'introduction de la propriété privée. A chaque homme on assigna quelques acres de terre pour son verger et son jardin, qu'il planterait selon son bon plaisir et pour son usage personnel. Aussi longtemps que le travail était resté sans récompense spéciale, l'ouvrage avait été fait avec répugnance, on avait dissipé le temps, et la misère s'en était suivie. Désormais, on reconnaissait le principe de la propriété privée comme la garantie la plus sûre de l'ordre et de l'abondance. Cependant, on tint peu de compte des droits des Indiens, et les Anglais ne dédaignèrent pas de s'emparer par la conquête des terres, des cabanes et des magasins de la tribu des Appomattocks.

Pendant que la colonie voyait ses forces et sa prospérité s'accroître, une troisième patente relative à la Virginie, concéda à la compagnie de Londres les Bermudes et toutes les îles (1612), situées à moins de trois cents lieues des côtes : Cette concession est sans grande importance pour l'histoire de l'Amérique, puisque les nouvelles acquisitions furent transférées bientôt à une compagnie distincte. Mais la modification la plus remarquable apportée à la charte, modification qui contenait en elle le germe d'une autre révolution, consistait dans la forme démocratique donnée à la corporation. Jusqu'ici tous les pouvoirs avaient résidé dans le conseil, dont les places vacantes, il est vrai, devaient être conférées par la majorité des membres de la corporation. Actuellement, on décida que, toutes les semaines ou même plus fréquemment, des réunions de toute la compagnie pourraient

se tenir pour s'entendre sur la marche des affaires de moindre importance, tandis que toutes les questions relatives au gouvernement, au commerce et à la disposition des terres, seraient réservées pour les quatre grandes assemblées générales, dans lesquelles il serait procédé à l'élection de tous les employés et à l'adoption de toutes les prescriptions législatives. Les droits politiques des colons eux-mêmes ne subissaient aucune amélioration; le caractère de la corporation était totalement changé; le pouvoir était transféré du conseil à la compagnie, dont les sessions devaient devenir le théâtre de discussions libres et hardies. On concéda à la même époque un dangereux privilège financier, et on autorisa des loteries, chose alors inusitée à Londres, au profit de la colonie. Ces loteries produisirent vingt-neuf mille livres à la compagnie; mais l'opinion publique s'étant prononcée contre elles, au bout de quelques années (1621), le Parlement les signala comme une calamité pour la nation, et sur la plainte à la Chambre des communes, un ordre du conseil de la compagnie les suspendit.

Pendant que la nouvelle charte augmentait les pouvoirs de la corporation, la prospérité de la colonie en assurait la durée (1612). Des tribus d'Indiens se soumirent même aux Anglais, et, par un traité formel, se reconnurent tributaires du roi Jacques. Un mariage avait été la cause immédiate de ce changement dans les relations des sauvages et des Européens.

Des colons qui fourrageaient sous les ordres d'Argall, ayant enlevé la fille de Powhatan, demandèrent au père de payer sa rançon. Le chef indigné préféra se préparer à la guerre (1613). Cependant, Jean Rolfe, jeune anglais « honnête et prudent, » d'une douce exaltation d'esprit, qui avait émigré dans les forêts de la Virginie, crut entendre tous les jours, à toute heure, et même pendant son sommeil, une

voix qui lui criait à l'oreille qu'il devait s'efforcer de convertir la jeune Indienne au christianisme. Il réfléchit avec la sollicitude d'une âme troublée sur la véritable fin de notre existence. « Le Saint-Esprit, » telles sont ses propres expressions, « m'a demandé pourquoi j'ai été créé; » et sa conscience lui murmurait, qu'en s'élevant au dessus « du blâme des gens vulgaires, » il devait guider les aveugles dans le droit chemin. Il se rappelait pourtant que Dieu avait témoigné son déplaisir aux fils de Lévi et d'Israël, parce qu'ils avaient sanctifié des femmes étrangères; pouvait-il donc s'unir à « une femme de mœurs sauvages et d'une race maudite? » Après une lutte intérieure violente et des prières continuelles d'une foi ardente, dans la simplicité de son zèle pieux, il résolut « de travailler à la conversion de la jeune fille, non encore régénérée; » puis ayant gagné l'affection de Pocahontas, il la demanda en mariage. La jeune princesse, douée d'une intelligence vive, écouta les instructions religieuses avec docilité; bientôt elle entra dans la petite église de Jamestown, qui était soutenue par de grossières colonnes de pins, arrachés tout récemment aux forêts, et dont la fruste architecture était aussi sauvage, sinon aussi fragile que celle d'un wigwam indien; là, elle s'arrêta devant les fonts baptismaux; c'était un tronc d'arbre dans lequel « on avait taillé un trou, comme pour un canot; » « elle y renonça publiquement à l'idolâtrie de son pays, confessa la foi de Jésus-Christ et reçut le baptême. » « Ce fut la première âme sauvée, » « le premier fruit de la conversion en Virginie; » peu après se célébra le mariage de Pocahontas avec Rolfe. Au mois d'avril 1613, à la grande joie de sir Thomas Dale et avec l'approbation du père et des amis, la fiancée fut amenée par son oncle, Opachisco; et elle prononça ses vœux de mariage devant l'autel, d'après les rites de l'Église d'Angleterre.

Tous les historiens de la Virginie célèbrent cette union avec des paroles d'éloge ; des hommes distingués cherchent à y rattacher leur généalogie. En 1616, la jeune Indienne, qui avait appris la langue anglaise et portait un nom anglais « la première chrétienne de sa nation , » s'embarqua pour l'Angleterre avec son mari (1616). La fille du désert possédait les douces qualités qui rendent la femme aimable, et ces qualités à moitié voilées, comme une fleur dans son bouton, la simplicité enfantine que lui avait conservée son éducation au milieu des savanes du Nouveau Monde, les rendait plus séduisantes encore. Comment aurait-elle pu manquer d'être caressée à la cour et admirée dans la cité ? Comme jeune mère et comme épouse, sa conduite fut exemplaire. Elle avait eu l'occasion de comparer la magnificence de la vie européenne avec la liberté des forêts de l'Ouest ; et alors, au moment où elle se préparait à retourner en Amérique, à l'âge de vingt-deux ans, elle tomba victime du climat de l'Angleterre (1617) ; comme si la main de la miséricorde l'avait enlevée, pour lui épargner le spectacle de l'extermination des tribus dont elle était sortie, elle laissa un nom sans tache, qui se grava dans la mémoire des hommes avec le prestige d'une jeunesse perpétuelle.

Le résultat immédiat de ce mariage pour la colonie, fut la confirmation de la paix, non seulement avec Powhatan, mais aussi avec la puissante tribu des Chickahominies, qui recherchèrent l'amitié des Anglais et demandèrent de pouvoir s'appeler eux-mêmes Anglais. On aurait pu croire alors que la race indienne et l'européenne étaient sur le point de se mêler l'une à l'autre ; il n'en fut pas ainsi. La discorde entre les Anglais et les Indiens continua à régner et les plus faibles disparurent graduellement.

La colonie semblait parfaitement consolidée (1613), et son gouverneur proclamait hautement que les Anglais seuls

avaient le droit de s'établir sur la côte jusqu'au quarante-cinquième degré de latitude. En 1613, Samuel Argall, jeune capitaine de navire, aux passions grossières et à l'humeur violente, naviguant sur un bâtiment armé pour protéger les pêcheurs de la côte du Maine, apprit que les Français étaient occupés à établir une colonie près du Penobscot sur l'île du Mont Désert; il se dirigea à la hâte vers cet endroit, en fit canonner les retranchements et, après une forte décharge de mousqueterie, s'empara du hameau de Saint-Sauveur nouvellement fondé. La croix, autour de laquelle s'étaient réunis les fidèles, fut renversée et les cabanes, ainsi que le vaisseau dans le port, abandonnés au pillage. Quelques-uns des colons furent mis à bord d'un navire qui partait pour Saint-Malo; d'autres furent transportés dans la baie de Chesapeake.

La nouvelle des empiétements des Français excita la jalousie des habitants de la Virginie. Argall s'embarqua immédiatement une seconde fois pour le Nord, et alla planter les armes de l'Angleterre à l'endroit où l'on avait élevé celles de De Guercheville; il jeta bas les fortifications bâties par De Monts sur l'île de Sainte-Croix, et mit le feu à l'établissement abandonné de Port-Royal. C'est ainsi que l'Angleterre revendiqua ses droits sur le Maine et l'Acadie et que la compagnie de Londres vengea la violation de son monopole.

En revenant de l'Acadie, Argall entra dans le port de New-York, pour y confirmer la souveraineté de l'Angleterre; mais il n'y a pas lieu de croire qu'il ait remonté le Hudson.

Cependant, le peuple anglais triomphait par anticipation de la gloire qui devait rejaillir sur lui de l'État naissant de la Virginie. Le théâtre retentissait de ses louanges et Shakspeare, l'ami du « populaire » comte de Southampton, un des chefs de la compagnie virginienne de Londres, se faisait

l'écho de l'enthousiasme général. Il prophétisait à la nation anglaise la possession magnifique d'un hémisphère et prônait le roi Jacques, le protecteur des colonies, en le comparant « au cèdre des montagnes qui couvre de ses branches toutes les plaines environnantes. »

« Partout où luira la brillante lumière du soleil,
Apparaîtront la grandeur et la gloire de son nom,
Et il fera surgir de nouvelles nations. »

Sir Thomas Gates, quittant le gouvernement avec Dale, s'embarqua pour l'Angleterre (1614), où il travailla à ranimer le courage de la compagnie de Londres. Au mois de mai 1614, une pétition fut présentée à la Chambre des communes, pour réclamer son assistance et reçue avec une solennité inaccoutumée. Elle fut appuyée par lord Delaware, qui conserva toute sa vie le plus vif intérêt pour la Virginie. « On ne nous demande, dit-il, que quelques honnêtes laboureurs, chargés d'enfants; » et il proposa de nommer un comité pour s'occuper de cet objet. Mais la mésintelligence avec le roi amena la dissolution de la Chambre des communes et le nouvel État ne fut redevable de sa prospérité ni à des loteries, ni à des compagnies, privilégiées, ni aux parlements, ni aux rois. L'industrie privée appliquée à la culture d'une denrée précieuse fut bien plus profitable que le patronage de l'Angleterre; ce fut le tabac qui enrichit la Virginie.

La condition de la propriété privée des terres, parmi les colons, dépendit en quelque sorte des circonstances dans lesquelles ils avaient émigré (1613-1616). Quelques-uns avaient été envoyés et entretenus exclusivement aux frais de la compagnie et en étaient les serviteurs. On leur permit de disposer d'un mois de leur temps par année pour leur propre compte et on leur réserva trois acres de terrain; ils recevaient en outre deux boisseaux de blé tiré des greniers

publics ; le reste de leur travail, ils devaient le consacrer à la compagnie qui les employait. Le nombre de ceux qui se trouvaient dans cette catégorie diminua graduellement, en 1617, il n'y en avait plus que cinquante quatre, en comptant les hommes, les femmes et les enfants. Les autres colons, particulièrement ceux qui formaient l'établissement favori situé près de l'embouchure de l'Appomattox, étaient des tenanciers ; ils payaient au dépôt commun un tribut annuel de deux barils et demi de blé et devaient consacrer au service public un mois de travail par an, ce que l'on ne pouvait exiger d'eux, ni au temps des moissons, ni à l'époque des semailles. Ceux qui étaient venus en personne ou en avaient envoyé d'autres à leurs propres frais, avaient eu droit à cent acres de terrain par personne. Maintenant que la colonie était bien établie, on limita cette faveur pour chaque nouvel émigrant à cinquante acres, dont la possession actuelle et la culture lui donneraient ultérieurement droit à une égale étendue de terrain, à assigner en temps opportun. En outre, on pouvait accorder des terres pour récompenser le mérite, mais il était défendu pourtant d'attribuer ainsi à un seul individu plus de deux mille acres. En versant à la caisse de la compagnie, la somme de douze livres dix shillings, on obtenait également droit à cent acres de terrains non encore concédés ni occupés, plus l'avantage de pouvoir en réclamer encore autant plus tard. Telles furent les premières lois territoriales de la Virginie : quoique imparfaites et mal coordonnées elles laissaient au cultivateur le moyen de devenir propriétaire du sol. Ce fut sir Thomas Dale qui introduisit ces améliorations notables ce magistrat, bien qu'il ait été le promoteur de la loi martiale, a mérité pourtant d'être loué pour sa vigueur et son activité, pour son discernement et son esprit de conduite. Après cinq ans de séjour en Amérique, il voulut retourner en

Angleterre et revoir sa famille (1616); il nomma donc George Yeardley député-gouverneur et s'embarqua pour son pays natal (1).

Les travaux de la colonie avaient pendant longtemps reçu une mauvaise direction; avec leurs manufactures de cendres et de savon, de verre et de goudron, les colons ne pouvaient soutenir la concurrence des populations de la Baltique. On avait fait beaucoup de dépenses inutiles pour planter des vignes, enfin, on reconnut que le tabac pouvait se cultiver avec succès. Le parti des chercheurs d'or s'était éteint (1615) et alors les champs, les jardins, les places publiques, les rues mêmes de Jamestown, tout servit à y placer du tabac (2); les colons se dispersèrent, leur ardeur pour le gain leur faisant oublier leur propre sécurité. Le tabac en excitant le génie industriel des Virginiens, devint par hasard non seulement une branche de commerce, mais le gage de la durée de la colonie.

Grâce au succès de l'industrie et à la sécurité de la propriété, les émigrants sentirent le besoin de posséder des droits politiques (1617). C'est un mal qui arrive assez souvent à une communauté d'habitants, de voir ses fonctionnaires séparer leurs intérêts comme agents publics de leurs intérêts comme propriétaires particuliers. Cela fut surtout trouvé vrai ici, où il s'agissait de l'administration d'un territoire étendu et où des partis acharnés se disputaient les places qui promettaient des honneurs et des émoluments. Ce fut sous l'influence d'une faction qui obtint rarement la majorité, qu'Argall fut investi de la dignité de député-gouverneur. A cette époque, la loi martiale était la loi dominante du pays; pour compléter le despotisme du nouveau

(1) Slith, 138, 140.

(2) Smith, II, 33.

député, qui était tout à la fois avide et entêté, il fut de plus revêtu de la dignité d'amiral de la colonie et des mers environnantes (1).

Le retour de lord Delaware en Amérique aurait pu rétablir la tranquillité, malheureusement la santé de ce seigneur ne lui permit pas de résister aux fatigues du voyage, il s'embarqua avec un grand nombre d'émigrants, mais il mourut avant d'avoir atteint les côtes de la Virginie (2). Rien ne troubla donc la tyrannie d'Argall; ce furent sa rapacité sans bornes et ses vices, qui devaient servir d'instruments à sa perte et procurer à la colonie un bienfait inestimable; car ils l'entraînèrent, tout en opprimant les colons, à tromper la compagnie elle-même. La condition de la Virginie était devenue intolérable (1618); le gouverneur seul profitait du travail des colons; pendant quelque temps, la servitude fut la pénalité ordinaire appliquée aux plus légères offenses; et, dans une colonie où continuait encore à être en vigueur la loi martiale, les passions capricieuses du despote ne laissaient aux habitants aucune sécurité, même pour leur vie. Le premier appel de l'Amérique à l'Angleterre fut adressé, non au roi, mais à la compagnie, pour implorer sa protection en faveur d'un homme qu'Argall avait condamné à mort de gaieté de cœur, et qu'il n'avait consenti à épargner qu'avec peine (3). La colonie avait pour ainsi dire acquis un mauvais renom, et les bruits qui couraient sur la tyrannie établie au delà de l'Atlantique, empêchaient l'émigration de se poursuivre. On réclama et on

(1) Stith, 145.

(2) Stith, 148. Dans les *Auteurs royaux et nobles*, II, 180-183, on dit que lord Delaware mourut à Wherwell, Hants, le 7 juin 1618. Ceux qui ont écrit sur la Virginie rapportent de commun accord qu'il mourut en pleine mer. Smith, II, 34.

(3) Stith, 150-153.

obtint une réforme et des garanties pour l'avenir ; car les intérêts des colons et ceux de la compagnie s'accordaient trop pour ne pas aboutir au redressement du dommage commun qu'on leur avait causé. Après une vive contestation entre les factions rivales au sujet de la surveillance de la compagnie, l'influence de sir Edwin Sandys prévalut : Argall perdit sa place et le bon et populaire Yeardley fut alors nommé capitaine-général de la colonie (1619). Mais, avant l'arrivée en Virginie du nouveau magistrat suprême, Argall avait disparu, avec le fruit de ses extorsions qu'il avait auparavant eu soin, par des moyens frauduleux, de mettre hors de toute atteinte pour lui et ses complices. La compagnie de Londres subit les fléaux ordinaires des corporations, des agents infidèles et des poursuites judiciaires inutiles (1).

Yeardley inaugura son administration par des actes de bienveillance. Les anciens colons se virent totalement libérés de tout service ultérieur envers la colonie ; on les confirma dans la possession de leurs biens personnels et réels, d'une façon aussi large que s'ils eussent été sujets anglais. Yeardley supprima les charges imposées par son prédécesseur, et la loi martiale disparut peu à peu (2). Du reste ce ne furent pas là les seuls bienfaits dont on lui fut redevable ; son administration ouvre une ère de progrès pour la liberté américaine.

La compagnie de Londres prit la résolution de restreindre l'autorité du gouverneur (3) par un conseil, muni du pouvoir de redresser au besoin les torts que pourrait commettre

(1) Stith, 154, 157. Le principal motif des divergences d'opinion et des mécontentements au sein de la Compagnie, dans Burk, I, 317-322, principale autorité, écrite en 1623.

(2) Stith, 158-161 ; Chalmers, 44.

(3) *État de la Virginie*, 1620, p. 6, 7, traité rare, de la plus grande valeur.

le premier magistrat; les colons mêmes furent admis à participer à la confection des lois. Au mois de juin 1619, la première assemblée coloniale de la Virginie se réunit à Jamestown (1). Le gouverneur, le conseil nouvellement nommé et deux représentants de chacun des onze bourgs, appelés de là bourgeois, constituaient cette première représentation populaire de l'hémisphère occidental. On y discuta toutes les questions qui parurent intéresser la prospérité de la colonie. Les décrets, qui n'existent plus aujourd'hui, de ces premiers législateurs américains, devaient être ratifiés par la compagnie de Londres, pour avoir force de loi. Il ne paraît pas que cette ratification ait eu lieu; cependant, on reconnut que ces décrets avaient été « pour la majeure partie, des mesures très judicieuses et très sages. » Les Virginiens témoignèrent leur reconnaissance avec une joyeuse ardeur, ils ensevelirent leurs chagrins passés dans l'oubli et les représentants de la colonie exprimèrent « leurs plus vifs remerciements » à la compagnie, pour le soin qu'elle avait pris de rendre le calme à l'établissement (2).

Ce fut là l'heureuse aurore de la liberté législative en Amérique. Ceux qui jusqu'alors avaient dépendu du bon plaisir d'un gouverneur, réclamaient leurs privilèges de citoyens anglais, et demandaient un code basé sur les lois anglaises. Ils commençaient à regarder la Virginie comme leur patrie; « ils s'appliquaient à bâtir des maisons et à semer du blé (3), » fermement résolus à perpétuer la colonie.

Le parti patriote en Angleterre, alors maître de la direc-

(1) Hening, I, 118.

(2) Stith, 160, 161; Smith, II, 39; *Anciennes archives*, dans Hening, I, 121, 122; *État de la Virginie*, 1620, p. 7; Purchas, IV, 1775, 1776; Chalmers, 44, attribue à tort à l'assemblée coloniale le langage employé par la compagnie de Londres.

(3) Hammond; Leah et Rachel, 3.

tion de la compagnie de Londres, travailla avec ardeur à prendre des mesures pour augmenter la population et pour affermir les libertés de la Virginie. Sir Edwin Sandys, le nouveau trésorier, était doué d'un si bon jugement et d'une si grande fermeté, que ni l'intimidation, ni les menaces les plus terribles, ne pouvaient l'empêcher de rechercher et de réformer les abus qui avaient d'abord retardé les progrès de la colonie (1). Lorsqu'il prit possession de sa charge, après douze ans de travaux et une dépense de quatre-vingts livres faite par la compagnie, la population de la Virginie n'était que de six cents âmes, tout compris, hommes, femmes et enfants; et maintenant en un an, il pourvut au passage en Amérique de douze cent soixante et une personnes. Le caractère de cette nouvelle émigration mérite d'être observé. « Les colons de la Virginie n'avaient pas encore eu l'intention de s'y établir définitivement. » Avant les dernières réformes, ils n'y allaient qu'avec le dessein arrêté de revenir plus tard en Angleterre; il était donc nécessaire de multiplier les motifs d'attachement au sol. Jusque là peu de femmes avaient même osé traverser l'Atlantique; mais actuellement la perspective du bonheur engagea quatre-vingt-dix jeunes personnes, jolies et jouissant d'une bonne réputation (2), à se rendre aux vœux de la compagnie et aux conseils bienveillants de Sandys, en s'embarquant pour la colonie, où elles étaient sûres de recevoir un bon accueil. La compagnie paya les frais de leur voyage; là elles épousèrent les tenanciers de la corporation ou ceux qui avaient les moyens de les entretenir et d'acquitter le prix de leur traversée, qui fut rigoureusement exigé (3). L'entreprise,

(1) *Principal motif, etc.*, Burk, I, 323; Stith, 159.

(2) Note sur les navires, les hommes et les provisions envoyés en Virginie en 1619, p. 1, 2, 3; Stith, 165.

(3) Sandys, dans Stith, 166.

qui avait été en partie une spéculation mercantile, eut tant de succès, qu'on résolut d'envoyer cent nouvelles recrues l'année suivante (1620) (1); mais, avant qu'il fût possible de les rassembler, la compagnie se trouva si pauvre que pour réaliser son projet, elle dut recourir à une souscription. Après quelques délais, elle expédia (1621) soixante belles jeunes filles, appuyées par de bonnes recommandations et qui avaient reçu une éducation vertueuse. Les frais de voyage furent élevés de cent vingt à cent cinquante livres de tabac, et même plus, afin que toutes les charges précédentes fussent acquittées. Celui qui prenait une femme, croyait de son honneur de payer cette dette, qui devait marcher avant toutes les autres; de son côté, la compagnie accordait la préférence aux hommes mariés, dans la distribution des emplois. Les liens domestiques en se formant, donnèrent naissance à des sentiments vertueux et des habitudes de frugalité. Le flot de l'émigration grossit; en trois ans (1619-1621), on accorda cinquante concessions de terres et trois mille cinq cents personnes se dirigèrent vers la Virginie (2) qui devint même un refuge pour les Puritains (3).

La concession formelle et réfléchie des libertés législatives est un acte du plus haut intérêt (1620). Sandys ayant résigné sa charge de trésorier après un an de services, une lutte s'éleva au sujet de l'élection de son successeur. La réunion fut nombreuse, et comme les assemblées de la compagnie étaient devenues alors une école de débats, on y remarquait la présence des membres les plus influents du parlement. Le roi Jacques, voulant terminer la lutte,

(1) Supplément pour 1620, p. 11, annexé à la *Situation de la Virginie, 1620*.

(2) Stith, 196; *État de la Virginie, 1622*, p. 6, etc.

(3) Whitaker, dans Purchas.

envoya un message dans lequel il désignait quatre candidats ; dont il désirait que l'un fût nommé (1621). La compagnie s'opposa à l'intervention du roi comme à un empiètement sur ses privilèges , et tandis que Jacques s'exposait à la honte d'une tentative infructueuse d'usurpation , le choix de l'assemblée tomba sur le comte de Southampton, le vieil ami de Shakspeare. La corporation, après avoir ainsi revendiqué ses propres droits, procéda au redressement des anciens abus et se mit en devoir d'assurer les libertés de la colonie par des garanties écrites (1).

Lorsque les colons avaient appelé à la compagnie de Londres de la sentence de mort prononcée par Argall, les amis de ce fonctionnaire s'étaient réunis et, présidés par le comte de Warwick, ils avaient déclaré que le jugement en vertu de la loi martiale était le mode de procéder le plus convenable, parce que c'étaient des soldats et des hommes d'épée qui y remplissaient le rôle de juges. Cette opinion fut alors abandonnée, et l'on reconnut largement aux colons le droit de jugement par jury. Il ne s'écoula pas beaucoup de temps avant qu'on admit également la liberté des pêcheries septentrionales ; et l'histoire des premiers temps de la Nouvelle-Angleterre nous apprendra avec quel succès on s'opposa au monopole d'une corporation rivale (2).

La compagnie avait approuvé tacitement, mais jamais elle ne sanctionna formellement les mesures prises par l'assemblée coloniale réunie par sir George Yeardley. Ce fut au mois de juillet 1621, qu'une ordonnance mémorable (3) donna une constitution écrite à la colonie. La forme de gouvernement adoptée pour la Virginie fut analogue à celle de l'Angleterre, et, à quelques modifications près, elle devint

(1) Stith, 176-181.

(2) Stith, 181-185; Gorges, ch. XVII-XXII.

(3) Hening, I, 110, 111.

le modèle des systèmes introduits plus tard dans les autres provinces royales. On déclara que ce qu'on se proposait c'était « le plus grand bien et avantage du peuple et le moyen de prévenir l'injustice, les torts et l'oppression. » Les rouages de cette constitution sont simples et peu nombreux : un gouverneur à nommer par la compagnie ; un conseil permanent, également à nommer par la compagnie ; une assemblée générale à réunir tous les ans et devant se composer des membres du conseil et de deux députés de chaque plantation choisis par leurs habitants respectifs. L'assemblée pouvait exercer pleinement l'autorité législative, sauf le vote négatif réservé au gouverneur ; mais aucune loi ni aucune ordonnance n'était valable que moyennant ratification par la compagnie d'Angleterre. Par un sentiment d'équité remarquable et une générosité sans exemple, on ajouta cette prescription, qu'une fois le gouvernement de la colonie constitué, les ordres de l'assemblée de Londres n'auraient de valeur en Virginie, qu'après avoir été ratifiés de la même manière par l'assemblée générale. Les cours de justice étaient requises de se conformer aux lois et à la procédure en usage dans le royaume d'Angleterre.

Telle fut la constitution, que le successeur du bon, mais insuffisant Yeardley, sir Francis Wyatt, fut chargé de porter à la colonie. Le gouvernement représentatif et le jugement par jury furent ainsi établis dans le nouvel hémisphère, comme des droits reconnus. Les colons cessèrent d'être les serviteurs d'une compagnie marchande ; ils devinrent alors des citoyens libres. Dorénavant on regarda le pouvoir suprême comme résidant dans les mains du parlement colonial et dans celles du roi, en sa qualité de roi de la Virginie. Cette ordonnance fut la base sur laquelle la Virginie éleva l'édifice de ses libertés ; son influence fut grande et durable et l'on peut en suivre les traces dans l'histoire des

années suivantes de la colonie. Elle fit de cet établissement dans l'enfance une pépinière d'hommes libres ; et les générations suivantes apprirent à aimer ces institutions qui remontaient à la première période de prospérité de leurs pères. Les privilèges alors concédés ne purent jamais être arrachés aux Virginiens. Lorsque de nouvelles colonies se formèrent dans le Sud, leurs propriétaires ne purent espérer y attirer des émigrants qu'en leur accordant des franchises aussi étendues que celles dont jouissait leur rivale plus âgée. La compagnie de Londres mérite la gloire de s'être comportée en amie habile de la liberté en Amérique. On peut douter qu'aucun des actes publics du règne du roi Jacques ait exercé une influence plus profonde et plus durable. L'honneur en revient au comte de Southampton, à sir Edvin Sandys et au parti patriote en Angleterre, qui, ne pouvant réussir à établir les garanties d'une administration libérale dans la mère-patrie, s'attacha à unir si intimement la liberté populaire à la vie, à la prospérité et à la condition sociale de la Virginie, qu'il ne fut jamais possible de les séparer.

CHAPITRE V.

ESCLAVAGE. — DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE DE LONDRES.

Pendant que la concession d'un gouvernement représentatif faisait de la Virginie le refuge de la liberté, par une de ces étranges contradictions, qui signalent le cours des choses humaines, elle devenait le séjour de l'esclavage héréditaire. Ce système injuste, ruineux et déplorable, ne s'implanta dans les institutions naissantes de l'Amérique, ni du consentement de la corporation, ni de la volonté des émigrants; il fut introduit par l'avidité mercantile d'une nation étrangère, puis confirmé par la politique de l'Angleterre, sans égard pour les intérêts ou les vœux de la colonie.

L'esclavage et le commerce des esclaves remontent plus haut que les souvenirs de la société humaine; on a constaté leur existence partout où le chasseur sauvage a commencé à prendre les habitudes de la vie pastorale ou agricole; on les a retrouvés dans toutes les parties du globe, excepté en Australie. Ils ont pénétré chez toutes les nations civilisées de l'antiquité. Les premiers rudiments de l'histoire des Égyp-

tiens nous présentent l'image de la servitude; les plus vieux monuments du travail de l'homme sur le sol de l'Égypte sont évidemment les fruits du labeur des esclaves. Le fondateur de la nation juive était un propriétaire d'esclaves et un marchand d'esclaves. Tous les patriarches étaient les maîtres des membres de leur famille (1).

Les Hébreux, après avoir brisé les liens de leur propre asservissement, emportèrent avec eux au delà du désert, l'institution de l'esclavage. La lumière qui s'échappa du Sinaï, dispersa les chimères corruptrices du polythéisme; mais l'esclavage s'établit même dans la terre promise, sur les bords de Siloa, près des oracles de Dieu. Le père hébreu pouvait condamner sa fille à la servitude; la femme, les enfants et la postérité de l'esclave émancipé, demeuraient la propriété du maître et de ses héritiers; si un esclave, quoique blessé mortellement par son maître, ne souffrait de ses blessures que pendant un jour, le propriétaire échappait à toute punition; car l'esclave était l'argent de son maître. Il est même probable qu'à une époque plus reculée, un homme pouvait vendre sa famille pour acquitter ses dettes (2).

Les contrées qui entouraient la Palestine étaient également habituées à la servitude domestique. De même que Babylone, Tyr, la cité commerciale la plus ancienne et la plus célèbre de la Phénicie (3) fut « un marché d'hommes. » Les Scythes du désert avaient déjà établi l'esclavage dans les plaines et les forêts inconnues du Nord.

Quelque anciennes que soient les traditions de la Grèce, l'existence de l'esclavage est encore antérieure. La colère d'Achille fut causée par une querelle à propos d'une esclave; les dames grecques avaient des multitudes d'esclaves à

(1) *Gen.*, XII, 16; XVII, 12; XXXVII, 28.

(2) *Exode*, XXI, 4, 5, 6, 7, 21; *Mathieu*, XVIII, 25.

(3) *Ézéchiel*, XXVII; *Révélation*, XVIII, 13.

leurs ordres; les héros grecs, pendant le siège de Troie, faisaient des excursions dans les villes et les villages environnants, afin d'en réduire les habitants à l'esclavage. Les pirates grecs jetèrent les fondements du commerce de la Grèce, en rôdant à la poursuite des hommes, comme les corsaires de la Barbarie. Toute ville commerçante était un marché d'esclaves; toute habitation située sur les bords de la mer, était exposée au danger de se voir attaquée par les voleurs d'hommes (1). Les Grecs se faisaient esclaves les uns les autres. La langue d'Homère était la langue maternelle des Ilotes, la ville grecque, en hostilité avec une autre ville voisine, se vantait du nombre des captifs emmenés, comme d'une source de profits (2): le héros de la Macédoine vendait sans pitié comme esclaves des membres de sa propre famille, qui parlaient la même langue que lui. Personne n'avait encore l'idée du travail libre pour tous. Aristote avait écrit que tous les hommes sont frères, et cependant la pensée de l'affranchissement universel ne se présenta jamais à son esprit judicieux. L'esclavage était l'indispensable élément de toute république grecque.

L'extension prodigieuse de la servitude dans les possessions de Rome et l'extrême sévérité des lois romaines à l'égard des esclaves, contribuèrent à hâter la chute de la république romaine. Le pouvoir du père, de vendre ses enfants, du créancier, de vendre son débiteur insolvable, du guerrier, de vendre son captif, étendit l'influence de cette institution au sein de toutes les familles romaines, sur les conditions de tous les contrats, au cœur de tous les malheureux pays envahis par les aigles romaines. Les marchés

(1) Thucydides, liv. I, ch. V.

(2) Arist., *Pol.*, liv. I, ch. II, blâme cette pratique, qui était pourtant la règle ordinaire.

d'esclaves de Rome étaient remplis d'hommes de toutes les couleurs et de tous les climats (1).

Quand la liberté de vie des barbares eut réussi à prédominer sur les ruines de l'empire romain, les grandes fournitures des esclaves de Rome commencèrent à disparaître; mais le moyen âge se borna plutôt à transformer les moyens d'exercer le commerce des esclaves qu'à en diminuer les maux. Les pirates, les ravisseurs et les conquérants, continuèrent encore leurs chasses d'hommes. La race saxonne introduisit l'esclavage en Angleterre, sous sa forme la plus révoltante; à peine la moitié de la population de ce pays put-elle conserver quelque droit à la liberté et le prix d'un homme n'y fut évalué qu'à quatre fois le prix d'un bœuf. L'importation des esclaves étrangers s'y tolérait librement, et malgré des pénalités sévères, les Saxons pendaient leurs propres parents comme esclaves sur le continent; le trafic ne put être réprimé que lorsque la religion, plaidant la cause de l'humanité, en appela à la conscience. Même après la conquête (1102) des esclaves furent exportés d'Angleterre en Irlande, jusqu'au règne de Henri II; à cette époque, un synode irlandais, pour ôter le moindre prétexte d'invasion, décréta l'émancipation de tous les esclaves anglais dans l'île (2).

Les nations germaniques firent également des rivages de la Baltique le théâtre de ce déplorable commerce; le Dnieper était la grande route des marchands russes pour exporter à Constantinople les esclaves achetés sur les marchés de la Russie. Les malheureux souvent acceptaient la servitude comme un triste remède, mais comme le seul qu'ils pussent

(1) *Senecæ Epist. XCV. Agmina exoletorum, per nationes coloresque descripta, etc. De Brevit. Vit., c. XII.*

(2) Wilkins, *Concilia*, I, 383, 471. Comparez Lyttleton, *Henry II*, III; Turner, Lingard, Anderson.

trouver contre le dénucement absolu. Les longues guerres entre les Germains et les Slaves imprimèrent surtout au commerce des esclaves sa plus grande activité et remplirent la France et les États voisins d'une telle multitude de victimes, que l'on donna à la servitude même, le nom de la nation slave ; aussi toutes les nations de l'Europe occidentale ont encore conservé dans leur langue le souvenir du barbare trafic des « Slaves (1). »

La France ne s'abstint pas non plus de ce commerce. A Lyon et à Verdun, les Juifs avaient la faculté d'acheter des esclaves pour les revendre aux Sarrasins (2), leurs chaulands.

En Sicile, et peut-être en Italie, on exposait en vente, à leur tour, les enfants de l'Asie et de l'Afrique. Les peuples de la solitude et du désert sont renommés pour leur attachement à leurs enfants ; et cependant, l'excès de la misère réduisait parfois le père arabe lui-même à donner ses enfants en gage à un marchand italien, en se flattant du vain espoir de pouvoir bientôt payer leur rançon. Rome elle-même demeura longtemps un entrepôt où l'on exposait des esclaves chrétiens en vente, pour aller combler le déficit des marchés intérieurs des mahométans. Les Vénitiens qui, pour leur commerce, fréquentaient les ports des nations infidèles aussi bien que la ville de Rome, achetaient également chrétiens et musulmans, et les revendaient ensuite aux Arabes en Sicile et en Espagne. L'avarice des juifs et des chrétiens fournissait donc des esclaves aux marchés des Sarrasins. Et cependant ce commerce était condamné par l'Église et défendu par les lois de Venise : Il ne put être efficacement réprimé, que lorsque les lois vénitiennes défendirent de

(1) Hüne, *Darstellung*, I, 102 et suiv.

(2) Fischer, dans Hüne, I, 115.

faire entrer un seul esclave dans un vaisseau vénitien, et que le fait de mettre le pied sur le pont d'un bâtiment marchand de Venise devint privilège en même temps que la preuve de la liberté (1).

L'esprit de la religion chrétienne aurait entraîné l'entière abolition du commerce des esclaves avant la découverte de l'Amérique, dans les guerres des chrétiens contre les sectateurs de Mahomet. Au XII^e siècle, le pape Alexandre III, fidèle à la mission de la papauté qui, pendant la suprématie de la force brutale au moyen âge, avait fait du premier ministre de la religion le tribun du peuple et le défenseur des opprimés, écrivit ces mots : « La nature n'a pas créé d'esclaves, tous les hommes ont donc un droit égal à la liberté (2). » Mais le commerce des esclaves ne s'était jamais ralenti chez les mahométans, le chrétien captif n'avait d'autre alternative que l'apostasie ou la servitude, et le captif infidèle était traité dans la chrétienté avec la même intolérance. Au temps des croisades, dans le camp même du chef, dont les armes pieuses arrachèrent le sépulcre du Christ aux populations réunies de l'Asie et de la Lybie, la valeur d'un cheval de guerre était évaluée à trois esclaves. Les Turcs, à qui leurs lois interdisent de réduire un mahométan en esclavage, continuent encore à vendre les chrétiens captifs ; et nous avons vu que le père de la Virginie avait lui-même connu l'amertume de la servitude chez les Turcs.

Tous ces faits auraient pu n'exercer aucune influence sur les destinées de l'Amérique, sans les longues et incertaines luttes des chrétiens et des Maures à l'Ouest de l'Europe ; là, pendant plus de sept siècles et dans plus de trois mille

(1) Fischer, dans Müne, I, 116 ; Marin, dans Heeren, II, 260.

(2) Voir sa lettre à Lupus, roi de Valence, dans les *Historiæ Anglicanæ Scriptores*. Londini, 1652, I, 580. « Cum autem omnes liberos natura creasset, nullus conditione naturæ fuit subditus servituti. »

batailles, les deux religions se trouvèrent en présence l'une de l'autre, et la servitude fut le sort réciproque des captifs. Le fanatisme excitait à la vengeance, rendait les combattants impitoyables et les poussait à une guerre d'extermination. La France et l'Italie étaient remplies d'esclaves sarrasins; le nombre de ces mahométans ainsi réduits à la servitude chez les chrétiens, surpassa le nombre de tous les Chrétiens que les pirates de Barbarie aient jamais faits esclaves. Le clergé, qui avait plaidé avec succès pour les chrétiens, n'éprouvait aucune sympathie pour les infidèles. La victoire finale des Espagnols sur les Maures de Grenade, cet événement contemporain de la découverte de l'Amérique, fut signalée par une grande émigration des Maures sur les côtes de l'Afrique septentrionale; alors, chaque ville commerçante de cette contrée devint un nid de pirates et tout chrétien fut regardé par les corsaires heureux, comme leur butin ordinaire. La servitude devint ainsi le sort des chrétiens dans l'Afrique septentrionale; leur haine pour la domination des Maures s'étendit sur toute l'Afrique, et dans leur fanatisme aveugle et avide de représailles, ils n'éprouvèrent plus le moindre remords de réduire les enfants de l'Afrique en esclavage. Tous les Africains étaient mis sur la même ligne que les Maures.

L'influence de la religion avait amélioré les mœurs de l'Europe. Le clergé avait détruit les marchés d'esclaves chrétiens à Bristol, à Hambourg, à Lyon et à Rome. A l'époque de la découverte de l'Amérique, l'opinion morale avait aboli le trafic des chrétiens esclaves chez les nations civilisées et était presque sur le point de demander l'affranchissement des serfs; mais le fanatisme s'était montré favorable à un compromis avec l'avarice, et l'infidèle était encore exclu des rangs de l'humanité.

Cependant l'esclavage des nègres n'est pas une invention

de l'homme blanc. De même que les Grecs asservissaient des Grecs, que l'Hébreu acceptait souvent un autre Hébreu pour son maître absolu, que les Anglo-Saxons vendaient des Anglo-Saxons, ainsi la race nègre trafiquait de ses frères. Les relations les plus anciennes sur le pays des nègres, tout comme les brillantes traditions de l'Égypte et de la Phénicie, de la Grèce et de Rome, nous prouvent l'existence de l'esclavage domestique et parlent de caravanes de marchands d'esclaves noirs. Les plus anciens historiens grecs rappellent ce trafic (1). On vit des esclaves nègres dans la Grèce classique, et on les connut à Rome, sous la république et sous l'empire. C'est à l'année 990 environ que remonte l'histoire régulière du commerce des nègres esclaves. A cette époque, les marchands maures de la côte barbaresque pénétrèrent pour la première fois dans les villes de la Nigritie et se mirent sans interruption à échanger les produits de luxe des Européens et des Sarrasins contre l'or et les esclaves de l'Afrique centrale. Bien que parfois des caravanes entières fussent englouties sous les sables du désert, ou que, privées d'ombre et d'eau, elles eussent à souffrir les horreurs d'une soif ardente sous le soleil brûlant des tropiques, ce commerce n'en prit pas moins de l'extension, parce qu'il était avantageux; aussi avant même que le génie de Colomb n'eût ouvert la route du Nouveau Monde, le commerce des esclaves nègres avait déjà reçu une organisation systématique chez les Maures et s'était propagé des régions primitives de la race éthiopienne au cœur de l'Égypte d'un côté, et aux côtes de la Barbarie, de l'autre (2).

Mais le danger pour l'Amérique ne s'arrêta pas là. Les

(1) Hérodote, liv. IV, ch. CLXXXI-CLXXXV. Comparez Heeren, XIII, 187 et 231; Blair, *Esclavage chez les Romains*, 24.

(2) Edrisius et Leo Africanus, dans Hüne, I, 150-163. Les volumes de Hüne méritent d'être mieux connus.

Européens avaient entièrement organisé le commerce des esclaves nègres, avant la colonisation des États-Unis; il existait déjà un demi siècle avant la découverte de l'Amérique.

Peu après les premières victoires des Portugais en Barbarie (1415), la soif du gain, l'amour des conquêtes et la haine des infidèles poussèrent leur marine à visiter les ports de l'Afrique occidentale; les premiers vaisseaux qui s'avancèrent au Sud jusqu'au cap Blanc (1441), revinrent chargés non de nègres, mais de Maures. On traita les malheureux qui avaient fait l'objet de cette sorte d'importation, non comme des manœuvres, mais bien comme des étrangers dont il fallait recueillir des renseignements sur leur pays natal (1443). On ordonna ensuite à Antonio Gonzalès qui les avait emmenés en Portugal, de les rendre à leur ancienne patrie. Il obéit et les Maures lui donnèrent pour rançon, non seulement de l'or, mais des « Maures noirs » aux cheveux frisés. C'est ainsi que des esclaves nègres vinrent en Europe; la cupidité mercantile comprit aussitôt que les nègres pourrait devenir l'objet d'un commerce lucratif. On expédia sans délai de nouveaux navires (1444) (1). L'Espagne s'occupa à son tour de ce trafic; et même, l'historien des découvertes maritimes de cette puissance, réclame pour elle l'honneur, peu enviable, d'avoir introduit les nègres en Europe avant les Portugais (2). Les marchands de Séville rapportaient des côtes occidentales de l'Afrique de la poudre d'or et des esclaves (3). Ainsi, quoique les rigueurs de la servitude eussent été à certains égards adoucies par la bienveillance des lois (4), l'esclavage des nègres était établi dans

(1) Galvano, dans Hakluyt, IV, 413; De Pauw, *Rech. Phil.*, I, 21.

(2) Navarette, *Introduction*, s. XIX.

(3) Prescott, *Ferdinand et Isabelle*.

(4) Zuniga, *Annales de Sevilla*, 373, 374. Le passage est très remarqua-

l'Andalousie, et ils « abondaient à Séville, » avant même que Colomb eût conçu l'idée de son entreprise (1).

Les aventuriers sur mer de cette époque mêlaient les principes du fanatisme aux projets hardis des pirates et des héros; ils considéraient les richesses des pays qu'ils découvraient, comme leur butin légitime et les habitants, comme leurs sujets, s'ils étaient chrétiens, et comme leurs esclaves, s'ils étaient infidèles. On importa même en Espagne des Indiens d'Hispaniola. De bonne heure et à différentes reprises on enleva les naturels du Nord, en guise de cargaison. Des vaisseaux longeaient les côtes de l'Amérique, comme celles de l'Afrique, pour en emporter des travailleurs; il y avait à peine une rade commode, du côté de l'Atlantique, sur toute la frontière des États-Unis, qui ne fût visitée par des entraîneurs d'esclaves (2). Les Indiens natifs se tenaient toujours prêts à résister à ces perfides spéculateurs; hommes libres des déserts, différents en cela des Africains, chez lesquels l'esclavage avait existé de temps immémorial, ils ne voulurent jamais appuyer les marchands étrangers, ni se faire leurs agents dans cet horrible trafic. La force et la ruse restèrent donc les seuls moyens que purent employer, près de l'île de Terre-Neuve ou de la Floride, sur les côtes de l'Atlantique ou chez les Indiens de la vallée du Mississipi Cortereal et Vasquez de Ayllon, Porcallo et Soto, et tant d'autres aventuriers, dont il vaut mieux taire les noms et

ble : « Avia anos què desde los Puertos de Andaluzia se frequentava navegacion a los costas de Africa, y Guinea, de donde se traian esclavos, de que ya abundava esta ciudad, etc., etc., 373. Eran en Sevilla los negros tratados con gran benignidad, desde el tiempo de el Rey Don Henrique Tercero, » etc., etc. Je suis redevable à W. H. Prescott, de Boston, d'avoir pu consulter Zuniga.

(1) Irving, *Colomb*, II, 351, 352; Herrera, d. I, liv. IV, ch. XII.

(2) Comparez Peter Martyr d'Anghiera, d. VII, ch. I et II, dans Hakluyt, V, 404, 405, 407.

les crimes, pour emmener les naturels de l'Amérique septentrionale comme esclaves en Europe et dans les possessions espagnoles aux Indes Occidentales. La gloire de Colomb lui-même en fut souillée; il asservit cinq cents naturels américains et les envoya en Espagne (1494), pour les faire vendre publiquement à Séville (1). La généreuse Isabelle ordonna (1500) de briser les fers des Indiens soumis à l'esclavage dans ses possessions européennes (2). Pourtant sa bienveillance ne s'étendit, ni aux Maures, qui expiaient leur valeur par la servitude, ni aux Africains; et même sa compassion pour les habitants du Nouveau Monde fut plutôt un sentiment passager propre à soulager les malheureux qu'elle avait sous les yeux, que l'application réfléchie d'un principe juste. Car, quelques jours après avoir rendu la liberté aux Indiens réduits en esclavage par Colomb, elle accordait comme auparavant des lettres patentes pour faire des découvertes et elle s'y réservait pour elle-même et pour Ferdinand, le quart (3) des esclaves que les nouveaux royaumes renfermaient (1501). L'esclavage des Indiens était ainsi reconnu légalement (4).

Pendant près de deux siècles, on continua cette pratique de vendre comme esclaves à l'étranger, les naturels de l'Amérique du Nord et des hommes de la moralité la plus austère, n'hésitaient pas à condamner à l'exil et à la servitude les captifs que le champ de bataille avait épargnés. L'excellent Winthrop énumère des Indiens parmi ses legs (5).

(1) Irving, *Colomb*, liv. VIII, ch. V.

(2) Navarette, *Col.*, II, 246, 247.

(3) « Esclavos, é negros, é loros que en estos nuestros reinos sean habidos é reputados por esclavos, etc. » Navarette, II, 245, et aussi II, 249.

(4) Voir une cédula sur un contrat d'esclavage, dans Navarette, III, 514, 515, donnée le 20 juin 1501.

(5) Winthrop, *N. E.*, II, 360.

Les clauses de la première confédération de la Nouvelle Angleterre rangent les personnes au nombre des dépouilles de la guerre. Un faible débris de la tribu Pequod (1) dans le Connecticut, les prisonniers que Waldron conquit par la trahison dans le New-Hampshire (2), les restes malheureux de la tribu d'Annawon (3), les rejetons orphelins du roi Philippe (4) lui-même, tous furent condamnés à la même et cruelle destinée, à la même servitude perpétuelle. Les clans de la Virginie et de la Caroline (5) eurent de la peine pendant plus de cent ans à se préserver des ravisseurs d'hommes. L'esprit public avait été profondément et pour longtemps perverti.

Ce ne fut pas Las Casas qui suggéra le premier l'idée de transporter des Africains esclaves à Hispaniola; les Espagnols propriétaires de nègres, emmenèrent, lors de leur émigration, leurs esclaves avec eux. Cette transportation peut s'être effectuée d'abord en contrebande; mais un édit royal permit bientôt de conduire à Hispaniola les nègres esclaves nés dans l'esclavage chez les chrétiens (6). C'est ainsi que les ordonnances des rois d'Espagne autorisèrent la servitude des noirs en Amérique. Au bout de deux ans, le nombre des Africains devint si grand à Hispaniola (1503), qu'Ovando, gouverneur de l'île, conjura d'en défendre dorénavant l'importation (7). Le gouvernement espagnol essaya

(1) Winthrop, *N. E.*, I, 234.

(2) Belknap, *Hist. du N. Hampshire*, I, 75, édition de Farmer.

(3) Baylies, *Plymouth*, III, 190.

(4) Davis, sur le *Mémorial* de Morton, 454, 455; Baylies, *Plymouth*, III, 190, 191.

(5) Hening, I, 481, 482. L'acte défendant le crime prouve, ce qui n'est en effet pas contesté, son existence antérieure. Lawson, *Caroline*; Chalmers, 542.

(6) Herrera, d. I, liv. IV, ch. XII.

(7) Irving, *Colomb*, *Appendix*, n° 26, III, 372, première édition américaine.

de déguiser le crime, en interdisant l'introduction des esclaves nègres, élevés dans des familles maures (1); il ne permit de transporter aux Indes Occidentales que les nègres désignés comme instruits dans la foi chrétienne, sous prétexte qu'ils pourraient aider à convertir les nations infidèles. Mais on abandonna bientôt ce pitoyable faux fuyant; car enfin la profession du christianisme devait-elle être punie de la servitude perpétuelle dans les colonies? Et l'acheteur s'informerait-il scrupuleusement du lieu de naissance et du mode d'instruction de ses travailleurs? D'ailleurs, on avait entrepris avec succès la culture de la canne à sucre; et le système de l'esclavage, déjà affermi, cessa d'inspirer des scrupules aux hommes qui disposaient du pouvoir. Le roi Ferdinand lui-même envoya de Séville (1510), cinquante esclaves pour travailler aux mines (2). Le commerce direct d'esclaves entre la Guinée et Hispaniola fut même prescrit (1511) par une ordonnance royale (3), et sanctionné (1512-1513) de propos délibéré dans plusieurs décrets (4), parce qu'on avait prétendu que le travail d'un seul nègre équivalait à celui de quatre Indiens. N'était-il pas naturel qu'un jeune monarque entouré, comme Charles-Quint, de courtisans avides, ait accordé facilement aux Flamands l'autorisation de transporter des nègres aux colonies (1516)? Le bienveillant Las Casas avait vu les natifs du Nouveau Monde s'évanouir, comme la rosée, devant les traitements cruels des Espagnols; il ressentait pour les Indiens tout ce que la charité la plus ardente et le zèle le plus pur peuvent

(1) Herrera, d. I, liv. VI, ch. XX.

(2) Herrera, d. I, liv. VIII, ch. IX.

(3) *Ibid.*, d. I, liv. IX, ch. V. Herrera est explicite. La note du traducteur français de Navarette, I, 203, 204, doit être corrigée. Un commerce de nègres, sanctionné par la couronne, n'était certainement pas de la contrebande.

(4) Irving, *Colomb*, III, 372.

inspirer à un missionnaire. Ayant remarqué que les Africains conservaient leur robuste (1) santé sous le soleil d'Hispaniola, il suggéra l'expédient (2) d'employer dorénavant les nègres à accomplir les rudes travaux que seuls ils pouvaient endurer; il quitta l'Amérique (1517), pour plaider la cause des faibles indiens, l'année même qui vit luire l'aurore de la réforme en Allemagne. Les Flamands, excités par leur cupidité, s'emparèrent avidement de l'idée de Las Casas; on consulta le conseil de commerce de Séville, pour savoir combien il faudrait d'esclaves. Il avait été proposé d'en accorder quatre par émigrant espagnol; après un calcul rigoureux on fixa à quatre mille le nombre jugé nécessaire. La même année que Charles-Quint s'embarqua à la tête d'une puissante expédition contre Tunis, pour mettre un terme aux pirateries des États barbaresques et pour délivrer les chrétiens esclaves en Afrique, il donna ouvertement une sanction légale au commerce d'esclaves en Afrique. Les nègres devaient porter la peine des crimes des Maures. La Bresa, favori du monarque espagnol, se saisit avec empressement du monopole (3) pour huit ans, de l'importation annuelle de quatre mille esclaves dans les Indes Occidentales; les Génois l'achetèrent et se procurèrent leurs cargaisons dans le Portugal. A une époque postérieure, nous aurons occasion d'observer qu'une stipulation de ce monopole lucratif, forma partie intégrante d'un traité de paix

(1) Irving, *Colomb*, III, 370, 371.

(2) Les services de Las Casas ont été amplement discutés. La discussion semble maintenant close. Irving, *Colomb*, III, 367-378; Navarette, *Introduction*, s. LVIII, LIX. Le mémoire de Las Casas est encore en manuscrit. Herrera, d. II, liv. II, ch. XX, Robertson, *Amérique*, liv. III. Il peut cependant être curieux de comparer Grégoire, *Apologie de B. Las Casas*, dans les *Mém. de l'Inst. nat.*, an VIII, et Verplanck, dans *N. Y. Hist. Coll.*, III, 49-53 et 103-105.

(3) Herrera, d. II, liv. II, ch. XX.

conclu par un congrès européen; nous verrons que le souverain d'un des États les plus libres de l'Europe s'en attribua le quart des profits, et nous constaterons l'intime connexion de ce monopole avec la première de cette suite de guerres qui devaient aboutir à l'émancipation de l'Amérique. Ainsi ce fut un sentiment de bienveillance, trop ardent pour être juste, qui essaya de sauver les naturels de l'Amérique, en sanctionnant l'oppression non moins condamnable d'une autre race. Mais ce fut la convoitise et non une erreur de la bienfaisance, qui établit le commerce des esclaves; car celui-ci était déjà presque complètement organisé avant même que l'on prêtât l'oreille au charitable Las Casas prenant la défense des Indiens. La raison (1), la politique (2) et la religion unirent leurs voix pour condamner ce trafic. Plusieurs bulles des papes avaient, à la vérité, assuré aux Portugais le commerce exclusif des côtes occidentales de l'Afrique; mais le siège de Rome ne sanctionna jamais expressément, à ce que je crois, le commerce des esclaves entre l'Afrique et l'Amérique. L'esprit de l'Église romaine y était opposé. Léon X lui-même, dont les mœurs voluptueuses firent de son pontificat un carnaval continu, et auraient bien pu amortir en lui les sentiments de justice et d'humanité, déclara que (3) « non seulement la religion

(1) « Inter dominum et servum nulla amicitia est; etiam in pace belli tamen jura servantur. » Quinte Curce, liv. VII, ch. VIII. John Locke, qui a sanctionné l'esclavage dans la Caroline, en donne une définition analogue : « La condition parfaite de l'esclavage est l'état de guerre continué entre un conquérant législateur et un captif. » Comparez aussi Montesquieu, *De l'esprit des lois*, liv. XV, ch. V. De l'esclavage des nègres.

(2) Voir A. Q. Review, de déc. 1832, pour les effets de l'esclavage en Virginie.

(3) Grahame, *États-Unis*, II, 18; Clarkson, *Histoire de l'abolition du commerce des esclaves*, I, 35, édition américaine. Clarkson, I, 33, 34, dit que Charles V se repentit d'avoir permis l'esclavage et voulut ordonner l'émancipation. La première chose est probable; Cependant Herrera,

chrétienne, mais la nature même proteste à grands cris contre l'état d'esclavage. » Paul III, dans deux brefs distincts (1) appela (1537) la malédiction du Ciel sur les Européens qui asserviraient les Indiens ou toute autre catégorie d'hommes. Il devint même d'usage pour les vaisseaux espagnols qui mettaient à la voile en vue d'un voyage de découverte, de se faire accompagner d'un prêtre, dont le bienveillant devoir était de s'opposer à l'enlèvement des indigènes (2). La législature de l'Amérique indépendante a dénoncé avec énergie (3) l'empressement avide que l'on mit à introduire cette anomalie de l'esclavage des nègres au sein même de la liberté. Le collaborateur intelligent de Ferdinand et d'Isabelle, ce grand inquisiteur si terrible, ce franciscain austère mais ambitieux, Ximénès, prévoyant le danger que la suite des siècles devait enfin révéler, refusa de sanctionner l'introduction des nègres à Hispaniola; il comprenait (4) que leur nombre se multiplierait sous ce climat favorable et qu'ils finiraient infailliblement par se révolter et par réussir. Une triste expérience a justifié ses sages prévisions : Haïti, le premier point de l'Amérique où l'on ait admis des esclaves africains, a offert le premier exemple de la liberté africaine. Sans le commerce des esclaves, la race africaine n'aurait jamais rien possédé dans le Nouveau Monde.

C'est à sir John Hawkins que revient l'odieux mérite d'avoir le premier intéressé l'Angleterre au commerce des esclaves (1562). Il avait transporté par fraude une grande

d. II, liv. II, ch. XX, ne parle pas de l'esclavage, mais du monopole du commerce des esclaves.

(1) Voir le bref, dans Remesal, *Hist. de Chiappa*, liv. III, ch. XVI, XVII.

(2) T. Southey, *Indes Occidentales*, I, 126.

(3) Walsh, *Appel*, 306-342; Belknap, *Correspondance avec Tucker*, I; *Mass. Hist. Coll.*, IV, 190-211.

(4) Irving, III, 374, 375.

cargaison d'Africains à Hispaniola; la riche charge de sucre, de gingembre et de perles qu'il reçut en échange, attira l'attention de la reine Élisabeth; aussi, lorsqu'il s'agit de préparer une nouvelle expédition (1567), elle fut portée, non seulement à la protéger, mais encore à prendre part au trafic (1). Dans la relation qu'Hawkins a donnée lui-même de l'une de ses expéditions (2), il raconte qu'il mit le feu à une ville de 8,000 habitants, dont les huttes étaient couvertes de feuilles sèches de palmier et qu'il réussit ainsi à s'emparer de deux cent cinquante nègres. La franchise décidée avec laquelle il rapporte cet acte atroce, dont il s'applaudit même, et la célébrité dont il couvrit son nom, nous dévoilent bien de la manière la plus manifeste la dépravation du sentiment public à l'époque d'Élisabeth. Le chef de ces expéditions n'était pas tout simplement un homme de courage; dans toute autre circonstance, il sut compatir aux maux des malheureux, de ceux mêmes qui n'étaient pas ses compatriotes, et soulager leurs besoins avec une généreuse libéralité (3). Cependant le commerce, de la part des Anglais, dans les ports espagnols était aussi opposé aux lois de l'Espagne que réprouvé par les lois de la morale; et la reine d'Angleterre, en venant participer aux hasards, aux profits et aux crimes d'un pareil commerce, devenait tout à la fois contrebandière et marchande d'esclaves (4).

Les colonies se rendirent pour la première fois complices de ce criminel trafic des esclaves africains (1645) par le fait d'un certain Thomas Keyser et d'un nommé James Smith, membre de l'église de Boston. Ces deux individus firent

(1) Comparez Hakluyt, II, 351, 352, et III, 594; Hewat, *Caroline*, I, 20-26; Keith, *Virginie*, 31; Anderson, *Histoire du commerce*.

(2) Hakluyt, III, 618, 619.

(3) *Ibid*, III, 418, 419, 612-614.

(4) Lingard, VIII, 306, 307.

voile avec un navire « pour la Guinée, dans le but d'y pratiquer le commerce des nègres (1) ; » mais le Massachusetts retentit partout du cri de la justice poussé contre eux ; on les traita de malfaiteurs et de meurtriers. Un vénérable assistant, Richard Saltonstall, eut de son devoir comme magistrat de dénoncer le fait de voler des nègres « comme expressément contraire à la loi de Dieu et à celle du pays (2). » Les coupables furent mis en prison pour leur méfait (3), et, après avoir consulté les anciens, les représentants du peuple, « portant témoignage contre le crime odieux de vol d'hommes, » décidèrent (1646) que les nègres seraient ramenés « dans leur pays natal » aux frais de la nation et « qu'on leur remettrait une lettre exprimant l'indignation de l'assemblée générale » pour les torts qu'on leur avait infligés (4).

Lorsque George Fox visita les Barbades, en 1671, il enjoignit aux planteurs « de traiter leurs nègres avec douceur et bonté et de les affranchir après quelques années de servitude. » L'idée de George Fox avait déjà été mise en avant par les concitoyens de Gorton et de Roger Williams. Vingt ans à peu près s'étaient écoulés alors (1652) depuis que les députés de Providence et de Warwick, remarquant la disposition des habitants de la colonie à « acheter des nègres » et à les maintenir « à jamais dans l'esclavage, » avaient décrété « qu'aucun homme de la race noire » ne serait tenu « par contrat, captivité ou autrement, » en servitude perpétuelle. Le maître « devait les affranchir au bout de dix ans, suivant l'usage des Anglais envers leurs serviteurs ; celui qui n'accorderait pas la liberté » à son esclave,

(1) Winthrop, II, 243, 244, 245.

(2) Winthrop, II, 379, 380.

(3) *Archives des colonies*, III, 45.

(4) *Lois coloniales*, ch. XII.

« ou qui le vendrait afin qu'il pût servir d'esclave à d'autres pendant plus longtemps, paierait à la colonie une amende de quarante livres (1). » La somme de quarante livres était alors à peu près le double de la valeur d'un esclave nègre. Cette loi ne fut pas exécutée, mais le principe en subsista dans l'esprit du peuple.

En Virginie, la servitude avait d'abord été conditionnelle et protégée par des conventions ou par des contrats. Le serviteur était comme un débiteur vis à vis de son maître; il était obligé d'acquitter les frais de son émigration en consacrant toutes ses facultés au profit de son créancier. L'oppression naquit bientôt de cet état de choses; des hommes dont les frais de transport en Virginie ne s'étaient élevés qu'à huit ou dix livres, furent vendus parfois pour quarante, cinquante et même soixante livres (2). Fournir des serviteurs blancs devint une opération licite; des catégories d'individus mal famés se faisaient un jeu, d'embaucher des jeunes gens, des domestiques et des fainéants et de les embarquer pour l'Amérique, pour cette terre d'abondance spontanée comme ils la dépeignaient (3). Les travailleurs blancs devinrent donc un article ordinaire de trafic. On les vendait en Angleterre pour les transporter en Virginie, et là on les revendait au plus fort enchérisseur; de même que les nègres, on les achetait à bord des vaisseaux, comme on se procure des chevaux à une foire (4). En 1672, le prix moyen aux colonies d'un blanc, qui devait y servir cinq années, était de dix livres environ; tandis qu'un nègre valait vingt ou vingt-cinq livres (5). Ce genre de commerce

(1) George Fox, *Journal*, an 1671; la loi de Rhode-Island. J'ai copié dans les archives de Providence.

(2) Smith, I, 105.

(3) Bullock, *Virginie*, 1649, p. 14.

(4) *Triste État de la Virginie*, 1657, p. 4, 5; Hammond, Leah et Rachel, 7.

(5) Blome, *Jamaïque*, 84 et 16.

était si généralement en usage chez les Anglais, qu'on condamna à la servitude forcée dans la Nouvelle-Angleterre, non seulement les Écossais, pris sur le champ de bataille de Dunbar (1), mais encore les royalistes faits prisonniers lors de leur déroute à Worcester (2). Les chefs de l'insurrection de Penruddoc (3), furent également embarqués pour l'Amérique, malgré les remontrances de Haselrig et d'Henri Vane. A la même époque, on exportait souvent des multitudes d'Irlandais catholiques, de leur patrie, et on leur faisait subir en même temps des traitements si horribles qu'ils étaient à peine inférieurs aux atrocités ordinaires de la traite des nègres en Afrique (4). En 1685, lorsque près de mille prisonniers furent condamnés à la déportation, comme complices de l'insurrection de Monmouth, des hommes influents à la cour se disputèrent avec acharnement les insurgés déclarés coupables, comme une marchandise facile à placer (5).

La condition des ouvriers apprentis en Virginie différait de celle des esclaves, surtout pour la durée de leur servitude; les lois de la colonie favorisaient en outre leur prompt affranchissement (6). Mais le travail ainsi constitué facilita l'introduction de l'esclavage perpétuel. La compagnie avait d'abord monopolisé le commerce de la Virginie, pourtant, comme la manière dont elle administrait les affaires dans l'intérêt des associés soulevait de fréquentes dissensions,

(1) Cromwell et Cotton, dans Hutchinson, *Coll.*, 233-235.

(2) Archives du comté de Suffolk, 1, 5 et 6. Les noms de 270 personnes y sont rappelés. La cargaison du *John* et *Sarah* était « une forge, des ustensiles de ménage et d'autres approvisionnements pour des planteurs, et en outre des prisonniers écossais. » Écrit le 14 mai 1652.

(3) Burton, *Journal*, IV, 262, 271; Godwin, *République*, IV, 172.

(4) Lingard, XI, 131, 132.

(5) Dairymple; Mackintosh, *Hist. de la révolution de 1688*.

(6) Hening, I, 257.

on laissa le champ libre à la concurrence en 1620 (1). Au mois d'août de cette année, quatorze mois précisément après la réunion de la première assemblée représentative de la Virginie, quatre mois avant que la colonie de Plymouth n'abordât en Amérique, et moins d'un an avant la concession d'une constitution écrite, plus d'un siècle après que les derniers vestiges de l'esclavage héréditaire eussent disparu de la société anglaise et de la constitution de l'Angleterre et six ans après que le tiers État en France eût pétitionné pour l'émancipation des serfs dans tous les fiefs, un vaisseau de guerre hollandais entra dans la James River et débarqua vingt nègres pour les exposer en vente (2). C'est là en effet la triste époque de l'introduction de l'esclavage des nègres dans les colonies anglaises; mais le trafic des noirs aurait été restreint dès son origine, si les Hollandais étaient restés les seuls qui en eussent profité. Trente ans après la première importation des Africains, leur nombre était encore si peu considérable en Virginie, qu'on n'y comptait qu'un noir sur cinquante blancs (3); à une époque postérieure, soixante dix ans environ depuis l'existence de l'esclavage dans les colonies, les esclaves noirs y étaient en bien moindre proportion que dans plusieurs des États libres, lors de la guerre de l'indépendance. Le devoir de l'historien impartial est non seulement de remonter aux causes des événements, mais d'en rechercher les auteurs; nous examinerons donc quelle est l'influence qui parvint en dernier lieu à étouffer la voix de la justice, le cri de l'humanité et les remontrances de la législature coloniale. Si aucune autre forme de servitude n'eût été connue en Virginie que

(1) Stith, 171.

(2) Beverley, *Virginie*, 35; Stith, 182; Chalmers, 49; Burk, I, 211, et Hening, I, 146, tous s'appuyent sur Beverley.

(3) *Nouvelle description de la Virginie*.

celle qui avait été tolérée en Europe, l'esprit bienveillant de la législation coloniale aurait bientôt écarté toute difficulté. Mais il s'agissait alors de résoudre un nouveau problème de l'histoire de l'humanité. Pour la première fois, la race éthiopienne et la race caucasienne allaient se rencontrer en nombre presque égal sous une zone tempérée. Qui pouvait prévoir le résultat de cet événement? Dès le commencement la race nègre fut regardée avec mépris; on défendit son union avec les blancs sous les pénalités les plus ignominieuses (1). Pendant plusieurs années, les Hollandais furent principalement intéressés au commerce des esclaves sur le marché de la Virginie. Le besoin immédiat de travailleurs peut, en partie, avoir fait fermer les yeux aux planteurs sur les tristes résultats de l'esclavage (2), quoique les lois de la colonie se fussent, dès la période la plus reculée, opposées à son extension en imposant une taxe spéciale sur chaque femme esclave (3).

Si Wyatt, à son arrivée (1624) dans la Virginie, trouva l'esclavage des nègres implanté dans l'organisation sociale, il apportait avec lui l'ordonnance mémorable, qui devait servir de fondement aux libertés coloniales, et que dans ses instructions il interpréta favorablement à l'indépendance des droits des colons (4). On constituait la justice sur la base des lois de l'Angleterre, et on proclamait une amnistie générale pour les anciennes querelles. Comme le puritanisme venait d'apparaître dans la Virginie, on défendit d'introduire « des nouveautés inutiles » dans la forme du

(1) Hening, I, 146.

(2) On peut inférer cela d'un document sur la Virginie, dans Thurloe, v. 81, ou Hazard, I, 601.

(3) Hening, II, 84, Act. liv. mars 1662. Le statut implique l'existence antérieure de la règle.

(4) *Ibid.*, I, 114-118; Slith, p. 194-196; Burk, v. I, p. 224-227.

culte. L'ordre de s'occuper de la recherche des mines trahissait l'espoir persistant de découvrir de l'or, tandis que l'injonction d'encourager certaines catégories de manufactures demeurait inefficace parce que le travail pouvait s'appliquer d'une manière différente avec bien plus d'avantage.

La première session, qui se réunit en vertu de la constitution écrite, s'occupa principalement des moyens propres à encourager le travail intérieur; la production de la soie devint surtout l'objet des délibérations de l'assemblée (1). Mais si les lois peuvent favoriser l'industrie, elles sont impuissantes à la créer. Quand le sol, les hommes et les circonstances se réunissent pour rendre désirable l'établissement de manufactures, la législation peut protéger habilement dans son enfance une entreprise contre une concurrence inégale. La production de la soie, sur laquelle on avait attiré si longtemps, si souvent et avec tant d'insistance (2), l'attention de la Virginie, ne peut se poursuivre avec succès que là où, au sein d'une population surabondante, il y a du travail superflu. En Amérique, les premières nécessités de la vie ne laissaient nul travail sans demandes; on ne pouvait accorder aux vers à soie les soins nécessaires, dans une contrée où toutes les commodités de la vie domestique étaient encore à créer. La culture de la vigne y avait encore moins de chances de succès. La compagnie avait envoyé plusieurs fois, des vigneron, qu'on avait mis à l'œuvre sous le régime de la terreur, de la loi martiale et qui continuèrent leurs efforts après l'établissement d'un gouvernement régulier. Mais ce fut peine inutile. La culture de la vigne sur une grande échelle, à moins d'être singu-

(1) Henning, I, 119.

(2) *Virgo Triumphans*, 35.

lièrement favorisée par le climat, ne peut également réussir que dans un pays très peuplé, car un petit vignoble exige l'emploi d'un grand nombre de bras. C'est une loi de la nature, que dans un pays nouvellement exploité, situé sous la zone tempérée, on doit élever le bétail et cultiver le blé plutôt que de songer à la vigne et à la soie.

L'introduction de la culture du coton aux États-Unis mérite d'être rapportée. On le sema pendant cette même année, 1621, d'abord comme essai, et « la moisson abondante » qu'on en obtint, excita, à cette époque, l'intérêt en Amérique et en Angleterre (1).

La compagnie, dans sa bonne volonté, ne négligea pas d'établir des maisons d'éducation et de pourvoir aux frais du culte public. L'évêque de Londres consacra mille livres, qu'il avait ramassées par des collectes, à une université qui fut généreusement dotée de terres, ainsi que les différentes églises de la colonie (2). La charité publique et privée se montra active (3); mais le sol n'était jamais occupé par des travailleurs productifs, et le système de se procurer des revenus, au moyen de tenanciers permanents, ne pouvait réussir, car il n'était pas en harmonie avec la condition d'une société coloniale.

Il y avait eu quelques querelles entre les Anglais et les Indiens, mais pas de guerre (1622). Dès le premier débarquement des colons en Virginie on avait fait peu de cas de la puissance des naturels; ceux-ci ne possédaient pour toutes armes sérieuses, que des flèches telles qu'ils pouvaient en fabriquer sans le secours du fer, et des haches telles qu'ils pouvaient en façonner avec des pierres; un

(1) Thorp, lettre du 17 mai 1621, dans une note marginale, dans *Purchas*, IV, 1789.

(2) *Sith*, 162, 166, 172, 173.

(3) *Mém. sur la charité religieuse dans l'État de Virginie*, 1622, p. 51-54.

mâtin anglais leur paraissait un terrible adversaire (1). Ils n'étaient pas nombreux ; on a calculé qu'à soixante milles au delà de Jamestown, il n'y avait pas plus de cinq mille âmes, ou environ quinze cents guerriers. Tout le territoire des tribus, qui obéissaient à Powhatan, comme à leur chef ou à leur vainqueur, comprenait environ huit mille milles carrés, trente tribus et deux mille quatre cents guerriers, de sorte que la population indienne montait à un habitant à peu près par mille carré (2). Ces naturels, nus et faibles comparativement aux Européens, n'étaient réunis nulle part dans d'importants villages ; ils vivaient dispersés dans des hameaux, renfermant chacun une bande de quarante à soixante habitants. Peu d'endroits contenaient plus de deux cents personnes ; mais beaucoup en comptaient moins (3). Il arrivait rarement aussi à une grande partie de ces tribus de se rassembler. La frivole histoire d'une embuscade de trois ou quatre mille Indiens est peut-être une erreur ; il s'agissait probablement de trois ou quatre cents hommes ; autrement ce serait une fiction extravagante, indigne de toute croyance (4). Smith rencontra un jour une troupe qui lui parut s'élever à sept cents individus, et telle était la supériorité que donnait l'emploi des armes à feu, qu'avec quinze hommes il fut en état de leur tenir tête à tous (5). On regardait donc les sauvages avec mépris ou avec pitié. On n'avait pris aucun soin constant pour se concilier

(1) Smith, II, 68 ; Stith, 211.

(2) Smith, I, 129. Comparez Jefferson, *Notes*, Quatre XI ; *Vraie déclaration de la Virginie*, 10. « L'étendue de cent milles était à peine peuplée de deux mille habitants. »

(3) Smith, II, 66 ; Purchas, IV, 1790 ; *État de la Virginie en 1622*, p. 19 ; Heylin, liv. IV, 96.

(4) Smith, I, 177, suffisamment réfuté, parce que « Smith a écrit de sa propre main, » I, 129. Burk, I, 311, 312, a condamné trop vite

(5) Smith, I, 129.

leur bienveillance, quoique leur condition se fût améliorée pour quelques-uns des arts de la civilisation. Le degré de leur développement peut s'apprécier par l'intelligence de leur chef. On avait bâti une maison à la manière anglaise pour Opechancanough; celui-ci se prit d'une telle passion pour la serrure et la clef que, cent fois le jour, il ouvrait et fermait la porte et qu'il regardait cette invention comme incomparable (1). A l'arrivée de Wyatt, les naturels exprimèrent la crainte de lui voir des intentions hostiles; mais il leur assura qu'il désirait maintenir inviolablement la paix et que les émigrants n'emploieraient leurs armes à feu que contre les bêtes fauves et la volaille. La confiance fut poussée si loin qu'on oublia l'ancienne loi qui punissait de mort celui qui enseignait à un Indien la manière de se servir d'un mousquet; on employa même alors les indigènes comme oiseleurs et chasseurs (2). Les plantations des Anglais s'étendirent au loin, sans la moindre défiance, le long de James River et vers le Potomac, partout où la richesse du terrain permettait de cultiver le tabac avec succès (3); on ne négligea pas même les lieux solitaires, privés de tout voisinage, parce que là il y avait moins de concurrence pour l'appropriation du sol.

Powhatan, le père de Pocahontas, demeura après le mariage de sa fille, l'ami fidèle des Anglais. Il mourut en 1618, et son plus jeune frère hérita alors de son influence. Les possesseurs naturels du sol consentiraient-ils à se laisser chasser de leur ancien patrimoine? Se soumettraient-ils patiemment à cause de leur faiblesse, aux mépris, aux injures et à la perte de leurs terres? Le désir de leur conservation personnelle, la nécessité de se défendre semblait

(1) Smith, II, 68; Stith, 211.

(2) *Ibid.*, II, 103; Beverley, 38.

(3) Beverley, 38; Burk, I, 231, 232.

exiger une active résistance; pour conserver leurs demeures, il fallait exterminer les Anglais; mais dans une bataille rangée les Indiens auraient été impuissants; ayant conscience de leur infériorité, ils ne pouvaient espérer atteindre leur but qu'en se concertant pour surprendre leurs ennemis. Pareil crime était d'une barbare férocité, mais leur situation le suggérait. Ils étaient craintifs et prompts à soupçonner, par conséquent perfides, car le mensonge et la trahison sont les vices de la lâcheté. L'attaque se prépara avec un impénétrable secret. Jusqu'au tout dernier moment, les Indiens conservèrent le langage de l'amitié; ils empruntèrent les bateaux des Anglais pour se rendre à leurs propres assemblées à eux; le matin même du jour du massacre, ils étaient dans les maisons et à la table de ceux dont ils avaient comploté la mort. « Le ciel s'écroulera, disaient-ils, avant que la paix ne soit violée de notre part. » Enfin, le vingt-deux mars, à midi, les Indiens tombèrent au même instant sur une population sans défiance, dispersée dans des villages éloignés les uns des autres et qui s'étendaient à plus de cent quarante milles des deux côtés du fleuve. L'attaque fut si soudaine, que les victimes ne s'aperçurent du danger qu'au moment où elles étaient frappées. Personne ne fut épargné : femmes, enfants, aussi bien que les hommes, missionnaires qui avaient traité les naturels avec une charité et une douceur inépuisables, bienfaiteurs généreux dont ils avaient reçu journellement des marques de bonté, tous furent massacrés sans distinction avec la même barbarie et les mêmes raffinements de cruauté. Les sauvages se jetaient sur les cadavres, comme s'il avait été possible de leur donner une seconde fois la mort.

Trois cent quarante-sept personnes périrent ainsi en une heure. Cependant, le carnage ne fut pas général et la Virgi-

nie échappa à un si horrible désastre (1). La nuit avant l'exécution du complot, un Indien converti l'avait révélé à un Anglais qu'il désirait sauver; Jamestown et les établissements les plus rapprochés purent se préparer à soutenir l'attaque et les sauvages, aussi peureux alors qu'ils avaient été cruels, s'enfuirent avec précipitation à l'aspect de ces préparatifs de résistance. C'est ainsi que la plus grande partie de la colonie fut sauvée (2). Un an après le massacre, il y restait encore deux mille cinq cents hommes; le nombre total des émigrants avait dépassé quatre mille. Les résultats immédiats de ce massacre furent calamiteux. On abandonna les travaux publics (3); la culture des champs se restreignit beaucoup et les établissements, qui comptaient plus de quatre-vingts plantations, se réduisirent à moins de huit (4). Les maladies envahirent les colons abattus et resserrés actuellement en foule dans d'étroits emplacements; quelques-uns même retournèrent en Angleterre. Les projets de l'industrie firent éventuellement place à des plans de vengeance et une guerre d'extermination s'ensuivit. Loin de décourager les aventuriers en Angleterre, ces nouvelles éveillèrent en eux les sentiments les plus profonds d'intérêt et de compassion; on attachait d'autant plus de prix à l'acquisition de la Virginie, qu'elle avait coûté le sacrifice de tant de vies; le sang des victimes servit ainsi en quelque sorte à alimenter la colonie (5). On expédia en toute hâte des ren-

(1) Sur le massacre : une *Déclaration de l'État de Virginie*, avec une *Relation de ce massacre barbare*, etc., etc., 1622. C'est là la base du récit dans Smith, II, 65-76, et de Purchas, IV, 1788-1791; Stith, 208-213.

(2) *État de la Virginie en 1622*, p. 18. Purchas, IV, 1792, dit que 1,800 survécurent; c'est probablement inexact. Comparez Holmes, I, 178, note.

(3) Stith, 281, 219, 218.

(4) Purchas, IV, 1792; *Virginie*, Verger, dans Purchas, IV, 1816; Stith, 235.

(5) Stith, 233.

forts et des secours; le roi Jacques lui-même afficha pour un moment un élan de générosité; mais cédant en même temps à son avarice, il donna en présent des armes déposées dans la tour de Londres comme n'étant plus bonnes à rien en Europe. Elles pourront bien être utiles, pensa le monarque, contre les Indiens! Il fit également beaucoup de belles promesses, qui ne furent jamais exécutées (1). La cité de Londres contribua à réparer les pertes des Virginien et plusieurs particuliers déployèrent une louable générosité (2). Smith offrit spontanément ses services pour défendre les planteurs, tenir les sauvages en respect et pousser les découvertes; mais la compagnie n'avait pas de fonds et la proposition de Smith ne fit jamais l'objet d'une discussion publique ou d'une délibération; quelques membres seulement, dominés par une ridicule avarice, proposèrent d'accepter ses offres, pourvu qu'il fit lui-même les frais de l'entreprise et qu'il abandonnât à la corporation la moitié du butin (3). La colonie était fort accablée de ses pertes et de ses malheurs, cependant elle n'eut jamais de craintes sérieuses de se voir détruite par les Indiens. On pouvait redouter une surprise au milieu de la nuit, une embuscade en plein jour; mais les sauvages s'enfuyaient dès qu'ils s'apercevaient le moins du monde que leurs ennemis se tenaient sur leurs gardes et se préparaient à résister. Il ne manquait pas de gens qui soutinrent alors qu'il fallait réduire à une entière soumission ces peuples que la bonté ne pouvait gagner, et l'on citait l'exemple des Espagnols en applaudissant à leurs cruautés (4). D'ailleurs, guidés par un instinct naturel, les Indiens avaient choisi pour y établir

(1) Burk, I, 248, 249.

(2) *Ibid.*, 232, 233.

(3) Smith, II, 79-81; Stith, 234.

(4) Stith, 233; Smith, II, 71, 72.

leurs villages les sites les plus agréables, au bord des cours d'eau les plus limpides et près des terres les plus faciles à cultiver. On ne respecta plus davantage leurs droits de propriété ; les colons s'emparèrent de leurs champs et de leurs villages, en pouvant alléguer les lois de la guerre pour excuser leur cupidité. Ils firent également usage de la trahison. Les sauvages s'étaient réfugiés comme derrière des remparts, dans d'inextricables forêts et des lieux que la nature avait rendus inaccessibles. Les poursuivre là, c'eût été peine perdue ; il ne restait qu'un moyen pour les détruire ; il fallait les endormir dans la sécurité et les attirer dans leurs anciennes demeures (1).

Au mois de juillet de l'année suivante (1623), les habitants des différentes plantations, organisés en bandes et placés sous les ordres d'officiers dûment commissionnés, tombèrent sur les sauvages qui demeuraient dans leur voisinage, l'assemblée générale ordonna par une loi de renouveler cette attaque au mois de juillet 1623. Le livre des statuts prouve que six ans après (1630), on méditait encore des projets de vengeance impitoyable, car on y insistait fortement pour ne jamais conclure de paix avec les Indiens, et cette loi resta en vigueur jusqu'à la signature d'un traité (1632), sous l'administration de Harvey (2).

Dans l'intervalle un changement se préparait dans les relations de la colonie avec la mère-patrie (1623). Une corporation, soit commerciale soit propriétaire, est peut-être le pire des souverains. L'amour du gain est le mobile qui amène la formation de ces compagnies et qui constitue l'intérêt le plus manifeste à favoriser. Si une telle société est sagement administrée, les colons sous sa direction

(1) Stith, 303.

(2) Burk, I, 275 ; II, 37 ; Hening, I.

deviennent les instruments des négociants avides. Si, au contraire, les intérêts de la compagnie sont négligés, les colons, tout comme les propriétaires, se voient également dépouillés au profit d'agents infidèles. Lorsque c'est un individu qui dispose du pouvoir, on peut faire appel à sa magnanimité, à sa bienveillance et à son amour de la gloire; lorsque la masse jouit du privilège de se gouverner elle-même, les intérêts permanents sont sûrs d'obtenir finalement l'ascendant; mais une corporation ambitieuse est sourde à la voix de la miséricorde et insensible à la honte.

Le malheur avait présidé à la colonisation de la Virginie. Un établissement à la vérité s'y était formé, mais ce n'avait été qu'après d'énormes dépenses d'argent et de grands sacrifices en hommes. Les factions mécontentes entraînent la chute des institutions à qui le succès a fait défaut; la compagnie de Londres était alors déchirée par deux partis, qui grandissaient et s'envenimaient tous les jours davantage. Comme les actions d'un capital improductif avaient peu de valeur, ce que l'on se disputait surtout, c'était le pouvoir; aussi ces divisions intestines ressemblaient moins à des querelles entre des marchands désappointés qu'à des luttes entre des chefs politiques. Les réunions de la compagnie, qui se composaient alors d'un millier d'aventuriers; dont deux cents ou plus assistaient habituellement aux quatre assemblées annuelles (1), constituaient une sorte de théâtre où, grâce à la franchise des débats, les défenseurs patriotes de la cause de la liberté au parlement s'opposaient avec succès aux décrets du conseil privé, portés sur des matières se rattachant aux droits de la Virginie. Le parti, qui avait le dessous dans la compagnie trouva dans le roi un allié

(1) Stith, 282-286.

naturel ; il ne pouvait espérer de réussir qu'en établissant la suprématie de la prérogative royale, et le monarque, mécontent d'avoir confié à d'autres la haute direction de la colonie, désirait actuellement recouvrer l'influence dont il s'était dépouillé par une charte que lui-même avait concédée. D'ailleurs, il n'aimait pas la liberté des discussions. « Les assemblées de la compagnie, disait Gondemar, l'envoyé du roi d'Espagne près du roi Jacques, ne sont que l'école d'un parlement séditieux (1). » Cependant le peuple anglais frappé seulement de l'avortement des espérances exagérées qu'avaient d'abord suscitées les colonies d'Amérique, prit un médiocre intérêt à la marche du différend qui s'était élevé entre le roi et la corporation ; les habitants de la colonie étaient spectateurs encore plus indifférents d'un combat qui concernait non pas leurs libertés, mais leur souverain immédiat (2). Il y avait du reste une sorte de justice rétributive dans la conduite du roi. Les propriétaires actuels ne devaient leurs privilèges qu'à une violation des patentes antérieures, et maintenant ils ne subissaient pas non plus une plus grande injustice que celle qui avait été infligée à d'autres à leur profit (3).

Lorsque l'assemblée se réunit, en 1622, pour le choix des principaux fonctionnaires, le roi Jacques essaya de nouveau d'influencer les élections, en envoyant un message où il désignait plusieurs candidats, parmi lesquels on aurait dû choisir le trésorier. Sans égard pour le désir du roi (1623), on réélut à une grande majorité le comte de Southampton (4). Voyant qu'il ne pouvait dominer la compagnie en intimidant ses assemblées, le monarque résolut alors d'annuler la

(1) *Nouvelle description*, II, *Mass. Hist. Coll.*, IX, 113.

(2) Jefferson, *Notes sur la Virginie*, 152, 153.

(3) Smith, II, 107.

(4) Burk, I, 257.

patente; la seule difficulté pour lui, c'était de savoir comment accomplir le plus plausiblement possible son injuste dessein et transformer la loi anglaise en un excellent instrument de tyrannie. La faction de la cour, dans une pétition au roi, avait mis en avant certains griefs, mais ses allégations, la compagnie les avait pleinement réfutées et par une déclaration explicite (1); elle avait fait raison de tous les motifs de mécontentement. Des commissaires n'en furent pas moins nommés pour entamer une enquête générale sur les affaires de la corporation : on saisit les registres, on jeta en prison le député-trésorier et les lettres privées venant de la Virginie furent interceptées (2), pour qu'on en pût prendre connaissance. On interrogea particulièrement Smith; celui-ci exposa franchement dans ses réponses ce qu'il y avait de défectueux dans les dispositions prises les précédentes années, et représenta l'abolition de la charte comme une mesure favorable pour la Virginie (3).

Le résultat de cette enquête surprit tout le monde : par un ordre pris en séance du conseil, le roi déclara que les désastres de la Virginie avaient été produits par le mauvais gouvernement de la compagnie; il avait donc résolu de se réserver, dans une nouvelle charte, la nomination des fonctionnaires en Angleterre, le droit de veto pour les nominations faites en Virginie et le contrôle suprême de toutes les affaires coloniales. Il promettait de respecter inviolablement les intérêts privés et de renouveler et confirmer toutes les concessions de terres. Si la compagnie s'opposait à ces modifications, le roi révoquerait sa patente (4). C'était en substance proposer d'en revenir à la charte primitivement octroyée.

(1) Dans Burk, I, 316-330; Stith, 276, 277 et 291-297.

(2) Stith, 298; Burk, I, 268; Rymer, XVII, 490-493.

(3) Smith, II, 103-108.

(4) Burk, I, 269; Stith, 303, 304.

Il est difficile d'amener une association organisée à céder une partie de son autorité; l'aristocratie est, de toutes les formes de gouvernements, la plus persistante à vivre et la moins souple dans ses projets. La compagnie entendit l'ordre émané du conseil du roi avec étonnement; on le relut trois fois, et à cette lecture succéda un long silence. Fallait-il céder complaisamment ces privilèges concédés suivant toutes les formes légales, possédés pendant tant d'années, et qui l'avaient entraînée à faire de si grandes dépenses sans que jusque-là elle n'en eût retiré aucun profit? La corporation resta inflexible, car elle n'avait nul intérêt à céder. Elle se borna à demander un délai d'un mois, afin que tous ses membres pussent prendre part à la décision finale. Le conseil privé exigea péremptoirement qu'une réponse décisive fût rendue dans les trois jours; à l'expiration de ce terme, la compagnie refusa hardiment de renoncer à la charte (1). Les libertés dont elle jouissait étaient un dépôt, qu'on pouvait bien se laisser arracher par une force supérieure; mais qu'il eût été déshonorant d'abandonner librement.

La résolution du roi était déjà arrêtée; il désigna des commissaires pour mettre la main à l'œuvre en Virginie, pour s'enquérir de la situation de la plantation, s'assurer de ce qu'on pouvait en espérer, et rechercher les moyens d'arriver à de bons résultats (2). John Harvey et Samuel Matthews, célèbres tous deux dans les annales de la Virginie, faisaient partie de ce comité.

Il ne restait plus qu'à publier un acte de *quo warranto* contre la compagnie. C'est ce qui fut fait; sur quoi, à la première des quatre assemblées annuelles qui se réunit, tous

(1) Stith, 294-296; Burk, I, 269-271.

(2) Burk, I, 272, et note; Chalmers, 62, 76.

les membres présents, excepté sept opposants seulement, confirmèrent le refus formel de renoncer à la Charte et se préparèrent à se défendre (1). A cette fin, on leur rendit leurs documents pour quelque temps. Pendant qu'ils étaient de nouveau entre les mains de la compagnie, ils furent heureusement copiés. Cette copie, ayant été achetée par un Virginien, fut consultée par Stith, dont l'histoire a ainsi acquis l'autorité d'une source originale (2).

Pendant que ces choses se passaient en Angleterre, les commissaires arrivèrent au commencement de l'année dans la colonie (1624). On convoqua immédiatement une réunion de l'assemblée générale; de même que la compagnie avait repoussé les allégations du roi Jacques, comme opposées à ses intérêts, de même les colons les attaquèrent comme contraires à leur honneur et à leur bonne réputation. Ils supplièrent surtout le roi de ne pas accorder aux gouverneurs un pouvoir absolu et de leur conserver la liberté d'avoir des assemblées populaires; « car, disaient-ils, rien ne peut contribuer autant à la satisfaction du peuple et à l'utilité publique (3). » Pour appuyer leurs demandes, ils chargèrent un envoyé de se rendre en Angleterre. La manière dont on couvrit les frais de cette mission, indique quelles étaient les coutumes de la colonie à cette époque et combien l'effervescence était générale. On leva une taxe de quatre livres du meilleur tabac sur tout individu mâle au dessus de seize ans, qui demeurait dans la colonie depuis un an (4). Malheureusement, l'agent n'atteignit pas l'Europe; il mourut pendant la traversée (5).

(1) Stith, 298, 299.

(2) Burk, I, 274; Hening, I, 76.

(3) Burk, I, 276, 277.

(4) Hening, I, 128, act. 35.

(5) Burk, I, 277.

L'amour de la liberté avait jeté de profondes racines dans le cœur des Virginiens. Il eût été plus facile d'arracher les produits résistants de leurs plantations que de les dépouiller des franchises qu'ils possédaient. Les actes de leur gouvernement nous dévoilent l'esprit qui animait la localité et l'aptitude des colonies anglaises pour la liberté. Un clerc infidèle, suborné par l'un des commissaires pour lui livrer le secret des délibérations des Virginiens, reçut promptement son châtement. On essaya en vain par des moyens d'intimidation et des promesses de la faveur royale d'arracher aux colons, une pétition pour la révocation de la charte. C'était en vertu même de cette charte que l'assemblée s'était convoquée; aussi elle rejeta prudemment une proposition qui aurait pu compromettre sa propre existence, après quoi elle procéda à des actes mémorables d'indépendance législative (1).

Les droits de la propriété furent strictement maintenus contre tout impôt arbitraire. « Le gouverneur ne pourra lever aucunes taxes ni impositions sur la colonie, ni sur ses terres ou denrées, autrement qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale, qui décidera la manière de les lever et de les employer. » Ainsi la Virginie, la plus ancienne colonie, fut la première à donner l'exemple d'une législation juste et ferme sur le maniement des deniers publics. Nous verrons d'autres imiter cet exemple, sans pouvoir le surpasser. On confirma également les droits de liberté individuelle et on limita les prérogatives du pouvoir exécutif. Les différents gouverneurs avaient tenté en vain d'étendre la culture du blé, par des lois pénales; la législature découvrit alors le véritable remède. Pour encourager les planteurs à cultiver beaucoup de blé, le prix n'en sera pas fixé, chacun sera libre

(1) Hening, I, 122-128; Burk, I, 278-286; Stith, 318-322.

de le vendre aussi cher qu'il le pourra. » Le bruit des dissensions de l'Angleterre rendit nécessaire de pourvoir à la tranquillité publique pour l'injonction formelle, « que personne, dans la colonie, ne pourra prétendre désobéir au gouvernement actuel sur la rumeur d'un changement ou d'une modification supposée. » Cette loi était dictée par les exigences du moment ; et pendant les troubles de Londres, l'administration de la Virginie reposa sur un décret populaire. Ces lois portées si judicieusement prouvent combien il est facile pour les hommes, à l'aide d'une discussion libre, de devenir bientôt de bons législateurs dans leurs propres affaires ; car la sagesse d'une législature est de décréter des lois opportunes au moment opportun et il n'y a pas de criterium plus près de l'infailibilité que la représentation sincère des intérêts qui sont en jeu.

Pendant que les commissaires royaux pressaient les Virginiens de renoncer à leur droit aux privilèges dont ils se servaient si bien, le Parlement s'assembla en Angleterre. La compagnie sentit renaître en elle une lueur d'espoir, en présentant une pétition bien élaborée (1) à la grande Chambre d'enquête du royaume. Mais elle ne trouva aucun appui dans la Chambre des communes, ce qui était une preuve certaine de son impopularité (2). Sir Edwin Sandys, au contraire, mettant la prospérité de la Virginie au dessus de l'existence de la corporation, demanda dans une pétition (3) que les produits coloniaux fussent protégés complètement contre le tabac étranger, et il réussit à obtenir cette faveur, car une proclamation royale suivit de près sa demande (4). Les

(1) Stith, 324-328.

(2) Chalmers, 65, 66 ; Burk, 1, 291.

(3) Stith, 328, renvoie aux neuf griefs, mais à tort. Voir Cobbett, *Hist. parl.*, I, 1489-1497. La chambre des communes agissait par voie de pétition. Hazard, I, 193.

(4) Hazard, I, 193-198.

Anglais n'auraient pas pu donner aux plantations d'Amérique une preuve plus sincère de leur disposition à les encourager, qu'en empêchant sur leurs propres marchés, au profit des planteurs de la Virginie, toute concurrence étrangère.

Sur ces entrefaites, les commissaires revinrent de la colonie, et firent leur rapport au roi (1). Ils énumérèrent les désastres qui avaient affligé l'établissement naissant; ils louèrent la fertilité du sol et la salubrité du climat, ils exagérèrent la négligence de la compagnie à encourager le travail industriel des colons; ils émisent l'opinion que les plantations avaient une grande importance au point de vue national et qu'elles rendraient le règne du roi Jacques à jamais célèbre; ils témoignèrent leur préférence pour la Constitution primitive de 1606; ils déclarèrent que la modification de cette charte, opérée dans un sens si populaire, et par l'intermédiaire de tant de personnes différentes, et intéressant non pas les franchises coloniales, mais l'organisation démocratique de la compagnie de Londres, ne pouvait produire que confusion et anarchie; ils n'espéraient donc voir revivre la prospérité que si l'on en revenait aux premières instructions du monarque.

Il ne restait plus qu'à prendre une décision judiciaire. La sentence que devaient prononcer des juges qui tenaient leur charge du bon plaisir du roi (2), ne pouvait demeurer longtemps douteuse. L'année suivante, à la fête de la Trinité, un jugement fut rendu contre le trésorier et la compagnie (3), et les patentes furent annulées.

(1) Hazard, I, 190, 191; Burk, I, 291, 292.

(2) Story, *Com.*, I, 27.

(3) Stith, 329, 330, doute qu'un jugement ait été porté. Ce doute peut être levé. « Avant l'expiration du même terme un jugement fut prononcé par le lord grand-juge Ley contre la compagnie et sa charte, seulement pour une erreur ou une faute en plaidant. » Voir un *Recueil abrégé*

La compagnie fut ainsi dissoute, après avoir rempli ses hautes destinées; elle avait consolidé la colonisation de la Virginie et accordé une forme de gouvernement libre aux Anglais établis en Amérique; elle ne pouvait en faire davantage. Ses membres désiraient probablement se débarrasser d'une entreprise qui ne promettait aucun profit et menaçait de les entraîner dans une lutte désavantageuse; le public accueillait avec satisfaction la chute d'une corporation, qui en dernier lieu n'avait plus qu'une existence précaire et désespérée; en outre on comprenait clairement, qu'un corps divisé par les factions intérieures et ayant pour adversaire la cour d'Angleterre avec toute son influence, n'aurait jamais pu réussir à protéger efficacement la Virginie. Le sort de la compagnie de Londres rencontra peu de sympathie; il ne produisit aucun changement immédiat dans le gouvernement intérieur et dans les franchises de la colonie. Sir Francis Wyatt, quoiqu'il eût été un ami chaleureux de la compagnie, fut confirmé dans son emploi; loin de se voir revêtus, lui et son conseil, d'un pouvoir absolu, ils reçurent seulement mission de gouverner « aussi pleinement et largement que tout autre gouverneur et tout autre conseil résidant là, l'avaient fait à n'importe quel moment dans l'espace des cinq dernières années écoulées. » Ces cinq années étaient précisément la période du gouvernement représentatif; on pouvait donc considérer cette clause restrictive comme sanctionnant la continuation des assemblées populaires. Le roi, en nommant les membres du conseil de la Virginie, refusa de choisir les partisans aigris de la faction de la cour; pour réorganiser l'administration, il s'appuya sur les prin-

des passages les plus remarquables pris sur les originaux concernant la dissolution de la compagnie de Virginie. Londres, 1651, p. 15. Voir aussi Hazard, I, 191; Chalmers, 62; Proud, Pennsylvanie, I, 107.

cipes de conciliation (1). Dans sa vanité, le monarque voulut saisir cette occasion pour gratifier la colonie d'un code de lois fondamentales; mais la mort (1625) empêcha le législateur royal d'entreprendre cette tâche, qui eût offert à son amour propre une si agréable occupation.

(1) Hazard, I, 189, 192; Burk, II, 11, d'après d'anciennes archives.

CHAPITRE VI.

RESTRICTIONS IMPOSÉES AU COMMERCE DES COLONIES.

En montant sur le trône à l'âge de vingt-cinq ans (1625), Charles I^{er} hérita des principes de son père et se laissa gouverner par le favori de ce dernier. Les fêtes qui suivirent son récent mariage, la réception de sa fiancée et la réunion prochaine d'un parlement lui laissèrent peu de loisir pour s'occuper des affaires d'Amérique. Le monarque n'appréciait la Virginie que comme un pays produisant du tabac ; quant aux habitants, on ne voyait en eux à la cour que des planteurs, et on ne les estimait que d'après les revenus que rapportait le produit de leur industrie. La colonie, n'étant plus gouvernée par une compagnie privilégiée, était devenue une province royale et un objet de faveur ; et, comme la conformité à l'église d'Angleterre y avait été déclarée obligatoire, elle ne pouvait être exposée aux soupçons de la cour et du clergé. Le roi désirait vivement remédier aux anciens griefs, assurer aux colons leurs droits personnels et leurs propriétés et enfin augmenter leur prospérité. Il n'accorda ni ne

retira de franchises ; car il ne pouvait convenir à son orgueil que dans une province américaine pût exister quelque chose d'analogue à des privilèges solides ou à une vie politique vigoureuse ; il ne se doutait guère que les semences de la liberté avaient déjà germé sur les bords du Chesapeake. La première mesure qu'il prit concernant la Virginie, ce fut une proclamation relative au tabac ; il y confirmait le droit exclusif pour la Virginie et les îles Somer d'approvisionner le marché anglais, sous peine, en cas d'infraction, de réprimande de la chambre étoilée. Quelques jours après, parut une nouvelle proclamation, dont le but évident était de s'assurer les revenus qui, auparavant, avaient pu être accaparés par la corporation. Le monarque avait d'abord soin d'y déclarer que toutes les chartes précédentes avaient été annulées, et que, par conséquent, il était le seul maître immédiat de la Virginie ; cette déclaration était dirigée contre les prétentions de la compagnie de Londres et non contre les franchises des colons ; puis il annonçait qu'il était bien décidé à devenir le seul facteur des planteurs par le ministère de ses agents. Indifférent à leur constitution, il ne voulait que monopoliser leur travail à son profit ; les droits politiques de la Virginie passèrent ainsi en coutumes, grâce à cette négligence salulaire (1).

Il n'y a aucune raison de croire que Charles nourrit le dessein de supprimer les assemblées coloniales. Pendant quelques mois l'organisation du gouvernement n'éprouva aucun changement, et, lorsque Wyatt, à la mort de son père, obtint l'autorisation de retourner en Écosse, sir George Yeardley fut nommé son successeur (1626). Ce choix était en lui-même une garantie que « les précédents intérêts de la Virginie ne seraient pas lésés (2), » et que, par conséquent,

(1) Hazard, I, 202-205 ; Burk, II, 14, 15.

(2) Lettre du conseil privé, dans Burk, II, 18.

le gouvernement représentatif, cet intérêt politique le plus important, serait maintenu, car la gloire de l'avoir établi revenait à Yeardley. Dans le brevet émané de lui à cette occasion (1), le roi exprimait le désir de favoriser, d'encourager et d'améliorer l'établissement il laissait subsister « les mêmes mesures qui auparavant avaient paru favorables à la conservation de la colonie ; » l'autorité du gouverneur et du conseil était limitée, comme elle l'avait été antérieurement dans la commission de Wyatt, conformément aux usages des cinq dernières années. Pendant cette période, la liberté représentative était passée en coutume en Virginie. Ces paroles furent interprétées d'une manière favorable aux vœux des colons, et le roi Charles, attentif seulement à augmenter ses revenus, confirma, peut-être sans le savoir, l'existence d'une assemblée populaire. La colonie prospéra, la Virginie s'éleva rapidement dans l'estime publique ; en un an (1627), plus de mille émigrants s'y établirent, et les demandes de tous les produits du sol ne firent qu'augmenter.

La mort arrêta alors Yeardley dans sa carrière. La postérité conservera toujours avec reconnaissance le souvenir de l'homme qui, le premier, convoqua une assemblée représentative dans l'hémisphère occidental. En annonçant son décès dans une lettre au conseil privé, les colons firent en même temps l'éloge de ses vertus ; c'était bien la preuve la plus évidente de sa fidélité à leurs intérêts (2). Le jour qui suivit l'enterrement, François West (3) fut nommé pour lui succéder ; car le conseil était autorisé à élire le gouverneur, « de temps en temps, chaque fois que les circonstances l'exigeraient (4). »

(1) Hazard, I, 230-234.

(2) Burk, II, 22, 23.

(3) Henning, I, 4.

(4) Hazard, I, 233.

Si quelques doutes pouvaient encore subsister quant à l'assentiment du roi à la continuation des assemblées coloniales, ils furent bientôt dissipés par une lettre que le monarque adressa (1628) au gouverneur et au conseil. Après avoir beaucoup chicané, comme un acheteur qui cherche à déprécier les marchandises qu'il veut acquérir, le roi aborde le point principal et offre de s'engager à prendre la récolte entière de tabac; il prie, en même temps, de convoquer une assemblée, afin qu'elle examine sa proposition (1). C'est là, de la part d'un Stuart, la première reconnaissance d'une assemblée représentative en Amérique. Jusque-là, heureusement pour la colonie, le roi n'avait pu trouver le temps de s'occuper à régler le gouvernement de la Virginie. Son désir ardent de conclure un marché exclusif, l'avait amené à respecter et à sanctionner l'existence d'une législature élective. L'assemblée, dans sa réponse, protesta fermement contre le monopole et rejeta les conditions qu'on avait soumises à son approbation (1629). Ce refus indépendant de l'assemblée fut signé par le gouverneur, par cinq membres du conseil et par trente et un bourgeois. Les Virginiens, plus heureux que les Anglais, avaient l'avantage de jouir d'un gouvernement représentatif sincère; à diverses reprises, ils élurent leur gouverneur par l'intermédiaire des planteurs résidant qui composaient le conseil. Lorsque West voulut s'embarquer pour l'Europe, on pourvut à son remplacement par voie d'élection (2).

La mort de Yardley ne fut pas plus tôt connue en Angleterre, que le roi délivra (1628) une commission à John Harvey (3). La teneur de cet acte ne porta aucune atteinte aux libertés de la colonie; tout en renouvelant les limites

(1) Burk, II, 19, 20; Henning, I, 129.

(2) Henning, I, 134-137; Burk, II, 21.

(3) Hazard, I, 234-239.

opposées auparavant à l'autorité exécutive, il accorda au conseil de la Virginie, dont les intérêts étaient les mêmes que ceux du peuple, le droit de remplir les places vacantes dans son sein. L'oppression directe fut ainsi rendue impossible.

Ce fut pendant l'intervalle de temps qui s'écoula entre la nomination d'Harvey et son arrivée en Amérique (1628-1629), que lord Baltimore visita la Virginie. Il était en butte, en sa qualité de catholique romain, à la persécution du fanatisme religieux (1); cette haine intolérante pour le papisme amena des résultats mémorables. Nous ne devons pas oublier à cette occasion de mentionner les offres hospitalières des planteurs du Sud; ils proposèrent aux habitants de New-Plymouth d'abandonner le climat froid et stérile de la Nouvelle-Angleterre, pour s'établir dans les régions plus douces de la baie de Delaware (2), ce qui prouve évidemment que les Puritains n'étaient pas encore molestés dans la Virginie.

Harvey aborda probablement en Amérique dans l'automne de l'année 1629 (3). Jusqu'au mois d'octobre, c'est le nom de Pott qui figure comme gouverneur. Harvey convoqua (1630) la première assemblée des représentants au mois de mars suivant (4). Pendant plusieurs années, il avait été membre du conseil, et sa nomination ne pouvait être qu'impopulaire, car on se rappelait qu'à une époque antérieure, il avait été un instrument volontaire aux mains de la faction, à laquelle la Virginie attribuait la cause de ses anciens griefs, et contre laquelle elle conservait un esprit d'hostilité profondément enraciné (1630-1635). La colonie avait considéré comme une faveur spéciale du roi Jacques, qu'après la substitution de

(1) Documents, dans Burk, II, 24, 25; Hening, I, 552.

(2) Burk, II, 32.

(3) Chalmers, 118.

(4) Hening, I, 4 et 117.

l'autorité royale à la suprématie de la corporation, le gouvernement eût été confié à des agents impartiaux. Et puis, après la mort de Yeardley, on avait successivement élu en Virginie deux magistrats suprêmes. La nomination de Harvey impliquait un changement d'influence dans les partis politiques; elle conférait l'autorité à un homme dont les relations avec l'Angleterre étaient précisément de nature à inspirer aux colons la plus profonde aversion. Lors de sa première apparition en Amérique, en 1623, il ne leur avait guère témoigné de sentiments favorables; de même maintenant, il se montra le soutien de ceux qui demandaient de grandes concessions de terres et des octrois déraisonnables de juridictions séparées, et il préféra ses intérêts personnels, ceux de ses partisans et de ses protecteurs à la prospérité et au repos de la colonie. Dans un langage outré et hyperbolique, qui est le propre des passions politiques surexcitées, on l'a représenté comme un tyran, sans spécifier ses crimes. Lorsque les historiens, accueillant ces rumeurs vagues et interprétant la tyrannie dans le sens de levée de taxes arbitraires, en ont conclu que Harvey cessa de convoquer les assemblées, foula aux pieds les droits de propriété et établit des impôts suivant son caprice, ils sont tombés dans une erreur extrême. Une telle conduite eût été impossible. Le gouverneur n'avait pas de soldats à ses ordres, ni pas d'officiers complaisants pour imposer ses volontés; en outre, les Virginiens n'auraient jamais consenti à devenir les instruments de leur propre oppression. Le parti opposé à Harvey ne manquait ni de talent ni d'influence dans la colonie; et pendant que le pouvoir arbitraire était sur le point de triompher en Angleterre, les Virginiens, pendant tout ce temps, jouissaient des bienfaits d'une législation coloniale indépendante (1); ils

(1) Comme l'assertion contraire a été accueillie, non seulement par

levaient et appliquaient toutes les taxes par le ministère de leurs représentants (1), ils assuraient la liberté du travail de tous les citoyens (2), ils faisaient garder les forts par leurs propres soldats (3) et à leurs propres frais, et ils donnaient

Oldmixon, Chalmers et Robertson, mais encore par Marshall et Story (voir Story, *Commentaires*, I, 28, « sans le moindre effort de convoquer une assemblée coloniale »), je crois nécessaire de constater ici que grand nombre des statuts de Virginie sous Harvey existent encore et que, bien que beaucoup d'autres aient été perdus, le premier volume des statuts de Henning prouve suffisamment et d'une façon incontestable que des assemblées ont été réunies au moins aussi souvent qu'on peut le voir dans la liste suivante :

1630 mars.	Henning, I, 147-153.
1630 avril	<i>Ibid.</i> , 257.
1632 février.	<i>Ibid.</i> , 153-177.
1632 septembre	<i>Ibid.</i> , 178-202.
1633 février	<i>Ibid.</i> , 202-209.
1633 août.	<i>Ibid.</i> , 209-222.
1634	<i>Ibid.</i> , 223.
1635	<i>Ibid.</i> , 223.
1636	<i>Ibid.</i> , 229.
1637	<i>Ibid.</i> , 227.
1639	<i>Ibid.</i> , 229-230.
1640	<i>Ibid.</i> , 268.
1641 juin.	<i>Ibid.</i> , 259-262.
1642 janvier.	<i>Ibid.</i> , 267.
1642 avril	<i>Ibid.</i> , 230.
1642 juin.	<i>Ibid.</i> , 269.

Quand on considère combien les premières archives laissent de lacunes, il est surprenant qu'on ait pu dresser une liste aussi considérable. Les instructions données à sir William Berkeley n'ordonnent pas en premier lieu de convoquer des assemblées, mais elles parlent de celles-ci comme d'une chose bien établie. Lors de l'ajournement de la session de la première législature de Berkeley, l'assemblée déclara que « sa réunion excédant les limites ordinaires, qu'on observe dans ces lieux. » Henning, I, 236. C'est bien là une déclaration formelle que les assemblées étaient entrées dans les coutumes et les usages de la Virginie à l'époque de l'arrivée de Berkeley. S'il restait encore quelques doutes, il serait aisé de multiplier les preuves et les renseignements. Burk, II, App., XLIV, LI.

(1) Henning, I, 171, acte 38.

(2) *Ibid.*, 172, acte 40.

(3) *Ibid.*, 175, actes 57 et 58.

à leurs statuts la plus grande publicité possible (1). Lorsque l'on voulut corriger les déféctuosités et les imperfections d'une législation dans l'enfance, en préparant un code révisé qui fut publié avec l'approbation du gouvernement et du conseil (2), on confirma soigneusement tous les privilèges que l'assemblée avait toujours revendiqués (3). Ils semblent en vérité n'avoir jamais été mis en question.

Cependant l'administration de Harvey fut désolée par des divisions (1635), qui découlaient d'autres causes que de violations de la constitution. De Vries, qui visita la Virginie en 1632-33, loue avec raison la situation prospère de la colonie, l'abondance de ses produits et la générosité de son gouverneur (4). Des amendes extorquées avec une impitoyable rigueur auraient à peine causé beaucoup de troubles au sein de la communauté (5); mais la Virginie tout entière se trouvait dans un état de fermentation et d'alarme par suite du démembrement de son territoire, résultant de la cession faite à lord Baltimore. Comme dans plusieurs des premiers établissements, on discutait avec passion les questions des titres de propriété; on craignait avec raison de voir s'accroître ces octrois excessifs, qui embrasseraient de nouveau un sol sur lequel des plantations avaient déjà été faites sans la préoccupation de se procurer des droits légaux incontestables. Dans le Maryland, les premiers occupants avaient refusé de se soumettre; un combat s'en était suivi, dans lequel le sang des Européens avait rougi pour la première fois les eaux du Chesapeake; Clayborne, vaincu et chassé du

(1) Hening, I, 177, acte 68.

(2) *Ibid.*, 179.

(3) *Ibid.*, 180-202. Voir particulièrement actes 34, 35, 36, 39, 46, 57, 58, 61.

(4) De Vries, *Korte Historiæ ende Journals*, — ouvrage rare qu'Ebeling n'a jamais vu.

(5) Beverley, 48; Bullock, 10.

Maryland comme meurtrier (1) et proscrit, se réfugia dans la Virginie, où il avait été longtemps membre du conseil. Là, la contestation se renouvela, et Harvey, loin de se montrer disposé à soutenir les droits de la Virginie contre la concession royale, envoya Clayborne en Angleterre pour le défendre des crimes dont il était accusé. Les colons furent indignés de ce que, dans leur opinion, leur gouverneur trahissait ainsi leurs intérêts; et comme la majorité du conseil était favorable à leurs vœux, « sir John Harvey fut dépouillé de son gouvernement et l'on nomma le capitaine John West pour le remplacer, jusqu'à ce que la volonté du roi fût connue. » Une assemblée avait été convoquée au mois de mai, pour recueillir les plaintes à charge d'Harvey; mais celui-ci, dans l'intervalle, avait consenti à retourner en Angleterre, et là, à répondre à ses accusateurs (2).

Les commissaires, que le conseil avait chargés de soutenir la dénonciation contre Harvey, ne rencontrèrent aucune sympathie en Angleterre (1636) et ne purent même obtenir une audience (3). Harvey revint immédiatement reprendre ses anciennes fonctions; le roi lui accorda ensuite une nouvelle commission par laquelle ses pouvoirs se trouvaient encore aussi limités que ceux qui avaient été exercés pendant la période de la liberté législative. Des assemblées générales continuèrent à se réunir, mais les places vacantes

(1) Hammond, Leah et Rachel.

(2) Henning, I, 223 et 4; Oldmixon, I, 240. Oldmixon ne mérite pas une confiance aveugle. Beverley, 48, n'est pas exact. Campbell, *Virginie*, 60, — un modeste petit livre. Chalmers, 118, 119, a été induit en erreur en suivant Oldmixon. Burk, II, 41, 42; Bullock, *Virginie*, 10. Robertson, dans son *Histoire de Virginie*, après la dissolution de la compagnie, donne un tissu d'inventions. Keith, 143, 144, place en 1639 les événements de 1635. Son livre est superficiel.

(3) Burk, II, 45. Cependant Burk n'a corrigé que la moitié des erreurs de ses prédécesseurs.

dans le conseil durent dorénavant être conférées par le gouvernement anglais (1), au lieu de l'être par la Virginie comme jadis. Harvey resta en fonctions jusqu'en 1639 (2). Il faut envisager avec une certaine défiance les accusations portées contre lui, car on doit songer qu'il fut en butte pendant son administration à l'implacable hostilité d'une faction qui s'était emparée de l'esprit public de la colonie. En avril 1642, deux mois seulement après l'avènement de Berkeley, un document public constate la prospérité relative de la Virginie sous le gouvernement royal. On n'aurait pu faire une pareille déclaration, si la plantation avait tout récemment et pendant si longtemps gémi sous un joug intolérable (3).

Harvey fut enfin démissionné et remplacé (1639) par sir Francis Wyatt (4), qui convoqua une assemblée générale au commencement de l'année suivante (1640). Nous rencontrons souvent dans l'histoire des exemples de législatures qui ont porté atteinte au taux des dettes; dans les temps modernes, cela s'est fait fréquemment en abaissant la monnaie ou en introduisant du papier-monnaie. En Virginie, il avait été contracté des dettes, qu'on s'était engagé à payer en tabac; cet article ayant augmenté de valeur, à cause des lois qui en restreignaient la culture, l'assemblée législative de ce pays ne se fit pas scrupule de porter remède à cet état de choses, en décidant que « personne ne serait tenu à payer plus des deux tiers de ses dettes pendant la durée du système restric-

(1) Hazard, I, 400-403.

(2) Campbell, 61; Hening, I, 4.

(3) Hening, I, 231.

(4) Rymer, XX, 484; Hazard, I, 477; Savage sur Winthrop, II, 160, 161. Une note par Savage soulève un doute. Hening, I, 224 et 4; Campbell, 61. Mais Keith, Beverley, Chalmers, Burk et Marshall ont ignoré l'existence de Wyatt comme gouverneur, en 1639, et indiquent Berkeley comme le successeur immédiat de Harvey.

tif, » et que tous les créanciers seraient obligés d'accepter « quarante livres pour cent (1). » L'accroissement factice de la valeur du tabac semblait exiger un changement correspondant dans le montant des dettes (2).

Au bout de deux ans (1641), une commission fut accordée à sir William Berkeley (3). Les historiens, supposant, d'après les révolutions qui avaient agité l'Angleterre, que la Virginie s'était également vue exposée à des tentatives d'oppression et y avait également résisté, se sont plu à établir un contraste, non seulement entre Harvey et le nouveau gouverneur, mais entre les institutions de la colonie, sous leur gouvernement respectif; Berkeley est représenté « comme ayant restauré le système de la liberté » et « accompli une révolution capitale (4). » Je ne puis découvrir la moindre concession de nouveaux privilèges politiques, sous l'administration de Berkeley, si ce n'est que le conseil recouvra le droit de pourvoir lui-même aux places vacantes dans son sein; les historiens qui soutiennent le contraire, ignorent complètement l'existence du gouvernement intermédiaire de Wyatt, de cette administration si conforme aux goûts et aux habitudes des planteurs, qu'elle passa silencieusement inaperçue, sans laisser pour ainsi dire de traces dans l'histoire de la Virginie, excepté dans ses statuts. La commission de Berkeley fut exactement semblable à celles de ses prédécesseurs.

Les instructions (5) qu'on lui avait données, loin d'accorder de nouvelles franchises aux Virginiens, imposèrent à la liberté du commerce de nouvelles restrictions, injustes et

(1) Hening, I, 225, 226

(2) Brockenbrough, *Virginie*, 586.

(3) Hazard, I, 477-480; Rymer, XX, 484-486.

(4) Chalmers, 120, 121.

(5) *Ibid.*, 131-133.

rigoureuses ; pour la première fois, l'Angleterre réclama ce monopole du commerce des colonies, qui fut renforcé en dernier lieu par l'acte de navigation de Charles II et qui ne cessa jamais d'être un sujet de discorde jusqu'à la guerre de l'indépendance. Nous allons expliquer la nature de ces instructions.

Ce fut au mois de février 1642 que sir William Berkeley, en arrivant dans la colonie, prit en mains les rênes du gouvernement. Son arrivée doit avoir coïncidé à peu près avec l'ajournement de l'assemblée générale, qui s'était réunie au mois de janvier précédent (1). Il trouva les colons américains en possession d'une grande partie de l'autorité législative et il les confirma dans la jouissance des franchises, qu'une longue succession de temps non interrompue leur avait rendues chères. Il convoqua l'assemblée législative coloniale aussitôt après son arrivée. La plus grande harmonie y régna ; grâce à une amnistie générale des anciens griefs, le souvenir des factions s'était perdu. Le cours des années avait si complètement effacé les divisions qu'avait fait naître la dissolution de la compagnie de Londres, qu'un agent de la colonie, adversaire du parti royaliste en Angleterre, George Sandys, ayant présenté à la Chambre des communes une pétition, dans laquelle il demandait la restauration des anciennes patentes (2), l'assemblée coloniale royaliste le désavoua et, après un débat approfondi, s'opposa à son dessein par une protestation solennelle (3). Ce document tout entier respire le ton d'un corps habitué aux discussions

(1) Les actes de cette session sont perdus, mais il y est fait allusion dans Hening, I, 267-269, dans les actes 49, 50, 51, 52. Les statuts, sans doute, mentionnent l'année 1641, parce que l'année commençait alors en mars.

(2) Chalmers, 121 ; Hening, I, 230.

(3) Hening, I, 230-236 ; Burk, II, 68-74.

publiques et à l'exercice indépendant du pouvoir législatif. Les représentants y soutiennent la nécessité de la liberté du commerce, « car la liberté du commerce, disent-ils, est le sang et la vie d'une république. » Ils défendaient leur préférence pour le self-government, au moyen d'une assemblée législative de la colonie, par cet argument concluant : « Il y a plus d'apparence que des hommes qui sont familiarisés avec notre climat et ses accidents, puissent à meilleur titre prescrire ce qui nous convient, que ceux qui sont placés au timon des affaires en Angleterre (1). » En réponse à cette requête pressante, le roi déclara immédiatement qu'il n'avait pas l'intention de changer une forme de gouvernement qui « leur causait tant de contentement et de satisfaction (2). »

Les Virginiens, secondés par sir William Berkeley (3), purent alors perfectionner avec maturité leur condition civile. Jusqu'alors, les condamnations à la servitude avaient été une punition habituelle; on les abolit. Dans les cours de justice, on se conforma davantage aux lois et aux coutumes de l'Angleterre. On pourvut aux besoins de la religion; la loi sur les droits de propriété des terres fut réglée; on réussit à conclure un traité d'amitié avec le Maryland et l'on confirma la paix avec les Indiens. On répartit les impôts, non d'après le nombre, mais d'après les ressources et la fortune des contribuables. L'esprit de liberté, déployé dans le Parlement anglais, s'était transmis en Amérique; les colons semblaient s'être assurés à eux-mêmes et à leur postérité les droits de propriété, la liberté de l'industrie et l'exercice solennel des franchises civiles. « Ils espéraient bien que le fruit des efforts de leur législature serait dans l'avenir l'immunité des taxes et des impositions, » autres que celles

(1) Hening, I, 233.

(2) Chalmers, 133, 134; Burk, II, 74.

(3) Hammond, Leah et Rachel, 12.

qui seraient librement votées pour leurs propres besoins (1). Les restrictions dont on menaçait la navigation coloniale, n'ayant pas été mises en vigueur jusque là (2), excitaient peu l'attention. La Virginie jouissait donc à peu près de toutes les libertés que pouvait concéder un monarque, en conservant sa suprématie.

Les Virginiens se croyant sûrs de conserver tous leurs privilèges, ne changèrent ni de sentiments, ni de position à la suite du triomphe du parti populaire en Angleterre. Les commissaires envoyés par le Parlement avec des pouvoirs illimités sur les colonies, ne trouvèrent (3) nulle faveur en Virginie. Ils promirent, il est vrai, aux planteurs de les affranchir des impôts à lever par l'Angleterre, mais on y jouissait déjà de cette immunité. Ils accordèrent à la colonie la liberté de choisir elle-même son gouverneur; mais Berkeley était aimé, et quoiqu'il y eût un parti pour le Parlement, l'autorité du roi fut pourtant maintenue (4). Charles avait toujours exercé sa souveraineté avec douceur.

L'état de lutte des partis en Angleterre offrit alors à la Virginie (1643) l'occasion de se constituer une législation indépendante du contrôle de l'Europe; l'assemblée adopta de son plein gré un acte qui restreignait la liberté religieuse, plutôt pour protester contre les innovations politiques que par esprit de fanatisme, ou par respect pour les instructions antérieures; cette décision prouve d'une façon assez concluante l'attachement des représentants de la Virginie pour l'Église épiscopale et pour la cause de la royauté. Cependant, il y avait eu des Puritains dans la colonie, presque dès le commencement; les Brownistes mêmes y avaient trouvé un asile

(1) Hening, I, 237, 238.

(2) Chalmers, 124.

(3) Hazard, I, 533-535.

(4) Winthrop, II, 159, 160, et la note de Savage.

assuré (1). « Ici, disait le tolérant Whitaker, il n'est question ni de surplis ni d'engagement par écrit; » plusieurs familles puritaines et peut-être (2) même quelques ministres du culte puritain avaient émigré en Virginie. Ils furent si satisfaits de l'accueil qu'on leur fit, que beaucoup d'autres se préparèrent à les suivre (1649) et n'en furent empêchés que par la prévoyance de l'intolérantisme des Anglais (3). Nous avons vu que les pèlerins à Plymouth furent invités à se placer sous la juridiction de la Virginie (1629); des marchands puritains s'étaient établis sans crainte près de la James River, et des émigrants du Massachusetts étaient venus tout récemment se fixer dans la colonie (1640). L'honneur de Laud avait été vengé par une sentence judiciaire (4), et les décrets de la cour de la Haute Commission avaient été reconnus comme valides au Sud du Potomac; mais je ne trouve aucune trace de persécution au commencement de l'histoire de la Virginie. Les lois étaient rigoureuses, mais l'administration semble s'être comportée avec douceur. Dans le conseil lui-même devait bientôt se montrer certaine disposition à la non-conformité. Une invitation adressée à Boston pour avoir des ministres puritains, suppose bien qu'on croyait qu'ils seraient admis en Virginie. Mais alors la révolution démocratique de l'Angleterre avait donné immédiatement une importance politique aux sectes religieuses; tolérer le puritanisme, c'était alimenter un parti républicain. Il fut donc spécialement ordonné que nul ministre ne pourrait prêcher ou enseigner en public ou en particulier, si ce

(1) Bradford, dans Prince.

(2) « Je suis étonné que si peu de nos ministres anglais, qui sont si ardents contre le surplis et les engagements par écrit, viennent ici, où il n'est question ni de l'un ni des autres. » Whitaker, dans Purchas, liv. II, ch. XI.

(3) Comparez Grahame, I, 219; Hawks, I, 35.

(4) Hening, I, 552; Burk, II, 67.

n'est en se conformant aux constitutions de l'Église d'Angleterre (1); on bannit les non-conformistes de la colonie. Les discordes politiques, peu favorables de leur nature aux relations sociales, engendrèrent une intolérance mutuelle, qui empêcha que des rapports suivis ne s'établissent entre la Nouvelle Angleterre et la Virginie. Ce fut en vain que les ministres, invités à venir de Boston par les établissements puritains de la Virginie, se présentèrent munis de lettres de Winthrop, adressées à Berkeley et à son conseil par ordre de l'assemblée générale de Massachusetts. « Le cœur du peuple était encore plus enflammé de désir après les ordonnances; » mais le gouvernement imposa silence aux missionnaires et leur ordonna de quitter le pays (2). Sir William Berkeley était « un courtisan, voyant de très mauvais œil la voie suivie par les églises » de la Nouvelle-Angleterre.

Pendant que la Virginie déployait ainsi, quoique comparativement avec peu d'animosité, l'intolérance qui, pendant des siècles avait presque universellement prévalu dans la chrétienté, les naturels, vindicatifs et féroces, avec lesquels on était depuis longtemps en état d'hostilité, préparaient une scène de détresse. En 1643, l'assemblée avait décidé qu'on ne ferait à aucune condition la paix avec les Indiens, qu'on avait l'habitude de réduire à la misère par des attaques soudaines contre leurs établissements. Mais les indigènes ayant alors appris les troubles qui désolaient l'Angleterre (1644), et prenant conseil de la passion plutôt que de la prudence, résolurent de tenter de nouveau un massacre général; ils croyaient, au moyen d'incursions faites au milieu de la nuit,

(1) Acte 64; Hening, I, 277.

(2) Winthrop, *Journal*, I, 77, 78, 95, 96, et 164, 165; Hubbard, *Nouvelle Angleterre*, 410, 411; Johnson, liv. III, ch. XI, dans II, *Mass. Hist. Coll.*, VIII, 29; Hening, I, 275.

et de la destruction du bétail et des champs de blé, pouvoir réussir à affamer les colons restants, qu'ils n'auraient pu assassiner par surprise. Le 18 avril (1), au jour fixé pour le carnage, ils commencèrent inopinément à tomber sur les plantations des frontières. Mais à peine avaient-ils trempé leurs mains dans le sang qu'ils se découragèrent en songeant à leur faiblesse relative; tremblant à l'idée des conséquences de leur trahison, ils n'osèrent poursuivre leur plan et s'enfuirent à une certaine distance de la colonie. Le nombre de leurs victimes s'était élevé à trois cents. Les Anglais prirent aussitôt des mesures de défense et de protection, et entreprirent vigoureusement la guerre. Le vieux Opechancanough fut facilement fait prisonnier, et le monarque vénéré des enfants de la forêt, qui avait été si longtemps le seigneur incontesté d'un territoire de chasse presque illimité, succomba dans une misérable captivité, aux blessures qu'il avait reçues d'un soldat brutal. A ses derniers moments, il regretta surtout d'être exposé aux regards méprisants de ses ennemis (2).

Les Anglais, une fois sur leurs gardes, concurent si peu d'appréhension, que Berkeley, deux mois après le massacre, s'embarqua pour l'Angleterre, et laissa à sa place Richard Kemp (3). La guerre continua sur les frontières; on ordonna des marches et des contre-marches dans les pays des Indiens; cependant, telle était leur faiblesse, que, quoique

(1) Le lecteur doit se tenir en garde contre les inexactitudes de Beverley, Odlmixon et, à ce sujet, de Burk. Voir Winthrop, *Journal*, II, 163. Comparez la note de Savage, dont la conjecture judicieuse est confirmée dans Hening, I, 290, acte 4, session de février 1645.

(2) Sur le massacre, il y a trois autorités contemporaines : les statuts du temps, dans Hening, I; la *Parfaite description de la Virginie*, dans II; *Mass. Hist. Coll.*, IX, 115-117, et les récits des exilés puritains, dans Winthrop, II, 165.

(3) Hening, I, 4, 282 et 286.

pendant longtemps, le chasseur vagabond ou le voyageur imprudent courussent le risque d'être arrêtés (1), on considérerait dix hommes comme une force suffisante pour préserver un endroit quelconque de tout danger (2).

Quinze mois environ après le retour de Berkeley de l'Angleterre (1646), un traité de paix fut conclu entre les habitants de la Virginie et Necotowance, successeur d'Opechancanough (3). Les possesseurs primitifs du sol achetèrent la cessation des hostilités à la condition de se soumettre et de céder des terres, puis ils commencèrent alors à s'éloigner du voisinage immédiat des établissements de leurs trop formidables envahisseurs. Un des résultats les plus étonnants de la puissance morale, c'est que le langage, composé de sons passagers, garde et transmet le souvenir des événements passés lorsque tout autre mouvement a déjà disparu depuis longtemps. Il ne reste rien des travaux des Indiens sur le sol de la Virginie, qui soit aussi méritoire que pourrait l'être un fossé commun pour le dessèchement des terres (4); les noms des rivières et des montagnes, voilà les seules traces que l'on retrouve de leur ancienne existence. La nature invariable conserve encore ces dénominations qui lui ont été données jadis par ceux dont les villages ont disparu, et dont les tribus se sont éteintes.

La colonie de la Virginie était ainsi en possession de la direction de toutes ses affaires; elle déclarait la guerre, concluait la paix, et acquérait des territoires, conformément aux résolutions des représentants du peuple. Elle jouissait de la sécurité et du repos, d'une étendue considérable de

(1) Hening, I, 300, 301, acte 3.

(2) *Ibid.*, 285, 286, acte 5.

(3) *Ibid.*, 323-326. Comparez Drake, *Biographie indienne*, liv. IV, 22-24; Johnson, *la Providence opérant des miracles*, liv. III, ch. XI.

(4) Jefferson, *Notes*, 132.

pays, d'un marché libre pour ses produits, et en réalité, de tous les droits d'un État indépendant; l'Angleterre la protégeait contre toute invasion étrangère, plutôt qu'elle ne la gouvernait; en un mot, toute la prospérité qu'un sol vierge, des lois équitables et une égalité universelle de condition et de travail peuvent procurer, tel était le lot des colons. Leur chiffre allait en croissant; les cabanes étaient pleines d'enfants, tout comme les ports l'étaient de vaisseaux et d'émigrants. A la Noël de 1648, dix vaisseaux venant de Londres, deux de Bristol, douze de la Hollande et sept de la Nouvelle Angleterre, se trouvaient en Virginie pour faire le commerce (1). Le nombre des colons s'élevait déjà à vingt mille; ceux qui n'avaient éprouvé aucun tort ne se sentaient guère disposés à se mêler aux dissensions qui divisaient la mère-patrie. Ils étaient attachés à la cause de Charles, non par affection pour la monarchie, mais parce qu'ils chérissaient les libertés que le roi n'avait jamais essayé de leur ravir; après l'exécution de ce prince (1649), le gouvernement reconnut son fils (2) sans la moindre contestation, quoique quelques colons penchassent pour la république, par ignorance, comme le disaient les royalistes. Les malheurs des cavaliers, en Angleterre, fortifièrent le parti du roi dans le Nouveau Monde. Des hommes de distinction « dans la noblesse et le clergé, » saisis « d'horreur et de désespoir, » lors de l'exécution de Charles I^{er} et ne voulant jamais entrer en accommodement avec les implacables « rebelles, » s'enfuirent sur les rivages du Chesapeake, où chaque maison fut pour eux un « abri hospitalier » et chaque planteur, un ami. Berkeley, ouvrit à tous sa demeure et sa bourse; les cavaliers, exilés comme leur monarque et dispersés dans les

(1) *Nouvelle description de la Virginie*, II, 15, dans *Mass. Hist. Coll.*, IX, 18.

(2) Henning, I, 339, 360, acte 1.

habitations de leurs hôtes, éparses le long des fleuves et dans les forêts de la Virginie, se réunissaient souvent en groupes pour raconter leurs fatigues, gémir sur leurs défaites, et s'encourager à la loyauté et à l'espérance (1). La fidélité des Virginiens n'échappa pas à l'attention du royal exilé; de sa retraite de Breda, il envoya (1650) une nouvelle commission à Berkeley (2); il surveilla encore la distribution des emplois, et au milieu des désastres qu'il essuya en Écosse (3), il se souvint toujours avec faveur des cavaliers fidèles du monde occidental. Charles II, forcé de fuir l'Angleterre, demeura pourtant le souverain de la Virginie. « La Virginie était tout entière pour la monarchie et elle fut la dernière des contrées appartenant à l'Angleterre qui se soumit à la république (4). »

Mais le Parlement ne permit pas longtemps que son autorité fût méconnue. Après avoir triomphé de tous ses ennemis en Europe, par sa vigoureuse énergie, sa hardiesse et son enthousiasme républicain, il tourna ses soins du côté des colonies. Par une ordonnance mémorable (5), il chargea le conseil d'État de réduire les colonies rebelles à l'obéissance et il prescrivit en même temps comme loi, que les vaisseaux étrangers ne pussent venir commercer dans aucun des ports « des Barbades, d'Antigoa, des Bermudes et de la Virginie. » Le Maryland, qui n'était pas formellement compris dans cette ordonnance, avait pris soin de reconnaître le nouvel ordre de choses (6); le Massachusetts, craignant également d'encourir la colère du Parlement et jaloux de

(1) Norwood, dans Churchill, VI, 160-186; Hammond, Leah et Rachel, 16.

(2) Chalmers, 122.

(3) Norwood, dans Ch., VI, 186.

(4) Hammond, Leah et Rachel, 20, éd. 1656.

(5) Hazard, I, 637, 638; *Histoire parlementaire*, III, 1357. Le commentaire de Chalmers, p. 123, est celui d'un légiste homme de parti.

(6) Langford, *Réfutation*, 6, 7.

conserver ses droits à une législation indépendante, avait interdit de son propre chef toute relation avec la Virginie, jusqu'à ce que la suprématie de la république y eût été reconnue; il est vrai que ce décret fut bien vite révoqué, lorsqu'on s'aperçut qu'il était défavorable au commerce, et cependant les royalistes prédominaient encore à Jamestown (1). Mais la Virginie voudrait-elle résister à la flotte de la république? Ses principes royalistes étaient-ils assez fermes, pour pousser la colonie à s'engager dans une guerre désespérée contre l'Angleterre? Les partisans de la monarchie caressaient l'espérance que les victoires de leurs amis dans la baie de Chesapeake rachèteraient les disgrâces essuyées ailleurs par les armes royales; beaucoup de partisans de Charles étaient accourus en Virginie comme dans un lieu de sûreté, et l'honnête gouverneur Berkeley, de qui l'on pouvait dire que « personne ne pensait mieux, » était si plein de confiance qu'il écrivit au roi, pour l'inviter presque à venir en Amérique (2). On attendait l'approche du jour décisif avec la plus vive impatience.

Pendant que se faisaient encore les préparatifs nécessaires pour soumettre les colonies, qui conservaient toujours quelque apparence de fidélité au roi, la politique commerciale de l'Angleterre subit un changement important; le nouveau système se basant sur les intérêts permanents des marchands et des armateurs anglais, acquit une consistance et une durée que n'auraient jamais pu obtenir l'égoïsme et la faiblesse des Stuarts.

C'est le sort ancien des colonies de devoir leur établissement au courage d'hommes pauvres et de gens entreprenants; de lutter pour leur existence contre de plus rudes

(1) Hazard, I, 553 et 558.

(2) Clarendon, liv. XIII, III, 466.

épreuves; de se voir négligées par la mère-patrie tant qu'elles sont pauvres et faibles; enfin de grandir en déployant sans restriction toute leur énergie et leur esprit d'entreprise, et alors par suite de la prospérité à laquelle elles sont parvenues, de tenter d'opprimer à leur tour. Les colonies grecques ont acquis de bonne heure richesse et puissance, parce qu'elles furent toujours libres; la nouvelle cité était indépendante dès sa naissance et elle le demeurait; les émigrants portaient, non comme des serviteurs, mais comme des égaux. Ils étaient naturellement, mais non pas nécessairement les alliés de la métropole. Ils parlaient la même langue, ils adoraient les mêmes dieux, ils étaient attachés aux mêmes coutumes et aux mêmes lois; mais politiquement ils étaient indépendants. La liberté, stimulant leurs efforts, les poussa à étendre leurs établissements des rivages du Pont-Euxin à ceux de la Méditerranée occidentale et les fit progresser dans la voie de l'opulence et de la prospérité, proportionnellement à leur hardiesse et à l'immense étendue de leurs possessions. Les colonies de Carthage, au contraire, à peine eurent-elles atteint un degré d'importance suffisant pour attirer l'attention, que la mère-patrie s'attribua le monopole de leur commerce. Le système colonial est aussi vieux que les colonies et que l'esprit d'avidité commerciale et d'oppression politique (1).

L'Espagne et le Portugal ne furent pas plus tôt entrées dans la voie des découvertes maritimes, et n'eurent pas plus tôt trouvé la route du cap de Bonne-Espérance et de l'Amérique, qu'elles ambitionnèrent le monopole du commerce du monde. Avides dans leur convoitise de le posséder tout entier, ces puissances ne purent s'entendre sans difficulté

(1) Brougham, *Politique coloniale*, 21-23; Denys d'Halicarnasse, liv. III. Sur toute la matière, Heeren, XIII, 96-98.

sur le partage, non d'une province conquise, non des bords d'une rivière ou d'un territoire voisin, mais de l'Océan, mais du commerce avec tous les peuples et de la domination sur la vaste étendue de leurs eaux. Elles voulaient que sur les plus larges mers les vents ne soufflassent que pour enfler leurs voiles; que les îles et les continents de l'Asie, de l'Afrique et du Nouveau Monde ne fussent fertiles que pour fournir des cargaisons aux vaisseaux de leurs marchands; elles prononcèrent les pénalités les plus rigoureuses contre quiconque oserait enfreindre les droits auxquels elles prétendaient, et elles parvinrent à obtenir la sanction de la religion pour régler leurs différends et pour défendre l'Océan contre les empiétements du premier compétiteur venu (1).

Les résultats de ces rigueurs sont fertiles en enseignements. Les Espagnols punissaient de la confiscation tout commerce direct avec les établissements espagnols et menaçaient les délinquants des peines éternelles. Le sens moral des marins se révolta contre ces prétentions extravagantes; comme la forfaiture, l'emprisonnement et l'excommunication devaient être la conséquence des tentatives honnêtes de nouer des relations commerciales, comme le flibustier et le pirate ne pouvaient subir de châtiment plus rigoureux que ceux dont était menacé le marchand qui oserait tenir peu de compte du monopole maritime, les mers se virent infestées de boucaniers sans scrupules, fruit naturel des restrictions apportées au commerce colonial. On pilla les riches établissements des Espagnols en Amérique; on attaqua et on captura leurs flottes; on fit même sur terre de véritables excursions de brigands pour intercepter les

(1) Bulle d'Alexandre VI, 4 mai 1493. « Sub excommunicationis latae sententiae poena, » etc.

convois d'or qui venaient des mines; et des hommes qui auraient pu amasser honorablement une fortune dans le commerce, si le commerce avait été permis, déploierent alors tant de sagacité d'invention, tant de sangfroid dans l'exécution et tant de fermeté à surmonter les difficultés, qu'ils se concilièrent l'admiration de leurs contemporains et qu'ils auraient mérité à jamais les louanges de la postérité, s'il s'était agi d'une meilleure cause.

La liberté de la mer fut revendiquée en Europe, contre les prétentions de l'Espagne et du Portugal, par une nation dont l'indépendance venait à peine d'être reconnue, qui ne devait une bonne partie du territoire qu'elle occupait qu'à son activité industrielle et que la dure nécessité d'entretenir une population trop nombreuse avait forcée à chercher de nouvelles ressources sur la mer. Le plus savant de ses enfants, qui le premier formula cette idée que « les vaisseaux libres sont les biens libres (1), » défendit la liberté du commerce et en appela au jugement de tous les gouvernements libres et de toutes les nations libres contre ces restrictions de la navigation que l'humanité déclarait contraires aux principes des relations sociales que la justice réprouvait comme enfrenant les droits naturels les plus manifestes, que l'esprit d'entreprise repoussait comme une usurpation monstrueuse de l'Océan et des vents. On demanda à la Hollande, pour prix de la reconnaissance de son indépendance, de renoncer à la navigation dans les Indes Orientales, mais elles préférèrent défendre son autonomie par les armes, plutôt que de s'acheter la sécurité en circonscrivant le champ de course de ses navires. Cette nation appelée par sa situation à déployer son habileté dans le commerce, et

(1) Grotius, *Epist.* CCVII : « Aliorum bella obstare commerciorum libertati non debere. »

forcée dans sa résistance au monopole, à obtenir l'avantage par la concurrence, réussit à gagner l'ascendant sur les mers. Tandis que le médiocre Jacques d'Angleterre, absorbé par sa vanité et son pédantisme, discutait sur des points de théologie, tandis que l'infortuné Charles épuisait son énergie dans des luttes vaines contre les libertés de ses sujets, la Hollande, cette petite confédération qui s'était détachée des flancs de l'immense empire d'Espagne, ce nouveau peuple, à peine reconnu en possession de sa nationalité, avait commencé à accaparer, par la supériorité de son adresse, le commerce de transit du monde. On rencontra bientôt ses vaisseaux dans les rades de la Virginie, dans l'archipel des Indes Occidentales, dans le midi de l'Afrique, au milieu des îles tropicales de l'océan Indien, et même dans les ports éloignés de la Chine et du Japon. Leurs comptoirs s'étendaient déjà depuis la baie d'Hudson jusqu'à la côte de Guinée, à Java et au Brésil. Ces hardis marchands s'étaient emparés d'un ou deux îlots rocaillieux des Indes Occidentales, négligés en partie par les Espagnols comme non susceptibles de culture, et là, ils s'étaient arrangé un asile convenable pour entamer un grand trafic de contrebande avec la terre-ferme. Le succès des Hollandais sur mer fut si complet, qu'ils accaparèrent le commerce des nations européennes elles-mêmes; les marins anglais s'engageaient sur les bâtiments hollandais qui remplissaient les ports de l'Angleterre; les vaisseaux anglais pourrissaient dans les chantiers; la profession de constructeur de navires en Angleterre ne rapportait aucun profit. La liberté et l'esprit entreprenant de la Hollande lui avaient conquis une puissance maritime, une habileté et une richesse supérieures à celles que l'Espagne avait jamais été en état de posséder malgré son énorme monopole.

L'envie des succès de la Hollande fit oublier les causes de

sa grandeur commerciale. On cessa de voir en elle l'adversaire de l'Espagne et le champion vaillant de la liberté des mers; on lui témoigna alors de la jalousie comme à une rivale heureuse. On ferma l'oreille à l'éloquence de Gratius, tout en tenant peu de compte des prétentions de l'Espagne; le gouvernement anglais se décida à protéger les marchands anglais. Cromwell voulut assurer à son pays la supériorité maritime; Saint-John, puritain et républicain en théorie, quoiqu'il ne fût jamais ennemi d'une monarchie limitée, imagina le premier acte de navigation, que le politique Whitelocke présenta et soumit au parlement. Dorénavant le commerce de l'Angleterre avec ses colonies aussi bien qu'avec le reste du monde devait se pratiquer par des vaisseaux construits dans le pays même et montés principalement par des Anglais. Les étrangers ne pouvaient rien importer d'autre en Angleterre que les produits de leurs contrées respectives ou ceux dont ces contrées étaient les entrepôts reconnus. Cet acte, dirigé contre le commerce des Hollandais, ne devait servir qu'à protéger la marine marchande de l'Angleterre; il ne contenait aucune clause relative à un monopole colonial, ou particulièrement défavorable à l'une des colonies d'Amérique; il ne lésait, par lui-même, en rien la Virginie ou la Nouvelle Angleterre. En vain les Hollandais protestèrent-ils contre cet acte en le qualifiant de rupture de l'alliance commerciale; le parlement ne consulta que les intérêts de l'Angleterre et refusa de révoquer des lois pour plaire à un voisin (1).

Une guerre navale s'ensuivit bientôt (1652); autant Cromwell l'avait ardemment désirée, autant la Hollande avait fait d'efforts pour l'éviter. Les deux peuples étaient animés du

(1) Clarendon, liv. XIII; *Histoire parl.*, III, 1374, 5, 8; Godwin, III, 381-2 Heeren, I, 156.

plus vif enthousiasme patriotique; ils combattaient tous deux pour conquérir le commerce du monde; l'océan était le théâtre de la lutte; aussi les annales du passé n'ont jamais offert tant de grands combats sur mer livrés en un si court espace de temps. Ce fut pendant cette guerre que Blake, Ayscue et De Ruyter se couvrirent de gloire; ce fut alors que Tromp attacha un balai à son mât, comme s'il eût voulu annoncer par cette bravade qu'il balaierait le pavillon anglais de toutes les mers.

Cromwell ne voulait pas entraver le développement industriel de la Virginie, du Maryland, ni de la Nouvelle Angleterre; il aspirait dans son ambition à faire de l'Angleterre l'entrepôt commercial du monde. Ses plans embrassaient la possession des ports des Pays-Bas espagnols; il obligea la France de s'engager à l'aider dans ses conquêtes et de consentir à lui céder Dunkerque, Mardyke et Gravelines; le roi de France lui-même livra Dunkerque à son ambassadeur, pendant l'été de 1658. Ce ne fut pas tout; il voulait les principaux ports de la Baltique et de la mer du Nord; il conclut une alliance avec la Suède (1657), non simplement par zèle pour le protestantisme, mais pour s'assurer, à titre de récompense, Brême, Elsenéur et Dantzig (1). Dans les Indes Occidentales, son génie avait formé le plan de la conquête de la Jamaïque; il y réussit (1655); quant à la tentative de s'emparer d'Hispaniola, alors la plus importante des possessions espagnoles parmi les îles, elle n'échoua que par le manque de capacité ou d'union de ses agents.

Cromwell a acquis des droits à la gloire, c'est comme rival des Hollandais, comme adversaire heureux des Espagnols et comme protecteur de la marine anglaise. La couronne s'échappa de la tête de ses fils; ses vastes plans pour

(1) Thurloe, VI, 478; Heeren, *Œuvres*, I, 158.

la possession de places commerciales sur le continent avortèrent; Dunkerque fut rendu à la France; la monarchie, qu'il avait renversée fut rétablie, la noblesse qu'il avait humiliée, reprit son ancien orgueil; mais la Jamaïque et l'acte de navigation sont demeurés les monuments durables du génie de Cromwell.

La protection de la marine anglaise, ainsi établie d'une façon permanente et devenue une base essentielle de la politique commerciale de l'Angleterre, était l'heureuse réalisation d'un rêve qu'on avait tenté prématurément de mettre à exécution quelques siècles auparavant. Bientôt, les marchands anglais demandèrent de nouveaux encouragements, mais bien moins justifiables; ils insistèrent pour obtenir le monopole absolu du commerce des colonies. Cette question avait été agitée tout récemment dans le parlement. C'était dans les toutes dernières années que l'Angleterre avait acquis des colonies; et comme d'abord on les avait considérées dans leur dépendance de la prérogative royale, on ne pouvait trouver les traces de la politique publique suivie à leur égard que dans les proclamations, les chartes ou instructions émanées du monarque.

Henri VII, dans sa prudence prévoyante, avait pesé les avantages qui pouvaient résulter d'un monopole colonial, et, tout en accordant les plus amples privilèges aux aventuriers qui faisaient voile pour le Nouveau Monde, il avait stipulé que l'Angleterre serait l'entrepôt exclusif des produits du commerce de ces contrées (1). Un siècle de mauvais succès avait amorti de trop brillantes espérances; les chartes de Gilbert et de Raleigh n'avaient plus guère contenu que des concessions, propres à engager ces hommes éminents à poursuivre sérieusement la carrière de leurs découvertes

(1) Hazard, I, 10 et 13, 14; Biddle, Cabot, 309.

dans l'hémisphère occidental ; la première charte de la Virginie (1606), avait permis formellement aux étrangers de commercer avec la colonie, à condition de payer un léger droit différentiel (1). Lors de l'agrandissement de la compagnie (1609), les relations avec les étrangers furent encore autorisées ; on n'assigna aucune limite au commerce qu'ils pourraient entreprendre (2). La dernière charte (1612) n'imposait également aucune restriction déraisonnable au commerce et par une sorte de confirmation de tous les anciens privilèges, elle permit le trafic aux nations étrangères, sans cependant le sanctionner expressément (3).

Au commencement du règne de Jacques (1604), avant la colonisation de la Virginie, le roi avait trouvé dans son antipathie pour l'usage du tabac, un motif suffisant pour établir par une ordonnance royale une taxe excessive sur la consommation de cet article (4). Lorsque la Virginie fut évidemment devenue l'entrepôt de la mauvaise herbe en question, les Stuarts ne s'occupèrent de la colonie que pour tirer un gros revenu de l'impôt placé sur ce produit. Quel que fût le zèle qu'on déployât à tort pour la religion, la conversion des païens, l'organisation du gouvernement et l'établissement de la justice, on ne perdit jamais de vue l'affaire du tabac. La vente en fut strictement prohibée en Angleterre (1619), à moins de payer une taxe très lourde (5) ; une proclamation vint encore renforcer le décret royal (6) ; afin de pouvoir lever le plus d'argent possible sur tout ce qui entraînait dans la consommation, une nouvelle proclamation (7) interdit la

(1) Charter, s. 13, dans Hening, I, 63.

(2) S. 21, Hening, I, 94, 95.

(3) Troisième charte, s. 21, *ib.*, 109.

(4) Hazard, I, 49, 50.

(5) 25 mai ; Hazard, I, 89.

(6) 10 nov. ; Hazard, I, 90.

(7) Hazard, I, 93.

culture de tabac en Angleterre et dans le pays de Galles, et l'on ordonna d'y déraciner les plants qui déjà commençaient à croître. Peu de temps après (1620), il fallut obtenir une permission spéciale du roi pour importer ou vendre le tabac (1). Un compromis s'établit ainsi entre les intérêts des planteurs des colonies et ceux du monarque; les premiers obtinrent de fournir exclusivement le marché anglais, et le dernier réussit à en tirer des droits exorbitants (2). Dans la session suivante du parlement (1621), lord Coke ne manqua pas de retracer à la Chambre des communes, les usurpations de pouvoir de la part du monarque, qui avait taxé les produits des colonies sans le consentement du peuple et sans un acte de la législature nationale (3); Sandys, Diggs et Farrar, les amis de la Virginie, parvinrent à substituer un acte du parlement à l'ordonnance arbitraire du roi (4). Les dissensions de cette époque firent que le bill, qui avait passé à la Chambre des communes, demeura au nombre des affaires non terminées de la session; on ne s'occupa plus de la question jusqu'en 1624; alors, comme nous l'avons déjà vu, la Chambre des communes témoigna de nouveau de l'intérêt qu'elle portait à la Virginie, par une pétition à laquelle le roi se montra disposé à donner suite (5).

La première mesure que prit le roi Charles (1625) au sujet des colonies (6), fut relative au tabac; une seconde proclamation émanée de lui revêtit largement le même caractère (7), quoique son objet apparent fût la consolidation de la colonie de la Virginie. Charles I^{er} essaya, pendant son

(1) 7 avril; Hazard, I, 89-91; 29 juin; *ibid.*, 93-96.

(2) Stith, 168-170; Chalmers, 50, 52, 57.

(3) Débats de la commune en 1620 et 1621, I, 169.

(4) *Ibid.*, 269-271 et 296; Chalmers, 51, 70-74.

(5) Hazard, I, 193-198, 198-202.

(6) *Ibid.*, 202, 203.

(7) *Ibid.*, 203-205.

règne, par une série d'actes publics, de se procurer un revenu de cette source. Il invoqua (1626), l'autorité de la Chambre étoilée pour parvenir à remplir son trésor par des droits nouveaux et onéreux sur le tabac (1); ses commissaires reçurent l'ordre de passer contrat (1627), pour tous les produits des colonies (2); cependant le tabac espagnol ne fut pas formellement exclus (3). On ordonna bientôt d'apposer un sceau sur tout le tabac colonial (4); on n'en autorisa l'importation que moyennant une permission spéciale (5), et nous avons vu qu'on essaya (1628), par une négociation directe avec les Virginiens, de constituer le roi seul facteur de leurs marchandises (6). Les colons firent échouer cette mesure par leur fermeté; le monarque dut se contenter de publier (1631), une nouvelle série de proclamations, qui faisaient de Londres le seul marché du tabac des colonies (7). Il essaya vainement de régulariser ce commerce (8); enfin il déclara (1633-1634), que « sa volonté et son bon plaisir étaient de se réserver pour lui seul le droit d'acheter avant tout autre tout le tabac » des colonies anglaises (9). Il persista longtemps (1639), dans son système avec une opiniâtreté bien déterminée (10).

Les mesures des Stuarts n'eurent jamais aucun succès, car elles étaient opposées à la prospérité des colons, sans être soutenues par les intérêts du peuple anglais. Après des efforts longtemps continués et que bravaient avec la persé-

(1) 2 mars 1626; Hazard, I, 224-230.

(2) Janvier 1627; Rymer, XVIII, 831.

(3) Février 1627; *ibid.*, 848.

(4) Mars 1627; *ibid.*, 886.

(5) Août 1627; Rymer, XVIII, 920.

(6) Hening, I, 129 et 134.

(7) Janvier 1631; *ibid.*, XIX, 235.

(8) *Ibid.*, 474 et 522.

(9) 19 juin; Hazard, I, 375.

(10) Août 1639; Rymer, XX, 348.

vérance de l'esprit d'entreprise des marchands anglais et l'esprit d'indépendance des colons, le roi Charles, lors de la nomination de sir William Berkeley, imagina l'expédient qui était destiné à devenir si célèbre. Il fut défendu à tout vaisseau, chargé de marchandises de la colonie, de faire voile des rivages de la Virginie pour d'autres ports que ceux de l'Angleterre; on voulait que la mère-patrie pût servir d'entrepôt pour ces marchandises. Tout commerce par vaisseaux étrangers fut interdit sauf en cas de nécessité (1). Ce système, que Berkeley reçut, dans ses instructions, l'ordre d'introduire, réussit enfin; car il ne sacrifiait d'autres droits que ceux des colons, tandis qu'il identifiait les intérêts des marchands anglais à ceux du gouvernement et les réunissait les uns et les autres pour opprimer les planteurs, qui, pendant plus d'un siècle, se trouvèrent trop faibles pour opposer une résistance efficace.

Le long parlement se montra plus juste (1647); il essaya d'assurer à la marine anglaise tout le commerce du transport des produits des colonies, mais du libre consentement des colonies elles-mêmes; il offrait quelque chose d'équivalent, que les assemblées législatives américaines furent libres de rejeter (2).

L'ordonnance mémorable de 1650 fut une mesure de guerre, ne s'appliquant qu'aux colonies qui avaient adhéré à la cause des Stuarts. Tout commerce avec elles fut défendu, à moins d'une autorisation spéciale du parlement ou du conseil d'État. Les étrangers se virent rigoureusement exclus (3); cette prohibition devait être maintenue (1651), même après la suppression de toute résistance. Tandis donc que l'acte de navigation assurait aux vaisseaux anglais la

(1) Chalmers, 132, 133.

(2) Hazard, I, 631, 635.

(3) Hazard, I, 636-638.

faculté exclusive de transporter toutes les marchandises, mis en rapport avec l'ordonnance de l'année précédente, il conférerait le monopole du commerce des colonies.

Mais ce système de lois commerciales fut essentiellement modifié par la manière dont l'autorité de la république anglaise s'établit sur la Chesapeake. Les chefs républicains de la Grande-Bretagne, se conduisant avec une vraie magnanimité, laissèrent à l'effervescence des partis le temps de se calmer, avant d'adopter des mesures décisives, et alors, les deux ou trois commissaires qu'ils nommèrent, ils les choisirent parmi les planteurs eux-mêmes. Les instructions qu'on leur donna étaient telles que des Virginiens pouvaient les exécuter sans scrupule, car elles les constituaient les bienfaiteurs et les pacificateurs de leur pays. On menaçait les colons des horreurs de la guerre, en cas de résistance (1). Si la Virginie consentait à adhérer à la république, elle serait maîtresse de sa propre destinée.

Comment aurait-on pu faire de l'opposition au parlement ; qui, au moment où il jouissait du pouvoir (1652), proposait volontairement d'accorder une véritable indépendance. La frégate *La Guinée*, n'eut pas plus tôt jeté l'ancre dans les eaux du Chesapeake, que « toute pensée de résistance fut abandonnée (2), » et les colons, n'ayant pas de raison de

(1) Que le lecteur consulte les instructions elles-mêmes, dans Thurloe, I, 197, 198, ou dans Hazard, I, 536-538, plutôt que le commentaire de Chalmers ou de Grahame.

(2) Clarendon, liv. XIII, 466, 467. C'est une chose étrange que tant d'erreurs se sont glissées dans l'histoire de la Virginie et se sont perpétuées, bien que les moyens de les corriger aient été nombreux et d'un accès facile. Clarendon rapporte les faits exactement. Voir aussi Strong, *la Chute de Babylone*, 2, 3, et Langford, *Réfutation*, 6, 7. Ce sont là des autorités contemporaines. Comparez encore les annales du Long Parlement du 31 août 1652. Voir également l'acte de soumission, dans Hening, I, 363-365, qui s'accorde avec les instructions émanées du Long Parlement. Comparez aussi Ludlow, 119 ; « Cette nouvelle étant arrivée en

combattre pour un roi dont le sort semblait sans remède, ne travaillèrent plus avec ardeur qu'à assurer la liberté de leurs propres institutions. C'est un indice du caractère des Virginiens, qu'ils refusèrent de se rendre à la force, tandis qu'ils cédèrent par un acte volontaire et un engagement réciproque. Il fut convenu dans l'acte d'adhésion, que le « PEUPLE DE LA VIRGINIE, » jouirait de toutes les libertés des citoyens anglais nés libres; qu'il confierait ses intérêts, comme auparavant, à sa propre assemblée générale, qu'il resterait à l'abri de toute recherche sur sa fidélité passée et qu'il exercerait « le commerce aussi librement que le peuple d'Angleterre. » Ses représentants seuls auraient le droit de lever des impôts et des droits de douane; aucun fort ne devait s'ériger, aucune garnison conservée sans le consentement même des colons (1). Pour l'organisation du gouvernement, la plus parfaite harmonie régna entre les commissaires et les bourgeois. Ce furent le gouverneur et le conseil seuls qui conçurent quelques appréhensions pour leur sécurité, et qui prirent scrupuleusement des précautions pour la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés, auxquelles on n'avait évidemment jamais eu le dessein de porter atteinte.

Virginie, on se soumit, etc. » Clarendon, Strong, Langford, les documents publics, Ludlow, toutes sources contemporaines, ne sont pas en désaccord. Beverley a écrit au siècle dernier, et on doit, par conséquent, avoir moins de confiance dans son récit. D'ailleurs il est en lui-même invraisemblable. Comment des vaisseaux-marchands hollandais auraient-ils pu attendre une escadre anglaise? Les Pays-Bas n'avaient pas la liberté de commerce avec la Virginie, et des bâtiments hollandais auraient été saisis en même temps comme une bonne prise. La Virginie a sans doute été « tout entière pour la monarchie, » mais la monarchie en Angleterre semblait sur le point de finir. Parmi les auteurs modernes, Godwin, *Histoire de la république*, III, 280, a discerné la vérité.

(1) Hening, I, 363-365 et 367, 368; Jefferson, *Notes sur la Virginie*; Hazard, I, 560-564; Burk, II, 85-91.

Ces conditions si favorables à la liberté, et concédant presque l'indépendance, furent fidèlement observées jusqu'à la restauration. Des historiens ont, à la vérité, tracé de sombres tableaux du mécontentement auquel la colonie était en proie et ont avancé qu'il fut encore augmenté par l'oppression du commerce (1). Tout cela est pure fiction. La colonie de la Virginie jouissait de libertés aussi étendues que la Nouvelle Angleterre plus favorisée; elle déploya un attachement égal à la souveraineté populaire et elle posa sans crainte des actes d'indépendance politique (2). Le parti républicain y existait depuis longtemps; maintenant que la monarchie était tombée, sur qui les royalistes pouvaient-ils compter plus sûrement que sur eux-mêmes? Les fonctionnaires du pouvoir exécutif devinrent électifs. Tous les partis manifestèrent si évidemment l'intention de faciliter la Constitution à l'amiable du gouvernement, que Richard Bennett, commissaire lui-même du parlement, marchand et tête-ronde, fut nommé gouverneur à l'unanimité, sur la recommandation des autres commissaires (3). Le serment qu'on exigeait des bourgeois, leur imposait comme premier devoir de pourvoir « au bien général et à la prospérité » de la Virginie et de ses habitants (4). Sous l'administration de Berkeley, Bennett avait été chassé de la Virginie; et, maintenant

(1) Beverley, Chalmers, Robertson, Marshall. Le soigneux et savant Holmes lui-même a transmis cette erreur. Comparez Jared Sparks, dans la *Revue du Nord de l'Amérique*, XX, nouvelle série, 433-436.

(2) Comparez, par exemple, les archives allemandes à Albany, XXIV, 302, où Berkeley écrit comme un souverain indépendant : « Quoi que le noble sir Harry Moody, dans son excellent jugement, trouve convenable de faire pour le bien des colonies, nous, de notre côté, nous le ratifions. » 17 mai 1660. Le même esprit a prévalu pendant des années. *Archives d'Albany*, IV, 165.

(3) Hening, I, 371. Voir Stith, 199, qui raconte la chose exactement. Il est étrange que les historiens n'aient pas eu recours à l'exact Stith.

(4) Hening, I, 371.

qu'il était parvenu au pouvoir, il ne fit pas le moindre effort pour se venger (1).

L'acte constitutif du gouvernement attribua à l'assemblée le droit de déléguer les pouvoirs qui devaient appartenir au gouverneur et au conseil; on y déclara que le bien public exigeait « que le droit d'élire tous les dignitaires de la colonie appartint aux bourgeois, » comme « représentants du peuple (2). » Il avait été d'usage que le gouverneur et le conseil assistassent aux réunions de l'assemblée; on révoqua en doute la convenance de cette coutume; il en résulta un compromis temporaire; on leur laissa leur ancien droit, mais on exigea d'eux le serment imposé aux bourgeois (3). La chambre des bourgeois se comportait ainsi comme convention du peuple; elle exerçait l'autorité suprême et distribuait le pouvoir suivant les nécessités du bien public (4).

Ce ne fut pas là un arrangement accidentel et transitoire. Cromwell ne nomma jamais à aucune place dans la Virginie; pas un gouverneur ne tint de lui sa commission (5). Lorsque Bennett donna sa démission (1655), ce fut l'assemblée elle-même qui élut son successeur, Édouard Diggs, qui avait d'abord été nommé membre du conseil (6) et qui « avait donné un témoignage signalé de sa fidélité à la Virginie et à la république d'Angleterre (7), » réunit les suffrages (8).

(1) Langford, *Réfutation*, 3. Que Bennett fût une « Tête ronde, » cela est incontestable. Les autorités contemporaines sont Strong, *Chute de Babylone*, I, 7 et 10; Langford, *Réfutation*, 3; Hammond, *Leah et Rachel*, 21. Ces autorités réunies sont concluantes. Bennett était du conseil en 1616. Henning, I, 322.

(2) Henning, I, 372.

(3) *Ibid.*, 373.

(4) *Ibid.*, note, I, 360.

(5) *Ibid.*, I, préface, 13.

(6) *Ibid.*, 388; nov. 1654.

(7) *Ibid.*, I, 388.

(8) *Ibid.*, 408. Comparez Henning, I, 5 et aussi 426.

Les commissaires pour la colonie (1) étaient plutôt occupés à mettre en ordre les affaires et à déterminer les frontières du Maryland, qu'à diriger les destinées de la Virginie.

Le droit d'élire le gouverneur continua à être revendiqué par les représentants du peuple (2); ils confièrent plus tard (1658) cette charge honorable « au digne Samuel Matthews, vieux planteur établi là depuis près de quarante ans, » qui avait « bien mérité de la république, qui tenait une bonne maison, qui se comportait bravement et aimait sincèrement la Virginie (3). » Cependant, s'étant fait une trop haute idée de sa position, il se trouva engagé avec le conseil dans une lutte inégale contre l'assemblée qui l'avait élu. Les bourgeois avaient accru leur pouvoir en excluant de leurs sessions le gouverneur et le conseil; après s'être ainsi réservé à eux-mêmes la faculté de discuter librement et en premier lieu toutes les lois, ils avaient voté l'ajournement de leur session jusqu'au mois de novembre. Le gouverneur et le conseil prononcèrent par un message la dissolution de l'assemblée. On dénia la légalité de cette dissolution (4); après avoir fait prêter serment aux bourgeois de garder le secret, on leur enjoignit de ne pas trahir, par faiblesse, la confiance qu'on avait en eux. Matthews céda, tout en se réservant le droit d'en appeler au protecteur (5). Lorsque la Chambre eut voté à l'unanimité que la réponse du gouverneur n'était pas satisfaisante, celui-ci révoqua formellement l'ordre de dissolution, mais continua à s'en rapporter à la décision de Cromwell pour terminer le différend. Les membres de l'assemblée, redoutant de voir apporter des restric-

(1) Hening, 428 et 432; Haz., I, 594.

(2) *Ibid.*, 431.

(3) II, *Mass. Hist. Coll.*, IX, 119.

(4) Hening, note, I, 430.

(5) *Ibid.*, I, 496, 497 et 500, 501.

tions aux libertés coloniales si l'on s'en référait à l'Angleterre à propos d'une question politique, prirent la résolution de défendre ouvertement leurs droits à l'indépendance. Un comité fut nommé, ayant à sa tête John Carter, de Lancastre, et l'on fit avec solennité la déclaration la plus complète de la souveraineté du peuple. Le gouverneur et le conseil avaient ordonné la dissolution de l'assemblée ; les bourgeois à leur tour décrétèrent l'annulation de la dernière élection du gouverneur et du conseil. Après avoir exercé ainsi, non seulement le droit d'élire, mais le droit plus extraordinaire de déposer leurs élus, ils réélurent Matthews « qui sera investi par nous, ajoutèrent-ils, de tous les droits et privilèges légitimes appartenant au gouverneur et capitaine-général de la Virginie. » Le gouverneur se soumit et reconnut la validité de sa révocation en prêtant le nouveau serment, qui venait d'être prescrit. Le conseil fut renouvelé et l'esprit de liberté populaire vit toutes ses prétentions confirmées (1).

La mort de Cromwell n'amena aucun changement dans la Constitution de la colonie. Un message du gouverneur (1659) annonça officiellement cet événement à l'assemblée (2). Quelques historiens anglais se sont plu à attribuer aux Virginiens un attachement précipité pour Charles II. Dans la circonstance actuelle, les bourgeois délibérèrent en secret et résolurent à l'unanimité de reconnaître Richard Cromwell (3). Mais, une question plus importante, c'était de savoir si le changement de protecteur en Angleterre ne mettrait pas en danger la liberté de la Virginie. La dépêche émanée du conseil avait laissé au gouvernement la faculté d'administrer conformément aux précédents ; l'assemblée se déclara

(1) Hening, I, 504, 505.

(2) Voir les noms des membres, dans Hening, V, I, p. 506, 507.

(3) Hening, I, 511 ; mars 1659.

satisfaite de ce langage (1). Mais, afin qu'il ne restât pas le moindre prétexte pour remettre les usages existants en question, le gouverneur fut invité à se rendre au sein de la Chambre, il y vint en personne et, après mûre réflexion, il reconnut que le pouvoir suprême d'élire les fonctionnaires appartenait à l'assemblée, en vertu des lois en vigueur; il s'engagea même à se joindre à elle pour demander, par une adresse au nouveau protecteur, la confirmation spéciale de tous les privilèges existants. Ce procédé extraordinaire était motivé sur ce « que les privilèges actuels pouvaient bien appartenir à leur postérité (2). » La Constitution du gouvernement de la Virginie, semblait digne d'être transmise aux générations futures.

A la mort de Matthews, les Virginiens se trouvèrent sans premier magistrat; c'était précisément au moment (1660) où la renonciation de Richard au protectorat, laissait l'Angleterre sans gouvernement. Les représentants, immédiatement convoqués, résolus à être les arbitres du sort de la colonie, décidèrent, « que le souverain pouvoir du gouvernement de cette contrée, devait résider dans l'assemblée; que tous les ordres devaient se donner en son nom, jusqu'à ce qu'il arrivât d'Angleterre une commission, dont l'assemblée elle-même apprécierait la légalité (3). » Cela fait, sir William Berkeley fut élu gouverneur (4); celui-ci admit comme valables les actes des bourgeois, consentit formellement à ne pouvoir jamais dissoudre leur assemblée, en aucun cas; puis il accepta sa charge, et reconnut sans scrupule l'autorité à laquelle il devait son élévation. « Je ne suis, disait-il, qu'un serviteur de l'assemblée (5). » La Virginie ne voulait pas

(1) Hening, I, 511.

(2) *Ibid.*, 511, 512.

(3) *Ibid.*, 530, act.

(4) *Ibid.*, 530, 531 et 5.

(5) Smith, *New-York*, 27.

prétendre à une complète indépendance, mais, tout en attendant le rétablissement des affaires en Angleterre, elle désirait la restauration des Stuarts (1).

La législation de la colonie avait emprunté son caractère à la condition du peuple qui était essentiellement agricole, or il est de l'intérêt d'une société dans cet état de choses, d'entraver la faculté de contracter des dettes. Des lois sévères en faveur des créanciers sont les traits d'une société commerçante; la Virginie ne possédait pas de ville importante, et ses statuts favorisaient plutôt l'indépendance du planteur que la sécurité du commerce. Les représentants des propriétaires de la colonie votèrent « l'expulsion générale des procureurs mercenaires (2). » Par un acte spécial on déclara que les émigrants seraient à l'abri de toute poursuite ayant pour but de les forcer à exécuter des engagements contractés en Europe (3); les obligations de la colonie pouvaient facilement s'acquitter par un abandon de propriété (4). Le tabac servait généralement de monnaie. Le vol était à peine connu, et l'esprit des lois criminelles était empreint de douceur. L'assemblée était le tribunal judiciaire le plus élevé; on la convoquait tous les ans ou même plus souvent (5). Déjà les grands propriétaires territoriaux étaient nombreux, et les plantations de deux mille acres n'étaient pas chose rare (6).

Pendant la suspension du gouvernement royal en Angleterre, la Virginie avait joui d'une liberté de commerce illimitée, qu'elle avait réglée par des lois indépendantes.

(1) Hening, note, I, 526-529.

(2) *Ibid.*, 275, 302, 313, 349, 419, 482, 495, et préface, 18.

(3) *Ibid.*, 256, 257.

(4) *Ibid.*, 294.

(5) Hammond, 13; *Triste État*, 21.

(6) *Guérison de la Virginie*, 2 et 8; *Triste État*, 9.

L'ordonnance de 1650 fut annulée par l'acte de capitulation. L'Acte de Navigation de Cromwell n'avait pas eu en vue d'opprimer la Virginie (1), et il ne fut pas mis en vigueur dans ses limites. Si, à l'occasion, quelques confiscations eurent lieu, ce ne fut que par l'ordre de l'assemblée coloniale (2). La guerre entre l'Angleterre et la Hollande ne put même interrompre complètement les relations commerciales des Hollandais avec les colonies anglaises; et si, après la conclusion de la paix, ce commerce fut considéré comme contrebande, on ne tint pourtant aucun compte des restrictions apportées par les Anglais (3). On demanda dans une remontrance adressée à Cromwell une liberté illimitée (1656), et nous pouvons supposer qu'il ne la refusa pas; car, quelques mois avant sa mort (1658), les Virginiens « invitèrent les Hollandais et tous les étrangers » à commercer avec eux, en ne payant pas de droit plus élevé que celui qu'on exigeait des vaisseaux anglais ayant pour destination des ports étrangers (4). Des propositions de paix et des arrangements commerciaux entre la Virginie et les nouveaux Pays-Bas, furent discutés sans difficulté par les gouvernements coloniaux respectifs (5), enfin (1660), un statut spécial de la

(1) Le commerce entre les Hollandais et la Virginie fut à peine interrompu.

(2) Hening, I, 382, 383.

(3) Thurloe, V, 80; Hazard, I, 599-602.

(4) Hening, I, 469.

(5) Les assertions de ce paragraphe reçoivent amplement confirmation de la collection si abondante des *Archives hollandaises* à Albany, IV, 91; IX, 57-59; IV, 96, 122, 165, 198; et particulièrement IV, 211, où il est fait allusion au bruit d'une prohibition projetée du commerce hollandais en Virginie, dans une lettre du W. J. Co. à Stuyvesant. C'était en 1656, précisément à l'époque dont il est question dans le courant de la complainte, recueillie par Hazard, I, 600, et plus encore dans le petit volume très rare de L. G., intitulé : *Le bien public sans l'intérêt privé, ou remontrance détaillée du triste état et de la triste condition présente de la colonie anglaise dans la Virginie*; 1657, p. 13, 14. La prohibition à laquelle il est fait

Virginie étendit à toutes les nations chrétiennes, en paix avec l'Angleterre, la faculté de trafiquer librement et de jouir de la même protection légale (1). A l'époque de la restauration, la Virginie jouissait de la liberté de commerce avec le monde entier.

La liberté religieuse fit des progrès sous l'influence d'une législation intérieure indépendante. On n'avait érigé d'églises qu'au centre de la colonie (2); les ministres y étaient en si petit nombre, qu'on offrit pour leur introduction de généreux dons (3). Sous le règne de Charles, la conformité à l'église anglicane avait été prescrite sous peine de privation des franchises et de l'exil (4). Sous la république, quoique le peuple fût attaché à la religion de ses pères, toutes les affaires concernant les paroisses et les paroissiens furent abandonnées aux fidèles (1658); pour qu'ils les réglassent eux-mêmes (5); la liberté religieuse eût été complète sans l'acte d'intolérance qui bannit tous les Quakers et les menaça de considérer leur retour comme un acte de félonie (6).

La Virginie est le premier État au monde, composé de bourgs séparés et dispersés sur un immense territoire, où le gouvernement fut organisé d'après le principe du suffrage universel. Tous les hommes libres, sans exception, avaient le droit de voter. On essaya dans une seule occasion (1655) de restreindre ce droit aux chefs de famille (7); mais la voix

allusion ne se trouve pas dans l'acte de navigation de Saint-John et ne devait pas le moins du monde se réaliser. Voir les *Archives d'Albany*, IV, 236. Je me suis procuré le traité très rare de L. G. grâce à la bonté de John Brown, de Providence.

(1) Smith, 27; Hening, I, 450.

(2) Norwood, dans Churchill, VI, 186.

(3) Hening, I, 418.

(4) *Ibid.*, I, 123, 144, 149, 155, 180, 240, 268, 269, 277.

(5) *Ibid.*, I, 433, acte 1, 1658.

(6) *Ibid.*, I, 532, 533.

(7) *Ibid.*, préface, 19, 20 et 412, acte 7; mars 1655.

publique s'éleva avec réprobation contre cette restriction. L'année suivante (1656), il fut déclaré « qu'il était dur et contraire à la raison que des citoyens, quelqu'ils fussent, payassent les mêmes impôts et n'eussent cependant pas le même droit de voter aux élections ; » la franchise électorale fut donc restituée à tous les hommes libres (1). Les scrivateurs mêmes, lorsque le temps de leur engagement était écoulé, devenaient aussi électeurs et pouvaient être élus bourgeois (2).

La Virginie établit ainsi sur son territoire la souveraineté du peuple, la liberté du commerce, l'indépendance des sociétés religieuses, la sécurité contre toute imposition venant du dehors, et l'universalité de la franchise électorale. Si, dans le cours des années suivantes, elle s'écarta de l'un ou de l'autre de ces principes, si, quoique à contre-cœur, elle se prêta à quelque changement, ce fut sous l'influence du pouvoir du dehors. Quant à la Virginie, elle avait établi elle-même, sans s'en douter pour ainsi dire, une démocratie presque indépendante; déjà elle préférerait confier les branches de l'autorité à ses propres enfants (3). Le pays se sentait honoré alors par ceux qui étaient « nés en Virginie (4) ; » et les émigrants ne désiraient plus retourner en Angleterre (5). La prospérité suivit les progrès de la liberté; on caressait de nouveaux plans d'accroissement des produits et d'augmentation illimitée des richesses (6). La population de la Virginie, à l'époque de la restauration, pouvait s'élever à environ trente mille habitants. La plupart des derniers

(1) Hening, I, 403, acte 16.

(2) *Guérison de la Virginie*, p. 18; *Triste État*, p. 4.

(3) Hammond, Leah et Rachel, p. 15.

(4) Thurloe, II, 274.

(5) Hammond, 8.

(6) E. Williams, *Virginie*, et *Découverte des vers à soie de la Virginie*, 1650.



émigrants avaient été royalistes en Angleterre et bons officiers à la guerre; c'étaient des hommes d'éducation, de qualité et possédant des ressources. La révolution n'avait pu dompter leur caractère; mais les eaux de l'Atlantique les avaient arrachés aux luttes politiques de l'Europe; ils déployèrent leurs talents à tirer le meilleur parti possible de leurs plantations; les intérêts et les libertés de la Virginie, leur patrie d'adoption, leur devinrent plus chers que les principes monarchiques, embrassés par eux en Angleterre (1). Nulle animosité ne pouvait donc subsister davantage entre les plus fermes partisans des Stuarts et les amis de la liberté républicaine. La Virginie a servi longtemps de patrie à ses habitants. « Outre ses autres bénédictions si nombreuses, » disait le livre des statuts (2), « Dieu tout puissant a béni cette colonie en multipliant le nombre de ses enfants, qui sont arrivés actuellement à un chiffre considérable; » aussi les cabanes dans le désert sont aussi remplies que les nids des oiseaux dans les bois.

Ceux qui venaient de l'Angleterre se réjouissaient d'avoir quitté l'atmosphère lourde de ce pays pour le ciel transparent et le climat enchanteur de la Virginie; tout dans la nature leur paraissait nouveau et merveilleux. Les violentes et fréquentes tempêtes étaient des phénomènes dont ils avaient été rarement témoins pendant les étés plus froids du nord. La majestueuse croissance des forêts, où les arbres se développaient librement en l'absence de tout taillis, et leur magnificence incomparable excitaient l'admiration; des ruisseaux au doux murmure et des fleuves nombreux coulant entre

(1) Clarendon, liv. XIII, V, III, p. 466, 467; Walsh. *Appel*, p. 31.

(2) Hening, I, 336 : « Une très nombreuse génération d'enfants chrétiens nés dans la Virginie, qui naturellement sont beaux et avenants de leur personne et généralement ont plus d'esprit que ceux d'Angleterre. » *Guérison de la Virginie*, 5.

des bancs d'alluvion, procuraient un sol toujours riche, une fécondité inépuisable; les fleurs les plus étranges et les plus délicates croissaient familièrement dans les champs; les sons et les parfums les plus doux remplissaient les bois; les fruits de l'Europe mûrissaient dans les jardins et l'influence de ce sol vierge leur communiquait un accroissement plus vigoureux, une saveur plus agréable. Les oiseaux surtout réjouissaient le cœur par leurs mélodies variées et leurs brillants plumages; tous les voyageurs ont exprimé le plaisir qu'ils ont éprouvé en écoutant l'oiseau moqueur, dont le ramage fait entendre mille sons différents, en imitant et surpassant les chants de tous ses rivaux. L'oiseau mouche, si brillant par son plumage, si délicat de forme, si plein d'agilité, ne redoutant cependant pas la présence de l'homme, voltigeant de fleur en fleur comme l'abeille qui ramasse son miel, rebondissant de leurs corolles dans lesquelles il a plongé son bec et revenant bientôt à la charge « pour renouveler son manège autour de ces charmants objets, » fut toujours admiré comme la plus petite et la plus ravissante des créatures ailées. Le serpent à sonnettes, répandant la terreur avec ses écailles et son venin si puissant; l'opossum, destiné bientôt à devenir aussi célèbre que le fameux pélican pour les soins qu'il prodigue à ses petits; la grenouille bruyante surgissant des bas-fonds comme les hérons anglais; l'écureuil volant, les myriades de pigeons dont les innombrables bandes obscurcissaient l'air et brisaient sous leur poids, suivant l'opinion du vulgaire, les branches d'arbres sur lesquelles elles venaient se reposer; ces animaux étaient souvent mentionnés et célébrés et devenaient le sujet des récits les plus étranges. Les Indiens rapportaient d'un commun accord et justifiaient la croyance qu'en marchant pendant dix jours du côté du coucher du soleil, on rencontrerait une terre où l'on trouverait de l'or en lavant le sable et où les

naturels connaissaient l'usage du creuset (1); mais quelque précis et exacts que fussent ces récits, toutes les recherches demeurèrent sans résultats, et les régions aurifères ne furent découvertes que deux siècles plus tard.

La monotonie de la vie était variée par diverses occupations. Un oisif qui a été un grand voyageur, et qui ne demeura pas en Amérique, un poète, dont les vers ont été tolérés par Dryden et loués par Isaac Walton, George Sandys, charma l'ennui de sa réclusion en traduisant toutes les métamorphoses d'Ovide (2). La chasse fournissait une ressource perpétuelle aux hommes de loisir. Il ne s'écoula pas beaucoup de temps avant que les chevaux ne se multipliasent en Virginie; ce devint de bonne heure une question d'amour-propre d'améliorer ce noble animal, et bientôt la législature favorisa cette tendance. On attachait surtout du prix à la rapidité de la course, et « le pas du planteur » devint une expression proverbiale.

L'hospitalité des Virginiens était également proverbiale. Le travail rapportait beaucoup; la terre était à bon marché; on se procurait bien vite le nécessaire par son industrie. Il n'était pas nécessaire de lutter les uns contre les autres; l'abondance jaillissait de la terre au profit de tous. Les marais étaient animés par la présence des oiseaux aquatiques; les criques étaient remplies d'huîtres, amoncelées par bancs inépuisables; les rivières regorgeaient de poissons; le gibier déployait son agilité dans les forêts; les couvées de dindons et de cailles y mêlaient leurs cris aux mélodies joyeuses des oiseaux chanteurs; les porcs fourmillaient comme la vermine et couraient librement en troupes. C'était « le meilleur pays du monde pour le pauvre. » « Si

(1) E. Williams, *Virginie*, etc., 17. Comparez Silliman, *Journal sur les mines du N. O.*, XXIII, 8, 9.

(2) Rymer, XVIII, 676, 677; Walton, *Hooker*, 32.

l'heureuse paix régnait dans la pauvre Angleterre, a-t-on dit, les Virginiens seraient alors aussi heureux qu'aucun autre peuple sous le ciel (1). » Mais l'abondance engendrait l'indolence. On n'établit aucune manufacture dans le pays, tout était importé d'Angleterre. La principale branche d'industrie, au point de vue des échanges, était la culture du tabac; cette uniformité d'occupation affaiblit l'esprit d'invention.

(1) II, *Mass. Hist. Coll.*, IX, 116, 106; Hammond, Leah et Rachel, 9, 10, 5.

CHAPITRE VII.

COLONISATION DU MARYLAND.

Les limites de la Virginie s'étendaient, en vertu de sa seconde charte (1609), à deux cents milles au nord de Old-Point-Comfort, et comprenaient donc tout le territoire qui forma plus tard l'État du Maryland. Il ne s'écoula pas beaucoup de temps avant que la contrée située au fond de la baie de Chesapeake ne fût explorée ; les établissements dans l'Accomacke prirent de l'extension, et des relations commerciales s'établirent avec les tribus que Smith avait visitées le premier. Le secrétaire de la colonie, Porey, « fit un voyage de découverte dans la grande baie, » jusqu'au fleuve Patuxent (1621), qu'il remonta ; mais il ne s'avança probablement pas plus au nord. L'établissement anglais, d'une centaine d'hommes, qu'on prétend qu'il y trouva installé (1), fut plutôt un résultat de son voyage ; il semble avoir été fondé sur la côte orientale, peut-être, sur le territoire de la Vir-

(1) Chalmers, 206.

ginie (1). L'espoir « d'un commerce très lucratif de pelletteries, » excita les aventuriers; si les plantations ne progressent que lentement, on a cependant la preuve que les colons poursuivirent sérieusement leur trafic avec les Indiens sous l'approbation du gouvernement de la colonie (2).

William Clayborne, dont l'esprit entreprenant et résolu devait exercer pendant longtemps une si grande influence, tenta d'obtenir le monopole de ce commerce (3). La première fois qu'il parut en Amérique (1621), ce fut en qualité d'arpenteur (4); la compagnie de Londres l'y avait envoyé pour dresser la carte du pays. Après la chute de cette corporation (1624), le roi Jacques l'avait nommé membre du conseil (5); il fut maintenu dans cet emploi par Charles I^{er}, à son avènement (1625); on le nomma secrétaire d'État dans plusieurs commissions (6). A la même époque, les gouverneurs de la Virginie l'autorisèrent (1627-1629) à découvrir la source de la baie de Chesapeake et, en réalité, toutes les parties de ce pays depuis le trente-quatrième jusqu'au quarante et unième degré de latitude (7). Il put donc naturellement acquérir la connaissance des branches de commerce que ces contrées pouvaient offrir. La Virginie semblait devoir étendre sa juridiction et ses plantations jusqu'aux frontières de la Nouvelle Angleterre, situées sous le quarante et unième degré de latitude. Encouragée par des rapports favorables de Clayborne, une compagnie se forma en Angleterre pour trafiquer avec les naturels (1631); et grâce

(1) Purchas, IV, 1781; Smith, II, 61-64.

(2) *Relation du Maryland*, 4, éd. 1635; Smith, *Histoire de la Virginie*, II, 63 et 95.

(3) *Relation du Maryland*, 1635, p. 10.

(4) Henning, I, 116.

(5) Hazard, I, 189.

(6) *Ibid.*, I, 234 et 239.

(7) Documents dans Chalmers, 227.

à l'intervention de l'Écossais sir William Alexander, propriétaire de la Nouvelle Écosse, on obtint pour ce commerce la sanction du roi, qui, par un acte émané de sa main, conféra à Clayborne l'autorité d'un gouverneur sur ses compagnons de voyage (1). Harvey seconda les ordres de son souverain (1632) et confirma la patente royale par une commission coloniale (2). On supposait que les plantations hollandaises étaient contiguës à la Virginie. Clayborne, guidé par sa longue expérience comme arpenteur et occupé pendant des années à faire des voyages d'exploration, se mit alors à l'œuvre en vertu de l'autorisation royale et forma des établissements, non seulement dans l'île de Kent, au cœur du Maryland, mais aussi près de l'embouchure de la Susquehanna (3). La colonie de la Virginie croyait déjà voir s'étendre son commerce et ses limites; maîtresse de la vaste et commodé baie de Chesapeake et des deux rives du Potomac, elle caressait l'espoir de remporter les plus brillants succès en fait de commerce et de s'élever à une haute opulence sans avoir à redouter la concurrence d'un rival.

Les États-Unis ont eu la bonne fortune toute spéciale d'être colonisés séparément par des hommes, dont l'origine, la foi religieuse et les projets, furent aussi différents que les climats des pays renfermés dans ces limites. Avant que la Virginie n'eût pu consolider ses établissements et assurer ses prétentions au droit de juridiction sur le pays au nord du Potomac, un nouveau gouvernement fut érigé, sur une base aussi extraordinaire, que les résultats en furent avantageux. Sir George Calvert s'était intéressé de bonne heure aux établissements coloniaux de l'Amérique.

(1) Chalmers, 227, 228.

(2) *Ibid.*, 228, 229.

(3) Hazard, I, 430; *Relation du Maryland*, 34; Thurloe, V. 486; Hazard, I, 630; *Documents sur le Maryland*, dans Chalmers, 233.

Né (1580) dans le Yorkshire (1), élevé à Oxford (2), ayant développé son intelligence par un grand voyage, favorisé dès son entrée dans la vie de l'amitié de sir Robert Cecil, promu aux honneurs de la chevalerie, nommé à la fin (1619) l'un des deux secrétaires d'État (3), il mérita non seulement l'estime de son protecteur et de son souverain (4), mais la bonne opinion du monde entier. Ses concitoyens du comté d'York, l'élurent à une grande majorité (1624), pour représenter son pays natal au parlement (5). Tous les historiens ont reconnu sa capacité pour les affaires, son activité et son honnêteté. A une époque où l'on mettait tant d'ardeur dans les controverses religieuses, et où les discordes croissantes des protestants répandaient l'alarme partout, il chercha le repos de l'esprit dans le sein de l'église catholique romaine, préférant aux émoluments de sa place la liberté de professer ses opinions, il résigna sa charge (1624), et déclara ouvertement sa conversion. Le roi Jacques ne se montrait jamais sévère vis-à-vis des catholiques, qui respectaient ses prétentions comme monarque; Calvert resta membre du conseil privé et fut promu à la dignité de pair irlandais. Dès sa jeunesse, il avait partagé l'enthousiasme général des Anglais pour les plantations américaines; il avait fait partie de la compagnie de Londres, et, pendant qu'il était secrétaire d'État, il avait obtenu une patente spéciale pour le promontoire méridional de l'île de Terre-Neuve. Ceux qui ont écrit sa vie ont retracé le zèle avec lequel il choisissait des émigrants convenables, l'ardeur qu'il mettait à leur inspirer des habitudes d'ordre, d'économie et de travail; la

(1) Fuller, *Personnages illustres*, 201.

(2) Wood, *Athenæ Oxonienses*, 522, 523.

(3) Stow, édition de 1631, p. 1031.

(4) Winwood, II, 58, et III, 318 et 337.

(5) Débats de 1620 et 1621, I, 175.

prodigalité avec laquelle il dépensait sa fortune pour augmenter la prospérité de son établissement sur les rudes côtes d'Avalon (1). Comme fondateur de colonie, il désirait, non pas un gain immédiat, mais des espérances fondées pour l'avenir; frappé des inconvénients d'une association de capitaux, il préféra pousser son entreprise en laissant à chacun la faculté de jouir des fruits de sa propre industrie. Mais de nombreuses difficultés entravèrent la réussite de l'établissement de Terre-Neuve. Le parlement avait toujours maintenu la liberté des pêcheries, que ses concessions tendaient à affaiblir (2); le climat et le sol de l'île étaient moins favorables que ne l'avaient affirmé les premiers explorateurs dans leurs brillantes et trompeuses peintures; et le danger continuel d'être attaqué par les Français, qui possédaient le continent adjacent jetait comme un sombre voile sur l'avenir. Lord Baltimore visita deux fois en personne son établissement; il équipa des vaisseaux à ses frais et repoussa les Français, qui croisaient dans le voisinage de la côte, en vue d'inquiéter les pêcheurs anglais; il fit soixante prisonniers sur eux et procura ainsi une tranquillité passagère à ses concitoyens et à ses colons. Mais, malgré ce succès, il reconnut l'impossibilité de faire réussir une colonie à Avalon. Pourquoi les Anglais auraient-ils émigré dans une île sauvage et inhospitalière, située dans le voisinage d'une puissance hostile, lorsque sans courir aucun péril, ils pouvaient trouver une nouvelle et paisible patrie sous le climat plus doux de la Virginie, où toutes les difficultés d'une première colonisation avaient été vaincues?

(1) Whitbourne, *Terre-Neuve*, à la bibliothèque de Cambridge. V. aussi Purchas, IV, 1882-1891; Collier sur Calvert; Fuller, *Hommes illustres du Yorkshire*, 201-202; Wood, *Athenæ Oxonienses*, II, 522, 523; Lloyd, *Hommes d'État illustres*, dans *Biog. Brit.*, article Calvert; Chalmers, 201.

(2) Chalmers, 84, 100, 114, 115, 116, 130.

Lord Baltimore jeta donc les yeux sur la Virginie, dont on louait tant le climat, la fertilité et les productions. Cependant, en sa qualité de papiste; il ne pouvait guère espérer recevoir un accueil hospitalier dans une colonie, où dès le principe on s'était fait un devoir exprès d'exclure soigneusement les catholiques romains (1), et où les statuts de la législature provinciale aussi bien que les ordres du souverain tendaient à maintenir à perpétuité l'unité religieuse. Lorsque lord Baltimore visita la Virginie (1628-1629), en personne, l'assemblée ordonna immédiatement, dans son zèle, de lui faire prêter les serments d'allégeance et de suprématie. Il présenta vainement une autre formule qu'il était prêt à souscrire; le gouvernement insista fermement pour qu'il s'en tint à la formule prescrite par les statuts anglais et conçue à dessein dans des termes tels qu'il était impossible à un catholique de les accepter. L'assemblée adressa une lettre au conseil privé (1629), pour lui exposer cette contestation qui avait sa source dans la législation intolérante de l'Europe (2). Il était évident que lord Baltimore ne pouvait jamais espérer qu'on lui permettrait paisiblement de tenter l'établissement d'une plantation, dans la juridiction de la Virginie.

Mais le pays situé au delà du Potomac semblait n'être occupé jusque-là que par quelques tribus éparses de sauvages. Les Français, les Hollandais et les Suédois se préparaient à en prendre possession; en faire la concession à une colonie anglaise paraissait le moyen le plus propre à s'assurer ce territoire (3). L'annulation des lettres patentes concernant la Virginie avait rendu au monarque toutes les prérogatives de son autorité sur le sol; il pouvait mainte-

(1) Hazard, I, 72.

(2) Anciennes archives, dans Burk, II, 24-27.

(3) Hammond, Leah et Rachel, 19.

nant enlever une province à la colonie à laquelle il avait d'abord assigné une si vaste étendue. Calvert n'eut donc pas beaucoup de peine à obtenir une charte de concession de terres sous cet heureux climat; telle était sa modération qu'elle lui conciliait l'affection de tous les partis (1); il était d'ailleurs franc de caractère, étranger à tout intérêt personnel, et en faveur auprès de la famille royale. La nature du document lui-même et l'accord de l'opinion, ne permettent pas de douter qu'il fut rédigé par le premier lord Baltimore même, bien qu'en dernier lieu il ne fut rendu public qu'au profit de son fils.

La charte fondamentale (1632), de la colonie du Maryland (2), quoiqu'elle puisse avoir négligé de s'occuper du pouvoir du roi, assurait suffisamment les libertés des colons, non moins que les droits et les intérêts du propriétaire. L'Océan, le quarantième degré de latitude, le méridien de la source orientale du Potomac, le fleuve lui-même depuis sa source jusqu'à son embouchure et enfin, une ligne tirée directement de Watkin's Point à l'est jusqu'à l'Atlantique; telles étaient les limites de ce territoire qui fut alors érigé en province. On l'appela Maryland du nom de Henriette-Marie, fille de Henri IV, femme de Charles I^{er}; cette princesse à l'esprit inquiet, dédaigneuse des joies du bonheur domestique, aspirait aux distinctions de toute nature et à toute espèce de puissance. Ainsi délimitée la contrée fut donnée à lord Baltimore et à ses héritiers et substitués, à titre de seigneur et propriétaire absolu, à condition seulement

(1) Collier sur Calvert.

(2) On peut trouver la charte dans Hazard, I, 327-337; dans Bacon, *Lois du Maryland* tout au long. Elle est ajoutée en anglais à la *Relation du Maryland*, 1633. Elle a été commentée aussi par Chalmers, 202-205; très diffusément par Mac Mahon, 133-183; par Story, I, 92-94, et beaucoup d'autres.

de rendre foi et hommage et de payer une rente annuelle de deux flèches d'Indiens et le cinquième de l'or ou de l'argent qu'on pourrait découvrir. Cependant l'autorité absolue que concédait la charte, concernait plutôt la couronne que les colons ; car cet acte contrairement à toutes les autres lettres patentes sur lesquelles avait été apposé jusqu'alors le grand sceau de l'Angleterre, assurait aux émigrants eux-mêmes une participation indépendante à la législation de la province ; les statuts devaient être établis de l'avis et du consentement de la majorité des hommes libres ou de leurs députés. Le gouvernement représentatif était indissolublement attaché à cette charte fondamentale ; et il y était expressément stipulé que l'autorité du propriétaire absolu ne pouvait s'étendre ni sur la vie, ni sur la liberté ni sur les biens d'aucun émigrant. Ces dispositions attachèrent le peuple du Maryland à son gouvernement, propriétaire ; sans elles, les lettres patentes actuelles eussent eu, aussi peu de valeur que celles de la compagnie de Londres, de Warwick, de Gorges ou de Mason. C'est un fait digne d'être noté, que les seules chartes de propriété qui rapportèrent des avantages considérables à leurs possesseurs, furent celles qui concédaient des libertés populaires. On négligea au profit de la colonie, d'exiger l'observation des statuts destinés à contenir l'émigration ; et, sur la désignation du baron de Baltimore tous les hommes-liges actuels et futurs du roi d'Angleterre purent se transporter librement au Maryland, eux et leurs familles, excepté ceux à qui on le défendrait expressément. La charte faisait du christianisme la loi du pays ; mais elle ne donnait la préférence à aucune secte et elle assurait l'égalité en fait de droits de religion, tout comme en fait de liberté civile. La Chambre des communes d'Angleterre avait eu soin de refuser précédemment de concéder le monopole des pêcheries ; pour éviter toute con-

testation à cet égard, Calvert, dans sa charte, renonça expressément à toute prétention semblable. Comme catholique, il avait besoin d'être indépendant de la juridiction de l'État voisin; le Maryland fut donc soigneusement séparé de la Virginie; lord Baltimore ne fut pas tenu à obtenir l'approbation royale pour la nomination des fonctionnaires, ni pour les lois de ses provinces; il ne fut pas même obligé à faire connaître les résultats des mesures prises. Le roi d'Angleterre, loin de se réserver le moindre droit de surveillance sur la colonie, renonça même à la faculté de connaître ce qui s'y passait; par une clause formelle, il stipula que ni lui, ni ses héritiers, ni ses successeurs, ne pourraient en quelque circonstance que ce fut, lever aucuns impôts, droits ou taxes, quels qu'ils fussent, sur les habitants de cette province. Ainsi, on accorda au Maryland l'exemption pour toujours des impôts de l'Angleterre. Sir George Calvert était un homme d'État, sage et prévoyant; il avait observé l'administration arbitraire des colonies; pour éloigner tout danger d'oppression dans l'avenir, il prenait les plus fortes garanties qu'un monarque pût s'engager à observer. On conféra encore au propriétaire quelques autres droits, tels que la collation des églises, le droit de créer des seigneuries et des cours foncières, et d'établir une aristocratie coloniale d'après le système des sous-fiefs. Mais tout cela en réalité avait peu d'importance. Même en Europe les institutions féodales avaient revêtu un caractère de décrépitude, au milieu de l'esprit entreprenant et de la vigueur d'une civilisation nouvelle et plus pacifique; elles ne pouvaient se perpétuer dans les pays où elles avaient pris naissance, il était donc bien difficile de leur rendre la jeunesse en Amérique. Les vieux chênes de la forêt de Windsor auraient pu être bien plus facilement transplantés au delà de l'Atlantique, que les formes sociales que l'Europe elle-même

commençait à rejeter comme trop vieilles et vermoulues. Les semences de la liberté populaire, renfermées dans la nouvelle charte, devaient trouver au contraire dans le Nouveau Monde, le sol le plus propre à les faire germer et fructifier.

Calvert mérite d'être rangé parmi les législateurs les plus sages et les plus bienfaisants de tous les temps. Le premier, dans l'histoire du monde chrétien, il chercha à procurer la sécurité et la paix religieuses par la pratique de la justice et non par l'emploi de la force; il conçut le plan d'établir des institutions populaires, en laissant jouir de la liberté de conscience; et il fit faire un pas de plus à la civilisation, en reconnaissant les droits égaux de toutes les sectes chrétiennes. Le refuge des papistes, ce coin de terre éloigné, situé sur les bords de fleuves jusqu'alors à peine explorés, fut le théâtre où la douce tolérance d'un propriétaire fit de la liberté religieuse la base de l'État.

Avant que les lettres patentes ne fussent définitivement accordées et revêtues du grand sceau de l'État, sir George Calvert mourut, laissant un nom contre lequel la voix de la calomnie a eu de la peine à articuler un reproche (1). Ses adversaires, dans leur animosité, n'ont pu chercher à le ridiculiser qu'en l'appelant « un papiste devenu Espagnol (2). » Son fils, Cécil Calvert, lui succéda dans ses dignités et ses richesses. Héritier des intentions de son père (3), non moins que de ses biens, il vit publier et confirmer en sa faveur la charte du Maryland et il obtint ainsi le glorieux honneur d'accomplir heureusement ce que les compagnies coloniales avaient été à peine en état de réaliser. Il fonda à grands frais une colonie qui, pendant plusieurs générations, passa comme un patrimoine à ses héritiers.

(1) Chalmers, 201.

(2) Wilson, dans Kennett, III, 703.

(3) La charte le confirme.

La Virginie envisagée avec une certaine appréhension le démembrement de son territoire (1633); avant même que des émigrants se fussent embarqués, à la faveur de la charte de Baltimore, ses commissaires avaient réclamé en Angleterre contre cette concession, qu'ils dépeignaient comme une usurpation de ses droits commerciaux, un empiétement sur son domaine et une cause de découragement pour ses planteurs. Ces remontrances furent vaines, car Strafford prêta son appui à lord Baltimore, dont le père avait été son ami (1). Le conseil privé maintint la charte de propriété du Maryland, conseilla aux deux parties de s'arranger à l'amiable et ordonna que le commerce fût libre et qu'il y eût de bons rapports entre les colonies respectives (2).

Des hommes de qualité et de naissance distinguée se décidèrent bientôt à exposer leur vie et une partie considérable de leur fortune, pour entreprendre d'établir une colonie sous une charte si favorable. Lord Baltimore qui, pour quelque motif inconnu, avait renoncé à son projet d'installer lui-même les émigrants, se fit remplacer par son frère. Le vendredi vingt-deux novembre, Léonard Calvert et deux cents personnes, la plupart gentlemen catholiques romains avec leurs serviteurs, s'embarquèrent sur un bâtiment d'un fort tonnage, nommé *l'Arche et la Colombe*; suivi d'une pinasse; poussés par une brise légère mais favorable, ils firent voile vers la rive septentrionale du Potomac. Ayant fait relâche en route aux Barbades et à Saint-Christophe, ils n'arrivèrent qu'au mois de février de l'année suivante (1634), à Point-Comfort, dans la Virginie. Là, ils reçurent un accueil amical et bienveillant d'Harvey, conformément aux ordres du roi Charles Clayborne se montra également,

(1) Chalmers, 209.

(2) Hazard, I, 337; Bozman, 381 et 265; Chalmers, 231.

mais en prophète de mauvais augure, pour terrifier les arrivants en leur prédisant la haine invétérée des indigènes.

Calvert quitta Comfort-Point, pour entrer dans le Potomac (1); il remonta ce fleuve dans la pinasse. On planta une croix sur une île et on prit possession du pays au nom du Christ et de l'Angleterre. A quarante-sept lieues environ au dessus de l'embouchure du fleuve, à peu près vis-à-vis du Mont-Vernon, on rencontra un établissement indien, le village de Piscataqua. Le chef de la tribu n'engagea les arrivants ni à rester ni à se retirer; « ils pouvaient agir comme bon leur semblerait. » Il ne parut pas prudent aux Anglais de former leur premier établissement si loin de l'embouchure; Calvert descendit le courant, dans sa barque, tout en examinant les criques et les affluents les plus rapprochés de la Chesapeake; il entra dans la rivière appelée aujourd'hui Sainte-Maria, à laquelle il donna le nom de Saint-Georges, et il jeta l'ancre, à environ quatre lieues de l'endroit où elle rejoint le Potomac, près de la ville indienne de Yoacomoco. Les natifs, ayant beaucoup souffert de la supériorité de force des Susquehannais, qui occupaient le district situé entre les baies, s'étaient déjà décidés à chercher un emplacement moins exposé, dans l'intérieur des terres, et grand nombre d'entre eux avaient commencé à émigrer avant l'arrivée des Anglais. Ce lieu parut convenable à Calvert pour un établissement; il lui fut facile de se concilier la bonne volonté des naturels, en leur donnant de la toile et des hardes, des houes et des couteaux, et d'acheter leurs droits sur ce territoire qu'ils se préparaient à abandonner. Ils consentirent aisément à laisser occuper immédiatement la moitié de leur ville par les Anglais, qui, après la moisson

(1) Winthrop, I, 134.

devaient devenir les seuls possesseurs de la totalité. Des deux parts on se fit des promesses de paix et d'amitié; le 27 mars, les catholiques prirent paisiblement possession de ce petit coin de terre; la liberté religieuse obtint ainsi une patrie, sa seule patrie dans le vaste monde; c'était l'humble village qui porte le nom de Sainte-Marie.

Trois jours après le débarquement de Calvert, *l'Arche et la Colombe*, jeta l'ancre dans le port. Sir John Harvey visita bientôt les nouveaux colons; les chefs indigènes vinrent également leur souhaiter la bienvenue ou les observer; ils furent si bien accueillis, qu'ils résolurent de rendre perpétuelle leur alliance avec les Anglais. Les Indiennes enseignèrent aux femmes des nouveaux venus à fabriquer le pain avec du maïs; les guerriers de la tribu firent connaître aux chasseurs anglais les richesses de leurs forêts, si abondantes en gibier, et les accompagnèrent à la chasse. Comme la saison de l'année était favorable aux travaux de l'agriculture et que les Anglais étaient entrés en possession d'un sol déjà préparé, ils furent à même d'avoir à la fois des champs de blé et des jardins et de se procurer les avantages d'une heureuse récolte. La Virginie pouvait avec le superflu de ses produits, suppléer pour quelque temps à leur défaut de provisions et leur fournir toute espèce de bétail. L'établissement de la colonie du Maryland put donc s'effectuer dans les conditions les plus paisibles et les plus heureuses; elle n'eut aucune souffrance à endurer; elle ne fut pas même poursuivie par la crainte de manquer de vivres. En six mois elle avait fait plus de progrès que la Virginie en plusieurs années. Son propriétaire continua à n'épargner aucun sacrifice pour lui procurer tout ce qui lui était nécessaire, tant pour son bien-être que pour sa défense, et il ne recula devant aucune dépense pour favoriser sa prospérité; pendant les deux premières années, il lui consacra plus de

quarante mille livres sterling (1). Mais ce qui est bien plus remarquable encore, c'est la nature des institutions du Maryland. Toutes les autres contrées de la terre étaient gouvernées par des lois persécutrices. Le serment du gouverneur du Maryland était conçu en ces termes (1636-1639) : « Je promets de n'inquiéter personne, professant la foi au Christ, ni par moi-même ni par quelqu'un d'autre, ni directement ni indirectement, en ce qui concerne la religion (2). » Grâce à ces institutions tolérantes et à la munificence de Baltimore, ce triste désert se transforma bientôt en des établissements florissants et prospères, pleins de vie et d'activité. Les catholiques romains, opprimés par les lois de l'Angleterre, furent assurés de trouver un refuge paisible dans les ports tranquilles de la Chesapeake; et là également des protestants purent se mettre à l'abri de l'intolérance des protestants.

Ce fut sous ces favorables auspices que prit naissance et s'éleva le Maryland; la paix et la prospérité y semblaient affermies, les intérêts de ses habitants et ceux de son propriétaire étaient les mêmes, et pendant plusieurs années, rien ne vint troubler la tranquillité et l'harmonie intérieures. L'histoire de cette province est l'histoire de la bienveillance, de la gratitude et de la tolérance. Nulle faction domestique ne rompit le concert. Tous respirait la paix à l'exception de Clayborne. Des causes extérieures purent seules faire naître quelques dangers; la révolution en Angleterre engendra malheureusement cet effet.

Douze mois ne s'étaient pas écoulés que les colons du Maryland furent convoqués pour prendre des mesures législatives (1635). Tous les hommes libres de la province compo-

(1) Chalmers, 205-208; Mac Mahon, 196-198.

(2) Chalmers, 235; Mac Mahon, 226.

sèrent probablement cette assemblée réellement populaire. Les lois de cette session n'existent plus ; mais nous savons que la nécessité de repousser les prétentions de Clayborne et de défendre les droits de juridiction de la province fut jugée digne d'une délibération générale et d'un acte décisif (1). Clayborne, excité par la confiance qu'il avait en sa propre puissance, avait résolu de se maintenir dans ses possessions par la force des armes. Les premières annales du Maryland sont défigurées par le récit d'un engagement sanglant qui eut lieu sur l'un des fleuves près de l'île de Kent. Il y eut plusieurs hommes de tués dans la bagarre ; mais les partisans de Clayborne furent vaincus et faits prisonniers. Clayborne lui-même s'enfuit en Virginie ; le gouverneur du Maryland le réclama, mais Harvey, quoiqu'il semble avoir été porté pour Baltimore, envoya le fugitif en Angleterre avec les témoins (1).

L'assemblée coloniale ayant été convoquée ensuite, vota un bill d'attaquer (conviction d'un crime politique) contre Clayborne (1638) ; car, non seulement il s'était moqué des droits de propriétaire du Maryland, mais en outre il avait inspiré des sentiments de jalousie aux Indiens et répandu parmi les habitants de l'île de Kent un esprit de désobéissance. Maintenant qu'il était en fuite, ses biens furent saisis et déclarés confisqués en vertu des lois qu'il avait méprisées comme sans valeur (1). En Angleterre, Clayborne essaya de trouver de l'écho à ses injustes prétentions et il parvint, soit par de fausses récriminations, soit plus encore par la protection de sir William Alexander, à disposer Charles en

(1) Chalmers, 210 et 232. Bacon, dans ses *Lois in extenso*, ne fait pas mention de cette assemblée.

(2) Bozman, 280-282 ; Burk, II, 40, 41 ; Chalmers, 209, 210, 232 ; Mac Mahon, 12.

(3) Chalmers, 210.

sa faveur pendant quelque temps. Mais, lorsque les commissaires pour les colonies eurent examiné toute l'affaire, ils déclarèrent (1639) que, d'après les principes établis, le droit du roi de concéder le territoire et la juridiction du Maryland ne pouvait être contesté; que la permission plus ancienne de trafiquer, donnée à Clayborne, ne lui avait conféré aucun privilège qui pût être opposé à la charte; que lord Baltimore était donc maître absolu de l'île de Kent; que lui seul avait le droit d'autoriser l'établissement de nouvelles plantations, et de faire le commerce avec les Indiens dans les limites de ses possessions (1).

Cependant, les habitants du Maryland ne se contentèrent pas de défendre la délimitation de leur province, ils étaient jaloux aussi de conserver leurs libertés. La charte leur avait garanti le droit de discuter les lois et de les approuver. Lord Baltimore possédait-il seul le privilège de présenter de nouvelles lois? Les colons rejetèrent le code qui avait été préparé pour l'organisation de leur gouvernement par le propriétaire, comme si celui-ci eût possédé la faculté exclusive de proposer des statuts; ils réclamèrent comme un droit une part égale dans la législation et ils composèrent à leur tour un corps de lois, qu'ils soumirent à l'approbation de leur propriétaire; nouvelle preuve que partout l'esprit de liberté populaire manifestait sa puissance en Amérique. Nous ne pouvons apprécier le degré de maturité que l'on déploya dans cette circonstance; car les lois que l'on vota alors ne furent jamais ratifiées, et ne se trouvent pas, par conséquent, dans les archives de la province (2).

Rien n'est plus remarquable dans l'histoire primitive des États-Unis, que l'attachement général des colonies pour

(1) Bozman, 330-344; Chalmers, 212, 232-235.

(2) Bacon, 1637; Chalmers, 211; Bozman, 299-318 et 324-329; Mac Mahon, 145.

leurs franchises; les assemblées populaires eurent partout, dès leur apparition sur la scène du monde, la conscience de leur importante mission, et firent preuve immédiatement de leur aptitude à se donner des lois efficaces. La première assemblée du Maryland avait revendiqué la juridiction de la colonie; la seconde avait soutenu ses droits à la confection de sa propre législation; la troisième, qui se réunit ensuite, examina quels étaient ses devoirs, et bien que tous ses actes n'aient pas subi les formalités nécessaires pour leur validité, elle n'en manifesta pas moins l'esprit du peuple et de l'époque en formulant une déclaration des droits. Tout en reconnaissant l'obligation d'allégeance vis-à-vis du monarque anglais, et en garantissant les prérogatives de lord Baltimore, elle confirma en même temps aux habitants du Maryland toutes les libertés dont peuvent jouir les Anglais chez eux; elle établit un système de gouvernement représentatif et attribua aux assemblées générales de la province tous les pouvoirs que peut exercer la Chambre des communes en Angleterre (1). Si l'on jette un regard sur l'ensemble de la législation coloniale du Maryland, on peut reconnaître que la représentation du peuple ne se rendit jamais coupable de faiblesse ou de trahison, chaque fois qu'elle eut à soutenir les intérêts et les libertés civiles de la province (2). Il est étrange que le fanatisme religieux ait pu souiller les pages du livre des statuts d'une colonie basée sur la liberté de conscience. Les catholiques romains semblent même avoir eu l'esprit frappé de la crainte ou du danger éloigné de quelque persécution; aussi ils profitèrent de cette session pour assurer à leur église ses droits et ses libertés. Ces droits et ces libertés, d'après le texte de la

(1) Bacon, 1638-39, ch. I, II.

(2) Mac Mahon, 149.

charte, ne pouvaient évidemment consister que dans l'exercice paisible du culte romain. La constitution n'avait pourtant pas reçu sa forme définitive; jusqu'alors, elle avait été une espèce de démocratie subordonnée à un chef héréditaire. L'acte qui constitua l'assemblée (1) marque la transition à un gouvernement représentatif. Pendant cette session, on déclara que tout homme libre, qui n'avait pas pris part aux élections, pourrait assister en personne à l'assemblée; désormais le gouverneur pourrait convoquer ses amis par un ordre spécial; tandis que le peuple aurait à choisir autant de représentants que « les hommes libres le jugeraient nécessaire. » Jusqu'à présent personne n'avait ambitionné le pouvoir, il n'y avait pas eu de lutte pour les emplois. Tandis qu'au moyen de ces lois on préparait une organisation gouvernementale pour les générations futures, nous ne devons pas perdre de vue quelle était la faiblesse et la pauvreté d'un état, où toute la population était obligée à contribuer à « l'établissement d'un moulin à eau (2). »

La restauration de la charte de la compagnie de Londres aurait mis en danger l'autonomie du Maryland; cependant nous avons vu que la Virginie, qui s'était toujours montrée mécontente du démembrement de son territoire, déjoua (1640) le projet de rétablir la corporation. En attendant, l'assemblée législative du Maryland, tout en jouissant du bonheur présent, crut devoir pourvoir à temps à la tranquillité de l'État et prévenir les dangers d'un *interim*; elle assura le gouvernement pour le cas de mort du propriétaire. On encouragea également le commerce et on soumit le principal produit de la colonie, le tabac, à l'inspection.

Les habitants du Maryland ne furent pas longtemps sans

(1) Bacon, 1638-39, ch. 1; Griffith, *Le Maryland*, 7.

(2) Bacon, 1638-39; Chalmers, 213, 214; Griffith, 8.

reconnaître (1642) « le grand soin et l'extrême sollicitude de lord Baltimore à mettre leur gouvernement sur un bon pied et à défendre leurs personnes, leurs libertés et leurs droits; » aussi « dans le désir de lui donner une preuve de gratitude, » ils votèrent librement en sa faveur « un subside tel que pouvaient le permettre les médiocres ressources de la colonie naissante (1). » Le Maryland avait atteint, à cette époque, l'apogée du bonheur et de la liberté. Les consciences n'éprouvaient aucun froissement; le propriétaire, bienveillant et libéral, sanctionnait toutes les mesures qui pouvaient favoriser la prospérité de la colonie; la paix intérieure, une heureuse harmonie entre les différentes branches du pouvoir, une émigration sans cesse croissante, un commerce florissant, un sol fertile, que le Ciel avait gratifié de nombreux cours d'eau et de baies profondes, tels étaient les éléments qui concouraient à faire de la colonie un théâtre de bonheur et de contentement. Toujours attentif à veiller aux intérêts de sa plantation, lord Baltimore invita les Puritains du Massachusetts à émigrer dans le Maryland et il leur offrit des terres et des privilèges et le « libre exercice de la religion; » mais Gibbons, à qui il avait fait parvenir une commission à cet effet, était « si complètement imbu des doctrines de la Nouvelle-Angleterre, » qu'il ne voulut pas se prêter aux vues du pair irlandais; et le peuple, qui devait refuser plus tard la Jamaïque et l'Irlande, ne fut pas tenté d'abandonner la baie de Massachusetts pour celle de la Chesapeake (2).

Cependant il existait des dangers secrets. Les indigènes, alarmés des rapides progrès des Européens, mécontents de se voir si souvent dupés par des marchands avides, nour-

(1) Bacon, 1641. 2, ch. V.

(2) Winthrop, II. 148, 149.

rissaient encore les sentiments de jalousie que le perfide Clayborne leur avait inspirés. Ignorant le moyen d'obtenir réparation, ils ne cherchaient jamais qu'à se venger; ils commencèrent donc les hostilités (1642-1644). Après une suite d'agressions sur les frontières qui ne furent signalées par aucun événement décisif, la paix se rétablit dans les termes ordinaires de soumission et de promesses d'amitié; les dispositions prudentes de l'assemblée et l'humanité du gouvernement la rendirent durable. On réserva à lord Baltimore le droit de préemption du sol; on qualifia l'enlèvement d'un Indien, de crime capital, et on défendit la vente des armes prohibées, sous peine de félonie (1). Le plus sûr moyen de prévenir la guerre, c'était de régler les relations avec les naturels; car pour eux les torts individuels, ils les attribuaient à la nation; le sauvage, victime d'une injustice, ignorant le moyen d'obtenir pacifiquement réparation, ne soupirait qu'après la vengeance; le crime obscur de quelque misérable vaurien, que le gouvernement aurait volontiers puni pour ses méfaits, pouvait engager ainsi la colonie dans les horreurs d'une guerre féroce.

Mais le remuant Clayborne (1643-1646), poussé peut-être par la conviction d'avoir été lésé dans ses intérêts et plus encore par l'espoir de se venger, se montra comme un ennemi bien plus à craindre. Maintenant que la guerre civile en Angleterre ne permettait plus de compter sur le patronage du roi, il se déclara pour le parti populaire et parvint à exciter une rébellion (1643), avec l'aide d'un certain Ingle, qui avait obtenu une notoriété suffisante pour être déclaré traître au roi (2). Par suite de la nature propriétaire de la forme du gouvernement, le seigneur du fief

(1) Bacon, 1649, ch. III, VI.

(2) Bacon, Préface. Chalmers, 217.

ne pouvait trouver des ressources et des forces matérielles que dans sa fortune privée, ou dans l'attachement volontaire de ses hommes-liges. Sa puissance dépendait de son accord avec son peuple. En temps de paix, cette condition était très favorable aux progrès de la liberté; les gouverneurs royaux avaient souvent les moyens et plus encore la volonté de recourir à des mesures oppressives et vexatoires; les représentants des propriétaires étaient toujours obligés de lutter pour la défense des intérêts de leurs mandants; ils ne pouvaient jamais s'attaquer aux libertés du peuple avec quelque chance de succès. D'ailleurs la couronne, toujours jalouse des immenses prérogatives qu'elle avait négligemment prodiguées au propriétaire, était d'ordinaire disposée à favoriser les efforts raisonnables du peuple pour améliorer sa condition ou diminuer le pouvoir de son souverain intermédiaire.

Maintenant que les troubles de l'Angleterre laissaient pour ainsi dire toutes les colonies de l'Amérique à l'abandon, que la Virginie et la Nouvelle-Angleterre étaient entrées dans la voie d'une indépendance législative à peu près complète, l'autorité du propriétaire du Maryland s'affaiblit presque autant que celle du roi. Les autres colonies profitèrent des circonstances pour affermir et augmenter leurs libertés; au contraire, dans le Maryland, on vit l'esprit d'insubordination des gens remuants être plutôt encouragé par là; aussi Clayborne parvint à y exciter (1644) une insurrection. Au commencement de l'année 1645, les rebelles triomphèrent; le gouverneur, qui ne s'attendait pas à être attaqué, fut obligé de fuir, et il fallut plus d'un an avant qu'il ne parvint, grâce à l'appui des colons bien disposés pour lui, à recouvrer son autorité et à rétablir la tranquillité (1646). Les insurgés signalèrent la période de leur domination par le désordre et l'anarchie; la plupart des archives furent alors

perdues ou enlevés (1). Le gouvernement parvint à consolider la paix par une sage clémence (1647-1649); les rebelles furent tous compris dans une amnistie générale (2). Ce ne fut pas sans de grands sacrifices (3) que la province échappa à la confusion et à la détresse, qui avaient suivi une insurrection courte, mais triomphante et portée à la vengeance.

La contestation qui divisait le roi et le Parlement s'échauffait (1649); le renversement de la monarchie semblait sur le point de conférer, en Angleterre, une puissance illimitée aux plus violents ennemis de l'Église romaine; les catholiques romains du Maryland, prévoyant ce danger imminent et voulant sérieusement l'éviter, résolurent, avec le concours empressé de leur gouverneur et du propriétaire, d'inscrire dans le livre des statuts, un acte concernant la liberté religieuse, qui avait toujours été respectée dans leur pays. Voici quelle fut la teneur d'un passage de ce noble statut : « Et attendu que la contrainte de la conscience en matière de religion a entraîné souvent de dangereuses conséquences dans les républiques où elle a été pratiquée, pour la plus grande tranquillité et le gouvernement paisible de cette province, et pour le maintien le plus assuré de la charité et de l'amitié réciproques entre les habitants, nulle personne dans cette province, professant la foi en Jésus-Christ, ne pourra en aucune manière être troublée, molestée ou persécutée pour sa religion, ou dans le libre exercice de celle-ci. » L'étoile de la liberté religieuse apparut ainsi comme l'avant-coureur du jour; il est vrai qu'au moment où elle brilla pour la première fois sur l'horizon, sa lumière fut colorée et obscurcie par les brouillards et les exhalaisons du matin. Le plus grand des poètes anglais, représen-

(1) Bacon, *Préface*; Chalmers, 217, 218; Burk, II, 112; Mac Mabon, 202.

(2) Bacon, 1650, ch. XXIV.

(3) *Ibid.*, 1649, ch. IX.

tant la terre couverte de créatures vivantes à la voix du Créateur, peint le moment où les formes, destinées à être douées bientôt des perfections de la vie et de la beauté, sortent encore du sein de la terre inanimée et où « le lion fauve surgit à moitié, et pour rendre libre le reste de son corps, de sa griffe fend la terre, et, comme échappé de ses liens, se redresse, bondit et secoue sa crinière hérissée. » (Milton, *Paradis perdu*. Chant VII, trad. Pongerville.)

Il en fut de même avec la liberté religieuse dans les États-Unis. Dans le Maryland, elle ne s'étendit d'abord qu'aux chrétiens. La clause qui la consacrait était précédée de celle-ci : « Quiconque blasphèmera le nom de Dieu, niera ou attaquera la Sainte-Trinité ou l'une des trois personnes qui la composent, sera puni de mort (1). » Aujourd'hui, dans aucun des États-Unis, les opinions religieuses ne sont regardées comme de nature à être soumises à des dispositions pénales. La réfutation est la seule arme convenable contre l'erreur. Dieu n'a pas besoin de l'homme pour vengeur. La légèreté téméraire de l'incrédulité superficielle provient d'une soit morbide de célébrité ou d'une malice qui se plaît à tourmenter autrui. Les lois de la société doivent se contenter de réprouver ceux qui enfreignent les bienséances. Le blasphème est l'offense du désespoir. Un homme qui souffre et a perdu tout espoir se suicide; un autre maudit la divine Providence pour les maux qui assiègent le monde et dont il ne peut comprendre le mystère. Le meilleur remède pour un chagrin violent, c'est la compassion; le châtimement le plus sévère qu'on puisse infliger à des discours déshonnêtes, c'est le mépris.

Le but de la loi du Maryland était certainement de pro-

(1) Bacon, 1649, ch. I. « Une copie fidèle » de toute la loi a été donnée par Langford, 27-32. Comparez Hammond, *Leah et Rachel*, 20, 21.

téger la liberté de conscience; quelques années après sa confirmation, l'apologiste de lord Baltimore a pu affirmer que son gouvernement s'était conformé à ses injonctions formelles et répétées, et que personne dans cette province n'avait jamais été inquiété pour cause de religion (1); que les colons jouirent de la liberté de conscience, non moins que de la liberté de leurs personnes et de leurs biens, aussi largement que jamais n'importe quel peuple dans n'importe quel lieu de l'univers (2). La province catholique romaine du Maryland accueillit avec la même bienveillance les évêques qui s'étaient vus dépouillés de leurs franchises dans le Massachusetts et les puritains de la Virginie; elle leur conféra à tous les mêmes droits politiques et la même liberté religieuse (3).

Toutes les branches du gouvernement s'accordèrent également pour développer et confirmer les libertés domestiques de la colonie. En 1642, Robert Vaughan avait demandé, au nom d'une portion des bourgeois, que l'assemblée pût être divisée, afin que les représentants du peuple pussent ainsi voter négativement. Ce changement avait eu lieu avant l'année 1649 et un statut (1650) le confirma (4). La dangereuse prérogative de proclamer la loi martiale fut également limitée à l'enceinte des camps et des lieux de garnison (5); un acte établit à perpétuité qu'aucune taxe ne pourrait être exigée des hommes libres de la province, sans le consentement de leurs députés réunis en assemblée générale. « Le propriétaire de la colonie faisait reposer avec confiance sa force sur l'affection de son peuple (6). » C'est à bon droit

(1) Langford, 11.

(2) *Ibid.*, 5.

(3) Chalmers, 219; Langford, 3; Hammond, 20.

(4) Bacon, 1649, ch. XII, et note, 1650, ch. I.

(5) *Ibid.*, 1650, ch. XXVI.

(6) *Ibid.*, 1650, ch. XXV.

que les hommes libres du Maryland ont pu placer dans leurs archives une déclaration de leur reconnaissance « comme un monument pour la postérité, » comme un gage que les générations futures « se souviendraient » fidèlement des efforts et des sacrifices de lord Baltimore pour faire progresser « la colonie dans la voie du bonheur et de la tranquillité (1). »

Les mouvements révolutionnaires de l'Angleterre ne pouvaient pourtant qu'exercer une grande influence sur les destinées des colonies; pendant que la Virginie et la Nouvelle Angleterre profitaient activement de la négligence salutaire de la métropole pour accroître leurs libertés, le Maryland se débattait au milieu des maux engendrés par des contestations au sujet du gouvernement. Les habitants étaient tout disposés à pratiquer tous les devoirs de bons citoyens; mais on éleva des doutes sur l'autorité à laquelle l'obéissance était due; par la force des circonstances, le gouvernement, qui jusque là avait été un gouvernement bienveillant, partisan du bon ordre et de la tolérance, se laissa entraîner dans la voie funeste du fanatisme et de l'anarchie, résultant d'une souveraineté contestée. Lorsque le trône et la pairie avaient été renversés en Angleterre, on pouvait bien se demander s'il fallait conserver à lord Baltimore son semblant de royauté. Lorsque le pouvoir héréditaire avait disparu dans la mère-patrie, pouvait-il convenablement exister dans la colonie? Il paraissait douteux que le propriétaire du Maryland pût conserver sa position, et les puritains scrupuleux hésitaient à prêter un serment non valable de féauté auquel ils seraient ensuite hors d'état de se conformer (2). Les Anglais étaient désormais, non plus

(1) Bacon, 1650, ch. XXIII.

(2) Strong, *Chute de Babylone*, 1, 2.

les hommes liges d'un souverain, mais les citoyens d'une république; sans les prétentions de Baltimore, le Maryland aurait pu également jouir des bienfaits de la liberté républicaine. Quelque forte que fût la tentation de proclamer l'indépendance, elle n'aurait pas prévalu, si la paix de la province avait pu être maintenue. Mais, pouvait-on bien se demander, quel était le souverain du Maryland? « La beauté et la merveilleuse fertilité » de ce pays avaient été pour lui un don fatal; quatre différents aspirants élevaient des prétentions sur sa possession. La Virginie (1) était toujours prête à faire revivre ses droits de juridiction sur le territoire au delà du Potomac, et Clayborne avait déjà attiré l'attention par son opposition persévérante (2); Charles II, irrité contre lord Baltimore, qui avait fait acte d'adhésion aux rebelles et tolérait les schismatiques, avait accordé une commission à sir William Davenant (3); Stone était le délégué actif de lord Baltimore; enfin le Parlement avait déjà désigné ses commissaires.

Le Maryland n'avait pas été compris dans l'ordonnance (4) qui prescrivait de réduire à l'obéissance les colonies rebelles. Si quelque fonctionnaire temporaire avait inconsidérément proclamé Charles II, cette offense avait été expiée (5). Comme Stone avait donné à la république des assurances de fidélité, aucune mesure n'avait été dirigée contre son autorité (6). Cependant les commissaires étaient chargés (1654) de soumettre « toutes les colonies de la baie de Chesapeake (7) » et l'on doit convenir que Clayborne pouvait

(1) Hazard, I, 620-630; Mac Mahon, 207, 208.

(2) Bacon, 1650, ch. XVII.

(3) Langford, 3, 4; Grahame, *U. S.*, 117, 118.

(4) Hazard, I, 636.

(5) Mac Mahon, 203.

(6) Langford, 6 et 7.

(7) Thurloe, I, 198; Hazard, I, 557; Hammond, 20, 21.

trouver dans cette phrase ambiguë, qui probablement ne se rapportait qu'aux établissements de la Virginie, un motif suffisant pour étendre son autorité sur le Maryland. Les commissaires entrèrent donc dans cette province (1652); de violentes altercations s'élevèrent entre eux et Stone, qu'ils dépouillèrent de ses pouvoirs émanés de lord Baltimore; ils changèrent en outre les fonctionnaires de la colonie; enfin ils établirent un compromis. Ils permirent à Stone et à trois membres du conseil de conserver le pouvoir exécutif, jusqu'à ce que des instructions ultérieures arrivassent de l'Angleterre (1).

La dissolution du Long Parlement (1653) menaça d'apporter des changements dans la condition politique du Maryland. On alléguait que la seule autorité, en vertu de laquelle avaient agi Clayborne et Bennett, avait expiré en même temps que le corps d'où elle émanait (2). En conséquence Stone, Hatton et leurs amis rétablirent les droits de lord Baltimore dans leur intégrité (1654); ils déplacèrent tous les fonctionnaires du parti opposé, ils réinstallèrent l'ancien conseil, et déclarèrent que l'organisation de la colonie, telle que l'avaient introduite Bennett et Clayborne, avait constitué un état de rébellion (3). Une proclamation outrageante et conçue dans ce sens fut rendue publique pour les puritains dans une de leurs réunions religieuses.

C'étaient là des mesures inconsidérées et fort peu sages. Clayborne et son collègue n'eurent pas plus tôt appris cette nouvelle révolution, qu'ils se hâtèrent de revenir dans le Maryland, où il était de toute évidence qu'on ne pourrait

(1) Strong, 2 et 3; Langford, 7 et 8; Bacon, *Préface*; Mac Mahon, 204, 205; Chalmers, 122.

(2) Langford, 10; Strong, 3.

(3) Strong, 3; Hazard, 1, 626. La date est ici 1653. Ce fut en 1654, à ce qu'affirme Strong. Mac Mahon, 206, cite Hazard avec doute; Bacon, 1654. ch. XLV; Hammond, 22.

leur opposer aucune résistance efficace. Ne pouvant décider Stone, « d'une façon pacifique et amicale, » à abandonner les prétentions de lord Baltimore, ils le contraignirent à remettre entre leurs mains la commission dont il était muni ainsi que le gouvernement. Cela fait, Clayborne et Bennett nommèrent un bureau de dix commissaires, à qui ils confièrent l'administration du Maryland (1).

L'intolérance fut le résultat de cet arrangement; car les partis s'étaient nécessairement identifiés avec les sectes religieuses, et le Maryland lui-même était la proie qu'on se disputait (2). Les puritains, toujours amis de la liberté populaire et hostiles à la monarchie ainsi qu'à la propriété héréditaire du territoire de la colonie, combattaient avec ardeur pour toutes les libertés civiles; mais ils n'avaient ni assez de reconnaissance pour respecter les droits du gouvernement qui les avait accueillis et protégés, ni assez de magnanimité pour permettre de pratiquer désormais la tolérance, à laquelle seule ils devaient cependant la faculté de séjourner dans cette contrée. Une nouvelle assemblée, convoquée à Patuxent, reconnut l'autorité de Cromwell, mais elle exaspéra le parti romain tout entier en le dépouillant de gaieté de cœur de ses franchises. Dans un acte relatif à la religion, elle confirma la liberté de conscience, pourvu que cette liberté ne s'étendit pas « aux papistes, aux évêques (3), ni aux hommes à opinions licencieuses. » Cependant Cromwell n'approuva jamais ce détestable décret; car il était ami de la tolérance religieuse et il désirait que les différentes sectes, « de même que le cèdre, le myrte et l'olivier, pussent vivre ensemble dans le désert. » Il ordonna aux

(1) Strong, 3, 4, 5; Langford, 11, 12; Mac Mahon, 206; Chalmers, 223.

(2) Hammond, 22; *Triste état*, 9.

(3) Bacon, 1654, ch. IV.

commissaires « de s'occuper, non pas de religion, mais de l'établissement du gouvernement civil (1). »

Lord Baltimore, en apprenant ces événements, fut indigné du peu de fermeté qu'avait déployé son lieutenant (2). Il déclara que cette prétendue assemblée était « illégale, usurpatrice et rebelle, » et de concert avec ses agents, il résolut de revendiquer sa suprématie, en vertu des pouvoirs que lui conférait la charte (3). Vers la fin de janvier (1653), à l'arrivée d'un vaisseau ami, le bruit se répandit immédiatement que sa patente avait été confirmée par le protecteur; des ordres furent aussitôt donnés pour rétablir entièrement son autorité. Stone chargea les catholiques (4) et d'autres colons de réunir des hommes armés; les chefs de cette nouvelle révolution parvinrent à s'emparer par surprise des archives de la province. De Patuxent, ils marchèrent ensuite sur Anne Arundel, la principale place des républicains, qui persistaient à lui donner le nom de Providence. Les habitants de Providence et leurs partisans se réunirent avec cette ardeur qui caractérise le parti populaire et avec ce courage dont ne manquaient jamais les puritains. On eut en vain recours aux proclamations, aux promesses et aux menaces. Le parti de Stone fut attaqué et entièrement défait; lui-même fut fait prisonnier ainsi que plusieurs de ses compagnons et il eût été mis à mort, sans l'estime et l'affection que lui avaient conservées quelques-uns des insurgés qu'il avait jadis bien accueillis dans le Maryland. Il fut retenu prisonnier pendant presque toute l'administration de Cromwell (5); tandis que quatre des principaux

(1) Chalmers, 236.

(2) Hazard, I, 629; Strong.

(3) Langford, 9, 10.

(4) Strong, 5.

(5) A cette occasion furent publiées la *Chute de Babylone dans le Maryland*

personnages de la province, condamnés à mort par un conseil de guerre, furent exécutés sur le champ (1).

Un ami de lord Baltimore, qui se trouvait alors dans le Maryland, demanda à Cromwell pour toute faveur « de descendre à rétablir la tranquillité de ce pays, en déclarant sa volonté bien arrêtée (2). » Mais les mêmes causes qui avaient fait négliger au protecteur de s'occuper des affaires intérieures de la Virginie, l'empêchèrent de prêter beaucoup d'attention aux dissensions du Maryland. D'un côté, il respectait les droits de propriété de lord Baltimore ; de l'autre, il protégeait ses propres partisans politiques et il correspondait avec ses commissaires, sans exprimer aucun déplaisir de la manière dont ils exerçaient leurs pouvoirs (3). Le droit de juridiction sur le Maryland restait donc une question non décidée. Fuller, Preston et les autres personnes nommées par Clayborne, étaient actuellement en possession de l'autorité ; tandis que lord Baltimore, sous la sanction apparente du protecteur, avait désigné (4) Josias Fendall pour son lieutenant. Fendall avait excité une insurrection, l'année précédente (1656), sous prétexte des instructions de Stone ; à présent il s'insurgea ouvertement mais sans succès (1657). On a peu de détails sur ce « mouvement ; » tout ce qu'on sait, c'est qu'il occasionna de fortes dépenses publiques (5).

Cependant lord Baltimore conserva sa confiance à Fendall, qui reçut une nouvelle nomination comme gouverneur de

de Strong et la *Réfutation juste et claire d'un pamphlet scandaleux intitulé : la Chute de Babylone dans le Maryland*, de Langford, 1655. Tous deux sont courts et s'accordent sur les points principaux. Comparez Chalmers ; Mac Mahon, 207 ; Hazard, I, 621-628 et 629-630 ; Bacon, *Préface*.

(1) Hammond, 22, 23.

(2) Barber, dans Langford, 15.

(3) Thurloe, I, 724, et IV, 53. Hazard, I, 594, ne mentionne qu'un des rescrits. Hammond, 24.

(4) Mac Mahon, 211.

(5) Bacon, 1657, ch. VIII.

la province. Pendant quelque temps, il y eut deux gouvernements (1658) ; le parti catholique de Sainte-Marie obéissait à Fendall, tandis que les commissaires étaient soutenus par les puritains de Saint-Léonard. Enfin on stipula les conditions d'un compromis et on remit l'administration de toute la province entre les mains de l'agent du lord propriétaire. Permission de conserver des armes, indemnité pour le paiement des arriérés, dispense du serment de fidélité et confirmation des actes et ordonnances des dernières assemblées puritaines, telles furent les clauses de l'arrangement ; elles se ressentaient de l'influence des puritains (1).

Fendall était un homme faible et impétueux, cependant je ne puis découvrir rien qui prouve que son administration fût souillée par l'injustice. La plupart des statuts, qui furent décrétés sous son gouvernement, ont été jugés dignes d'être conservés. La mort de Cromwell laissa l'Angleterre dans un état d'incertitude, qui pouvait bien assombrir les esprits dans les comtés du Maryland. Pendant dix années, cette malheureuse province avait été déchirée par des dissensions dont l'origine remontait aux prétentions que Baltimore avait toujours mises en avant, sans avoir jamais été en état de les traduire en faits. Que fallait-il faire maintenant ? L'Angleterre se trouvait dans une plus mauvaise condition que jamais. Le fils de Cromwell conserverait-il d'une manière durable la place de son père ? Charles II serait-il restauré ? De nouvelles révolutions menaçaient-elles la colonie ? ou bien, allait-il y avoir de nouvelles luttes avec la Virginie, avec le protecteur, avec le propriétaire suzerain, avec le roi ? L'assemblée générale, fatiguée de ces longs déchirements (1660), ne vit de sécurité que dans l'affirmation de la puissance populaire, et dans la constitution d'un gouvernement

(1) Bacon, *Préface*, et 1658, ch. I ; Mac Mahon, 211, et *Actes du conseil*, dans Mac Mahon, note 14.

qui fût l'expression de la volonté de tous. Le jour donc précisément, qui précéda la session mémorable de la Virginie, où le peuple de l'ancien territoire adopta un système analogue de législation indépendante, les représentants du Maryland, réunis dans la maison de Robert Slye, déclarèrent qu'ils formaient une assemblée légale, et indépendante de toute autre autorité dans la province. Les bourgeois de la Virginie s'étaient investis du pouvoir d'élire les membres du conseil; les bourgeois du Maryland refusèrent de reconnaître les droits du corps qui se prétendait la chambre haute. En Virginie, Berkeley céda à la volonté publique; dans le Maryland, Fendall permit de proclamer la puissance du peuple. Les représentants du Maryland, ayant ainsi heureusement constitué le gouvernement, et pleins d'espoir de voir la tranquillité succéder enfin à tant d'années d'agitation, votèrent un acte qui déclara crime de félonie toute entreprise de nature à troubler l'ordre, qu'ils venaient de rétablir. On ne pouvait plus reconnaître à l'avenir d'autre autorité, que celle de l'assemblée et du roi d'Angleterre (1). La paix promettait de luire enfin sur la province.

A l'époque de la restauration, le Maryland, ainsi que la Virginie était donc en pleine possession de la liberté, basée sur la souveraineté du peuple, affirmée et mise en pratique. Comme la Virginie, le Maryland avait tellement perfectionné ses institutions, qu'à peine fit-il quelques pas de plus vers la liberté et l'indépendance, jusqu'à l'époque de sa séparation finale d'avec l'Angleterre.

Les hommes aiment la liberté, même si elle est turbulente; la colonie était devenue riche et florissante, en dépit de ses dissensions domestiques. Sa population, en 1660, est

(1) Bacon, 1659-60; Mac Mahon, 212; Chalmers, 224, 225; Griffith, 18; Kbeling, v. 709. L'historien allemand est remarquablement modéré. Tous les autres ont été injustes à l'égard de la législature du Maryland.

estimée différemment, à huit mille (1) ou à douze mille habitants (2). Le pays était devenu cher à ses habitants. Ils désiraient y passer le restant de leur vie et y reposer ensuite dans la tombe (3).

(1) Fuller, *Hommes illustres*, éd. 1662.

(2) Chalmers, 226.

(3) Hammond, 25.

CHAPITRE VIII.

LES PÉLERINS.

La fondation de la Nouvelle Angleterre fut une des conséquences de la réforme (1), non dans ce sens qu'elle fut le résultat de la lutte des idées nouvelles contre l'autorité de Rome, mais en ce qu'elle dut son origine aux dissentiments implacables qui divisèrent les protestants dissidents de l'Église épiscopale d'Angleterre.

Qui oserait mesurer les effets des événements par l'humilité apparente ou l'éloignement de leur origine ? L'influence mystérieuse de ce pouvoir qui enchaîne les destinées des États, et domine les décisions des souverains et les prévisions des hommes d'État, fait souvent sortir des plus faibles causes les événements les plus importants. Un aventurier génois découvre l'Amérique et change le commerce du monde ; un Allemand obscur invente l'imprimerie et rend ainsi possible la diffusion universelle des trésors de l'intel-

(1) Heeren, I, 102, 103.

ligence: un moine augustin dénonce les indulgences, produit un schisme dans la religion et bouleverse ainsi les bases de la politique européenne; un jeune réfugié français, non moins versé dans la théologie que dans le droit civil, dans la connaissance des devoirs des magistrats que dans la dialectique de la controverse religieuse, entre dans la république de Genève, conforme sa discipline ecclésiastique aux principes de la simplicité républicaine, et fonde un parti, dont un certain nombre d'Anglais deviennent membres et qui trouve ensuite un refuge dans la Nouvelle Angleterre. L'affranchissement de l'esprit humain du despotisme religieux amena naturellement l'examen de la nature du gouvernement civil; les doctrines de la liberté populaire, qui s'abritèrent pendant leur enfance dans les déserts d'un continent nouvellement découvert, se sont infusées, dans le court espace de deux siècles, dans le sang vivant de tout État naissant depuis le Labrador jusqu'au Chili, ont créé des avant-postes dans l'Orégon et à Libéria, ont fait de la France éclairée une ardente prosélyte, et ont troublé tous les anciens gouvernements de l'Europe, en excitant l'action irrésistible de l'esprit public depuis les côtes du Portugal jusqu'au palais des czars.

La compagnie commerçante de l'Ouest en Angleterre, qui fut comprise dans les mêmes lettres patentes que la Virginie, disposait de trop médiocres ressources ou n'avait qu'un trop faible esprit d'entreprise pour réussir à fonder des colonies. Les Espagnols, qui prétendaient au droit exclusif de navigation sur les mers du nouvel hémisphère, capturèrent et confisquèrent (1606) un vaisseau équipé (1), pour faire des découvertes, par Popham, le grand juge d'Angleterre,

(1) Purchas, IV, 1827 et 1832, et II.; Gorges, *Brève narration*, ch. IV; Prince, *N. E. Chronologie*, 113, 114; II, *Mass. Hist. Coll.*, IX, 3, 4.

Gorges, gouverneur de Plymouth et quelques autres personnes. Mais une seconde expédition presque simultanée, partie du port de Bristol, ne rencontra aucun obstacle; les voyageurs, à leur retour, accrurent la confiance publique en faisant à leur tour une peinture favorable du pays qu'ils avaient visité (1). L'esprit aventureux de l'époque ne pouvait sommeiller longtemps; le lord grand juge déploya une vigoureuse persévérance, car son honneur était engagé à faire réussir la compagnie que son influence avait contribué à former; Gorges (2), l'ami et le compagnon de Raleigh, ne pouvait se résoudre à abandonner ses brillantes espérances de fortune et de domaines en Amérique; aussi l'année suivante (1607), deux vaisseaux, commandés par Raleigh Gilbert, furent envoyés au nord de la Virginie; ils transportaient des émigrants qui devaient y fonder un établissement sous la direction de George Popham (3). Après un long voyage, les aventuriers atteignirent la côte d'Amérique près de l'embouchure du Kennebec; ils rendirent publiquement des actions de grâce à Dieu pour les avoir protégés et ils se mirent sous les auspices de la religion à ériger leur établissement, et à constituer un gouvernement comme s'il s'était agi d'une colonie permanente. On éleva rapidement de grossières cabanes, un magasin et de légères fortifications. Les vaisseaux mirent alors à la voile pour l'Angleterre, laissant quarante-cinq émigrants dans la plantation qui reçut le nom de Saint-George. Mais l'hiver fut excessivement rigoureux; les naturels bienveillants d'abord, se montrèrent ensuite

(1) Gorges, ch. V, 6.

(2) Le nom de Gorges se trouve dans Hume, ch. XLIV; Lingard, VIII, 449. Comparez Belknap, *Biographie*, I, 347-354; Gorges fut toujours un sincère royaliste.

(3) Gorges, ch. VII, VIII, IX; Purchas, IV, 1828; Smith, II, 173-175; Belknap, I, 350-354; I, *Mass. Hist. Coll.*, I, 251, 252; Williamson, *Histoire du Maine*, I, 197-203; Prince, 116, 117, 118, 119; Hubbard, *N. E.*, 36, 37.

remuants; le feu prit au magasin et dévora une partie des provisions; les émigrants commencèrent à se lasser de leur isolement; ils perdirent leur président Popham, « le seul (1) de la compagnie qui mourut là; » les vaisseaux qui revinrent (1608) visiter l'établissement avec des secours, apportèrent la nouvelle de la mort du grand juge, le partisan le plus ardent en Angleterre de la nouvelle colonie; enfin Gilbert, qui seul exerçait le pouvoir à Saint-George, était devenu, par la mort de son frère, héritier d'une fortune qui nécessitait sa présence. La plantation fut donc abandonnée, et les colons, à leur retour en Angleterre, « inventèrent mille excuses; » pour cacher leur manque de courage, ils répandirent des bruits exagérés sur la stérilité du sol et la rigueur inhospitalière du climat (2). Mais la compagnie de Plymouth fut peu satisfaite de leur pusillanimité; Gorges considérait comme une lâcheté de se laisser rebuter par un échec. L'idée d'un établissement dans ces latitudes septentrionales ne put effrayer longtemps les esprits. Les pêcheries de l'Amérique constituèrent donc une occupation lucrative et reposant sur une base solide. Il y avait trois ans que les Français s'étaient établis dans leurs huttes à Port-Royal; et les bâtiments qui emportèrent les Anglais partant du Kennebec, sillonnaient l'océan en même temps que la petite escadre des Français, qui réussirent à fonder Quebec pendant l'été même où le Maine fut déserté.

On ne renonça ni aux pêcheries ni au commerce des fourrures; tous les ans, des vaisseaux allaient trafiquer avec les

(1) Chalmers écrit, p. 79 : « Ils regardèrent les nombreux tombeaux des morts; » il cherche ainsi dans son imagination les moyens d'embellir son récit. Comparez II, *Mass. Hist. Coll.*, IX, 4. Chalmers, 79, comme parmi ceux qui moururent « Gilbert, leur chef; » c'est une erreur.

(2) Sir W. Alexander, *Carte de la Nouvelle-Angleterre*, 30

Indiens ; et, une fois (1) au moins, peut-être plus souvent, une partie de l'équipage d'un bâtiment hiverna sur la côte américaine. De nouvelles espérances s'éveillèrent, lorsque Smith (1614), qui s'était déjà distingué en Virginie et qui avait reconnu avec une rare sagacité et soutenu avec une fermeté inébranlable que la colonisation était la vraie politique de l'Angleterre, mit à la voile avec deux vaisseaux pour la côte septentrionale des terres concédées dans la patente de la Virginie. Cette expédition était une entreprise privée (2) de « quatre marchands de Londres et de Smith lui-même » et elle fut couronnée d'un plein succès. La cargaison rapporta de grands bénéfices, la santé des navigateurs ne souffrit pas, et le voyage entier s'accomplit en moins de sept mois. Pendant que les hommes des équipages s'occupaient de leurs hameçons et de leurs lignes, Smith examina le rivage depuis l'embouchure du Penobscot jusqu'au cap Cod, dressa une carte de la côte (3), et donna à ce pays le nom de Nouvelle Angleterre, dénomination que le prince Charles approuva. Les Français purent se vanter, avec raison, que le Nouvelle France avait été colonisée avant que la Nouvelle Angleterre n'eût reçu un nom ; Port-Royal fut plus ancien que Plymouth, Quebec que Boston. Cependant ce voyage fut souillé par un crime. Après le départ de Smith pour l'Angleterre, Thomas Hunt, le commandant du second navire, s'empara d'une grande partie d'Indiens et ayant fait voile pour l'Espagne, vendit « ces pauvres innocents » comme esclaves. Il est étonnant de voir comment du bien résulte de ce mal ; un des sauvages s'échappa de sa captivité

(1) Gorges, ch. X ; Prince, 119.

(2) Chalmers, 80, attribue à tort cette expédition à la compagnie de Plymouth. Voir Smith, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 19 ; et dans son *Histoire*, II, 175, 176 ; Purchas, IV, 1828.

(3) Voir la carte, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III.

et se réfugia à Londres; en 1619, il fut rendu à son pays où dans la suite il servit d'interprète aux émigrants anglais (1).

Encouragé par son succès commercial, Smith tenta bientôt d'établir une colonie (1613) avec le concours de sir Ferdinand Gorges et de quelques amis de Londres, membres de la compagnie de Plymouth. Les aventuriers se bornèrent à envoyer seize hommes (2) occuper la Nouvelle Angleterre. Cette tentative ne put réussir. De violentes tempêtes contraignirent Smith à revenir en Angleterre. Ayant renouvelé son entreprise, il se vit trahi de ses compagnons et pris enfin par des pirates français. Son vaisseau fut capturé, et lui-même s'échappa seul de La Rochelle (3) dans une petite barque. Les plus dures privations qu'on puisse endurer dans un nouvel établissement, auraient été moins pénibles que les travaux entrepris actuellement par Smith dans l'ardeur de son enthousiasme. Ayant publié une carte et une description de la Nouvelle Angleterre, il passa plusieurs mois (4) à visiter les bourgeois et les marchands de l'ouest de l'Angleterre, afin d'échauffer leur zèle pour quelque entreprise en Amérique (1617); il proposa aux municipalités de leur faire réaliser de gros bénéfices commerciaux au moyen de voyages courts et sans danger; il promit aux nobles de vastes domaines; il cacha soigneusement aux gens à médiocres ressources les rudes épreuves des émigrants, et sur un fond sombre il traça un tableau séduisant de la rapide for-

(1) Smith, *Description de la Nouvelle-Angleterre*, 47; Smith, *Histoire générale*, II, 176; Morton, *Mémorial*, 55, et Davis sur Morton; Prince, 132; Mourt, *Relation*, dans I, *N. H. Coll.*, VIII, 238; *Colonisation de la N. Angleterre*, dans II, *Mass. Hist. Coll.*, IX, 6, 7.

(2) Williamson, *Maine*, I, 212. Le savant et très estimable historien du Maine confond ce dessein de Smith de fonder une colonie avec son voyage antérieur de commerce et de découverte.

(3) Smith, II, 205-215, et dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 20, 21.

(4) Smith, II, 218.

tune qu'on pouvait amasser par le travail dans les colonies, de l'abondance du gibier, des avantages d'une liberté illimitée, du plaisir de « pêcher et de voyager, sous une atmosphère si douce, d'île en île, sur les eaux tranquilles d'une mer calme (1). » L'attention de la compagnie occidentale s'éveilla; on se mit à former de vastes plans de colonisation. Smith fut nommé amiral de ce pays pour la vie, on sollicita ardemment le renouvellement des lettres-patentes, avec des pouvoirs analogues à ceux que possédait la compagnie du sud. Mais cette nouvelle charte ne put s'obtenir (1618) sans une forte opposition. « Il existait une grande jalousie entre les Londonniens et les Westerlings (2); » chaque parti voulait accaparer tous les profits que l'on pouvait tirer de l'Amérique, tandis que ceux qui défendaient courageusement les intérêts de la nation, désiraient que nul monopole ne fût concédé, ni à l'une ni à l'autre compagnie. Les remontrances de la compagnie pour la Virginie (3) et le respect momentané des droits du pays, purent retarder, mais non empêcher, une mesure que soutenaient les favoris du monarque. Au bout de deux ans de sollicitations, les aventuriers ambitieux obtinrent tout ce qu'ils avaient souhaité (1620), et le roi Jacques accorda à quarante de ses sujets, dont quelques-uns faisaient partie de sa maison et de son gouvernement et étaient les membres les plus riches et les plus puissants de la noblesse anglaise, une patente (4) à laquelle aucune autre ne peut être comparée, non seulement dans les annales de l'Amérique, mais dans l'histoire du

(1) Smith, *Histoire*, II, 201.

(2) *Ibid.*, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 21; Hubbard, 84, 85; Gorges, *Purchas*, IV, 1830, 1831.

(3) Stith, 185; Hazard, I, 390.

(4) Trumbull, *Connecticut*, I, 546-567; Hazard, I, 103-118; Baylies, I 160-185. Comparez Hubbard, ch. XXX; Chalmers, 81-85.

monde. Les aventuriers et leurs successeurs furent érigés en corporation, sous le nom de « Conseil établi à Plymouth, dans le comté de Devon, pour coloniser, administrer, organiser et gouverner la Nouvelle Angleterre en Amérique. » Le territoire, conféré aux concessionnaires comme propriété absolue, avec juridiction illimitée, pouvoir exclusif de législation, faculté de choisir tous les agents et toutes les formes de gouvernement, s'étendait, en largeur, du 40^e au 48^e degré de latitude septentrionale, et en longueur, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique; c'est à dire qu'il comprenait presque toutes les possessions anglaises inhabitées au nord des États-Unis, toute la Nouvelle Angleterre, New-York, la moitié de New-Jersey, presque toute la Pennsylvanie et la totalité du pays situé à l'ouest de ces États; ainsi le roi Jacques, d'un seul trait de plume, avait abandonné un territoire embrassant, et qu'on croyait, à cette époque, embrasser (1) beaucoup plus qu'un million de milles carrés, et susceptible de nourrir beaucoup plus que deux cent millions d'habitants, à une corporation de son royaume, composée seulement de quarante membres. Cette cession était absolue et exclusive; elle comprenait le continent et les îles, les fleuves et les ports, les mines et les pêcheries. Sans l'autorisation du conseil de Plymouth, depuis l'île de Terre Neuve jusqu'à la latitude de Philadelphie, pas un vaisseau ne pouvait entrer dans une rade; pas une fourrure ne pouvait être achetée dans l'intérieur des terres; pas un poisson ne pouvait être pêché sur les côtes; pas un émigrant ne pouvait fouler le sol. On ne tenait nul compte des libertés de ceux qui pourraient devenir les habitants de la colonie; ils devaient être légiférés par la corporation anglaise, sans

(1) Smith, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 31, estime le pays à un million cent vingt mille milles carrés, évaluation bien en dessous de la vérité.

leur propre consentement. Cette patente ne favorisait que la cupidité des propriétaires, et présentait les traits les plus odieux du monopole commercial. Un édit royal vint bientôt renforcer ses dispositions; on regardait déjà comme chose assurée de tirer un revenu considérable au moyen d'un lourd impôt qui devait frapper les bâtiments de tout tonnage employés à la pêche sur les côtes de l'Amérique (1). Les conséquences qui découlèrent de la cession de cette charte, fournissent une nouvelle preuve, s'il est encore nécessaire d'en avoir, de l'enchaînement mystérieux des événements par lequel la Providence dirige le cours des choses vers un but que la prévoyance humaine n'a pas entrevu. La patente laissait les émigrants à la merci d'une corporation disposant d'un pouvoir illimité; et cependant ce fut à l'aide de concessions émanées de cette autorité absolue, confirmée, il est vrai, par le monarque anglais, que surgirent les institutions les plus favorables à la liberté coloniale. La patente sacrifiait tout à la cupidité de la corporation; mais l'étendue même de ces concessions en diminua la valeur. La nation anglaise se sentit enflammée de jalousie à la vue de l'octroi d'aussi vastes monopoles, faits en vertu de la prérogative royale, et poussa la chambre des communes (1621) à en examiner la validité (2). Les Français, d'autre part, qui voyaient leurs trafiquants envoyer tous les ans dans la mère-patrie de riches cargaisons de fourrures, pendant que les Anglais se disputaient à propos de chartes et de commissions, se railaient de la lenteur que le monarque anglais avait apportée à distribuer des terres et des privilèges que leur propre souverain s'était déjà appropriés dix-sept ans auparavant (3). La

(1) Smith, dans III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 32; Smith, II, 263.

(2) Chalmers, 100-102; *Débats parlementaires*, 1620-1621, I, 260, 318, 319.

(3) III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 20.

patente s'était proposé de hâter l'établissement de plantations; on ne doutait pas que les émigrants empressés se porteraient en foule sur la côte américaine et viendraient se placer sous la protection du conseil; le fait est que les aventuriers furent retenus par la crainte d'enfreindre les droits d'une compagnie puissante (1). Cependant, tandis que les monopoleurs anglais s'occupaient à chicaner sur leurs privilèges exclusifs, la première colonie permanente s'établissait sur le sol de la Nouvelle Angleterre, à l'insu de la corporation et sans le concours du roi Jacques.

La réforme en Angleterre, cet événement qui avait été préparé de longue main et graduellement, parmi le peuple, par les opinions et les partisans de Wickliffe, et, dans le gouvernement, par une résistance croissante et heureuse contre les usurpations de la juridiction ecclésiastique, s'établit à la fin tout d'un coup pendant le règne d'un monarque despote, qui saisit ce prétexte pour satisfaire ses passions. La reconnaissance du droit d'examen individuel (2), loin d'avoir été la cause de la séparation d'avec Rome, en fut un des derniers fruits. Luther était plus dogmatique que ses adversaires, quoique la profonde philosophie dont son esprit était imbu repoussât l'emploi de la violence comme moyen de conversion religieux. Il avait coutume de protester contre le recours à la persécution et aux [massacres pour propager la réforme (1522); de son grand principe de la justification par la foi seule, il voulait déduire la doctrine sublime de la liberté de conscience, et cela avec une sage modération, une admirable connaissance de la nature humaine, une bizarrerie d'expression familière et presque

(1) III, *Mass. Hist. Coll.*, III, 32; Smith, II, 263.

(2) Sous Édouard VI l'intolérance est consacrée par la loi. Voir Rymer, XV, 182, 250, sous Élisabeth; Rymer, XV, 740 et 741. Comparez Lingard, VII, 286, 287; Hallam, *Angleterre*, I, 130, 131, 132, 133.

burlesque (1). Cependant, plusieurs années après lui (1553) Calvin, tout en étant sérieusement engagé à repousser les anciennes superstitions, redouta toujours les résultats de l'esprit de doute de la réforme; aussi ses opinions sur l'hérésie et le châtement à lui infliger étaient-elles entachées des erreurs déplorables de son temps.

En Angleterre, loin de reconnaître comme un droit la liberté d'examen individuel, on dénia la faculté de se former un jugement sur les questions religieuses. L'acte de suprématie (2), qui affranchit réellement la nation anglaise du siège de Rome (1534), ne contenait aucune clause favorable à la liberté religieuse. Ce n'était que la revendication de la franchise souveraine du monarque anglais contre l'intervention étrangère; il ne s'agissait nullement d'affranchir l'Église d'Angleterre, encore moins le peuple anglais ou l'esprit anglais. Le roi d'Angleterre devint le pape de ses États, et on regarda toujours l'hérésie comme le plus grand de tous les crimes (3). En vertu d'un vote du parlement, le droit de redresser les erreurs en fait de foi religieuse devint une branche de la prérogative royale; et comme des esprits ardents parmi le peuple proposaient sans cesse de nouvelles doctrines, un

(1) « Nollem vi et cæde pro evangelio certari. » Comparez les passages des *Sept sermons* de Luther prononcés en mars 1522 à Wittenberg, cités dans Planck, *Geschichte des Protestantischen Lehrbegriffs*, II, 68-72. « Summa summarum! Predigen will ichs, sagen will ichs, schreiben will ichs, aber zwingen, dringen mit Gewalt will ich niemand; denn der Glaube will willig, ungenöthigt und ohne Zwang angenommen werden. » J'ai cité ces paroles, qui sont en harmonie avec les doctrines et la conduite de Luther, pour répondre à ceux qui comme Turner, dans son *Histoire*, III, 135, accusent à tort le grand réformateur allemand d'avoir été favorable à la persécution.

(2) 25 Henry VIII, ch. XIX, XX, XXI; Statuts, III, 460-471; 26 Henry VIII, ch. I, III, XIII; Statuts, III, 492, 493-499, 508, 509; Lingard, IV, 266-270, et VI, 281-283.

(3) Henry, XII, 53; Turner, II, 349-353; Mackintosh, II, 147-150.

statut, dont les prétentions étaient aussi insolentes que les menaces en étaient terribles, fut adopté (1539) par le parlement (1), malgré une forte opposition, « pour abolir toute divergence d'opinion (2). » On conserva toutes les doctrines de l'Église catholique, excepté la suprématie de Rome. Le pape put louer Henri VIII pour son orthodoxie, tout en l'excommuniant pour sa désobéissance. Il put proposer à l'empereur hésitant le roi d'Angleterre comme un modèle de fermeté dans la croyance, et ne l'anathématiser que pour son obstination (3). Henri mettait son orgueil à braver l'autorité de l'évêque de Rome, tout en soutenant les doctrines de l'Église romaine. Il tenait autant à sa réputation de catholique orthodoxe qu'à ses prétentions au pouvoir spirituel. Il méprisait la soumission et détestait l'hérésie.

Henri VIII ne tarda pas à faire usage de ses nouvelles prérogatives. Il rejeta l'avis de la chambre des communes comme venant « de gens grossiers et sans expérience, » d'hommes aussi incapables de lui donner des conseils que « le sont des aveugles à juger des couleurs (4). » D'après les anciens usages, aucune sentence de mort, portée par les cours ecclésiastiques, ne pouvait être exécutée que lorsque l'ordre en était émané du roi. Cette mesure avait été adoptée dans un esprit de miséricorde, afin de permettre à l'autorité séculière de prévenir la persécution (5). L'hérétique pouvait donc en appeler du fanatisme du prêtre à la merci du souverain. Mais actuellement que les deux pouvoirs étaient réunis, quel espoir pouvait-il encore rester ? La loi qui avait

(1) Strype, *Mémoires*, I, 352.

(2) 31 Henry VIII, ch. XIV ; Statuts, III, 739-743 ; Lingard, VI, 380-386 ; Bossuet, *Hist. des variations*, I, VII, c. XXIV-XL ; Henry, XII, 84.

(3) Fra Paolo, I, 82.

(4) Herbert, *Henry VIII*, 418, 419.

(5) Neal, *les Puritains*, I, 55.

été décrétée pour protéger le sujet était devenue un instrument puissant de tyrannie! L'Église anglicane fut inexorablement maintenue sous la suprématie du roi. Ni la vertu ni l'élévation de position ne procuraient la moindre sécurité. On avait décrété que c'était au gouvernement à régler non seulement les formes extérieures du culte, mais l'intelligence humaine; la foi, comme les cérémonies, pouvait varier suivant les décisions du parlement. Le catholique qui refusait de reconnaître la suprématie du roi, et le protestant qui doutait de la vérité des dogmes établis étaient également menacés de la peine de mort. Si Luther avait été un Anglais, il aurait pu périr par le feu (1). Henri, à la fin de sa vie, révoqua la permission générale de lire l'Écriture, et limita ce privilège aux nobles et aux marchands. Il resta toujours attaché à son ancienne religion (2); il en professa jusqu'au dernier moment les doctrines les plus extravagantes, et il mourut plutôt dans la foi catholique que dans la religion protestante (3). Mais l'intelligence excitée d'une grande nation ne pouvait se laisser abattre et retomber passivement dans la léthargie. Tout ce qui tenait à la cour n'opposa pas de résistance au capricieux monarque; un parlement servile lui abandonna l'autorité absolue en matière de religion (4); mais le génie progressif de l'époque, bien que dans sa marche il s'égarât parfois en des sentiers inconnus, réclamait fermement l'émancipation de l'esprit public.

L'avènement d'Édouard VI (1547) fraya le chemin, en Angleterre à l'établissement du protestantisme, et fit naître en même temps les germes des dissentiments qui devaient plus

(1) Turner, *l'Angleterre*, III, 140.

(2) Turner, *l'Angleterre*, II, 352.

(3) Bossuet, *Hist. des variations*, I, VIII, ch. III, IV et XXIV-XL; Henry, *la Grande-Bretagne*, XII, p. 107.

(4) 37 Henry VIII, ch. XVII; Statuts, III, 1005.

tard diviser les Anglais. La réforme avait déjà subi des modifications en Suisse et particulièrement à Genève. Luther avait basé sa rénovation sur la vérité sublime mais simple qui sert en même temps de fondement à toute morale, sur la valeur prédominante du caractère et de la pureté de conscience, ou la supériorité de la rectitude des inclinations sur l'observation scrupuleuse des pratiques du culte, ce qu'il résumait en ces mots : justification par la foi seule. Mais il hésitait à nier la présence réelle et se montrait indifférent quant à l'observation des cérémonies extérieures. Calvin, avec une logique plus rigoureuse, sanctionnée par l'influence d'une vie très pure et par son talent d'écrivain de premier ordre à cette époque, attaqua les doctrines de l'église romaine concernant la communion, et considéra comme une commémoration le rite que les catholiques révéraient comme un sacrifice. Luther reconnaissait des princes pour protecteurs, et approuvait l'usage des pompes du culte comme de nature à exciter à la dévotion. Calvin était le guide des républiques suisses, et il condamnait dans leurs églises tout appel aux sens, comme un crime envers la religion. Luther reprochait à l'église romaine son immoralité ; Calvin, son idolâtrie. Luther faisait ressortir la folie de la superstition, il se moquait du cilice et de la discipline, des commerce des indulgences et des messes pour les morts qu'on payait si cher, Calvin reculait d'horreur et de colère devant leur criminalité, Luther permettait l'usage des croix et des cierges, des peintures et des images, comme choses indifférentes ; Calvin exigeait un culte spirituel dans sa plus grande pureté.

Le règne d'Édouard, en accordant aux protestants toute sécurité, fit voir que les deux sectes de l'église réformée avaient des partisans en Angleterre. L'un de ces partis soutenu par Cranmer, demandait quelques changements modé-

rés; l'autre, encouragé par le protecteur, se montrait l'implacable adversaire des cérémonies du culte catholique. On essayait toujours de rétablir (1) l'uniformité de croyances par des menaces de persécution (1549-1552); mais les doctrines de l'église romaine qui répugnaient le plus à l'opinion publique furent effacées de la liturgie. Les esprits étaient portés à désirer une plus grande simplicité dans les formes de la dévotion; on déployait une grande ardeur d'investigation; pas un rite du culte établi, pas un détail, du gouvernement de l'église n'échappait à l'examen; les vêtements, les cérémonies, rien ne restait à l'abri de la contestation. L'esprit de recherche se révoltait contre toute règle. On demanda une réforme plus complète; les partisans de la liturgie établie, exprimèrent, dans le livre des prières même, le désir de le voir perfectionné (2). Le parti le plus nombreux soutenait la convenance de conserver grand nombre des usages sanctionnés par leur ancienneté; tandis que la haine de la superstition excitait le parti opposé à réclamer les innovations les plus hardies. On proclama alors le principe austère que pas une seule cérémonie ne serait tolérée, à moins d'être prescrite par la parole de Dieu (3). Ce fut là le puritanisme. L'Église d'Angleterre, au moins en ce qui concerne les cérémonies du culte, avait été établie par un acte du parlement, ou par une ordonnance royale; le puritanisme avide d'indépendance, n'acceptait d'autre garantie que la Bible; c'était là sa règle précise que ni le parlement,

(1) 2 et 3 Edward VI, ch. 1; Statuts, IV, 36-39; Rymer, XV, 181-183, et 250-252.

(2) Neal, *les Puritains*, I, 121; Neal, *la Nouvelle-Angleterre*, I, 51.

(3) Ainsi Cartwright, quelques années plus tard, dit dans sa *Réponse à Whitgift*, 27 : « En matière religieuse, rien ne peut se faire, si ce n'est en vertu de la parole de Dieu. » Dans sa *Seconde réponse*, 1575, p. 81, il dit encore : « Ce n'est pas assez que l'Écriture ne parle pas contre ces choses, il faut qu'elle parle pour elles. »

ni le roi, ni aucune hiérarchie ecclésiastique ne pouvaient interpréter. Les puritains adhéraient à l'Église établie, pour autant que semblait le permettre leur interprétation de la Bible, mais, pas au delà, pas même pour les objets indifférents. Ils ne voulaient obéir en rien de ce qui concernait la religion, à leur souverain temporel; ils ne voulaient rien conserver qui parût un vertige de la religion à laquelle ils venaient de renoncer. Ils proclamaient l'égalité des ministres plébéiens du culte et dirigeaient leurs plus violentes attaques contre le droit divin des évêques, comme la seule place forte restante de la superstition. Dans la plupart de ces points, les réformateurs du continent les soutenaient. Bucer et Pierre martyr (1) se plaignaient tous deux de la lenteur avec laquelle la réforme s'opérait en Angleterre; Calvin écrivait dans le même sens (2). Lorsque Hooper, qui avait été exilé pendant les dernières années du règne de Henri VIII, fut nommé évêque de Gloucester (1550), il refusa, pendant quelque temps (3) d'être sacré dans les vêtements que la loi exigeait; son refus marque l'époque où les puritains commencèrent à former un parti séparé. Ils demandaient une réforme complète; l'église établie, elle voulait mettre un frein à cette propension au changement. Le parti rigide repoussait toute union avec les catholiques; le parti politique cherchait à se concilier leur condescendance. Les membres du clergé, peut-être par une sage modération, s'écartaient aussi peu que possible des anciennes formes et adoptaient facilement l'emploi de choses indifférentes; les puritains ne pouvaient assez se séparer des

(1) Strype, *Mémoires*, II, ch. XXVIII.

(2) Hallam, *l'Angleterre*, I, 140.

(3) Strype, *Mémoires*, II, 226, et *Repository*, II, 118-132; Hallam, I, 141; Neal, *les Puritains*, I, 108-113; Prince, 282-307; Prince a écrit avec beaucoup de soin et de distinction.

coutumes de l'église de Rome et recherchaient l'occasion d'exprimer ouvertement leur antipathie. Pendant plusieurs générations, le surplis et le bonnet carré demeurèrent des choses importantes, car ils étaient des signes de parti. On les rejeta comme la livrée de la superstition, comme la marque extérieure que la prescription devait prévaloir sur la raison et l'autorité contrôler l'examen. L'emploi irréfléchi de ces formes était une preuve de servitude religieuse.

Le règne de Marie (1553-1558) mit les deux partis en danger; mais ceux dont les principes s'opposaient entièrement à toute entente avec Rome coururent les plus grands périls. Rogers et Hooper, les premiers martyrs de l'Angleterre protestante, étaient puritains; et il est digne de remarque que, tandis que Cranmer, le chef et le fondateur de l'église anglicane, ne recula, presque jusqu'à la fin, ni devant les prières, ni devant les temporisations, ni devant les rétractations, pour échapper à la mort horrible à laquelle il avait été condamné, les martyrs puritains ne cherchèrent jamais à échapper aux flammes par la moindre concession. Pour eux, un compromis était même une apostasie. L'offre du pardon ne put engager Hooper à céder, et les souffrances d'une mort lente n'affaiblirent point son courage. Il fut brûlé à petit feu et mourut enfin aussi tranquillement qu'un enfant dans son lit.

Une grande partie du clergé anglican se soumit de nouveau à l'église de Rome; ceux qui avaient adopté la réforme par conviction y restèrent fermement attachés; beaucoup d'entre eux qui avaient profité des lois (1) d'Édouard autorisant le mariage des prêtres, avaient donné à la cause protestante, des gages de leur fidélité, dans leurs femmes et

(1) 2 et 3 Edward VI, ch. XXI, 5 et 6 Edward VI, ch. XII, dans les Statuts, IV, 67 et 146, 147; Strype, *Mémoires*, III, 108.

leurs enfants. Il y eut donc un grand nombre de personnes qui prirent à la hâte le chemin de l'exil, pour échapper aux atteintes des violences du fanatisme; mais, même sur la terre étrangère, les émigrés se montrèrent partagés en deux partis; les sympathies, résultant d'une communauté de sort, ne purent déraciner immédiatement les rancunes nées des dissentiments religieux. L'un des partis (1) s'efforça de rétablir à l'étranger les formes de discipline qu'avaient sanctionnées les parlements anglais sous le règne d'Édouard; les puritains, au contraire, s'attachèrent à adoucir leur exil, en s'affranchissant complètement des cérémonies qu'ils avaient jusqu'alors été contraints d'observer. Le séjour de Francfort fut attristé par les animosités résultant de ces dissensions; mais le temps, qui calme toutes les passions humaines, adoucit l'âpreté de la controverse, et une réconciliation se prépara entre les deux partis, grâce à quelques concessions accordées aux puritains (2); car les circonstances qui avaient accompagné leur séjour sur le continent devaient naturellement fortifier l'influence de la secte la plus austère. Tandis que leurs compagnons d'exil avaient été repoussés, avec la plus cruelle intolérance, du Danemark et de l'Allemagne du nord (3), les émigrants anglais reçurent en Suisse l'accueil le plus bienveillant; leur attachement pour la rigoureuse austérité d'un culte spirituel s'accrut en présence de la sévère simplicité de la république; quelques-uns d'entre eux jouirent à Genève des instructions et de l'amitié de Calvin.

(1) Discours sur les troubles de Frankfort.

(2) *Ibid.*, édition de 1612, p. 160, 161, 162, 163 : « Nous nous joindrons à vous pour réclamer la réforme et l'abolition de toutes les cérémonies qui blessent la raison. » Prince, 287, 288. Les documents réfutent l'opinion contraire exprimée par Hallam, *Const. Hist.*, I, 233.

(3) Planck, *Geschichte des Protestantischen Lehrbegriffs*, b. v., t. II, p. 35-45 et 69.

A la mort de Marie (1558), les puritains retournèrent en Angleterre, mais avec une antipathie bien plus prononcée pour les vêtements sacerdotaux et les formes d'un culte qu'ils repoussaient actuellement comme associés aux cruautés qu'avait exercé, dans leur patrie, le catholicisme intolérant, et que, d'ailleurs, ils avaient vus si heureusement rejetés par les églises de la Suisse. Les promesses faites à Francfort et à Genève, de pousser à de nouvelles réformes ne furent pas exécutées (1). Mais la controverse ne se borna pas à disputer sur les cérémonies; elle se modifia par suite du caractère personnel de la reine d'Angleterre et elle s'identifia bientôt avec les partis politiques de l'État. Le premier acte du Parlement, sous le règne d'Élisabeth, proclama la suprématie (2) de la couronne dans les affaires ecclésiastiques; on établit bientôt l'uniformité des prières communes, avec menace des pénalités les plus rigoureuses contre les contrevenants (3). Le désir général d'assurer le triomphe de la cause protestante fit perdre de vue dans ces décrets les scrupules des puritains.

La première éducation de la plus jeune des filles de Henri VIII lui avait inspiré le respect de la foi catholique et l'amour des magnificences de ce culte. Elle remercia publiquement un de ses chapelains, qui avait soutenu le dogme de la présence réelle; et, lors de la révision du credo de l'Église anglicane, la transsubstantiation ne fut pas expressément rejetée. Pour calmer la frénésie de l'intolérance religieuse, il est bon de toujours se rappeler à propos de la doctrine catholique de l'Eucharistie, que, sous Édouard VI, les lois du royaume punissaient les Anglais qui y croyaient,

(1) Prince, 288.

(2) Elizabeth, ch. I; Statuts, IV, 350-355; Hallam, I, 152; Mackintosh, III, 45, 46.

(3) Elizabeth, ch. II; Hallam, I, 153; Mackintosh, III, 46, 47.

tandis que sous Henri VIII, ceux qui la niaient étaient brûlés sur le bûcher; qu'enfin, sous Élisabeth, on laissa la question indécise, comme chose indifférente au point de vue national. Élisabeth lutta longtemps pour conserver dans sa chapelle privée des images, un crucifix et des flambeaux; elle était portée à adresser des prières à la vierge Marie et elle se montrait favorable à l'invocation des saints (1). Elle insista pour maintenir le célibat des prêtres, et sous son règne leur mariage n'eut lieu que par connivence (2). Pendant plusieurs années, elle voulut maintenir les catholiques dans une conformité partielle avec l'Église établie et elle y parvint (3). Les puritains dénonçaient toute concession faite aux papistes, même dans des choses indifférentes; mais sous le règne de sa sœur, Élisabeth s'était conformée en tout à la religion catholique, et elle conserva toujours de l'attachement pour beaucoup de dogmes réputés comme le plus sujet aux objections. Était-il donc possible qu'elle favorisât le parti le plus rigide de la réforme?

A part d'ailleurs l'influence de sa première éducation, l'amour d'Élisabeth pour l'autorité ne lui aurait pas permis de sympathiser avec la nouvelle secte des protestants, avec une secte qui s'attaquait à tous les pouvoirs ordinaires du monde, et qui ne pouvait justifier son existence qu'en revendiquant énergiquement ses droits à la liberté naturelle. Les catholiques étaient partisans de la monarchie, sinon du monarque lui-même; s'ils n'aimaient pas la personne de la reine, ils soutenaient au moins la forme du gouvernement royal. Les puritains, au contraire, étaient les avant-coureurs d'une révolution; les défenseurs de la hiérarchie les accu-

(1) Burnett, part. II, l. III, No. 6; Heylin, 124; Neal, *les Puritains*, I, 191, 192; Mackintosh, III, 161; Hume, ch. XLV; Hallam, I, 124.

(2) Neal, *les Puritains*, I, 205, 206; Strype, *Parker*, 107.

(3) Southey, *le Livre de l'Église*, I, 257, 258.

saient de désirer un État populaire et Elisabeth déclarait ouvertement qu'ils étaient plus dangereux que les catholiques. A cette époque, où la chaire était l'instrument le plus efficace pour pénétrer dans l'esprit des masses, et où les prédicateurs étaient portés souvent à parler avec une hardiesse et une énergie familière sur tous les événements du jour, leur prétention d'avoir « la liberté de prophétiser » équivalait à la demande moderne de la liberté de la presse ; de plus, le libre exercice du jugement privé menaçait, non seulement de troubler l'uniformité de la religion nationale, mais encore de porter atteinte à l'autorité royale et d'ériger la conscience en un tribunal où les souverains pourraient un jour être appelés à comparaître (1). Les ministres puritains étaient presque devenus des tribuns du peuple et la chaire était le lieu de la liberté du blâme et de la discussion. La reine désirait depuis longtemps établir la religion nationale dans un juste milieu, entre la licence des sectaires et la suprématie romaine ; lorsqu'elle déclara enfin sa politique religieuse, dans l'orgueil de son autorité, elle ne voulut supporter aucune résistance. Par degré, elle prit politiquement la place de chef du protestantisme ; les souverains catholiques conspirèrent contre elle ; les cardinaux assemblés proposèrent des mesures pour la déposer ; le pape, en l'excommuniant, excita ses sujets à la rébellion. Alors il arriva que, tout en ne traitant plus les catholiques avec les mêmes égards qu'auparavant, la reine, voulant à tout prix et dans l'intérêt de sa sûreté, maintenir l'union de ses amis, se prit à détester les puritains, comme des mutins dans le camp.

L'opinion publique ne se montra guère favorable aux mesures de rigueur pour imposer les cérémonies du culte.

(1) Cartwright, *Seconde réponse*, 158-170 ; Hallam, I, 254.

A la première convocation (1563) du clergé protestant, sous le règne d'Élisabeth, quoique la reine elle-même protégeât résolument le surplis et le bonnet carré, et que beaucoup de membres de l'assemblée préférassent au fond du cœur l'ancienne religion, la proposition d'abolir une partie des cérémonies du culte fut repoussée à la majorité d'une seule voix par la chambre basse (1). Ce ne fut qu'environ neuf ans après (1571), que le parlement confirma les trente-neuf articles adoptés en 1563, et l'acte par lequel ils furent définitivement établis, n'exigea l'adhésion à ces articles qu'en ce qui concernait la profession de foi et la doctrine des sacrements (2), réserve que les puritains interprétèrent en leur faveur. La Chambre des communes déploya souvent un zèle très empressé (1565) à marcher plus avant dans la voie de la réforme (3) et la reine dut faire montre d'autorité pour s'opposer à son intervention trop active. Lorsque pour la première fois les ordres rigoureux parurent pour contraindre à la conformité (4), les puritains se sentirent plutôt portés à les braver, qu'intimidés. Parmi les ministres de Londres, trente environ refusèrent (1567) leur adhésion (5), et l'on commença à parler ouvertement de se séparer de l'Église établie (6). Enfin, une congrégation de séparatistes se forma ;

(1) Strype, *Annales*, I, 338, 339 ; Hallam, I, 238 ; Prince, 289-293.

(2) Strype, *Annales*, II, 71.

(3) Prince, 300.

(4) Strype, *Annales*, I, 460, 461 ; *Appendice au Parker de Strype*, b. II, Do. 24.

(5) Strype, *Annales*, I, 462.

(6) Grindall, dans Prince ; Cartwright, *Seconde réponse*, p. 38 : « Ce n'est pas par haine pour la condition de l'église d'Angleterre, mais par amour pour un meilleur ordre de choses. » Combien peu les premiers puritains comprenaient la véritable portée de leurs doctrines d'indépendance de l'État en fait de religion, cela ressort de passages tels que ceux-ci, tirés de la *Seconde réponse* de Cartwright. « Les hérétiques doivent être mis à mort. Si c'est là être sanguinaire et exagéré, je suis content de l'être avec le Saint-Esprit » P. 113. « Je nie que s'ils se repentent ils doivent obtenir

le gouvernement en prit aussitôt de l'ombrage et envoya les chefs pour un an à Bridewell, ainsi que quelques femmes (1). Ce fut en vain que quelques-uns des hommes d'État les plus habiles de cette époque, en Angleterre, plaidèrent pour la modération. Grindall était si sincèrement opposé à toute persécution que lui-même fut accusé de favoriser en secret le puritanisme. Le caractère du temps se fait bien remarquer dans sa réponse (1574). Il repoussa l'accusation, non seulement comme une fausseté, mais comme une calomnie; il prétendit « que c'était un diable incarné et toujours sur le qui-vive, qui lui avait fait ce tort. » Il se disculpa du reproche d'indulgence comme d'une chose infamante pour un homme dans sa position, et il crut essentiel à sa bonne réputation de s'afficher comme un franc partisan de la persécution (2). Il réussit à devenir archevêque (1575). Cependant Grindall était opposé par nature à toute mesure de violence, et lorsqu'il fut placé à la tête du clergé anglican (1583), il continua jusqu'à sa mort à mériter le reproche d'indulgence.

Les puritains avaient évité de se séparer, comme corps, de l'église établie (1584); ils avaient désiré une réforme et non un schisme. Lorsqu'en épousant un parti, on se met une corde autour du cou et qu'on est rejeté du chemin du respect public, il peut arriver que les gens inconsiderés de ce parti, les moins prudents et par conséquent les moins persévérants, soient les premiers à étaler leurs opinions. Il

pardon de la mort. » P. 116. « Les magistrats qui punissent le meurtre et redoutent de punir les fautes de la première table commencent à tort par la fin. » P. 117. L'écrivain continue ainsi en faisant preuve constamment d'un fanatisme excessif.

(1) Strype, *Parker*, 212; Strype, *Grindall*, 114, 115.

(2) Murdin, *Papiers d'État*, 275, dans Mackintosh, continuateur, III, 261. Si prince avait vu cette lettre il aurait eu de la peine à appeler Grindall puritain. Voir Prince, 298.

en fut ainsi avec les puritains. Il commença à s'élever dans leur sein une classe d'hommes qui poussèrent à l'extrême leur opposition contre l'Église anglicane et refusèrent de rester en communion avec une église, dont ils repoussaient les cérémonies et l'organisation. Henri VIII avait affranchi la couronne; Élisabeth avait affranchi l'Église anglicane; les puritains réclamèrent l'égalité pour le clergé plébéien; les indépendants proclamèrent la liberté pour tout esprit individuel de découvrir « la vérité dans la parole de Dieu. » La réforme avait commencé en Angleterre par le monarque; elle s'était ensuite propagée dans la noblesse; elle s'était développée sous le patronage de l'épiscopat; mais elle n'avait pénétré que lentement dans les masses. Le parti des indépendants était d'origine plébéienne et il porta dans les foyers des gens du peuple, le principe de l'affranchissement de l'intelligence de toute autorité. Ses adhérents n'étaient « ni des riches bourgeois, ni des gueux. » Brown fut le défenseur le plus bruyant de cette nouvelle opinion; c'était un imprudent, dépourvu également de vrai courage et de fermeté; zélé, mais léger, dogmatique mais superficiel. Il a acquis une certaine célébrité historique, parce que son étourderie inconsidérée le poussa à prendre en main la cause de la séparation (1582). Il eut beaucoup à souffrir de la persécution; on l'emprisonna plusieurs fois, et enfin, on l'envoya en exil. La congrégation qu'il avait formée et qui le suivit dans son bannissement, ne se composait que de personnes aussi pétulantes et aussi peu consistantes que lui-même; ses dissensions intérieures la dispersèrent bientôt. Brown acheta par occasion un bénéfice dans l'église anglicane, en faisant acte de conformité (1). Il sacrifia ainsi

(1) Fuller, *Histoire de l'Église*, liv. IX, 167, 168, 169; Neal, *les Puritains*, I, 376-378.

sa propre réputation. « Il abandonna le Seigneur, et le Seigneur l'abandonna également (1). » Les principes, dont la défense intrépide lui avait seule valu du renom, restèrent enracinés dans l'esprit public; et, comme ils ne lui devaient pas la vie, ils ne souffrirent en rien de son apostasie.

A partir de cette époque, les adversaires de l'église anglicane se trouvèrent divisés. Les puritains rendaient hommage à ses bienfaits, mais demandaient sa réformation; les séparatistes la dénonçaient comme une institution païenne, contraire aux principes du christianisme et de la vérité. Les puritains la considéraient comme le temple où Dieu devait être adoré, quoique les autels pussent avoir besoin d'être purifiés; les séparatistes comparaient les vérités qu'elle pouvait professer, comme des choses saintes confiées à la garde des profanes, comme l'arche du Seigneur entre les mains des Philistins. Ces deux fractions du parti non conformiste montrèrent de plus en plus d'aigreur dans leur hostilité réciproque. Les puritains reprochaient aux brownistes d'agir avec une précipitation inconsidérée, et étaient blâmés à leur tour pour leurs tergiversations et leur couardise. Les uns abhorraient des cérémonies qui étaient un legs du papisme; les autres s'en prenaient à l'institution même de l'église anglicane. Les puritains voulaient corriger, les brownistes, détruire et reconstruire. La querelle s'envenima fortement en Angleterre et amena bientôt de grands résultats politiques; mais ces discussions ne pouvaient se continuer au delà de l'Atlantique, car, pour les alimenter, il fallait la présence de l'église épiscopale.

(1) John Robinson, *Justification de la séparation*, 54, traité d'un grand mérite et renfermant des doctrines qui nécessairement conduisaient à soutenir la liberté de conscience. Je me sers de la copie qui a appartenu jadis à William Bradford, et qui se trouve maintenant à la bibliothèque de l'église de Robinson.

L'élévation de Whitgift marque l'époque où l'on déploya invariablement la plus extrême rigueur dans les conseils publics (1583); car le nouvel archevêque était sincèrement attaché à l'église anglicane, et par dévouement à la religion, imposait la conformité, que la reine désirait de son côté comme le meilleur moyen de soutenir son pouvoir. Il était un partisan rigoureux de la discipline et il voulait gouverner le clergé du royaume comme il aurait conduit les membres d'un collège. On se mit alors à exiger l'adhésion à des points qu'on avait évités auparavant (1). Le royaume entier retentit des plaintes soulevées par les dépositions; les ministres les plus instruits et les plus zélés se virent chassés de leurs places (2), et ceux qu'on désigna pour lire la liturgie, étaient si ignorants qu'il y en avait peu qui fussent capables de prêcher. Allait-on écouter les pasteurs dépossédés, dans les coins les plus retirés des forêts, ce méfait, s'il était découvert, était puni de l'amende et de la prison. Un tribunal de haute commission fut établi pour rechercher et punir le crime de non conformité et on l'investit de pouvoirs aussi arbitraires que ceux de l'inquisition d'Espagne (3). On était obligé d'y répondre, sous la foi du serment, à toutes les questions posées, soit sur les autres, soit sur soi-même. En vain les victimes de ces mesures firent-elles entendre des murmures; en vain le parlement désapprouva-t-il cette commission si illégale et si arbitraire; en vain Burleigh fit-il des remontrances (1584) contre un pareil système d'intolérance, en disant que « les inquisiteurs d'Espagne n'employaient pas autant de tortures pour s'assurer de leur

(1) Neal, *les Puritains*, I, 396.

(2) Hallam, *l'Angleterre*, I, 270.

(3) Strype, *Annales*, III, 180; Hallam, *l'Angleterre*, I, 271-273; Rymer, XVI, 291-297, 15 juin 1596, et 516-551, 26 août 1603; Mackintosh, III, 261, 262; Lingard, VII, 266.

proie (1). » L'archevêque aurait considéré l'indulgence comme une faiblesse et la reine était toujours prête à regarder la moindre liberté religieuse comme un désaveu plein de trahison de sa suprématie. Deux hommes furent pendus (1583) pour avoir distribué le traité de Brown sur la liberté de prophétiser (2), c'est à dire, un traité sur la liberté de la chaire.

Le parti que l'on persécutait ainsi était l'adversaire le plus efficace du papisme. « Les puritains, disait Burleigh, sont trop difficiles et trop scrupuleux (3), mais ils catéchisent avec zèle, ils prêchent avec ardeur, et par là ils diminuent le nombre des papistes. » Sans les puritains, le peuple aurait conservé son attachement à l'ancienne religion. Si Élisabeth convertit la cour à la réforme, les ministres, persécutés par elle, y attirèrent les masses; c'est aux puritains qu'il faut attribuer la conversion au protestantisme du peuple anglais. Comment donc eût-il été possible de dompter cette secte? La conviction de gens honnêtes et consciencieux, on ne peut la briser. Il ne restait d'autre parti à prendre que de les tolérer ou de les détruire. L'extermination pouvait seule produire la conformité. On déclara, en plein parlement (1593), qu'au bout d'un petit nombre d'années, plus de vingt mille personnes, en Angleterre, fréquentaient les conventicules (4). On proposa de les bannir, comme les Maures l'avaient été de l'Espagne et comme les Huguenots furent expulsés plus tard de la France. Cette mesure ne fut pas adoptée, mais on porta une loi d'une barbare cruauté, qui ordonnait que tous ceux qui se seraient absentés pendant un mois du service divin anglican seraient interrogés sur leur croyance, et qui

(1) Burleigh, dans Strype, *Whitgift*, 157.

(2) Strype, *Annales*, III, 186; Fuller, *Histoire de l'église*, liv. IX, 169.

(3) Somer, *Traité*s, quatrième collection, I, 103.

(4) D'Ewes, *Jour.*, 517; Strype, *Whitgift*, 417; Neal, *les Puritains*, I, 516.

menaçait les non-conformistes obstinés de l'exil ou de la mort (1).

La Hollande offrit un asile aux victimes de la rigueur de ce déplorable statut. Une association religieuse, fondée par les indépendants à Amsterdam, continua à y exister pendant un siècle et servit de point de ralliement aux exilés; pendant ce temps-là, par suite de l'influence de Whitgift en Angleterre, on choisit, pour en faire un exemple, Barrow et Greenwood, des hommes d'une fidélité irréprochable, et on les pendit à Tyburn à cause de leurs opinions (2).

La reine se repentit d'avoir sanctionné cette exécution. Son âge, et l'intention qu'on prêtait à son successeur de vouloir favoriser le puritanisme, contribuèrent à amortir l'esprit de persécution. Les chefs de l'Église se montrèrent plus prudents, et peu à peu l'animosité se calma. Il est vrai que les indépendants avaient été à peu près exterminés; mais le nombre des ministres non-conformistes s'était accru pendant ces quarante années de vexations; leur popularité était plus enracinée que jamais et leur aversion pour l'ordre de choses établi était irréconciliable. Leurs partisans constituaient déjà un parti politique puissant; ils s'enquéraient de la nature du gouvernement; ils se montraient opposés dans le parlement aux monopoles; ils cherchaient à limiter les prérogatives royales, et ils réclamaient la réforme des abus ecclésiastiques. « L'étincelle précieuse de la liberté, dit un historien qui n'a jamais été soupçonné de favoriser les puritains, n'a été allumée et conservée que par les puritains. » La liberté populaire, qui d'ordinaire enflammait ses partisans, par le souvenir des exemples des républiques

(1) 35 Eliz., c. 1, Stat., IV, 841-843; *Hist. parl.*, 863; Neal, *les Puritains*, I, 513-515; Neal, *la Nouvelle-Angleterre*, I, 60.

(2) Strype, *Whitgift*, 414, etc.; Neal, *les Puritains*, I, 526, 527; Roger Williams, *Vérité et paix*, 237.

anciennes, se mit alors à écouter les voix qui s'élevaient de la tombe de Wickliffe, des cendres de Huss et des veilles de Calvin. Élisabeth, victorieuse de ses ennemis extérieurs, ne parvint jamais à dompter la secte religieuse dont le progrès semblait menacer la sécurité de l'État. Sa carrière politique fut très glorieuse au dehors, mais au dedans elle échoua contre la marche de l'opinion publique. Dans les dernières années de son règne, elle vit sa popularité diminuer, et sa mort causa peu de regrets. « En quatre jours elle fut oubliée (1). » La multitude, amie du changement, accueillit son successeur avec des acclamations de joie; mais, lorsqu'on connut mieux le caractère du nouveau monarque, on se persuada qu'on avait révééré Élisabeth jusqu'à son dernier moment et que sa mort avait causé une douleur inconsolable.

On croyait que l'avènement du roi Jacques I^{er} (1603) amènerait un grand adoucissement de régime, et les puritains pouvaient même espérer certaine faveur. Mais le caractère personnel du nouveau monarque n'était guère de nature à inspirer grande confiance.

L'élève de Buchanan n'était pas dénué de connaissances, ni de quelque habileté en fait de rhétorique. L'austérité de la morale publique en Écosse l'avait préservé du libertinage et de la débauche; incapable de jouer le rôle d'homme d'État, il avait aspiré à la réputation « de lettré très instruit; » il y avait si bien réussi que Bacon (2), par une flatterie équivoque, le proclamait incomparable aux autres rois pour son instruction, et que Sully, qui le connaissait bien, l'appelait le plus sage fou de l'Europe. L'homme de lettres qui possède la richesse sans aptitude pour l'activité et la vertu en arrive

(1) Carte, *l'Angleterre*, III, 707.

(2) Bacon, *Œuvres*, IV, 436.

souvent à se laisser aller aux jouissances vides de la contemplation, et, s'endormant à son poste, il se complait dans des rêves agréables; c'est le doux tombeau de sa gloire. Mais le roi Jacques perdit sa réputation d'une manière bien plus ignoble. Il était monté sur le trône d'Angleterre à l'âge mûr de trente-six ans; pour la première fois de sa vie, ayant acquis l'occasion de montrer la bassesse de son caractère, il profita de sa liberté pour s'abandonner complaisamment à la paresse et à la gourmandise. L'ambassadeur français le méprisait à cause de la frivolité de ses amusements (1); Jacques tolérait le libertinage grossier autour de lui, et les mœurs de son palais devinrent si dissolues que les femmes même de sa cour chancelaient devant lui dans un état d'ivresse dégoûtant (2).

La vie de Jacques, comme monarque, fut pleine de petitesse; la beauté physique devint un titre pour être ministre d'État. Jacques sacrifia les intérêts de l'Angleterre pour faire épouser à son fils la fille d'un roi puissant. Ses passions étaient aussi faibles que sa volonté; son insigne vanité exigeait une flatterie continuelle et ne se déliait jamais des plus fortes hyperboles. Il se vantait d'avoir gouverné l'Angleterre, même sous le règne d'Élisabeth, par son influence; il interdit au peuple, dans un édit, de s'occuper des affaires de l'État (3); il ne répondait aux plaintes des communes qu'en leur répétant avec insistance qu'il était et qu'il continuerait à se montrer le père de son peuple (4).

La dissimulation est le défaut de ceux qui manquent également d'un jugement sain et de courage. Le roi Jacques était faux à cause de sa faiblesse de caractère; parfois même il

(1) Lingard, *l'Angleterre*, IX, 107.

(2) Harrington, *Nugæ Antiquæ*, I, 348-350.

(3) Rapin, *l'Angleterre*, II, 202; Sully, *Mémoires*, liv. XV.

(4) Cobbett, *Hist. parl.*, v. I, p. 1504.

se faisait un mérite de sa duplicité, comme si la ruse et la fourberie eussent été dignes d'un roi ; pourtant il était un menteur maladroit plutôt qu'un habile dissimulateur (1). Il savait prendre Dieu à témoin de sa sincérité, devant le parlement, lorsqu'il était déjà décidé à offenser la vérité. Sa lâcheté était telle qu'il feignait le plus profond attachement pour Carr, dont il avait secrètement ordonné la mort. Il avait peur de sa femme ; il se laissait gouverner par ceux qui lui en imposaient, et il était facilement intimidé par l'insolence vulgaire de Buckingham (2). En Écosse, il déclara solennellement son attachement à la discipline et aux doctrines puritaines (3) ; mais c'était par crainte d'une résistance ouverte. Cet homme pusillanime consent à tout par lâcheté, mais il recouvre bientôt sa hardiesse avec l'assurance de l'impunité.

La démonologie était l'étude favorite du roi Jacques ; il prouvait avec érudition la réalité de la sorcellerie, dont, à sa sollicitation, on fit, par un statut, un crime capital. Il savait expliquer « pourquoi le diable opérait plutôt avec les vieilles femmes qu'avec les autres ; » à peine une année de son règne s'écoula-t-elle sans que quelque misérable vieille femme ne pérît sur le gibet, et cela pour satisfaire la vanité et confirmer la dialectique du royal auteur.

Le roi Jacques était sincèrement attaché au protestantisme (4). Il se glorifiait de ses connaissances en théologie et prétendait à l'admiration de l'Europe pour la subtilité qu'il déployait dans les controverses. Il mit en œuvre toute l'influence de la diplomatie anglaise pour prouver l'opportu-

(1) Hallam, *l'Angleterre*, I, 404.

(2) Clarendon, *Rébellion*, I, 16 ; Hume, ch. XLIX.

(3) Calderwood, *l'Église d'Écosse*, 286.

(4) Bentivoglio, *Relazione di Fiandra*, partie II, ch. III ; Op. Storiche, I, 206, 207.

nité de brûler un professeur arménien de Hollande (1), tandis qu'en même temps il écrivait un médiocre traité pour réfuter les erreurs de cet hérétique. Il se livrait à sa vanité en entamant une discussion publique, et puis, quand il était à bout d'arguments, il se procurait la satisfaction de faire brûler son adversaire sur le bûcher (2). Dès sa jeunesse son esprit s'était profondément imbu des doctrines du calvinisme; mais il préférait le pouvoir absolu aux opinions de Knox, et, comme les Arméniens en Angleterre soutenaient la royauté, le roi Jacques devint arménien. Il conserva toujours son amour pour la flatterie et la tranquillité; mais jamais il n'eut de principes de conduite et de croyance bien arrêtés.

Tel était le souverain de l'Angleterre, à une époque où les limites de l'autorité royale n'avaient pas encore été clairement établies. Tel était l'homme à la décision duquel les puritains devaient soumettre l'examen de leurs griefs. Jacques serait-il fidèle aux principes dans lesquels il avait été élevé? Il avait appelé l'église d'Écosse « l'église la plus sincère du monde, » il avait blâmé le service anglican comme n'étant « qu'une messe mal dite (3). » Témoignerait-il aux puritains la faveur qu'il leur avait promise?

Il ne manquait pas d'hommes d'État, auxquels une philosophie plus profonde inspirait une généreuse tolérance. Lord Bacon, dans l'esprit vigoureux duquel Burleigh avait semé en sillons profonds les vérités de la sagesse politique, était attaché au culte établi et conseillait cependant de faire des concessions (4); il comparait l'église à l'œil de l'Angleterre,

(1) Winwood, *Mémorial*, III, 290, 293, 295, 298, 316, 339, 357, et ailleurs; Rapin, *l'Angleterre*, II, 179, 180.

(2) Lingard, *l'Angleterre*, IX, 217, 218; Prince, 127.

(3) Calderwood, 286, année 1590.

(4) Bacon, *Œuvres*, II, 541; Hume, dans *l'Appendice à Jacques I^{er}*, et Grahame, I, 253, accusent Bacon d'intolérance, très injustement, à mon avis.

dans lequel pourtant pouvait se trouver quelque tache. Les divisions religieuses lui semblaient un mal moindre que les mesures violentes qu'on pourrait employer pour les prévenir. La blessure n'est pas dangereuse, disait-il, à moins que nous ne l'envenimions par nos remèdes. — Les torts des puritains peuvent difficilement être dissimulés ou excusés. — Le silence des ministres, quand il s'agit de faire observer les cérémonies du culte, est, dans ce moment où les bons prédicateurs sont si rares, un châtement qui retombe sur la peuple. — Les évêques devraient tenir un œil ouvert, pour observer le bien que font ces hommes. Baron dit de lui-même, qu'il a toujours donné des conseils de modération, en matière de religion (1). Il ne craignait pas le libre examen, car il regardait la controverse comme « le vent qui sépare la vérité de l'erreur. »

Mais quelle relation pouvait-il exister entre une telle philosophie et l'égoïste arrogance du roi Jacques. Les vues tolérantes de Bacon furent méconnues de son temps; comme L'Hopital et Grotius, il répandit les semences de la vérité, qui ne devaient mûrir que pour les générations postérieures. L'épiscopat Anglican avait craint, à l'avènement du nouveau monarque, de voir approcher « un brouillard écossais; » mais cette appréhension fut bientôt dissipée (2). Jacques avait à peine passé les frontières de l'Écosse, qu'il identifiait déjà les intérêts de l'église anglicane avec ceux de sa prérogative. Il avait souvent à la bouche cette maxime : « Pas d'évêque, pas de roi. » Whitgift comprenait bien que le parti puritain était déjà trop nombreux pour pouvoir être détruit; « je n'ai pas en grande tranquillité d'esprit, disait

(1) Bacon, *Des controverses de l'Église. De la pacification de l'Église*, publié pour la première fois en 1604. *Apophthegmes. Œuvres*, II, 516, 541, 517, 462.

(2) Neal, *les Puritains*, II, 30.

l'archevêque désappointé ; les vipères sont en trop grand nombre. » Mais Jacques ne connaissait pas aussi bien toute la force des puritains. Pendant qu'il était en marche pour Londres, plus de sept cents d'entre eux lui présentèrent la « pétition millénaire, » dans laquelle on le priait de redresser les abus ecclésiastiques (1). Jacques n'eut jamais l'intention de favoriser les puritains ; mais, conservant quelques égards pour le parti auquel il avait appartenu, et désirant en outre déployer ses talents pour les débats théologiques, il se décida à convoquer une conférence à Hampton Court.

Cette conférence (1604) fut remarquable par l'appui vigoureux que le roi y prêta à l'église anglicane. Refusant de discuter la question des pouvoirs de l'église sur des matières indifférentes, il substitua son autorité au raisonnement, et exigea l'obéissance quand il ne put pas faire naître la conviction. « Je ne veux pas de cette liberté par rapport aux cérémonies ; je ne veux qu'une doctrine, qu'une discipline, qu'une religion pour le fond comme pour la forme. Ne discutez plus sur le point de savoir jusqu'où vous êtes tenus d'obéir (2). »

Les puritains demandaient la permission de se réunir de temps en temps, et de jouir de la liberté de discussion dans ces assemblées ; mais le roi, comprenant vite que des concessions en matière de religion amèneraient une plus grande liberté politique, interrompit la lecture de la pétition : « Vous voulez le presbytérianisme d'Écosse, qui s'accorde avec la monarchie aussi bien que Dieu et le diable. Alors Jack, Tom, Will et Dick pourront se réunir, et me censurer à leur

(1) Hume, *l'Angleterre*, ch. XLV ; Neal, *les Puritains*, II, 31, 32.

(2) Barlow, *Résumé et substance de la conf. de Hampton Court*, 71. Je suis surtout ce récit, que j'ai trouvé dans la bibliothèque de la Nouvelle-Angleterre de Prince, bien qu'il soit plus favorable au roi et aux évêques que ceux-ci ne l'ont mérité. Hallam, I, 404. Voir *Nugae Antiquae*, I, 180, 181, 182, pour un récit plus défavorable à Jacques. Harrington pourtant était ami de l'Église.

gré, moi et mon conseil et toutes nos mesures. Alors, Will se leva et dira : Cela doit être ainsi, puis Dick lui répondra et dira : Non, parbleu, mais nous aurons cela ainsi ; c'est pourquoi moi, je dois de nouveau vous répéter ce que j'ai dit antérieurement et vous dire : Le roi avisera, le roi seul décidera (1). » Se tournant alors vers les évêques, il leur déclara qu'il était persuadé que l'épiscopat était le plus ferme soutien du trône. Il ajouta en parlant des puritains : « Je les forcerai bien à faire acte de conformité, ou je les chasserai de ce pays, ou je leur ferai subir quelque chose de pire (2), » « je les ferai pendre tout simplement et ce sera fini. » Ces paroles clôturèrent les débats de ce jour.

Le dernier jour de la conférence, le roi soutint la nécessité d'une adhésion écrite aux principes anglicans, et il conclut en ces termes : « Si quelqu'un se remue et refuse d'obéir, il mérite d'être pendu. » La haute commission et le recours aux serments inquisitoriaux trouvèrent également en lui un défenseur. Il argumenta en faveur de l'autorité despotique et de ses procédés (3). Les seules réformes qui résultèrent de cette conférence furent quelques changements dans le livre de prières pour tous. On fut d'accord pour fixer un délai endéans lequel tout le monde serait tenu de se conformer à l'église anglicane ; ceux qui refuseraient de se soumettre avant l'expiration de ce terme devaient être exilés (4). Le roi avait insulté les puritains par sa grossièreté vulgaire et ses plaisanteries inconvenantes (5) ; mais sa vanité complaisante n'en était pas moins satisfaite. Il avait beaucoup

(1) Barlow, 79 ; Neal, *les Puritains*, II, 43, 44 ; Lingard, IX, 30 ; Hume, ch. XLV.

(2) Barlow, 83.

(3) *Ibid.*, 90-92.

(4) *Ibid.*, 101.

(5) Neal, *les Puritains*, II, 45.

parlé latin (1) ; il avait péroré longtemps devant les membres de la noblesse de l'Écosse et de l'Angleterre, admirateurs bénévoles de son habileté dans les débats et de son érudition merveilleuse ; et il était tout fier des éloges du clergé qui n'avait pas épargné son tribut à la vanité du champion royal. « Votre majesté parle avec l'assistance spéciale de l'esprit de Dieu, » lui dit le vieux Whitgift. L'évêque Bancroft s'écria à genoux, que son cœur était transporté de joie, « parce que Dieu avait donné à l'Angleterre un roi tel qu'on n'en avait pas encore vu, depuis la venue du Christ (2). » Dans une sottise lettre, Jacques se vanta « d'avoir vigoureusement rossé les puritains (3). »

Whitgift, l'archevêque, ne survécut pas longtemps à la conférence ; c'était un homme doué d'une grande fermeté de caractère, estimé pour sa science, aimé et respecté de son parti. Il désirait vivement mourir avant la prochaine réunion du parlement, afin que les puritains y eussent la majorité ; le chagrin, dit-on (4), hâta sa mort, qui arriva six semaines après la clôture de la conférence et onze mois seulement après la mort d'Élisabeth.

Au sein du parlement, qui s'assembla bientôt, le parti opposé à l'église anglicane soutint ses libertés avec tant de ténacité et d'énergie que le roi Jacques se mit à la détester, comme menaçant la royauté même. « J'aurais préféré vivre en ermite dans une forêt, écrivit-il, plutôt que de régner sur un peuple pareil à cette bande de puritains, qui dominent la chambre basse (5). » A l'ouverture de la session, il s'était en vain tracé, comme ligne de conduite politique, d'essayer

(1) *Nugæ Antiquæ*, I, 181 ; Montague, dans Winwood, III, 13-16.

(2) Barlow, 93, 94 ; Lingard, IX, 32 ; Neal, *les Puritains*, II, 45.

(3) Strype, *Whitgift*, App. 239.

(4) Fuller, *Hist. de l'Église*, b.

(5) Hallam, I, 408-420, spécialement la lettre à la page 419, note.

de réunir l'ancienne religion et l'église anglicane, en offrant « de faire la moitié du chemin au devant des catholiques, » et en même temps il avait ajouté que « la secte des puritains ne pouvait être tolérée dans n'importe quelle république bien gouvernée (1). » Ce fut aussi inutilement, qu'à la session suivante du parlement (1605), il s'exprima d'une manière encore plus décisive et pleine de ressentiment; il déclara que les catholiques romains étaient de fidèles sujets, et d'un autre côté il exprima sa haine pour les puritains, qui méritaient d'être punis par le feu pour leurs opinions (2). La chambre des communes d'Angleterre favorisait ouvertement cette secte, qui était son alliée naturelle dans la lutte contre le despotisme.

L'esprit qui animait la réunion du clergé était bien différent. Il était tout prêt à décréter contre les puritains obstinés, l'excommunication avec toutes ses conséquences (3). Bancroft, le successeur de Whitgift, déploya une inflexible rigueur pour obtenir la conformité (4). Le roi Jacques publia (1604) un édit (5) non moins sévère; et l'on a prétendu (6), que dans la seule année 1605, trois cents ministres puritains furent réduits au silence, emprisonnés ou exilés; cette assertion est peut-être trop exagérée; cependant elle émane de personnes qui ont été à même d'apprécier les choses avec exactitude. Quoi qu'il en soit, le parti opprimé ne fut ni intimidé, ni affaibli; les hommes modérés, qui acceptaient les cérémonies extérieures du culte comme des choses indifférentes, n'étaient pas disposés à les faire

(1) Neal, *les Puritains*, II, 51, 52; Rapin, II, 165, 166.

(2) Prince, 111; Neal, II, 52.

(3) *Constitution et canons ecclésiastiq.*; Neal, II, 57-60; Prince, 107, 108.

(4) Bancroft, dans Neal, II, 67.

(5) Prince, 109. Voir les *Canons*.

(6) Calderwood, dans Neal, *N. E.*, I, 73. Comparez une note dans Neal, *les Puritains*, II, 64.

observer par d'impitoyables cruautés; ils repoussaient, non pas le surplis et le bonnet carré, mais l'obligation imposée par la force de les admettre. Le clergé néanmoins persistait toujours à se comporter sans le moindre égard pour les libertés nationales. L'importation des livres étrangers fut interdite, et les évêques exercèrent une censure sévère sur la presse. Des actes futiles furent dénoncés comme des offenses contre la religion. A une réunion postérieure (1606), les ministres anglicans désavouèrent, dans une série de canons (1), toute doctrine reconnaissant les droits du peuple, ils admirèrent la supériorité du roi sur le parlement et sur les lois et, dans leur zèle pour la monarchie, ils n'accueillirent aucune exception au devoir de l'obéissance passive. Les adversaires de l'église anglicane devinrent ainsi les seuls gardiens des libertés populaires; la ligne de démarcation des partis rivaux était clairement tracée; les deux camps ennemis étaient en présence; d'un côté, l'église établie et le monarque; de l'autre, les ministres puritains et le peuple. Une guerre d'opinion éclata; l'autorité reconnue obtint le premier succès, mais la lutte devait se transmettre aux générations suivantes. La victoire demeurerait-elle en dernier lieu aux évêques ou aux puritains? au monarque ou au peuple? Les intérêts de la liberté humaine étaient en jeu dans ce combat.

Vers la fin du règne d'Élisabeth, « la parole de Dieu avait éclairé quelques pauvres gens du peuple » du nord de l'Angleterre, qui habitaient les villes et les villages du Nottinghamshire, du Lincolnshire et les frontières du Yorkshire; ces hommes, « actuellement l'objet du mépris et des railleries de la multitude profane, voyant leurs ministres menacés de passer sous le joug de l'adhésion à la confor-

(1) L'évêque Overall, *Livre de la réunion*, note imprimée jusqu'en 1630.

mité, » furent amenés par suite des vexations croissantes, « à s'apercevoir » que non seulement « les misérables cérémonies du culte étaient des souvenirs de l'idolâtrie, » mais en outre « qu'il ne fallait pas se soumettre au pouvoir souverain des prélats. » Beaucoup d'entre eux, « dont le seigneur avait touché les cœurs d'un zèle divin pour la vérité, » se décidèrent « à secouer cette servitude antichrétienne, quoiqu'il pût leur en coûter, et de se former par un covenant, comme le peuple libre du Seigneur, en une église constituée sous le principe d'égalité de l'Évangile. Partageant la même foi que Calvin, ils rejetèrent, sans s'inquiéter des actes du parlement « les charges et les emplois, les cours et les canons » des évêques, et renonçant à l'obéissance, à toute autorité humaine, ils s'attribuèrent le droit illimité et impérissable de progresser vers la vérité, et « de marcher dans toutes les voies que le Seigneur leur avait fait connaître ou leur révélerait dans la suite. »

Cette église réformée, ayant pour pasteur John Robinson, « un homme auquel il aurait été difficile d'en comparer un autre » fut « obsédée et surveillée nuit et jour par les agents de l'épiscopat. Pendant presque un an, ses membres se réunirent chaque jour du Sabbat, tantôt dans un lieu, tantôt dans un autre et exercèrent entre eux le culte de Dieu, malgré la malice et l'activité de leurs ennemis (1607). » Mais comme les hommes doués de sentiments d'humanité se refusent toujours de faire exécuter par la force les lois dictées par la bigoterie, cette mission reste dévolue aux fanatiques ou aux brutaux. Il en résulte que d'ordinaire la sévérité apportée dans l'exécution de semblables mesures dépasse les intentions de ceux qui les ont conçues. Aussi les paisibles membres « du malheureux troupeau persécuté du Christ, » désespérant de trouver le repos en Angleterre, résolurent de chercher leur salut dans l'exil.

La Hollande, dans sa lutte contre l'Espagne, avait déployé des vertus républicaines; et dans la réforme de ses églises, elle avait adopté la discipline de Calvin. L'Angleterre avait été son alliée dans ses plus grands dangers, et il y avait eu un moment où les États avaient presque fait partie des possessions anglaises. Des garnisons anglaises occupaient encore les villes données « comme gages; » quelques-uns des régiments qui les composaient étaient amis des séparatistes et William Brewster, devenu plus tard un ancien de la nouvelle église, avait longtemps servi comme diplomate dans les Pays-Bas. Les émigrants étaient donc attirés vers la Hollande, « où ils avaient entendu que la liberté de religion était accordée à tous. »

Ils ne quittèrent pas l'Angleterre sans beaucoup de peines et de dangers. La première tentative fut prévenue; mais les magistrats mirent un frein à la cruauté des officiers subalternes après que toute la troupe eut subi un mois d'arrêt, sept seulement de ses principaux membres furent retenus en prison, un peu plus longtemps.

Au printemps suivant (1608), ils essayèrent une seconde fois de fuir. Une bruyère non fréquentée dans le Lincolnshire, près de l'embouchure de l'Humber, était l'endroit indiqué secrètement comme rendez-vous; on eût dit que c'était un crime de vouloir échapper à la persécution. Au moment même où un bateau transportait une partie des émigrants à leur vaisseau, une compagnie de cavaliers envoyés à leur poursuite survint et s'empara des femmes et des enfants sans défense, qui n'avaient pas encore pu se confier aux flots de la mer. « C'était pitié de voir ces pauvres femmes dans un si fâcheux état de détresse: d'entendre les pleurs et les cris qui s'élevaient de tous côtés. » Mais, lorsqu'on se fut saisi de leurs personnes, il parut impossible de punir et de garder en prison des femmes et des enfants,

auxquels on ne pouvait reprocher d'autre erime que celui d'avoir voulu suivre leurs époux ou leurs pères. On ne pouvait pas les renvoyer chez eux, car « ils n'avaient plus de foyer domestique ; » de sorte que finalement les magistrats furent « contents de s'en débarrasser, n'importe à quel prix, quoique, pendant ce temps, ces pauvres créatures eussent bien souffert. » Ce fut sous de tels auspices que Robinson, Brewster et leurs partisans abandonnèrent le pays de leurs pères.

Leur arrivée à Amsterdam ne fut que le commencement de leurs courses vagabondes. « Ils savaient qu'ils étaient des PÉLERINS, et ils ne s'inquiétaient pas beaucoup des choses qui leur arrivaient, mais ils élevaient les yeux vers le ciel, leur plus chère patrie, et ils retrouvaient ainsi le calme de leurs esprits. » Ils se retirèrent bientôt (1609) à Leyde, où « ils virent la pauvreté s'avancer sur eux comme un homme armé ; » mais, « attentifs à garder leur parole, laborieux et diligents dans leurs professions, » ils obtinrent « une condition convenable, ils virent se multiplier les dons et les grâces de l'esprit de Dieu et ils vécurent ensemble en paix avec amour et sainteté. » « Jamais, disaient les magistrats de la ville, nous n'avons eu la moindre plainte ou accusation contre l'un d'eux ; » et sans la crainte d'offenser le roi Jacques, on les aurait protégés ouvertement. « Beaucoup de personnes vinrent se joindre à eux, de toutes les parties de l'Angleterre, de sorte qu'ils formèrent bientôt une nombreuse congrégation. » « Tels étaient l'humble zèle et l'ardent amour de ces hommes pour Dieu et ses voies, telles étaient leur simplicité de cœur et leur affection sincère les uns pour les autres, » qu'ils semblaient se rapprocher extraordinairement du « modèle primitif des églises des premiers temps du christianisme. » Robinson publia une apologie de leur discipline, écrite avec clarté et éloquence ;

dans la controverse sur le libre arbitre, il se signala en outre comme le champion de l'orthodoxie, « il commença à devenir terrible pour les Arméniens, » et il argumenta au sein de l'université avec une si grande vigueur que, comme ses amis l'assurent ; « la vérité remporta une victoire signalée. »

Sur ces entrefaites les expéditions maritimes de découvertes s'étaient poursuivies avec une audacieuse intrépidité et avaient été couronnées par de brillants succès (1617). Le monde commercial était rempli d'admiration au sujet des voyages de Gosnold, de Smith et d'Hudson, des entreprises de Raleigh, de Delaware et de Gorges, des compilations d'Eden, de Willes et d'Hakluyt. Les calvinistes français avaient déjà tenté, quoique inutilement, de s'établir au Brésil, dans la Caroline et avec De Monts, dans l'Acadie ; d'autre part, de fortes raisons, discutées souvent d'une manière sérieuse, portaient les pèlerins à changer de séjour. Ils avaient été élevés dans les travaux de l'agriculture et ils étaient obligés, en Hollande, d'apprendre le métier d'artisan ; Brewster s'était fait imprimeur ; Bradford, qui avait reçu l'éducation d'un fermier, avait appris à teindre la soie. La langue des Hollandais ne leur était pas devenue familière ni agréable et les mœurs de ce peuple encore moins. Ils ne vivaient que comme des hommes dans l'exil. Beaucoup de leurs amis d'Angleterre refusaient de venir les rejoindre ou les quittaient en pleurant. « Leurs travaux continuels et leurs autres chagrins et tourments les exposaient à se disperser ou à succomber. » « Les enfants, qui partageaient le fardeau de leurs parents, faiblissaient sous ce poids et devenaient décrépits dès leur première jeunesse. » Ayant la conscience de leur aptitude à jouer un rôle plus actif dans le grand drame de l'humanité, ils se sentirent animés « par l'espoir et l'ardeur intime de faire connaître

l'évangile du royaume du Christ dans les régions éloignées du Nouveau Monde, lors même qu'ils ne devraient servir que de marche-pied à d'autres pour accomplir cette grande œuvre. »

« Leurs projets de départ s'étant ébruités, beaucoup de Hollandais auraient bien voulu les engager à rester chez eux et leur firent des offres considérables; mais les pèlerins étaient également attachés à leur nationalité comme Anglais et à la langue de leur race. L'amour de la patrie, amour secret mais profondément enraciné dans leurs cœurs, leur fit concevoir le généreux dessein de reconquérir la protection de l'Angleterre, en agrandissant ses possessions. Ils étaient « tourmentés » du désir de se retrouver de nouveau sous le gouvernement de leur pays natal.

Mais quelle province iraient-ils conquérir pour le roi Jacques? La brillante éloquence de Raleigh avait dépeint, sous les couleurs les plus éblouissantes, la fertilité splendide et l'inépuisable richesse de la Guyane; mais les craintes que leur inspirait le climat tropical, les prétentions mal établies de l'Angleterre sur un sol contesté et le voisinage des catholiques fanatiques leur firent jeter les yeux de préférence sur « la partie la plus septentrionale de la Virginie; » ils espéraient « pouvoir vivre par eux-mêmes en une société distincte, » sous le gouvernement général de cette province. John Carver et Robert Cushman partirent pour l'Angleterre, afin d'obtenir le consentement de la compagnie de Londres. Ils « s'aperçurent que Dieu les accompagnait; » et, « grâce à l'influence de sir Edmond Sandys, gentilhomme plein de religion qui vivait alors, » ils auraient immédiatement pu obtenir une patente, si, en leur qualité d'envoyés, ils n'eussent préféré consulter auparavant « leurs nombreux frères » de Leyde.⁹ Au mois de décembre 1617, les pèlerins envoyèrent leur requête, couverte des signatures de la

majeure partie de la congrégation. « Nous avons tous été sevrés, ajoutaient Robinson et Brewster, du délicieux lait de notre mère-patrie, et nous avons été éprouvés par les difficultés qu'on rencontre sur la terre étrangère ; notre peuple est industrieux et frugal. Nous sommes tous unis en un faisceau par le très saint covenant du Seigneur et nous nous ferions un cas de conscience de le violer ; en vertu de cette alliance, nous nous croyons étroitement engagés à dépenser tous nos soins pour le bien l'un de l'autre et pour le bien de tous. Il n'en est pas de nous comme de ces hommes que de petites choses peuvent décourager. »

Les députés des pèlerins, pleins de confiance dans la compagnie de la Virginie, demandèrent (1618) au roi de confirmer la liberté de religion par son grand sceau royal. « Qui nommera vos ministres, » leur demanda-t-on ; ils répondirent : « le pouvoir de les créer appartient à l'église ; » l'ordination n'a besoin d'aucun évêque pour s'effectuer. Cet aveu de leurs principes menaça de tout gâter. Le roi Jacques regardait ce projet d'augmenter les possessions de l'Angleterre comme « une proposition bonne et honnête ; la pêche était un commerce honorable, c'était la profession même des apôtres du Christ. » Il voulut cependant consulter les prélats de Londres et de Canterbury. Pendant le cours de ces négociations, une proclamation royale ordonna aux puritains du Lancashire de se conformer à l'église anglicane ou de quitter le royaume ; les pèlerins ne purent rien obtenir de plus quant aux déserts de l'Amérique, que la promesse vague qu'on ne ferait pas attention à eux. La communauté se contenta de cela ; on lui avait conseillé de ne pas entamer de démêlés avec les évêques. « Si plus tard, se disaient les puritains entre eux, on veut nous opprimer, lors même que nous aurions un sceau aussi grand qu'un

étage de maison, on trouverait bien des moyens suffisants pour le rendre nul et inefficace.

Les dissensions de la compagnie de Virginie apportèrent de nouveaux retards au départ des puritains. Enfin, en 1619, dans une des réunions publiques de la corporation, écrit un des pèlerins, les membres « demandèrent le but de notre voyage; et l'ayant appris, ils dirent que c'était l'œuvre de Dieu et ils accordèrent une ample patente. » Mais, cette charte ne fut jamais de la moindre utilité car elle avait été accordée sous le nom d'une personne qui n'accompagna pas l'expédition.

Restait à poursuivre une autre négociation. Les pèlerins ne possédaient pas un capital suffisant pour exécuter leurs desseins. Les marchands anglais avaient tourné leur attention sur les expéditions relatives aux pêcheries d'Amérique, d'où ils comptaient bien tirer de grandes richesses; les agents de Leyde furent donc à même de former une association entre leurs commettants et les hommes d'affaires de Londres. Les services de chaque émigrant furent évalués comme l'équivalent d'un capital de dix livres, qui devait appartenir à la compagnie; pendant sept années entières, tous les bénéfices seraient mis à part; alors toute la masse, les maisons, les terres, les jardins et les champs, seraient partagés entre les actionnaires en raison de leurs apports respectifs. Le marchand de Londres, qui risquait cent livres, devait recevoir pour son argent dix fois plus que le travailleur sans le sou pour tout son labeur. Cet arrangement menaçait d'entraver pendant sept ans la prospérité pécuniaire de la communauté; mais comme il ne compromettait aucun de leurs droits civils ou religieux, ces hommes résolus n'en furent pas effrayés.

Les Anglais de Leyde se préparèrent alors au départ (1620), pleins de confiance en Dieu et en leur courage. Les vais-

seaux qu'ils avaient équipés ne pouvaient transporter que la plus faible partie de la congrégation, c'était le *Speedwell* de soixante tonneaux et le *Mayflower* de cent quatre-vingts. Robinson fut donc obligé de rester à Leyde, tandis que Brewster, l'ancien chargé du rôle de gouverneur, qui était en même temps un prédicateur très habile, emmenait « les plus jeunes et les plus forts qui s'offriraient spontanément à le suivre. » Toutes les entreprises des pèlerins commençaient par un appel à Dieu. On célébra un jeûne solennel. « Demandons à Dieu, disaient-ils, de nous montrer une bonne voie pour nous-mêmes, pour nos enfants, et pour tous nos moyens d'existence. » Robinson, dans ses paroles d'adieu, déploya une liberté d'opinion et une indépendance de l'autorité à peine connues dans le monde à cette époque : il anticipait ainsi leur haute destinée et les sublimes doctrines de liberté qui devaient découler des principes sur lesquels étaient basés leurs dogmes religieux.

« Je vous accuse, devant Dieu et ses anges bénis, de ne pas me suivre plus loin que vous ne m'avez vu suivre moi-même le Seigneur Jésus-Christ. Le Seigneur a cependant encore bien des vérités à vous faire découvrir dans sa sainte parole. Je ne saurais assez déplorer la condition des églises réformées, qui sont arrivées à une certaine phase de la religion et qui actuellement ne veulent pas aller plus loin que ces promoteurs de leur réformation. — Luther et Calvin furent de grandes et éclatantes lumières, au temps où ils vécurent; pourtant ils n'ont point pénétré l'ensemble des desseins de Dieu. — Je vous en conjure, souvenez-vous en, — c'est un article du covenant de votre église, — vous devez être prêts à accueillir toutes les vérités, quelles qu'elles soient, qui seront portées à votre connaissance par la parole écrite de Dieu. »

« Lorsque les vaisseaux furent prêts à nous emmener,

écrivit Édouard Winslow, nos frères, qui restaient à Leyde, après avoir encore cherché solennellement le Seigneur avec nous et pour nous, nous fêtèrent, nous qui allions partir, dans la maison de notre pasteur, vaste habitation, où après avoir versé des larmes, nous nous rafraîchîmes en chantant des psaumes, en faisant retentir une joyeuse mélodie dans nos cœurs aussi bien que dans nos voix ; car la congrégation possédait beaucoup de membres, très habiles musiciens ; et vraiment ce fut la plus douce mélodie qui ait jamais frappé mes oreilles. Après cela ils nous accompagnèrent au Delft-Haven, où nous devions nous embarquer et là ils nous fêtèrent de nouveau ; après que notre pasteur eut prononcé une prière, pendant qu'on versait des torrents de larmes, ils vinrent avec nous jusqu'au navire, mais sans pouvoir parler, tant cette séparation les affligeait. De notre côté, nous montâmes à bord, et en signe d'adieu nous leur envoyâmes une salve de mousqueterie et de trois pièces de canon ; enfin, étendant nos mains les uns vers les autres et élevant nos cœurs les uns pour les autres vers le Seigneur, nous partîmes. » Un vent favorable poussa bientôt les vaisseaux à Southampton ; quinze jours après, le *Mayflower* et le *Speedwell*, contenant dans leurs flancs la première colonie de la Nouvelle Angleterre, quittèrent Southampton pour l'Amérique. Mais à peine, s'étaient-on avancés un peu dans l'Atlantique, qu'on s'aperçut que le plus petit des bâtiments avait besoin de réparations ; on relâcha donc à Dartmouth. Après y avoir perdu huit jours précieux, les émigrants levèrent de nouveau l'ancre et s'éloignèrent bientôt des côtes de l'Angleterre ; déjà ils avaient déployé leurs voiles sur l'immense océan, lorsque, le capitaine du *Speedwell* et son équipage, épouvantés des dangers de l'entreprise, déclarèrent une seconde fois que le bâtiment était trop faible pour un tel voyage. Ils retournèrent à Plymouth « et se décidèrent à y

laisser le navire et à renvoyer à Londres tous ceux qui le désiraient, quoique ce contre-temps fût bien fâcheux et bien décourageant. » Ayant ainsi vu son nombre diminué, la petite troupe, composée non seulement d'hommes résolus, mais de femmes dont quelques-unes étaient avancées dans leur grossesse, d'adolescents et d'enfants, tout un village flottant enfin, monta à bord du seul vaisseau restant, qu'on n'avait loué que pour les transporter au delà de l'Atlantique. Les passagers du *Mayflower* abordèrent dans le Nouveau Monde, le six septembre 1620, treize ans après la première colonisation de la Virginie, deux mois avant la concession de la grande charte de Plymouth, sans la moindre garantie du souverain de l'Angleterre, sans la moindre charte avantagieuse émanée d'une corporation, les passagers du *Mayflower* mirent à la voile pour un nouveau monde, où le passé ne présentait guère de favorables présages.

Si la Nouvelle Angleterre avait été colonisée immédiatement à l'époque de la découverte du continent américain, les vieilles institutions anglaises y auraient été implantées sous la puissante influence de la religion catholique-romaine, si cette colonisation s'était effectuée sous le règne d'Élisabeth, elle aurait devancé l'époque, où l'activité intellectuelle du peuple en matière religieuse, avait produit une activité intellectuelle correspondante en matière politique. Les pèlerins, eux, étaient Anglais, protestants, exilés pour leur religion, éprouvés par le malheur, instruits par les observations étendues que les circonstances leur avaient permis de faire ; ils étaient égaux en rang et en droits et ne se sentaient liés par nulle autre loi que celle de la religion ou de la volonté publique.

La côte orientale des États-Unis abonde en ports magnifiques et commodes, en baies et en fleuves superbes. La première colonie de la Virginie, en naviguant le long des côtes

de la Caroline du Nord, avait été poussée par un vent favorable, dans la splendide baie de Chesapeake ; mais les pèlerins, qui avaient choisi pour leur établissement le pays situé près de l'Hudson, la meilleure position de toute la côte, se dirigèrent vers la partie la plus stérile et la plus inhospitalière du Massachusetts. Après une traversée longue et orageuse de soixante-trois jours, pendant laquelle ils avaient perdu un des leurs, ils aperçurent la terre ; deux jours plus tard, ils jetèrent heureusement l'ancre dans la rade du cap Cod.

Avant de débarquer, ils délibérèrent sur la manière dont ils constitueraient leur gouvernement ; comme on avait remarqué que quelques uns « n'étaient pas bien disposés pour l'union et la concorde, » ils se formèrent en un corps politique au moyen d'un pacte volontaire et solennel :

« Au nom de Dieu, amen ; nous soussignés, sujets loyaux de notre vénéré souverain, le roi Jacques, ayant entrepris, pour la gloire de Dieu, le progrès de la foi chrétienne et l'honneur de notre roi et de notre patrie, un voyage, afin de fonder la première colonie dans la région septentrionale de la Virginie, nous formons solennellement et mutuellement, par ces présentes, en présence de Dieu et les uns des autres, un covenant et nous nous associons ensemble en un corps politique et civil, pour notre meilleure organisation et conservation possible et pour la poursuite des fins susmentionnées ; et en vertu de cet acte nous décrèterons, établirons et formerons, de temps à autre, telles lois, ordonnances, actes, constitutions et emplois, justes et équitables, qu'on jugera le plus convenables pour le bien général de la colonie. Nous promettons toute la soumission et obéissance légitime à ces dispositions. »

Cet acte fut signé par tous les émigrants mâles au nombre de quarante et un qui, avec leurs familles, formaient la

colonie de cent personnes, « la démocratie véritable, » arrivée dans la Nouvelle Angleterre. Telle fut l'origine de la liberté constitutionnelle populaire. Le moyen âge avait été accoutumé aux chartes et aux constitutions; mais celles-ci avaient été tout simplement des pactes d'immunités, des affranchissements partiels, des patentes de noblesse, des concessions de privilèges municipaux ou des restrictions au pouvoir du souverain en faveur des institutions féodales. Dans la cabine du *Mayflower* l'humanité recouvra ses droits, et établit un gouvernement basé « sur des lois équitables » en vue « du bien général. » John Carver fut immédiatement élu gouverneur pour un an à l'unanimité.

Les hommes qui émigrent, même dans des contrées bien habitées, désirent que leur déplacement puisse ne pas s'effectuer en hiver. Épuisés au contraire par un voyage rude et fatigant, mal pourvus de vivres, les Anglais fugitifs se trouvaient au commencement de l'hiver sur une côte froide et nue, sous un climat rigoureux, ayant d'un côté l'Océan et de l'autre le désert. Personne ne les attendait pour leur souhaiter la bienvenue ou leur témoigner quelque bienveillance. L'établissement français le plus rapproché était Port-Royal; il était situé à cinq cents milles de la colonie anglaise de la Virginie. Quand ils voulurent débarquer ils trouvèrent l'eau si basse qu'ils furent obligés de la passer à gué; l'opération de gagner la terre, par une température glaciale, répandit les germes de maladies de consomption et de rhumes inflammatoires. Le fléau des maladies mortelles, voilà le bon accueil que leur fit cette côte inhospitalière.

La saison avancée annonçait déjà l'approche de l'hiver, et il restait encore à choisir l'emplacement de la colonie. La chaloupe était démontée, et l'on s'aperçut qu'elle avait besoin de réparations, ce qui était un véritable malheur. Le charpentier travaillait lentement; il fallut donc attendre seize ou

dix-sept longs jours avant qu'elle ne fût remise en état de servir. Mais Standish, Bradford et d'autres, impatientes de ce délai, se décidèrent à explorer le pays par terre. « A cause du danger, » cette entreprise « fut plutôt tolérée qu'approuvée. » Les aventuriers endurèrent de grandes souffrances ; mais que pouvaient-ils découvrir à Truro et sur les bords de la petite baie de Paomet ? La première expédition dans la chaloupe ne fut pas plus heureuse : « plusieurs de ceux qui moururent pendant cet hiver avaient puisé les germes de la mort » dans cette entreprise ; « car il neigeait et il faisait du vent jour et nuit, et en même temps il gelait. » Les hommes qui furent déposés sur la rive « se fatiguèrent à marcher çà et là en gravissant des collines escarpées et en franchissant de profondes vallées qui étaient recouvertes d'un demi pied de neige. » On découvrit un tas de maïs ; plus loin, en continuant les recherches, on arriva à un lieu de sépulture des Indiens ; mais on ne trouva « plus de blé, on ne trouva rien d'autre que des tombes. »

La chaloupe finalement fut mise en mer une seconde fois. Carver, Bradford, Winslow, Standish et d'autres, plus huit ou dix matelots la montaient. Le froid était rigoureux ; l'écume de la mer gelait, en tombant sur eux, et transformait leurs vêtements en des espèces de cottes de fer. Ils atteignirent ce jour-là Billingsgate-Point au fond de la baie du cap Cod, sur la côte occidentale du port de Wellfleet. Le lendemain matin la troupe se divisa ; ceux qui descendirent sur le rivage trouvèrent un cimetière, des tombes et quatre ou cinq wigwams déserts, mais pas d'habitants ni de lieu favorable à un établissement. La troupe tout entière se retrouva près de la mer l'avant la nuit et réunie, campa près de Namsket ou Great-Meadow-Creek.

Le lendemain ils se levèrent à cinq heures ; ils avaient à peine achevé leurs prières du matin qu'un cri de guerre et

une nuée de flèches leur annoncèrent une attaque des Indiens. Ceux-ci appartenaient à la tribu des Nausites, qui connaissait les Anglais comme des voleurs d'hommes. Cependant cette rencontre n'eut pas de résultat. L'équipage de la chaloupe rendit grâce à Dieu et éloigna l'embarcation de cet endroit à une distance de quinze lieues, en longeant la côte; mais on ne put découvrir aucun port convenable. Le pilote, qui avait déjà visité ces parages antérieurement, assura qu'on en découvrirait un bon qu'on pourrait atteindre avant la nuit; ils se laissent donc conduire. Après une navigation de quelques heures s'élève un tourbillon de pluie et de neige; la mer se gonfle; le gouvernail se brise et l'on est forcé de diriger le bateau avec des rames. La tempête redouble de fureur; la nuit s'approche; pour atteindre le port avant l'obscurité on met dehors autant de voiles que possible; le mât se brise en trois pièces; la voile tombe par dessus le bord; heureusement la marée est favorable. Le pilote épouvanté aurait conduit la chaloupe vers un endroit du rivage hérissé d'écueils; « changeons de direction, crie un des marins, ou nous sommes perdus. » Immédiatement on effectue la manœuvre, on franchit le ressac, on entre dans une belle passe et on s'abrite contre le vent derrière une petite élévation de terrain. Il fait obscur; la pluie bat avec fureur; les hommes de l'équipage sont si mouillés, si transis de froid, si faibles, qu'ils ne songent plus au danger d'être surpris par les sauvages, et qu'après beaucoup de difficultés ils allument un feu sur la côte.

Le matin, lorsque le jour parut, on put reconnaître que l'endroit où l'on était arrivé constituait une petite île située à l'entrée d'un port; on employa cette journée à se reposer et à faire les préparatifs nécessaires. Le temps était précieux, car la saison s'avancait et les explorateurs avaient laissé leurs compagnons dans l'attente. Le jour suivant était

« le sabbat des Chrétiens. » Rien ne peint mieux le caractère des pèlerins que la manière dont ils célébrèrent ce jour, bien que tant de considérations les engageassent à se dépêcher.

Le lundi, 11 décembre, vieux style, la troupe exploratrice de nos ancêtres aborda à Plymouth ; la postérité reconnaissante a signalé à l'attention publique le rocher qui reçut le premier l'empreinte de leurs pas. A mesure que le temps s'écoule, nous voyons se dérouler les conséquences de l'événement qui marqua le jour mémorable. Cet fut à l'origine de la Nouvelle Angleterre ; ce fut là l'établissement des institutions de ce pays. Quelques historiens curieux se sont plu à suivre tous les vestiges des pèlerins ; les poètes à l'âme la plus pure ont rappelé leurs vertus ; le génie le plus sublime s'est donné pour mission de faire ressortir dignement leurs services et de retracer les conséquences de leur audacieuse entreprise.

Lorsqu'on eut bien examiné ce lieu, il parut convenable pour y fonder un établissement ; quelques jours après, le *Mayflower* reposait à l'ancre et en sûreté dans la rade. On donna à cette colonie, la plus ancienne de la Nouvelle Angleterre, le nom de Plymouth, en mémoire de l'hospitalité qu'avaient reçue les émigrants dans le dernier port anglais d'où ils avaient fait voile pour l'Amérique. Le système du gouvernement civil s'était établi du consentement de tous ; le caractère de l'Eglise avait été réglé depuis bien des années par un covenant sacré. Lorsque les pèlerins débarquèrent, leurs institutions étaient déjà complètes. La liberté démocratique et l'indépendance du culte chrétien existaient donc de prime abord en Amérique.

Quelques jours plus tard on se mit à bâtir (1621) ; c'était une tâche pénible pour des hommes dont la moitié succombait sous la consommation et les maladies pulmonaires. Afin

de se hâter davantage, il fut convenu que chaque individu bâtirait sa propre maison; mais la gelée et le mauvais temps étaient de grands obstacles; à peine pouvait-on travailler la moitié de la semaine; les habitations s'élevèrent comme elles purent, dans les courts intervalles pendant lesquels le soleil brillait, au milieu des giboulées et de tempêtes de neige.

Le 3 mars, le vent du Sud amena de la chaleur et le beau temps. « Les oiseaux firent entendre leurs chants mélodieux dans les bois. » Mais la mortalité ne s'arrêta que lorsque le printemps fut déjà assez avancé. On remarqua plus tard, avec une humble gratitude, qu'un très grand nombre des survivants, parvinrent à une extrême vieillesse. Non seulement on avait été privé des commodités de la vie, mais même d'un abri; à peine les vivants avaient-ils été en état d'enterrer les morts; les gens bien portants n'avaient pu suffire à soigner les malades. A l'époque de la plus grande détresse il n'y eut que sept personnes en état de prêter assistance. Le bienfaisant Carver avait été nommé gouverneur; dès le premier débarquement il avait perdu un fils; peu après le départ du *Mayflower* pour l'Angleterre, il succomba à une courte maladie; et sa femme, le cœur brisé, le suivit au tombeau. William Bradford, l'historien de la colonie, fut bientôt choisi pour lui succéder. Les tombes du premier gouverneur et de la moitié de la troupe servirent ainsi à conserver le souvenir de ces temps de malheurs.

Mais la maladie cessa de sévir, on n'en eut pas moins à endurer les rigueurs de la privation et du besoin. Une nouvelle troupe d'émigrants qui arriva en automne (1621-1622), sans s'être pourvue de provisions contraignit toute la colonie à vivre pendant six mois successifs de la moitié d'une ration seulement. « J'ai vu, dit Winslow, des hommes que le

défaut de nourriture avait rendus si faibles, qu'ils pouvaient à peine se soutenir. » Des pêcheurs des côtes, pleins de charité, les empêchèrent un jour de mourir de faim; mais, d'autres fois, les vaisseaux leur faisaient subir des exactions accablantes en leur vendant des vivres aux prix les plus exorbitants. Cet état de misère dura longtemps. Dans la troisième année même de leur établissement, il leur arriva d'avoir épuisé si complètement leurs vivres, « qu'ils ne savaient pas le soir s'ils auraient à manger quelque chose le lendemain matin. » La tradition rapporte qu'un jour (1623), les colons furent réduits à une pinte de blé, qui, partagée et distribuée entre eux, ne procura à chacun que cinq grains pour sa part; mais, ce récit est lui-même au dessous de la réalité, car ils furent pendant trois ou quatre mois tout à fait sans le moindre blé. Lorsque quelques-uns de leurs anciens amis venaient les rejoindre, le meilleur plat que l'hospitalité de la colonie tout entière pût leur offrir, c'était une écrevisse de mer ou un morceau de poisson, sans pain ni rien d'autre qu'un verre d'eau de source bien claire. Les bêtes à cornes ne furent introduites que la quatrième année de l'arrivée de la colonie; et pourtant, pendant toute cette époque de souffrances et d'abnégation, les pèlerins restèrent inébranlables dans leur confiance consolante en la bonté de la Providence divine.

Le système de communauté de la propriété avait occasionné de graves mécontentements; l'influence de la loi n'était pas aussi efficace que l'impulsion uniforme de l'intérêt personnel pour produire de la régularité dans le travail; la menace même de « priver de nourriture » les paresseux ne pouvait changer leur caractère. Après la moisson de 1623, il n'y eut plus de disette générale; au printemps de cette année, il avait été convenu que chaque famille commencerait pour son propre compte, et on leur avait assigné

proportionnellement au nombre de leurs membres, des parcelles de terre afin de les cultiver, mais non avec faculté de les transmettre en héritage. Cet arrangement donna satisfaction au travail et excita une activité universelle et les femmes mêmes et les enfants allèrent alors travailler aux champs. » Le printemps suivant, chaque personne reçut un petit terrain en fief perpétuel. La nécessité des circonstances et l'intérêt général exigeaient une légère infraction à la convention rigoureuse conclue avec les marchands anglais. Avant même qu'on n'eût récolté beaucoup de moissons, le blé se multiplia à tel point qu'il commença à devenir l'objet d'un commerce lucratif, et les Indiens préférant la chasse au labourage, abandonnèrent la culture et reconnurent aux colons pour faire leurs provisions. Les relations des naturels et de la colonie de Plymouth prirent bientôt le caractère d'un échange des produits des manufactures européennes contre des peaux de castor ou d'autres fourrures, était presque la seule entreprise qui promit de rapporter d'importants bénéfices.

Le lieu où la Providence avait conduit les planteurs, avait été totalement rendu désert, quelques années auparavant, par une maladie épidémique, qui avait également sévi sur les tribus du voisinage et dépeuplé presque toute la côte maritime de la Nouvelle Angleterre. Là où les pèlerins avaient abordé (1620), il restait bien des traces d'une population antérieure, mais pas un seul habitant. La fumée de quelques feux éloignés était le seul indice de la proximité des indigènes. Miles Standish, « le meilleur linguiste, » aussi bien que le meilleur soldat des puritains, s'étant mis (1621) à la tête d'une petite troupe pour explorer le pays, découvrit bien quelques wigwams, mais pas un habitant. Cependant on remarqua bientôt une bande d'Indiens venant de plus loin et errant aux environs de la plantation ; mais ils disparaissaient

dès qu'on les poursuivait. La colonie reçut donc une organisation militaire, et on nomma commandant en chef Standish, qui était un homme du plus grand courage, et l'ami dévoué de l'Église, à laquelle pourtant il ne s'unit jamais. Mais le danger n'était pas imminent.

Un jour un Indien, nommé Samoset qui avait appris un peu d'anglais des pêcheurs de Penobscot, pénétra hardiment dans la nouvelle ville et arrivant au rendez-vous habituel des habitants, s'écria en anglais. « Soyez les bien-venus, Anglais. » Il appartenait à la tribu des Wampanoags, qui devait devenir célèbre dans l'histoire de la Nouvelle Angleterre. Au nom de sa nation, il invita les étrangers à prendre possession du sol, sur lequel ne se trouvait plus un seul survivant des occupants primitifs qui pût élever des prétentions. On entama une petite négociation, dans laquelle un Indien, qui avait été jadis enlevé par Hunt, avait appris l'anglais en Angleterre et était revenu dans son pays natal, lors d'une expédition antérieure, servit d'interprète. Après cela, Massasoit lui-même, le Sachem de la tribu, qui occupait le pays au nord de la baie de Narragansett, entre les fleuves de Providence et de Taunton, vint visiter les pèlerins, dont le nombre ne s'élevait plus alors qu'à cinquante, en y comprenant leurs femmes et leurs enfants. Le chef d'une race encore si nouvelle pour les pèlerins, fut accueilli avec tout le cérémonial que permettait la situation de la colonie. Un traité d'amitié se conclut bientôt en termes clairs et concis. Les deux parties promirent de s'abstenir d'offenses mutuelles et de livrer les contrevenants; les colons devaient être secourus, si on les attaquait et aider à leur tour Massasoit, si ce dernier était injustement attaqué. Le traité s'étendait aux alliés du Sachem; c'est le document diplomatique le plus ancien qu'on ait conservé dans les archives de la Nouvelle Angleterre; il fut conclu en un jour et comme il reposait sur l'intérêt réciproque des

contractants, il fut observé inviolablement pendant plus d'un demi-siècle. Massasoit désirait l'alliance, parce que les puissants Narragansetts étaient ses ennemis; sa tribu, en outre, s'était accoutumée à quelques-unes des habitudes confortables des Anglais et était disposée à trafiquer avec eux; de leur côté, les émigrants se procuraient ainsi la paix, la sécurité et l'occasion d'un commerce lucratif.

La petite colonie envoya à son nouvel allié une ambassade, qui, loin d'être entourée de la pompe de nos missions actuelles, dut traverser les forêts à pied et fut reçue non par une cour magnifique, mais par de pauvres sauvages, dont elle put partager les privations. On confirma le traité d'amitié et on prépara la voie au commerce des pelleteries. Partout où les envoyés passèrent, ils rencontrèrent des traces visibles de dévastation que l'épidémie avait laissées derrière elle et ils purent rendre compte de la pauvreté et de la faiblesse extrêmes des naturels.

L'ascendant des Anglais sur les aborigènes prit rapidement de l'extension. Un Sachem qui menaçait leur sûreté, fut obligé lui-même d'implorer leur merci; et neuf chefs signèrent un acte de soumission au roi Jacques. La baie de Massachusetts et le port de Boston furent explorés sans crainte. Canonicus, le Sachem irrésolu de la tribu des Narragansetts, dont le territoire avait échappé aux ravages de l'épidémie, avait d'abord désiré conclure un traité de paix (1622); mais ensuite il envoya, en signe d'hostilité un paquet de flèches enveloppées dans la peau d'un serpent à sonnettes. Cependant, lorsque Bradford lui eut renvoyé cette peau remplie de poudre et de plomb son courage faiblit, et il voulut se concilier l'amitié d'une race d'hommes qui disposait d'armes de guerre si terribles. La première expédition hostile, qui fit verser le sang indien fut causée par une querelle, dans laquelle une autre colonie engagea les habitants de Plymouth.

Qui oserait assigner des bornes aux efforts de l'avidité? Les planteurs de New Plymouth avaient désiré saisir l'occasion de tirer profit du commerce des fourrures (1623). Weston, un des aventuriers de Londres qui avait le plus contribué à la formation de la colonie de Plymouth, voulut alors accaparer les bénéfices qu'il regardait déjà comme certains. Il obtint facilement une concession de terres près de Weymouth, la première colonie établie dans la rade de Boston (1622); une troupe de soixante hommes y fut envoyée. Sans ressources à leur arrivée, ils ne s'embarrassèrent pas de tirer parti pendant la plus grande partie de l'été de l'infatigable hospitalité des habitants de Plymouth. Parvenus à leur destination, ils furent bientôt réduits à la misère par leur manque d'économie; leur injustice vis-à-vis des Indiens provoqua les hostilités; un complot se forma pour la destruction complète des Anglais (1623). Mais le reconnaissant Massasoit révéla ce projet à ses alliés et les planteurs de Weymouth durent leur salut à la sagesse des anciens colons et à la bravoure intrépide de Standish; ce fut « son plus grand exploit. » Quelques-uns des sauvés de Weymouth se retirèrent à Plymouth, les autres retournèrent en Angleterre. Une seule année avait suffi pour voir le commencement et la fin de l'établissement de Weymouth. « Sans contredit les meilleures œuvres, celles qui ont été le plus avantageuses pour le public, ont été réalisées par des hommes non mariés et sans enfants; » telle est l'observation que lord Bacon, qui lui-même n'avait pas d'enfants, fait avec assez de complaisance pour son amour-propre. Les colons de Weston, après s'être vantés d'avoir une force bien supérieure à ceux de Plymouth affaiblis, disaient-ils, par la présence des femmes et des enfants, durent leur salut à ces mêmes colons qui avaient pourtant beaucoup de femmes, d'adolescents et de faibles enfants avec eux.

Le danger d'hostilités de la part des Indiens fut bientôt écarté ; mais l'association avec des marchands anglais produisit de plus grands inconvénients, Robinson et les membres restants de son église, demeurés à Leyde, souffraient du retard apporté à leurs espérances et désiraient vivement rejoindre leurs frères en Amérique. Les capitalistes anglais refusaient de se charger des frais de leur passage, ils essayèrent, mais avec peu de succès, d'imposer aux colons un prêtre moins opposé à l'église établie (1624-1626) ; ils outrageaient ainsi à la fois les affections et les scrupules religieux de ceux qu'ils s'étaient engagés à protéger. Des divisions éclatèrent ; les associés d'Angleterre, froissés de l'opposition qu'ils rencontraient et découragés par le peu de revenus qu'ils tiraient de leurs capitaux placés, abandonnèrent les intérêts de leurs associés d'Amérique. Ils envoyèrent même un vaisseau pour faire concurrence au commerce des habitants de Plymouth ; des approvisionnements expédiés pour venir en aide à ces derniers, leur furent vendus avec une augmentation de soixante-dix pour cent. L'usure, ce fléau qui pèse toujours si lourdement sur les nouveaux établissements, ne les épargna pas ; car, étant laissés sans assistance par les associés d'Angleterre, ils furent obligés d'emprunter de l'argent à cinquante pour cent et à trente pour cent d'intérêt. Enfin, les émigrants réussirent à racheter tous les droits des capitalistes anglais, la propriété commune fut partagée avec équité et l'agriculture se constitua immédiatement et complètement sur la base de la propriété privée. Moyennant le monopole du commerce pendant six ans, huit des colons les plus entreprenants assumèrent sur eux toutes les obligations de l'établissement ; les cultivateurs du sol devinrent ainsi de véritables francs tenanciers et ils n'eurent plus à s'inquiéter ni des dettes antérieures, ni du payement de la rente.

Les colons de Plymouth avaient pratiqué le *self-government* sans la sanction d'une patente royale. Pourtant leurs droits à la possession de leurs terres étaient valides conformément aux principes de la loi anglaise aussi bien qu'à ceux de la justice naturelle. Ils avaient reçu un accueil bienveillant des indigènes, et le conseil de Plymouth, grâce à la médiation de sir Ferdinand Gorges (1), accorda immédiatement une patente à John Pierce en leur faveur (1624). Mais ce fidéicommissaire, désireux de devenir lord propriétaire et de traiter ses commettants comme des tenanciers, obtint une nouvelle charte (1623), qui eût soulevé bien des difficultés, si ces malheurs ne l'eussent contraint à céder ses droits à la compagnie.

Lorsque le commerce s'étendit jusqu'au Kennebec, on se procura facilement des lettres-patentes pour le Territoire adjacent (1628). La même année, Allerton fut de nouveau envoyé à Londres pour négocier l'extension des deux concessions ; il réussit auprès du conseil de Plymouth, qui lui octroya tout ce qu'il demandait (1630). Mais il fut impossible d'obtenir une charte du roi : de sorte que, suivant les principes admis en Angleterre, les planteurs, quoique propriétaires incontestables du sol, n'avaient pas le droit d'exercer une juridiction séparée. Les institutions de la colonie ne trouvèrent donc une garantie de stabilité que dans les vertus des colons eux-mêmes. Ils n'hésitaient jamais à punir les petits méfaits ; mais ils n'appliquaient qu'avec certains scrupules la peine capitale. Leurs doutes une fois dissipés, ils exercèrent la même autorité que les gouvernements pourvus de chartes. La mort devint, en vertu de lois subséquentes, le châtiment de plusieurs crimes, mais on ne l'infligea jamais que pour le meurtre. Les vols avec effraction et le brigand-

(1) Gorges, *Description*, 24 ; *Brève narration*, ch. XXII.

dage sur les grands chemins étaient des crimes inconnus dans leurs tribunaux, et que l'on redoutait trop peu pour en faire l'objet d'une législation sévère.

La population ne s'accroissait que très lentement. Les terres du voisinage n'étaient pas fertiles; aussi, au bout de dix ans, l'établissement colonial ne renfermait pas plus de trois cents personnes. Mais, quelque petit que fût ce nombre, ils étaient si bien ancrés sur ce sol qu'aucune tempête n'eût pu les en arracher, lors même que d'autres colonies ne les eussent pas suivies dans la Nouvelle Angleterre. A peine s'étaient-ils établis en Amérique que leur entreprise avait déjà commencé à prendre une grande importance; avant que le Massachusetts fût fondé, ils avaient acquis des droits sur le cap Ann aussi bien qu'un domaine étendu sur le Kennebec; ils possédèrent les premiers un établissement anglais sur les bords du Connecticut. L'excellent Robinson mourut à Leyde (1625), avant que la faction des associés d'Angleterre n'eût voulu permettre son départ pour Plymouth; son cœur était en Amérique, où sa mémoire ne périra jamais. Le reste de son peuple émigra, en emmenant sa femme et ses enfants, aussitôt qu'on pût se procurer les ressources pécuniaires pour couvrir les frais du voyage. « Le but avoué de la grande entreprise des premiers arrivants dans ces déserts éloignés était de jouir de la liberté religieuse, et ils ne désiraient d'autre renfort que celui des amis de leur communion. » Cependant leur résidence en Hollande les avait familiarisés avec les diverses formes du christianisme; une ample expérience les avait affranchis du fanatisme; jamais ils ne se livrèrent aux excès de la persécution religieuse, quoiqu'ils autorisassent parfois un châtiment disproportionné au crime.

L'organisation du gouvernement civil de la vieille colonie était de la plus grande simplicité. Le suffrage universel désignait le gouverneur, dont le pouvoir, toujours subordonné

à la volonté générale, était en outre, suivant le désir de Bradford (1624), restreint par un conseil spécial de cinq et plus tard de sept assistants. Le gouverneur avait un double vote au conseil. Pendant plus de dix-huit ans (1633), « tous les membres mâles du corps social » formèrent la législature; l'État était administré, comme nos villes, en une véritable démocratie, et l'on convoquait fréquemment le peuple pour décider des questions exécutives aussi bien que des questions judiciaires. A la fin, l'accroissement de la population et sa dissémination sur un plus vaste territoire amenèrent l'introduction du système représentatif (1639); chaque ville envoya alors son député à l'assemblée générale. Nous retrouverons plus tard cette colonie formant un des membres distincts de la première confédération américaine; mais c'est surtout comme guides et pionniers que les pères de la vieille colonie méritent la reconnaissance.

A travers des scènes de tristesse et de misère, les pèlerins tracèrent la route vers un asile pour ceux qui voudraient se rendre au désert, afin de conserver la pureté de la religion ou la liberté de conscience. Accoutumés, « dans leur pays natal, à rien de plus que la vie simple de la campagne et la pratique innocente de l'agriculture, » ils donnèrent les premiers l'exemple de la colonisation de la Nouvelle Angleterre. Ils préparèrent le moule qui devait servir à caractériser des institutions civiles et religieuses. En se soumettant eux-mêmes à toutes les privations, ils servirent la postérité, ils furent les bienfaiteurs des générations futures. Dans l'histoire du monde, bien des pages sont consacrées à célébrer les hommes qui ont assiégé des cités, subjugué des provinces ou renversé des empires. Aux yeux de la raison et de la vérité une colonie est un titre plus réel à la gloire qu'une victoire; les citoyens des États-Unis devaient chérir bien plus la mémoire de ceux qui ont donné pour fondement à un

État la liberté démocratique, les pères de notre patrie, les hommes qui, dès qu'ils foulèrent pour la première fois le sol du Nouveau Monde, y répandirent les semences des principes de la liberté républicaine et de l'indépendance nationale. Ils se réjouissaient, par anticipation, à l'idée que leur influence s'étendrait et que leurs successeurs reconnaissants conserveraient le souvenir glorieux de leurs vertus. « C'est par de faibles commencements, disait Bradford, que les grandes choses se sont produites; de même qu'un petit flambeau peut en allumer des milliers, ainsi la lumière qui a lui dans ce coin de terre a éclairé non seulement beaucoup d'hommes, mais même en quelque sorte toute notre nation. » — « Ne vous affligez pas, » telle était la consolation adressée d'Angleterre aux pèlerins à l'époque de leurs plus grandes souffrances, « ne vous affligez pas, si vous avez servi d'instruments pour briser la glace pour d'autres. La gloire vous en appartiendra jusqu'à la fin du monde. »



TABLE DU PREMIER VOLUME.

INTRODUCTION	v
CHAPITRE I ^{er} . — Premier voyage. — Établissements fran- çais	9
• II. — Les Espagnols aux États-Unis	35
• III. — L'Angleterre prend possession des États- Unis	82
• IV. — Colonisation de la Virginie	128
• V. — Esclavage. — Dissolution de la Compagnie de Londres.	175
• VI. — Restrictions au commerce des colonies.	215
• VII. — Colonisation du Maryland	263
• VIII. — Les pèlerins	295

MAR 2 000 236

